

L'Europe  
forteresse

ENTRE l'Europe fortresse et l'Europe de la libre circulation, les gouvernements des Douze ne balancent plus. Les pressions migratoires de l'Est et du Sud et la montée de la xénophobie ont conduit les représentants de l'Europe riche à privilégier non plus l'ouverture des frontières, mais la répression de l'immigration illégale et le rejet des demandes d'asile « infondées ».

La réunion des ministres européens chargés de l'immigration qui vient de se tenir à Copenhague a confirmé cette tendance déjà manifestée, l'automne dernier, lors de la précédente réunion de Londres. Les ministres ont adopté une résolution visant à faciliter « le contrôle et l'éloignement » des immigrés en situation irrégulière et des demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée. Les ministres ont décidé également « d'éloigner les personnes qui ont contribué à l'immigration clandestine, à l'hébergement ou à l'emploi d'immigrés clandestins ».

ILS sont aussi convenus de contrôler les personnes qui ont obtenu un permis de séjour, mais pas de travail, celles qui épousent un ressortissant communautaire, ou celles autorisées à rejoindre leurs familles dans le cadre du regroupement familial. L'accueil réservé aux réfugiés de l'ex-Yougoslavie n'est guère plus enthousiaste, puisqu'une simple « protection temporaire » est accordée « dans la mesure des possibilités », au grand dam d'Amnesty International.

Ce raidissement communautaire aux frontières de la Communauté se double des hésitations manifestées à l'égard de la libre circulation interne entre les neuf pays signataires de la convention d'application des accords de Schengen, dont la France vient de reporter l'application « sine die ».

CETTE double attitude de retrait traduit les craintes des conséquences de l'afflux des demandeurs d'asile, dont le nombre (557 000 en 1992 dans les douze pays de la Communauté, dont 438 000 pour la seule Allemagne) a presque doublé en trois ans. Le premier réflexe des gouvernements de la CEE consiste à signer avec les États périphériques (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, pays du Maghreb) des accords obligant ces derniers à réadmettre les étrangers ayant transité sur leur sol avant de pénétrer dans la Communauté. Autrement dit - ce que l'on peut déplorer - de reporter sur des pays tiers, eux-mêmes confrontés à de graves difficultés, la charge de « traiter » l'immigration.

Dans ce contexte, la pleiade présentée par Charles Pasqua, dans « le Monde » du 2 juin en faveur de « l'immigration zéro » a semblé justifier la position européenne. Certes, la position du ministre français de l'Intérieur apparaît plus radicale que les résolutions communautaires, notamment sur les restrictions au regroupement familial et au droit d'asile. Le projet a d'ailleurs été critiqué par le ministre de l'Intérieur belge, Louis Tobback, comme risquant de « mettre un frein à l'harmonisation de la politique européenne en matière d'immigration ». Mais la proposition de Charles Pasqua de limiter au maximum l'entrée en France de nouveaux étrangers ne peut que résonner comme une invitation à surélever un peu plus encore les murailles déjà dressées autour de la Communauté.

M0147 - 0683 0 - 7.00 F



Tandis que l'on annonce 23 millions de sans-emploi dans la CEE en 1994

Le gouvernement s'efforce d'atténuer  
la montée et les effets du chômage

Michel Giraud, ministre du travail, devait présenter, lors du conseil des ministres du mercredi 2 juin son « plan emploi », qui rassemble les dispositions annoncées le 10 mai en même temps que le collectif budgétaire ainsi que les mesures d'urgence qui y ont été ajoutées le 25 mai par M. Balladur.

Alors que des conjoncturistes annoncent vingt-trois millions de chômeurs, soit 11,4 %

de la population active, en Europe l'an prochain, le plan examiné par le gouvernement prévoit une exonération des cotisations d'allocation familiale pour les bas salaires, une aide financière de l'Etat aux entreprises qui pratiqueraient une baisse des salaires à des licenciements et le développement de la formation professionnelle, notamment de l'apprentissage.

## La tentation britannique

par Jean-Marie Colombani

Un Européen sur huit sera au chômage en 1994, soit vingt-trois millions de personnes : cette sinistre prévision, que l'on doit à l'OCDE, donne la mesure de la réalité qu'il appartient au gouvernement de corriger, autant que faire se peut.

C'est une situation inédite : trop occupé à déconstruire l'héritage des socialistes, obsédé par ce qu'elle croyait être une gestion prélectorale des déficits imputée à Pierre Bérégovoy, quand il ne s'agissait, pour le premier ministre d'alors, que d'éviter un marasme plus grave encore, la droite n'avait pas vraiment pris garde à ce que signifie, pour la France, affronter une

récession en économie ouverte. Il n'y a pas de véritable précédent, donc pas de recette. Il ne peut y avoir que le choix entre des inconvénients, que des décisions d'autant plus douloureuses que la mission du gouvernement, éminemment politique - conduire Jacques Chirac à l'Elysée - s'accommoderait mieux de quelques largesses.

Dans ces conditions, une seule question est posée à Edouard Balladur : pourra-t-il faire accepter à l'opinion un taux de chômage encore plus élevé (trois à quatre cent mille chômeurs de plus à la fin de l'année en France) ? Ou bien une telle crise rendra-t-elle cette même opinion accessible à un tout autre discours, à l'illusion d'une « entre

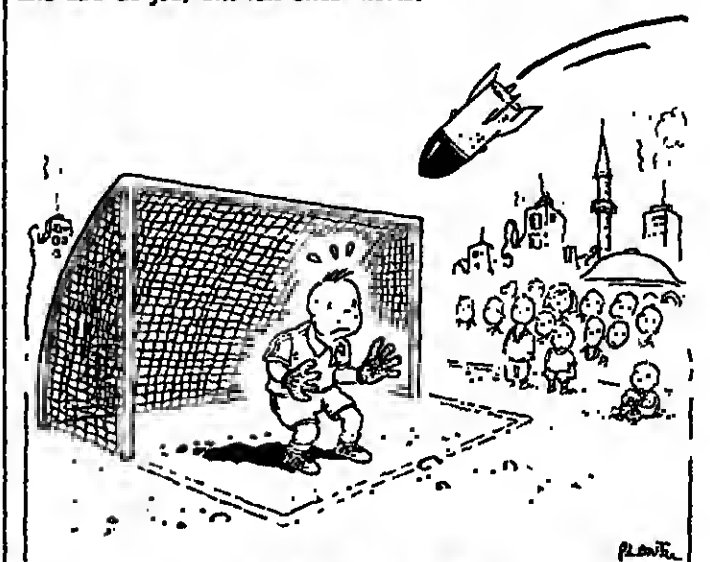
prise politique », comme on dit pendant les campagnes électorales ? La nouveauté, et le danger politique pour lui, réside dans le fait qu'il est déjà sous surveillance. Non que la gauche ait repris du poil de la bête : elle reste inaudible, parce que la déroute est encore trop proche, et parce que les thèmes classiques de la gauche sont encore trop éloignés de la préoccupation dominante des Français : ces derniers ne s'indignent donc pas (au contraire, hélas) des malheurs de la fonction publique, pas plus qu'ils ne s'inquiètent du régime de la propriété du patrimoine bancaire ou industriel national.

Lire la suite  
et nos informations page 19

Après de violents affrontements

Des opposants à M. Milosevic  
ont été arrêtés à Belgrade

A la suite des violents affrontements qui se sont produits, mardi soir 1<sup>er</sup> juin, à Belgrade, entre des milliers de manifestants qui dénonçaient la « terreur fasciste » et les forces de l'ordre, plusieurs dirigeants de l'opposition ont été arrêtés, dont le leader du Mouvement du renouveau serbe, Vuk Draskovic, qui a été blessé par la police et hospitalisé, selon son entourage. A Sarajevo, où l'ONU a suspendu ses vols humanitaires en raison des combats, deux obus tombés, mardi, sur une aire de jeu, ont fait onze morts.



Lire nos informations page 3

## La « mauvaise herbe » algéroise

La lutte contre le terrorisme est de plus en plus pesante  
et renforce, paradoxalement, le climat d'insécurité

ALGER

de notre correspondante

« Tous les jours, à partir de 17 ou 18 heures, les « ninjas » (1) débarquent, armés jusqu'aux dents, et bouclent le quartier. Mieux vaut ne pas leur tomber sous la main ! Fallait voir comment ils traitent ceux qu'ils arrêtent », lance Ahmed, en jetant des regards furieux vers le serveur du restaurant. Pour des mouchards ? Ici, dans le centre d'Alger, l'ambiance est plutôt calme. Du matin jusqu'au soir, une foule

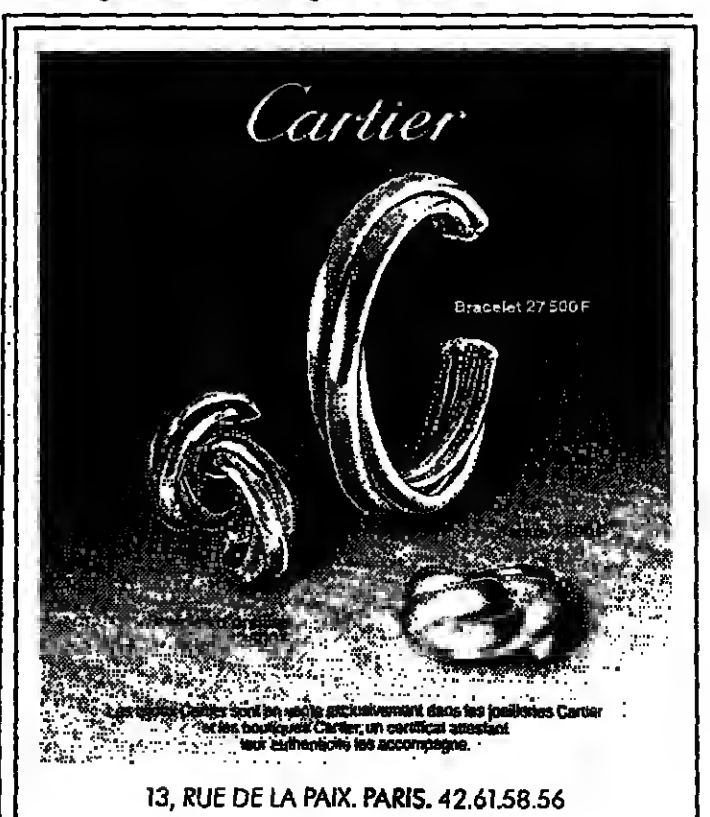
débonnaire inonde les boulevards ; des couples d'étudiants, en T-shirt et blue-jeans, fument la queue devant les pâtisseries, tandis qu'aux terrasses des cafés les hommes désœuvrés regardent passer le temps, les filles et les embouteillages. On est loin des banlieues, des ratisages et des barrages de « casques bleus » comme on appelle familièrement les gardes de sécurité en treillis bleu marine. Mais Ahmed se méfie quand même.

lièrement cités dans la presse locale, les noms de Bachjarah, Kouba ou El-Harrach, quartiers désertés de l'est de la capitale, sont devenus aussi célèbres que les mosquées de Bab-el-Oued. Prêches publics en moins, mais ninjas en prime.

CATHERINE SIMON

Lire la suite page 7

(1) : Surnom donné aux militaires ou policiers affectés à la lutte antiterroriste, et dont la tête est masquée d'une cagoule de couleur kaki.



13, RUE DE LA PAIX, PARIS. 42.61.58.56

## Défense : trois « têtes » vont tomber

Trois postes importants, qui contribuent à la sécurité extérieure et intérieure de l'Etat, devraient prochainement changer de titulaire, selon un plan en préparation. Les trois hauts fonctionnaires remplacés seront le directeur général de la sécurité extérieure (DGSE), Claude Silberstein, et le directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN), Jean-Pierre Dimilhat, qui relèveront directement du ministre de la défense, et le secrétaire général de la défense nationale (SGDN), Guy Fougère, qui dépend du premier ministre. La perspective de ces mutations cause un trouble certain dans les milieux militaires après le départ récent du délégué général pour l'armement.

Lire page 14

## Paul Touvier renvoyé aux assises

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles a renvoyé, mercredi 2 juin, Paul Touvier devant la cour d'assises des Yvelines pour crime contre l'humanité. L'ancien chef de la milice, qui est âgé de soixante-deux ans, répondra de l'exécution, le 29 juin 1944, de sept otages juifs à Rillieux-la-Pape (Rhône). La chambre d'accusation a suivi les réquisitions de l'avocat général.

Lire page 26

## Territoire 2000

La crise économique rend difficile le rééquilibrage  
entre Paris et les régions souhaité par le gouvernement

par François Grosrichard

Il y a bien longtemps que l'aménagement du territoire n'avait pas été l'objet de tant d'honneurs. La priorité avait semblé aller à d'autres secteurs, bénéficiaires de plans Armée 2000 et Université 2000. Un ministre d'Etat - et non des moindres - préside à ce sommet d'ambition, flanqué d'un ministre délégué (Charles Pasqua et Daniel Hoeffel).

Le Sénat a longuement débattu de la question fin mai avant de passer le relais, mardi 1<sup>er</sup> et mercredi 2 juin à l'Assemblée nationale. Le constat, à défaut de solutions, fait l'unanimité : pendant que les métropoles boulimiques continuent d'attirer hommes et richesses,

les campagnes (que traumatisent des réformes internationales qui leur sont imposées) redoutent d'être marginalisées. Banlieues de toutes les inquiétudes ici, déserts ruraux de tous les espoirs là.

A l'instar de ses prédécesseurs, mais avec apparement plus d'énergie, le gouvernement Balladur a décidé d'essayer d'enrayer le périlleux phénomène, comme touché par la grâce rousseauiste : « Les hommes ne sont point faits pour être entassés en fourmilières. Plus ils se rassemblent, plus ils se corrompent. Les villes sont le gouffre de l'espèce humaine. »

Pour frapper l'opinion, le premier ministre a ordonné un moratoire arrêtant toute fermeture de service public dans les

zones rurales. Et, d'ores et déjà, il a décidé de stopper net les nouveaux projets d'ouverture de super et hypermarchés, qui tuent un à un les derniers épiceries, cafés, charcuteries, stations-service et, au bout du compte, écoles, des cantons les plus reculés. Bravo !

Mais l'électrochoc n'aura duré que ce que durent les électrochocs, l'espace d'un discours politique... Car voilà qu'en quelques jours un ensemble de décisions non d'orientations publiques sont annoncées, nécessaires sans doute dans une stricte optique d'économies budgétaires, mais dangereuses pour l'équilibre fragile du territoire.

Lire la suite  
et nos informations page 9

INGENIEUR  
RESEAU DSACREDIT  
COOPERATIF

réseaux-Qualiticiens

8 GROS PROJETS  
QUES A L'EXPORT2 INGENIEURS D'AFFAIRES  
dont 1 spécialiste des contrats  
du Moyen-Orient

MORPHO



## DÉBATS

Révision constitutionnelle

## Eviter la chicane

par Yves Gaudemet

AUJOURD'HUI, le contrôle que le Conseil constitutionnel exerce sur la loi, pour en vérifier la conformité à la Constitution, est essentiellement un contrôle préventif. Si l'on néglige quelques hypothèses particulières dans lesquelles il s'agit essentiellement de faire respecter l'ordre des compétences entre le législateur et le pouvoir réglementaire. C'est en effet uniquement au stade de la confection de la loi, dans le délai de quelques jours qui sépare son vote par les assemblées parlementaires de sa promulgation par le président de la République, que la loi peut être déférée au Conseil constitutionnel : celui-ci en apprécie alors la conformité à la Constitution et, le cas échéant, en empêche la promulgation, soit de la loi dans son ensemble, soit de la partie du texte jugée inconstitutionnelle, dès lors qu'elle est défectueuse du reste de la loi. Encore la faculté de saisir le Conseil constitutionnel est-elle réservée au président de la République, au premier ministre, aux présidents des assemblées et, depuis 1974, à l'opposition parlementaire (60 députés ou 60 sénateurs).

Sur ces bases *a priori* restrictives, le Conseil constitutionnel a eu, en deux décennies, à imposer une doctrine généralement admise, qui, à l'instar des autres démocraties occidentales, explicite et prolonge la Constitution et les droits fondamentaux, et en assure le respect par le Parlement et le gouvernement. On peut dire aujourd'hui, sans grande crainte d'être démenti, que le Conseil constitutionnel est un succès, que le contrôle du Conseil est efficace, que son existence et sa jurisprudence ont été plus sérieusement contestées, et que ceux-là mêmes qui en proposaient la suppression ont abandonné leur projet.

Mais, dit-on, l'édifice n'est pas complet. Le Conseil constitutionnel peut ne pas être saisi avant la promulgation de la loi : c'est rarement le cas aujourd'hui pour des textes importants. Mais c'est évidemment le cas de toutes les lois antérieures à la Constitution de 1958, voire à la réforme constitutionnelle de 1974. Et cette saisie elle-même est comme coiffée par le monde politique, qui, en la moquant, ne peut que subir ce qui apparaît comme parfois comme une collusion pour s'affranchir du respect de la Constitution.

Du constat à la médecine, les choses vont vite. Il faut, nous dit-on, compléter le système actuel, exclusivement préventif, par la possibilité, reconnue à tout un chacun, de contester la conformité à la Constitution des lois existantes, votées, promulguées et entrées en vigueur.

La nouveauté est considérable. Pour l'essentiel, aujourd'hui encore, la loi votée et promulguée reste ce France un acte incontestable, qui s'impose aux administrés comme elle s'impose au juge. La seule véritable entorse à cette « souveraineté de la loi » est venue des jurisprudences qui ont admis, relativement récemment, que la loi française soit écartée lorsqu'elle est contraire à un traité international, et alors même qu'elle serait postérieure à ce traité. Il faut d'ailleurs reconnaître que cette possibilité de contester la loi par référence au

traité international est un argument fort pour ceux qui voudraient que, demain, on puisse la contester de la même façon par référence à la Constitution.

Mais, outre qu'il est prévu que cette contestation puisse aller beaucoup plus loin, et comporter en particulier, au moins dans certains cas, un véritable effet abrogatif de la loi, alors que, à l'égard des traités internationaux, il ne peut jamais s'agir que d'en écarter l'application, on envisage aujourd'hui non pas de substituer ce nouveau système de contrôle de constitutionnalité à celui qui existe déjà, mais bien de l'y ajouter, créant ainsi une situation composite sans précédent dans aucun système étranger.

## Dilution

L'intention est pure : la multiplication des procédures de contrôle de droit ; il faut élargir à ce qui existe et à ce qui n'existe pas. Peut-être, mais on doit pas craindre aussi que trop de droit ne tue le droit ? En matière constitutionnelle plus qu'en toute autre, il arrive que la recherche de la perfection théorique soit ennemie du bien.

Le Conseil constitutionnel vérifie déjà efficacement la conformité de la loi à la Constitution, lors du vote de celle-ci. Admettre que la loi coïncide avec la Constitution, en plus, être critiquée à n'importe quel tribunal, par n'importe quel justiciable, c'est créer forcément le risque d'un éclatement, d'une dispersion du contrôle de constitutionnalité et de divergences d'interprétation.

L'objectif n'a pas échappé. Le projet prévoit que les arguments d'inconstitutionnalité invoqués par les plaignants, tout devant le juge

administratif que devant le juge judiciaire, seront d'abord appréciés dans leur sens par les cours suprêmes, Cour de cassation et Conseil d'Etat, auxquelles il appartient - mais uniquement lorsque l'argument paraît sérieux - de transmettre ensuite au Conseil constitutionnel, qui tranchera. C'est ce que l'on a appelé le système du « filtre » exercé par des cours suprêmes, dont la fonction est aussi d'éviter l'encombrement du Conseil constitutionnel, qui n'est pas en l'état - sauf à bouleverser son organisation - de traiter un contentieux ainsi multiplié.

En bref, on ne donne pas au juge, à tous les juges, la possibilité d'écartier la loi au motif de son inconstitutionnalité, ce qui aurait sa logique et nous rapprocherait de nombreux systèmes juridiques existants ; mais uniquement celle de constater que l'inconstitutionnalité invoquée constitue pour lui une question préjudicielle, de la compétence du seul Conseil constitutionnel saisi selon une procédure faisant intervenir le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation.

Il reste que l'expression et la sanction de l'ordre juridique constitutionnel vis-à-vis de la loi ne seront plus, comme aujourd'hui, le fait du seul Conseil constitutionnel intervenant lors de l'élaboration de la loi ; mais aussi de ce Conseil saisi par voie de questions préjudicielles dans le cadre de n'importe quel litige, et encore, d'une certaine façon, des juridictions ordinaires et des cours suprêmes, qui, pour jouer leur rôle de filtre, devront apprécier le sérieux de la discussion de constitutionnalité ouverte devant elles.

Or rien ne permet de penser, en effet, que la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat auront nécessairement

la même analyse de la même objection d'inconstitutionnalité ; l'un renverra au Conseil constitutionnel, l'autre jugera que la question n'est pas difficile et ne justifie pas ce renvoi. Le Conseil lui-même aura beaucoup de difficultés à assurer la cohérence de ses interventions, puisque saisi selon des modalités totalement différentes : tantôt alors que la loi n'est pas encore en l'état de loi, tantôt dans le cadre d'un litige, et en tirant des conséquences sur l'existence même de la loi ainsi contestée. De même encore, les juridictions inférieures hésiteront légitimement à engager la procédure de renvoi à la Cour suprême puis au Conseil constitutionnel lorsque l'objection de constitutionnalité leur paraîtra faible, ou déjà réglée par de précédentes décisions du Conseil.

Bref, c'est l'unité de l'interprétation constitutionnelle qui risque d'être compromise. Le contrôle de constitutionnalité se disperse, se dilue, échappera de fait au seul Conseil constitutionnel.

## Dévoiement

En outre, il ne faudrait pas que de ce système merveilleusement imaginé, la séduction soit celle du mirage. En faisant miroiter un progrès de l'Etat de droit, on risque-t-on pas de favoriser les contestations et le contentieux, au détriment d'une légitime exigence de sécurité, de clarté et de stabilité du droit ? Le projet n'est jamais un progrès du droit ; il en est souvent l'écœur.

Les habiles, sans doute, usent de ces nouvelles voies contentieuses ; mais trop souvent avec un

souci dilatoire ou celui de compliquer artificiellement des procédures qui le sont déjà suffisamment dans le système juridictionnel français. Cette forme d'incompétence du juge qu'est la question préjudicielle trouvera à un nouveau champ d'expansion. Le juge, une fois encore, s'éloignera du justiciable pour servir une fonction normative qui n'est pas principalement la sienne.

Et tout ceci pour quel gain ? S'il s'agit de textes vraiment attentatoires aux libertés, la réforme n'apportera rien ou fort peu, car - on l'a dit - les tribunaux font déjà prévaloir sur la loi contraire les pactes internationaux ratifiés par la France, notamment le convention européen des droits de l'homme, pactes qui consacrent l'essentiel de ces droits et libertés, repris d'ailleurs largement de la tradition juridique française.

Ainsi, on connaît déjà les victimes : vraisemblablement quelques lois anciennes, que nul n'a jamais songé à abroger, sur le fil desquelles, au contraire, chacun a vécu, construit, commercé, payé ses impôts. On les découvre tout d'un coup, après des années de procédure et de décisions contradictoires, frappées du péché mortel d'inconstitutionnalité, et elles s'effondrent lentement, entraînant dans leur chute des situations constitutives et des droits acquis.

On nous dira le tableau noir ci-dessus. Soit. Mais restons tout de même attentifs à ne pas, cherchant le progrès de l'Etat de droit, faire le lit de la chicane.

► Yves Gaudemet est professeur à l'université Paris-II (Paris-Nanterre).

## BIBLIOGRAPHIE

## Le martyre du peuple de Bod

L'AN PROCHAIN  
A LHASSA  
de Claude Levenson  
Bollod,  
239 pages, 110 F.

L'été dernier, nous étions en Bretagne, et qui on voit débarquer à l'improviste ? Quatre moines bouddhistes tibétains, bruns nus, en longues robes rouges sombres, notre fils - on le croyait à New-Delhi - et trois capelins. La maison est assez isolée, difficile à trouver et, bon, ils avaient frappé à plusieurs portes pour demander leur chemin. A la stupéfaction écarquillée des voisins. On en parle encore dans le canton !

Pourquoi je vous raconte ça ? Parce que Claude Levenson a eu exactement le même impression en rencontrant au cœur de l'hiver, stupéfait, lui aussi, dans une rue de Genève plantée d'arbres de Noël, un de ses amis, Lama Pema, tout emmitouflé de grenat. C'est le sujet de son dernier bouquin, *L'An prochain à Lhasa*, un livre à la fois somptueux, émouvant et délicat, l'exode, la diaspora d'un peuple martyrisé, éparpillé de par le monde, le peuple de Bod, tour de fierté, de galère, de dignité.

Elle a rencontré des Tibétains caennais. Une naine, un insatiable, un réceptacle de gènes chinois, le frère et le cœur du dala-lama, un moine bâtisseur, d'autres encore. Ils ont trouvé refuge en Inde, au Népal, au Bhoutan. Ils ont essaimé en Nouvelle-Zélande, au Canada, en France, aux Etats-Unis, en Suisse aussi, montagne obligée. Leurs destins se croisent et leur voix charrie, à l'unisson, une infinie nostalgie pour le Haut Pays, enval, mesacris, détruit, occupé par les troupes de Mao.

## Textes sacrés brûlés

Joué à une époque toute récente, au moindre murmure, signe de prière, on vous tranchait la gorge. Vos enfants n'avaient pas le droit de parler leur propre langue à l'école. Des centaines de milliers de xylographes, rouleaux ou s'écrittaient d'admirables textes sacrés perdus à jamais, ont servi de bois de chauffage ou de construction.

Et il ne reste rien des innombrables manastères, lieux d'étude et de méditation. A l'exception de deux ou trois, conservés pour la forme, pour démentir la rumeur d'extermination et physique et culturelle qui commençait, après des années de silence indifférence, à faire sourcilier le monde occidental. Un peu comme si les neiges avaient rasé la Bibliothèque nationale et toutes nos cathédrales sauf Chartres et Notre-Dame.

C'est l'abstention à transmettre la tradition et à reconstruire de Katmandu à Dharamsala, ces lieux saints, c'est la tentation et l'hésitation des exilés à reprendre le chemin du Tibet du monde à l'invitation encore lourde de menaces de Pékin, que raconte avec un sens extraordinaire de la couleur et de la lumière Claude Levenson, elle qui a promené son stylo-caméra des deux côtés de l'Himalaya et déjà tant fait pour la cause du Tibet.

Elle est loin d'être gagnée. L'obséquieuse prudence, l'empressement des grandes puissances à se mettre bien avec le gouvernement de Pékin, par ici le monnaie des échanges commerciaux, tout indique qu'il va falloir attendre l'implosion du régime communiste pour que le Haut Pays se libère enfin.

Et encore ! La colonisation y a pris de telles proportions qu'une solution à l'algérienne n'est pas pensable. On va se retrouver dans celle, intenable, des Etats baines « russifiés » à plus de 50 %. Qui, longue sure du lit nuit tibétain !

CLAUDE SARRAUTE

## La « sagesse » du Sénat

par Solon

EN écartant du projet de révision constitutionnelle présenté par le président de la République l'exception d'inconstitutionnalité (c'est-à-dire la possibilité pour chaque citoyen d'invoquer lors d'un procès quelconque le caractère inconstitutionnel de la disposition législative qui lui serait applicable), le Sénat a-t-il vraiment fait preuve, comme on l'entend ici et là, d'un indécrottable archaïsme ? En estimant qu'une telle réforme n'était pas mûre, s'est-il saisi du premier prétexte venu pour manifester son hostilité à l'encontre du Conseil constitutionnel, institution célébrée partout comme l'incarnation de l'Etat de droit ? A-t-il méprisé la circonstance que cette réforme, déjà proposée au Parlement en 1989, suscite une adhésion unanime au sein de la communauté juridique ? On permettrait à une plume dissidente de tenter de montrer que, malgré les apparences, les « sages » du Palais du Luxembourg n'ont mérité leur nom.

1) Quels motifs impérieux poussent les auteurs de l'exception d'inconstitutionnalité à modifier sur un point décisif notre dispositif institutionnel ?

a) La fin de l'exception française ? A en croire les partisans de la réforme, le contrôle de la constitutionnalité des lois à l'occasion d'un procès ordinaire permettrait à la France de rejoindre le concert des démocraties développées. Vienne tard au contrôle de constitutionnalité, la France serait, selon eux, la dernière à interdire à ses citoyens de critiquer la loi devant une juridiction de droit commun. Il serait donc plus que temps de rendre le cou à cette honteuse exception française.

Notons d'abord que l'argument est inexact. Beaucoup de démocraties (et non des moindres !) ne connaissent pas du tout de contrôle de constitutionnalité des lois. C'est le cas de la Grande-Bretagne, qui reste très attachée au principe de la souveraineté du législateur. Le respect des droits fondamentaux y est-il vraiment plus mal assuré ?

En outre, la spécificité du système français de contrôle de constitutionnalité justifie que, une fois promulguée, la loi ne puisse être déclarée inconstitutionnelle.

A l'étranger, les cours constitutionnelles contrôlent le plus souvent la loi *a posteriori*, à propos de cas d'application concrets. En France, en revanche, le contrôle est à la fois abstrait - il s'exerce sur la loi, indépendamment des conditions de son application - et *a priori* - il s'exerce avant que la loi ne soit promulguée. Il est certes permis de regretter

qu'un consensus politique éventuel autorise la promulgation de dispositions inconstitutionnelles. Mais le système a sa logique : il concilie la sécurité juridique (stabilité de l'édifice législatif) et les exigences constitutionnelles ; il permet à une minorité de parlementaires (soixante députés ou soixante sénateurs) de faire échec à la promulgation d'une loi inconstitutionnelle. L'expérience prouve au demeurant que la faculté qui a été ainsi donnée en 1974 à la minorité parlementaire de déférer une loi votée au Conseil constitutionnel n'est pas restée lettre morte !

En vérité, l'adoption de la loi est entourée en France des garanties les plus sérieuses en ce qui concerne la protection des libertés. Outre l'intervention éventuelle du Conseil constitutionnel, n'oublions pas que le Conseil d'Etat dispose d'une garde systématique et vigilante autour des projets de loi (d'où est issue la grande majorité de notre production législative). Ajouter un mécanisme supplémentaire de contrôle alourdit le système bien ainsi conçu, ce que connaissent les autres démocraties occidentales.

b) Un renforcement de l'Etat de droit ?

## La question taboue du Conseil constitutionnel

Tel est le principal argument des partisans de la réforme. Il ne souffre, à leurs yeux, aucune contestation. En permettant à un citoyen d'invoquer, devant le juge ordinaire, l'inconstitutionnalité d'une disposition législative, la Constitution accroîtrait les garanties fondamentales du justiciable et consacrerait ainsi l'Etat de droit.

Cette argumentation méconnaît une évolution décisive de la jurisprudence : les juridictions judiciaires (depuis 1975) et administratives (depuis 1989) font désormais prévaloir les engagements internationaux de la France sur la loi française, même lorsque celle-ci est postérieure à eux.

Cette primauté du traité sur la loi prend tout son sens en matière de libertés publiques et de droits fondamentaux. Ainsi, la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ou les divers pactes conclus sous l'égide de l'ONU, ratifiés par la France, édictent des règles protectrices qui recouvrent très largement celles dégagées par le Conseil constitutionnel. Il est donc d'ores et déjà impossible à un juge d'appliquer une loi qui viendrait des droits fondamentaux énoncés par ces instruments internationaux. Exemple parmi d'autres, emprunté à l'ach-

lité : s'agissant du séjour des étrangers, le Conseil d'Etat fait prévaloir l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme (qui pose le principe du « droit à une vie familiale normale ») sur les dispositions plus restrictives de la loi interne. Qu'apporterait de plus l'exception d'inconstitutionnalité ?

2) Largement inutile, l'exception d'inconstitutionnalité présenterait de plus de graves inconvénients, que ses partisans se gardent bien d'évoquer.

a) La jurisprudence du Conseil constitutionnel est intrinsèquement liée au caractère *a priori* du contrôle qu'il opère. Le Conseil a pu se montrer d'autant plus exigeant, s'agissant du respect des droits fondamentaux, que son contrôle s'exerceait abstraitement sur des lois votées et non promulguées. Plus encore que les autres juridictions, le juge constitutionnel crée du droit. Ce faisant, il a été d'autant plus audacieux qu'il a examiné le « flux », et non le « stock ».

Il en résulte que l'application de sa jurisprudence, construite au fil des années 70 et 80, à des textes législatifs anciens frapperait d'inconstitutionnalité nombre de dispositions, souvent consensuelles, qui ne menacent pas les libertés publiques. La remise en cause de ces législations désorganiserait notre environnement normatif, ce qui, indirectement, affecterait la vie de la Nation. Pour quel bénéfice juridique ?

Les juristes méconnaissent trop que les législations anciennes cristallisent un compromis social ; le remettre en cause risquerait d'introduire bien des désordres. Les libertés n'y gagneraient rien.

Ce système imposerait enfin une surcharge de travail à un Parlement déjà fort occupé à introduire en droit interne des directives européennes. Pour réparer les « pots cassés » des déclarations d'inconstitutionnalité, faudrait-il faire siéger le Parlement ou permanence ?

b) En vérité, l'exception d'inconstitutionnalité serait moins la consécration des droits fondamentaux que la providence des procédures.

Ne nous dissimulons pas cette évidence : les réquisitoires qui invoquent, dans un procès ordinaire, l'exception d'inconstitutionnalité sont ceux qui ont le plus grande familiarité avec la matière juridique. Ce seront soit les plus astucieux, soit les plus fortunés. L'image d'Epinal de la défense des droits des citoyens déshabillés et faibles face à l'Etat déshabillé se dissipera à la lumière crue des débats juridiques, comme l'inégalité devant le droit, s'en trouveront aggravés. Après l'avoir érigé

en modèle, nous mesurons les défauts de l'exemple américain : l'exception d'inconstitutionnalité a créé une « rente de complexité », qui s'analyse, au plan macroéconomique, comme un prélèvement sur le PNB au profit des professionnels non directement productifs. Mieux vaut faire l'économie de ces effets pervers.

c) Enfin, si l'on devait s'engager dans la voie de l'exception d'inconstitutionnalité, il serait inconcevable de ne pas remettre en cause la composition du Conseil constitutionnel. Il est amusant de constater combien cette question semble aujourd'hui démodée : la doctrine, dans son ensemble ni la commission Vedel ne risquent même à l'évoquer. Pourtant, la comparaison entre le Conseil constitutionnel français et les autres cours constitutionnelles européennes (un encore la Cour suprême des Etats-Unis) fait ressortir l'étrange de la désignation des sages de la rue Montpensier. Elle peut sans doute se justifier dans le cadre du contrôle actuel de constitutionnalité, lui aussi très spécifique. Mais si l'exception d'inconstitutionnalité devait être adoptée, il serait anormal de maintenir une telle désignation dans un choix opéré par les autorités de nomination (président de la République et président des deux assemblées). La juridictionnalisation du statut du Conseil constitutionnel devrait nécessairement s'accompagner d'une plus grande diversité dans la désignation de ses membres. A l'étranger, la compétence juridique est partout une condition *sine qua non* de l'accès à la fonction de juge de la loi.

La soif de salut terrestre se cherche, en Occident, un substitut à l'utopie révolutionnaire. A cet égard, la magnificence irréaliste de l'Etat de droit constitue un avatar de l'idéalisme rédempteur. D'où la charge idéologique nouvelle d'un thème comme celui du contrôle de constitutionnalité. Si important que soit le droit, il serait cependant bien illusoire de voir en lui une potion magique pour venir à bout de déséquilibres économiques et sociaux qui appellent d'autres thérapeutiques que le renforcement des contre-pouvoirs juridictionnels. Il est excellent que la V<sup>e</sup> République ait limité la place de la loi pour que soit respectée la Constitution, mais il serait certainement dangereux pour l'esprit démocratique de demander au Conseil constitutionnel d'arbitrer tous les débats qu'une société libre doit aussi pouvoir mener librement à terme.

► Solon est le pseudonyme de plusieurs hauts fonctionnaires.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lecaillon, président  
directeur de la publication  
Bruno Freppon  
directeur de la rédaction  
Jacques Gué  
directeur de la gestion  
Maurice Loubert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solon  
adjoints au directeur  
de la rédaction

Yves Agnès  
Thomas Fereyrol  
Philippe Heryman  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Bonville-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
16, RUE FALGUiÈRE  
75014 PARIS CEDEX 14  
Tél : (1) 40-55-35-25  
Télécopieur : 40-55-35-99  
L'ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BELVILLE-MÉRY  
94882 IVRY-LE-LOUÏS CEDEX  
Tél : (1) 40-55-35-25  
Télécopieur : 40-50-30-10



# ÉTRANGER

Les combats en Bosnie et la manifestation de Belgrade

## Deux obus sur une aire de jeu à Sarajevo : 11 morts

« Nous disputions un tournoi de football. C'était horrible ! Tout était couvert de sang. » Allongé dans une salle d'attente de l'hôpital Kosevo, une plaie béante à la cuisse, Adnan Suljagic, dix-neuf ans, raconte l'horreur. Celle de ces deux obus tombés sur un parking de la banlieue de Sarajevo alors que les habitants avaient profité d'une accalmie dans les bombardements pour organiser une rencontre de football. Bilan : onze morts, dont trois enfants, et 80 blessés (nos dernières éditions du 2 juin).

Pour Adnan Suljagic, il ne fait aucune doute que les tirs visaient délibérément les joueurs et les quelque 200 spectateurs, qui se croyaient à l'abri sur ce terrain aménagé sur un parking assailli d'obus. « Le premier obus est tombé, des blessés ont tenté de trouver un abri en rampant, d'autres traînaient les plus touchés avec eux », a raconté un autre témoin. Pour expliquer la présence, à déconfort, de tant de spectateurs dans un quartier aussi exposé, le docteur Youssef Hajir, chef de l'hôpital local, n'a que cette phrase : « Les gens veulent vivre. Ils n'ont pas eu de vie à Dobrinja depuis plus d'un an. » Ce drame est le plus sanglant depuis celui du 27 mai 1992, qui avait fait au moins 70 morts et plus de 70 blessés parmi des habitants faisant la queue pour acheter du pain.

Des tirs ont également été signalés, mardi, dans d'autres quartiers de la capitale bosnienne, notamment à l'aéroport, où les blindés des « casques bleus » français ont été pris pour cible et où un civil a été tué dans la nuit.

Deux soldats français ont été touchés par des tirs, selon un représentant de l'ONU, qui a annoncé la suspension, mercredi, du pont aérien sur Sarajevo.

Cependant, dans le nord du pays, une attaque d'artillerie serbe contre un convoi humanitaire se rendant dans l'enclave musulmane de Maglaj a fait trois morts chez les convoyeurs de l'ONU - deux chauffeurs danois ainsi qu'un interprète local. Quatre autres conducteurs danois ont été blessés alors qu'ils convoyaient de l'aide fournie par la CEE. Des tirs, probablement des obus de tank, ont atteint et détruit partiellement un tunnel, à

l'entrée sud de Maglaj, dans lequel étaient déchargés et entreposés les secours. L'attaque a été attribuée aux forces serbes, qui assiègent depuis neuf mois cette enclave musulmane, située au pied du mont Ozren, à 100 kilomètres au nord de Sarajevo.

### Offensive sur Gorazde

À la suite de l'attaque du convoi de Maglaj et de l'assassinat, samedi dernier, de trois membres d'une organisation humanitaire italienne (le Monde du 2 juin), M<sup>rs</sup> Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations

### L'attaque d'un convoi italien

#### « Une sorte de chasse à l'homme »

« Ils ont ouvert le feu dans notre direction puis ont commencé une sorte de chasse à l'homme », a raconté, mardi 1<sup>er</sup> juin, Agostino Zanotti, le commandant de la bande armée, s'est soldée par la mort de trois volontaires italiens. Lui n'a eu la vie sauve qu'en se cachant, plusieurs heures, dans une rivière, a-t-il expliqué.

« Nous approchions de la ville de Novi-Travnik. Nous étions alors sur une route non goudronnée lorsque des soldats nous ont ordonné de nous arrêter en pointant leurs armes vers nous », a précisé ce rescapé. Ces soldats irréguliers ont alors conduit les cinq membres de la mission italienne sur une route de mon-

tagne pendant 4 kilomètres puis les ont embarqués à bord d'un tracteur.

« Ils portaient différents insignes qui n'appartenaient à aucune armée régulière », a déclaré Agostino Zanotti. Le commandant de la bande armée a montré aux Italiens le chemin à suivre pour rejoindre Novi-Travnik. « Deux soldats nous ont emmenés alors dans un endroit isolé, ont volé tout ce que nous avions gardé et ont commencé à tirer, s'est-il souvenu. Ils ont ouvert le feu. Je me suis alors précipité vers une rivière où je suis resté pendant deux heures en attendant la tombée de la nuit. » Les corps de deux de ses compagnons - un journaliste et un homme d'affaires - ont été retrouvés. (Reuters)

unies pour les réfugiés, a protesté contre ceux qui tuent des travailleurs humanitaires, ceux qui tentent de nous empêcher de porter assistance aux victimes de ce conflit insensé », rapporte notre correspondante à Genève, Isabelle Vichniac.

Selon le HCR, la situation est catastrophique à Maglaj, sur laquelle s'abatent quotidiennement 5 200 obus, tuant 5 à 10 personnes pour une population de 32 000 habitants. Les forces serbes ont resserré leur étau sur cette localité stratégique, dont la FORPRONU (Force de protection de l'ONU) a préconisé qu'elle serait traitée « zone de sécurité », à l'instar de Sarajevo, Tuzla, Bihać, Srebrenica, Zepa et Gorazde. Radio-Sarajevo a fait état mercredi d'une offensive généralisée de l'armée serbe bosnienne, appuyée par des blindés, sur l'enclave de Gorazde, où les civils tentent, par milliers, de fuir les combats.

Le président bosnienne Alija Izetbegovic a de nouveau appelé, mardi, les Nations unies à lever l'embargo sur les armes en faveur des musulmans de Bosnie. « L'ennemi détruit tout ce qui se trouve en face de lui et il peut le faire car [les Nations unies] ont lié nos mains », déclare M. Izetbegovic dans une lettre envoyée au Conseil de sécurité et citée par la télévision de Sarajevo. « Vous dites que vous ne souhaitez pas voir ignorer dans le conflit mais, messieurs, vous vous êtes ingérés directement et excessivement lorsque vous avez imposé un embargo sur les armes à l'ex-Yugoslavie, un embargo qui a entraîné la mort de la Bosnie-Herzégovine », écrit le président bosnien. (AFP, AP, Reuters)

## Vuk Draskovic leader de l'opposition serbe a été arrêté

Un policier est mort et plus de vingt personnes ont été blessées, dont sept par balles - cinq civils et deux militaires - dans la nuit du mardi 1<sup>er</sup> au mercredi 2 juin, lors d'affrontements à Belgrade entre des manifestants et les forces de police, après qu'un député de l'opposition eut été agressé dans l'enceinte du Parlement yougoslave par un député ultranationaliste, l'un de ceux qui avaient voté, la veille, la destitution du président Dobrica Cosic. Vuk Draskovic, le leader du principal parti d'opposition serbe a été arrêté.

### BELGRADE

de notre correspondante

« Ce soir, les fascistes ont battu un député, demois c'est à nous tous qu'ils peuvent s'en prendre. » Devant plusieurs milliers de manifestants rassemblés, mardi 1<sup>er</sup> juin en début de soirée, sur l'esplanade du Parlement fédéral yougoslave, Vuk Draskovic, leader du Mouvement du renouveau serbe (SPS), le principal parti d'opposition en Serbie, a appelé les Belgradois à descendre dans la rue pour protester contre la « terreur fasciste » semée par les hommes du Parti radical serbe (SRS) de l'ultranationaliste Vojislav Seselj.

Dès la fin de l'après-midi, des centaines de Belgradois qui avaient suivi à la télévision la retransmission en direct de la session parlementaire avaient commencé à défiler sur la place du Parlement pour exprimer leur indignation.

Quelques instants plus tôt, en effet, la session avait été interrompue après que Mihajlo Markovic, député du Mouvement du renouveau serbe qui discutait avec quelques collègues dans les couloirs du Parlement eut été frappé de coups par un député ultranationaliste, M. Vlakic. Cet ancien repris de justice, élu aux législatives de décembre dernier sur la liste de M. Seselj, n'a pas été inquiété. M. Markovic souffre d'une légère commotion cérébrale.

### Jets de pierres contre matraques

Au fur et à mesure que la foule s'entassait sur l'esplanade, les forces spéciales de la police se déployaient devant l'entrée du bâtiment. Vers 22 heures, le corps de policiers tentait de repousser les manifestants qui, aux coups de matraque, répondaient par des jets de pierres. Pour tenter de ramener le calme, Vuk Draskovic, accompagné d'autres représentants de l'opposition serbe, entraînant une partie de la foule dans les rues du centre de Belgrade. Mais les blindés de la police se sont déployés dans la place, repoussant le cortège vers la ville de la République. Pendant ce temps, de nouveaux renforts de

police étaient arrivés sur l'esplanade du Parlement et dispersaient la foule à la grenade lacrymogène.

Vers deux heures du matin, la police avait brisé la manifestation et bloqué tous les accès au centre de la capitale. Les locaux du SPS, où s'étaient réfugiés Vuk Draskovic ainsi qu'un grand nombre de ses députés, ont été envahis par une trentaine de policiers armés. Le leader de l'opposition, son épouse et certains de ses députés ont été arrêtés.

Selon le secrétaire général du mouvement, Vladimir Gajic, Vuk Draskovic a été blessé « à la tête » par la police et conduit dans un hôpital de Belgrade pour y être soigné, avant d'être réplacé en état d'arrestation. Dans un communiqué officiel, la police serbe a accusé les dirigeants du SPS d'avoir « organisé » cette manifestation. Au départ, pourtant, le mouvement a été spontané.

Belgrade n'avait pas connu de manifestations depuis celle de juillet dernier, lorsque l'ensemble de l'opposition et les étudiants avaient réclamé la démission du président Milosevic.

### « Cosic est parti, sa politique reste... »

En revanche, la révocation, la veille, du président de la Fédération yougoslave, Dobrica Cosic, à la suite d'un coup de force orchestré par les députés de M. Milosevic et de son allié ultranationaliste Vojislav Seselj (le Monde du 2 juin), a laissé l'opinion indifférente. Ecrivain célèbre en Yougoslavie, Dobrica Cosic, soixante et onze ans, est davantage respecté comme intellectuel que comme leader politique. Bien qu'il ait été, en tant que dissident communiste, le personnage central de l'opposition serbe dans les années 70 et 80, Dobrica Cosic est considéré aujourd'hui comme un homme au-dessus des partis.

Père spirituel du réveil national serbe et de la politique du président Milosevic, il est avant tout un idéologue et non un gouvernant. Pour l'opinion publique, son retrait du devant de la scène politique ne devrait avoir aucune conséquence puisque l'homme fort de la Serbie et de la Yougoslavie reste M. Milosevic. C'est d'ailleurs l'opinion de nombreux commentateurs belgradois. Le sociologue Stobdanovic constate notamment, mardi, que si « M. Cosic est parti, sa politique reste ».

Il expliquait également que les dissensions entre M. Cosic d'une part et M. Milosevic ainsi que les ultranationalistes d'autre part ne portent pas sur le fond mais seulement sur la méthode à utiliser pour réaliser le même programme politique. Pour conclure que M. Cosic était « la victime de sa propre pensée et de son propre nationalisme ».

FLORENCE HARTMANN

Dans un manuel d'histoire-géographie de 4<sup>e</sup> publié par les éditions Belin

## Les Musulmans bosniaques rayés de la carte

Sur une carte intitulée « La marquetterie yougoslave », censée représenter la complexité des ethnies dans l'ex-Yugoslavie, un livre d'histoire-géographie de classe de quatrième, paru aux éditions Belin, ne mentionne pas la présence des Musulmans en Bosnie-Herzégovine - pourtant recensés comme tels depuis 1971 - et partage ce territoire entre les seuls Serbes et Croates. Erreur de cartographie ? Non. « Il ne s'agit pas d'une omission », explique le directeur de collection, Rémy Knafou, agrégé de géographie, directeur du laboratoire Intergrég (CNRS), pour qui, « en janvier 1992, les Musulmans ne constituaient pas une nationalité ».

Senad Hasanbesic, quatorze ans, élève de quatrième dans un collège de Levallois (Hauts-de-Seine), a pour la Bosnie l'attachement que tout enfant a pour ses lieux de vacances familiales. Les photos, les cartes, tout est bon pour rappeler à ce jeune Français dont les parents sont originaires de Zaria, en Bosnie centrale, la chaleur d'un pays qu'il n'a pas revu depuis trois ans et où s'éloignent une grande partie de sa famille et de ses amis. Comme tout collègue, Senad a reçu en début d'année un manuel d'histoire-géographie. Le plus vendu cette année-là, le « Knafou-Zanghellini » de Belin, fraîchement publié en avril 1992, 157 600 exemplaires vendus, la meilleure part de marché des livres de quatrième dans cette discipline (39 %).

Mais voilà. Quand Senad, en janvier dernier, ouvre son manuel à la page 133, l'adolescent a le cœur gros. De rage et d'incompréhension. Sur la carte colorée n° 5, intitulée sans plus de précision « La marquetterie yougoslave » et représentant à l'évidence la complexité des nationalités et des minorités en ex-Yugoslavie, il ne voit, en Bosnie-Herzégovine, aucun Musulman. Ni sur la carte, ni même dans la légende : seuls s'étendent le jaune des Croates au sud et le rose des Serbes et des Monténégrins sur le reste du territoire. Le jeune adolescent, qui a déjà plus d'un mot à dire sur la partition prévue par le plan

Vance-Owen, y regarde à deux fois. Il y a bien des Slovènes en Slovénie, des Hongrois en Voïvodine, des Albanais au Kosovo, des Macédoniens en Macédoine (et quelques Turcs), des Roumains au nord de la Serbie, et quelques Bulgares au sud. Mais nulle trace de Musulmans - donc de sa famille - en Bosnie.

Senad comprend d'autant moins cette omission qu'un texte qui joint la carte, tiré d'un article du magazine l'Express, de 1991, indique qu'en Bosnie-Herzégovine, « mosaïque ethnique », on dénombre 43,8 % de Musulmans, slaves islamisés des temps, slaves islamisés des temps, sous Tito, 21,8 % de Serbes, 17,3 % de Croates (...). A la page précédente, il lit également : « La fédération yougoslave, créée après la seconde guerre mondiale, rassemblait des peuples divers par la langue, par la culture et par la religion : Slovènes, Croates, Bosniaques, Serbes... » Mais qui étaient, précisément ces Bosniaques, habitants de la Bosnie, ni Serbes ni Croates, qui ne figurent pas sur la carte n° 5 ?

Le professeur de Senad est embarrasé. Son père, Enver, cadre technique dans une entreprise de matériel électrique, envoie une lettre de protestation au ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, qui reste sans réponse.

### « Il ne s'agit pas d'une omission »

Répondant par l'intermédiaire de son éditeur, l'un des auteurs du manuel et directeur de collection, Rémy Knafou, agrégé de géographie, par ailleurs directeur du laboratoire Intergrég (CNRS), nous a indiqué : « Il ne s'agit pas d'une omission (...). La carte, élaborée en janvier 1992 (...) [NDLR : avant le déclenchement du conflit en Bosnie], rassemble des données sur les « nationalités » en Yougoslavie, essentiellement d'après la langue : en janvier 1992, les Musulmans [NDLR : avec une lettre initiale capitale] ne constituaient pas une nationalité ou ne s'individualisaient pas par une langue. »

En totale contradiction avec le texte qui joint la carte et qui fait à juste titre état d'un « peuple » musulman, M. Knafou nie donc l'existence d'un groupe national, constitué de populations slaves islamisées de langue serbo-croate, reconnu officiellement par

Tito et recensé comme tel en Yougoslavie depuis 1971 (1). M. Knafou, à l'instar de ses collègues des éditions Hatier, très précises à ce sujet, semble donc ignorer la distinction sémantique qu'avaient alors établie les Yougoslaves. On reconnaissait en effet dans l'ancienne République fédérale, les nations (narod, peuples ou populations principales : croates, macédoniens, monténégrins, musulmans, serbes et slovénes), les minorités nationales (narodnosti) albanaise, bulgare, hongroise, roumaine ou turque... concept élargi aux populations tziganes et valaques (2).

Les autres arguments avancés par M. Knafou laissent pantois : « Dans une carte, écrit-il, surtout de cette taille, il n'est pas raisonnable de vouloir représenter trop d'éléments : il y a de la lisibilité de l'information et, d'autant plus que la représentation cartographique de la répartition des Musulmans, avant le déclenchement de la guerre (principalement en milieu urbain), se présentait à une échelle beaucoup trop fine pour être traduite à une telle échelle. »

### « Erreur historique »

Effectivement de tradition plutôt urbaine, mais majoritaires dans plus du tiers des communes de la Bosnie (Bihać, Tuzla, Derventa, Visoko, Zenica, la long de la Drina, etc.), les familles bosniaques qui se déclarent musulmanes apprécieront sans doute d'avoir été systématiquement, et par souci de « lisibilité », rayées de la carte. Comment soutenir par ailleurs que la représentation cartographique de deux millions de Musulmans bosniaques est mal aisée, quand celle de cent mille Turcs, par exemple, est possible (3) ?

M. Knafou indique enfin que « les Musulmans sont doublement présents » à la page 183. Le directeur du laboratoire Intergrég cite une carte voisine - « qu'il faut être aveugle, dit-il, pour ne pas voir », - représentant les divisions de la Yougoslavie et utilisant des critères de lecture religieux (répartition entre catholiques, orthodoxes et musulmans) et non ethniques, placée derrière le texte de l'Express qui mentionne donc l'existence d'un « peuple » musulman. « Ne voir que la carte n° 5, se défend M. Knafou, revient à citer une

phrase sortie de son contexte sans lequel on peut lui faire dire ce qu'on veut. »

Les parents de Senad, qui ne sont pas « aveugles » et dont certains amis ont péri il y a un mois en Bosnie, ont jugé la carte n° 5 suffisamment « bouleversante » pour décider de ne pas en rester là et d'étudier la possibilité de porter, avec d'autres familles, l'affaire en justice. Ils font remarquer que, par le système de graduation-prêt des manuels dans les collèges, l'éducation nationale a sa part de responsabilité dans la diffusion de cette « erreur historique » (4).

Sensibilisé à « l'émotion que pouvait susciter la lecture d'une telle carte chez les familles bosniaques au moment où se font et se défont quotidiennement les frontières d'un pays au prix du sang de ses habitants, toutes nationalités confondues », M. Knafou nous a répondu : « Il n'est pas sain que notre écoulement et notre impuissance face, là-bas, au drame concret des populations bosniaques, se résume, ici, par des fantasmes procédés d'intention. La comparaison entre une carte - même si je ne sous-estime pas son pouvoir symbolique - et le sang de ses habitants ne me paraît pas très convenable. »

L'écoulement et l'impuissance face au drame de l'ex-Yugoslavie se combattent précisément par la reconnaissance et le rétablissement de vérités historiques, en premier lieu dans les manuels d'histoire. Car Senad, s'il ignore ce qu'est exactement un « procès d'intention », sait bien en revanche ce qu'est un symbole : « Les enfants, rappelle-t-il, retiennent bien mieux les images que les textes. »

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Un décret, adopté en vue du recensement de 1971, a officiellement permis aux slaves islamisés de se déclarer ethniquement « Musulmans ».

(2) On se reportera utilement sur ces sujets à la revue de géographie et de géopolitique Hérodote, qui a consacré un dossier à « la question serbe » et qui traite, entre autres, de la « poignée » bosniaque (n° 67, 4<sup>e</sup> trimestre 1992).

(3) Sur une carte comparable, le principal concurrent de Belin - Hachette - arrive bien à matérialiser la présence de « Bosniaques » (en fait de Musulmans).

(4) Ce sont les enseignants d'histoire-géographie qui choisissent les manuels qu'achète le collège afin de les prêter aux élèves.

ADMISSIBILITÉ DIRECTE A L'ORAL

## DEUG, DUT, BTS...

VALORISER VOTRE FORMATION EN INTEGRANT L'ISG

- SUR DOSSIER AUPRES DE LA COMMISSION DES ADMISSIONS QUI DÉTERMINE LE PASSAGE OU LA DISPENSE DES ÉCRITS DU CONCOURS
- LES NON-DIPLOMÉS DEVONT NECESSAIREMENT PASSER LES ÉCRITS AFIN D'INTÉGRER LES CYCLES INTERNATIONAUX DE L'ISG



**INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION**  
Établissement reconnu par l'État - Diplôme homologué par l'État  
6/8 RUE DE LOTA - 75116 PARIS - TEL : (1) 45 53 60 00







## EUROPE

ALLEMAGNE : après l'attentat de Solingen

### Les sociaux-démocrates relancent le débat sur le code de la nationalité

BONN  
de notre correspondant

Les défilés antiracistes se sont poursuivis, mardi 1<sup>er</sup> juin, dans plusieurs villes d'Allemagne. Trois jours après l'attentat qui a provoqué la mort de cinq personnes, la ville de Solingen a été à nouveau le théâtre d'affrontements entre les manifestants et la police. Deux mille personnes, essentiellement des Turcs, ont bloqué le principal carrefour de la ville. Dans un message publié conjointement avec le ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, Johannes Rau, le chancelier Kohl a demandé aux Turcs qui vivent en Allemagne de ne pas se faire justice eux-mêmes.

Parallèlement, les enquêtes poursuivent leurs recherches dans les milieux d'extrême-droite locaux. Le principal suspect, inculpé et écroué lundi, aurait avoué sa participation au crime. Mais on ne connaît pas l'identité de ses éventuels complices. Sur la base de son témoignage, la police recherche quatre suspects. Mais les premiers portraits-robots diffusés ont été rapidement retirés de la circulation par la police, peu sûre des informations qui avaient permis de les réaliser.

Klaus Kinkel en Turquie

Dans une interview à la radio, diffusée mercredi matin, le président de l'Office pour la protection de la Constitution (les services de renseignements intérieurs), Eckhard Werthebach, a souligné que « les

crimes racistes comme celui de Solingen n'étaient pas légitimés par des mouvements néonazis structurés au niveau national ».

Deux cérémonies à la mémoire des victimes de l'attentat devaient avoir lieu jeudi : l'une à Solingen, l'autre dans une mosquée de Cologne en présence notamment du président de la République, Richard von Weizsäcker, et du ministre de l'Intérieur, Rudolf Scharping, mais sans le chancelier Kohl. Cette absence a été déplorée par plusieurs responsables politiques sociaux-démocrates. Le syndicat de la fonction publique a appelé ses membres à observer quinze minutes de silence au cours de la journée de jeudi. Le rapatriement des corps et les obsèques des victimes auront lieu vendredi en Turquie, en présence du ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel.

L'attentat de Solingen a relancé un débat sur l'assouplissement du code de la nationalité allemande, dans le but de mieux intégrer les étrangers présents dans le pays. Le ministre de la Justice, Sabine Leutheusser-Schnarrenberger (membre du Parti libéral, FDP) s'est joint au SPD pour demander une introduction du principe de la double nationalité dans la loi allemande, un thème qui soulève beaucoup de réticences chez la plupart des chrétiens-démocrates. La possibilité d'acquiescer à la double nationalité est notamment réclamée par les autorités d'Ankara pour faciliter l'intégration des Turcs en Allemagne. — (Reuters)

## POLOGNE

### Les élections auront lieu le 19 septembre

Le président Lech Wałęsa a fixé, mardi 1<sup>er</sup> juin, la date du 12 septembre pour les élections législatives anticipées qui s'imposent après la dissolution du Parlement, devenue effective lundi.

Le président polonais a indiqué qu'il avait décidé de précipiter la dissolution du Parlement « après avoir constaté avec le premier ministre que l'octroi des pouvoirs spéciaux à l'exécutif ne pourrait pas passer à la Diète » et pour « éviter que la campagne électorale ne soit lancée dans l'hémicycle ». — (AFP)

## ITALIE

### Arrestation d'un « pont » de la Mafia

Giuseppe Pulvirenti, l'un des grands chefs de la Mafia, a été arrêté dans la nuit du mardi 1<sup>er</sup> au mercredi 2 juin, près de Catane (côté est de la Sicile), à son arrivée de source policière. Surnommé « U Mappusotu » (le Mauvais Pas), il était recherché depuis quinze ans. Il est le troisième « boss » à être capturé par la police italienne depuis le début de l'année, après l'arrestation de Totò Riina, numéro un de la Mafia sicilienne, en janvier, puis de Nitto Santapaoletta, numéro deux basé dans la région de Catane, le 18 mai dernier. Considéré comme le bras droit de Nitto Santapaoletta, Giuseppe Pulvirenti, recherché pour homicide, en avait pris la succession à la tête de la Mafia catanese. Agé de soixante ans, Pulvirenti a été surpris aux premières heures de la journée de mercredi dans une cachette souterraine pratiquée sous une ferme proche de Belpasso. — (AFP)

■ RUSSIE : la visite en France de M. Gorbatchev. — Poursuivant sa visite privée en France, Mikhail Gorbatchev a été reçu, mardi 1<sup>er</sup> juin, pendant plus d'une heure, à l'Assemblée nationale, par le président de la commission des Affaires étrangères, Valéry Giscard d'Estaing. Selon M. Giscard d'Estaing, M. Gorbatchev a manifesté « une grande hostilité » à l'égard de la réforme constitutionnelle en cours en Russie. Reprenant ensuite par les étudiants d'HEC, l'ancien « numéro un » soviétique, a été, nouveau, vivement critiqué la politique de Boris Eltsine : « Les êtres humains ne sont pas des cobayes, le jeu politique mené par les hommes du pouvoir ne peut qu'aggraver la situation économique actuelle ».

■ HONGRIE : crise au Forum démocratique. — Le groupe parlementaire du Forum démocratique (MDF), le principal parti au pouvoir, a exclu, mercredi 2 juin, quatre députés d'extrême droite dont le chef de file de ce courant, István Csurka, ainsi que deux députés de l'aile libérale du parti. Ces exclusions marquent une étape supplémentaire dans le processus d'éclatement du parti qui a commencé la semaine dernière après l'échec de l'ultime tentative de réconciliation entre les extrémistes et les modérés. — (Corresp.)

## DIPLOMATIE

Le sommet franco-allemand de Beaune

### M. Balladur se félicite d'une « percée » sur le GATT

BEAUNE  
de notre envoyée spéciale

Qu'est-ce qui distingue un sommet franco-allemand en période de cohabitation d'un autre ? Après la première journée de la semaine et un premier rendez-vous entre dirigeants français et allemands à Beaune, mardi 1<sup>er</sup> juin, on s'est tenu de répondre « rien ». Comme il est d'usage, le chancelier a été reçu par le chef de l'Etat puis avec le premier ministre, tandis que les membres du gouvernement rencontraient chacun leur homologue allemand.

MM. Mitterrand et Balladur se sont ensuite brièvement entretenus avant le dîner qui réunissait tout le monde dans une salle des Hospices de Beaune. La différence, c'est peut-être que M. Mitterrand n'aurait pas dû devoir partager avec un de ses premiers ministres socialistes la promesse qu'il fit ensuite solennellement avec le chancelier dans les rues de la vieille cité, comme il le proposa à Edouard Balladur.

La fin du « noviciat » des ministres

Le premier ministre a décliné l'invitation, soit qu'il ait le sens de l'humour, soit qu'il n'ait pas le temps de le faire, car il n'est pas le mélange des genres (il travaille ou il dort), soit tout simplement qu'il ne se sente pas le grand maître de la grande tradition. Il a été calé dans la perspective d'une glace vanille-



pistache à la terrasse d'un café de Beaune.

Dans le partage des rôles qui s'est tout naturellement instauré mardi lors de cette première « sortie » commune du président et des membres du gouvernement, c'est M. Mitterrand qui resta le maître des cérémonies ; c'est lui qui se promène, qui connaît la Bourgogne et qui fait les honneurs de la cité des ducs. C'est lui aussi qui, au dîner, s'est chargé d'introduire les ministres novices dans le rituel éprouvé des relations franco-allemandes.

Il l'a fait sans aucune prévention pour l'équipe que dirige M. Balladur : « Je crois pouvoir dire que ce gouvernement se veut enraciné à l'œuvre commune engagée il y a un demi-siècle », a-t-il déclaré, après avoir prêté aux ministres français nouveaux venus qu'ils auraient sans doute à consacrer plus de temps à leurs homologues germaniques qu'à leur propre famille.

Novices dans la pratique des relations franco-allemandes, ni M. Balladur, ni MM. Juppé, Lott, Lamassoure, Puauch ne le

sont déjà plus. Ils ont poursuivi mardi des conversations déjà engagées avec leurs partenaires de Bonn sur certains sujets difficiles comme les négociations du GATT ou la Bosnie. Le porte-parole de M. Balladur a présenté comme une « percée » le fait que le chancelier semble désormais adhérer à l'idée, défendue depuis des années par la France, et explicitée dans le récent mémorandum de M. Balladur, que les négociations sur le commerce mondial forment un tout et que l'on ne saurait les bloquer sur le seul chapitre agricole.

Quant au différend franco-allemand qui s'est fait jour la semaine dernière à propos de l'accord de Washington sur la Bosnie, il a été au centre du long entretien qu'a eu mardi Alain Juppé avec le ministre allemand Klaus Kinkel, et une déclaration commune était censée signifier, mercredi, qu'il a été résorbé. « Ce n'est pas la politique de la France », disait le porte-parole de l'Elysée à propos du programme de Washington contesté par les Allemands.

En dépit de son caractère d'« impérieuse obligation » souligné par le porte-parole, la cohabitation franco-allemande semble décidément plus difficile sur ces sujets que la coopération entre l'Elysée et Matignon.

CLAIRE TRÉAN

## ASIE

CAMBODGE : le dépouillement du scrutin

### Les mauvais résultats électoraux du régime de Phnom-Penh placent le prince Sihanouk en position d'arbitre

Alors que le dépouillement du scrutin de la semaine dernière se poursuit au Cambodge, confirmant l'avance du parti sihanoukiste sur le régime de Phnom-Penh, la France a appelé, mardi 1<sup>er</sup> juin, « au calme et au respect des résultats par toutes les parties » et rendu hommage au prince Sihanouk et à « la maturité du peuple cambodgien ». Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, avait adressé vendredi dernier un message au prince et au chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), les félicitant pour « la rigueur des opérations de vote (...) et le succès de celles-ci ».

PHNOM-PENH

Des négociations se poursuivaient mercredi 2 juin pour tenter de régler la crise provoquée par le refus du PPC (Parti du peuple, au pouvoir) de reconnaître les résultats des élections dans la capitale et dans quatre provinces. Le prince Norodom Sihanouk s'est mis en quête d'une formule acceptable à la fois par le régime de Phnom-Penh, qui a perdu toute chance d'acquiescer à une majorité simple à l'Assemblée constituante, et le FUNCINPEC, le mouvement sihanoukiste, qui a pris une bonne longueur d'avance sur le PPC après le dépouillement de près des deux tiers des bulletins.

Le vote en faveur du FUNCINPEC, fondé par le prince et dont la direction est assurée par l'un de ses fils, Ranariddh, confirme la popu-

larité de l'ancien monarque et le replace ainsi au centre de la scène. Des mardi matin, Norodom Sihanouk a reçu, au palais royal, Chea Sim, président du PPC, et compte sur ce dernier, qui passe pour l'homme fort du régime de Phnom-Penh, et le prince Ranariddh avant la session, prévue samedi, du CNS (Conseil national suprême) au cours de laquelle devraient être proclamés les résultats officiels du scrutin.

Selon différentes sources, l'un des scénarios envisagés serait la formation, sans attendre l'adoption d'une Constitution dans un délai de trois mois par l'Assemblée élue, d'un gouvernement intérimaire présidé par le prince lui-même, avec deux adjoints, le prince Ranariddh et Hun Sen, actuel chef du gouvernement et numéro deux du PPC. Ainsi le régime de Phnom-Penh serait assuré de garder un pied dans la place, à condition qu'il entretienne la validité du scrutin. Il ne s'agit pas, du moins pour le moment, de procéder à un transfert du pouvoir, mais de calmer le jeu pendant que les députés rédigent la loi fondamentale.

Mardi matin, le message du régime de Phnom-Penh avait été très clair : évitant des « irrégularités de plus en plus sérieuses et inacceptables », il avait exigé l'annulation du scrutin dans la capitale (12 sièges) et dans trois provinces (en tout, 23 sièges). La radio nationale a annoncé, dans la nuit de mardi à mercredi, que le gouvernement émettait également des réserves sur le scrutin dans la province de Kompong-Cham (18 sièges), où Hun Sen est tête de liste du PPC. Ce dernier réclame donc l'annulation de l'élection de 53 députés sur 120.

Des vainqueurs sans fusils

Selon des sources de l'APRONUC, ces requêtes n'ont pratiquement aucune chance d'aboutir et, de toute façon, il n'est pas question de procéder à de nouvelles élections, même partielles. Pour éviter l'épreuve de force, il faut donc offrir au régime en place quelques garanties sur son avenir. Le prince Sihanouk est, bien entendu, le mieux placé pour le faire.

Compte tenu du refus des partisans de Pol Pot de participer aux élections et d'en reconnaître les résultats, une défile, même d'une courte tête, du PPC a créé une

situation particulièrement volatile. L'un des deux mouvements politico-militaires du Cambodge, les Khmers rouges, s'est déjà placé dans l'illégalité, et l'autre — le régime de Phnom-Penh — sera minoritaire au sein d'une Constitution qui doit se transformer en Assemblée législative.

Dans un pays du tiers-monde qui vient de connaître plus de vingt ans de guerre et où la paix n'est toujours pas établie, la représentation nationale va donc être dominée par un mouvement pratiquement sans armes. En outre, on pouvait s'attendre que le pouvoir en place, qui contrôle l'armée et l'administration sur 80 % du terri-

toire depuis des années, se rebelle en cas d'échec électoral.

C'est ce qui se produit en ce moment et, comme l'APRONUC ne peut pas remettre en cause les élections — et n'a sans doute pas de raison sérieuse de le faire, — le seul recours demeure un compromis imposé par le prince Sihanouk, qui se retrouve en position d'ultime recours. Les jours qui viennent diront si les difficultés marchandes en cours permettent de sortir de l'impasse, mais, dès mardi soir, le tension était déjà tombée d'un petit cran à Phnom-Penh.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Publié)

### ELECTION PRÉSIDENTIELLE EN IRAN

La sixième élection présidentielle de la République islamique d'IRAN se déroulera le VENDREDI 11 JUIN 1993 (21 KHORDAD 1372).

Les compétiteurs désireux de participer au scrutin sont priés de bien vouloir s'adresser à l'Ambassade, sise 4, avenue d'Iéna 75116 PARIS, de 9 h à 19 h, munis de leur passeport ou de leur livret d'état-civil iranien (chenesemeh).

Ambassade de la République Islamique d'IRAN à Paris

### انتخابات ریاست جمهوری در ایران

بلافاصله هموطنان گرامی مهتراند انتخابات ششمین دوره ریاست جمهوری اسلامی ایران روز جمعه ۲۱ خردادماه ۱۳۷۲ (۱۱ ژوئن ۱۹۹۳) از ساعت ۹ صبح الی ۷ بعدازظهر در محل سفارت برگزار میگردد.

هموطنان علاقمند میتراند با در دست داشتن اصل گذرنامه یا شناسنامه ایرانی دوساعت مقرر در انتخابات شرکت فرمایند.

سفارت جمهوری اسلامی ایران

پاریس

LECON EXCEPTIONNELLE

du 1<sup>er</sup> au 3<sup>1</sup>er juin

à l'ÉCHÉLON

LA FEMME VAILLANT

P.A.F.



## AMÉRIQUES

GUATEMALA : une semaine après son « coup d'Etat civil »

### Le président Serrano a été destitué

Une semaine après avoir assumé les pleins pouvoirs, le président du Guatemala, Jorge Serrano, a été destitué, mardi 1<sup>er</sup> juin, sous la pression de la majorité des secteurs sociaux et de la communauté internationale. Une certaine confusion continuait cependant de régner mercredi sur le départ de M. Serrano et sur l'identité de son successeur, à la suite de la démission du vice-président, Gustavo Espino, et en l'absence du Parlement, dissous le 25 mai.

MEXICO

de notre correspondant

Dans une déclaration à la télévision privée mexicaine dans la soirée de mardi, M. Serrano, qui se trouvait encore au palais présidentiel, a affirmé qu'il était toujours « légalement chef de l'Etat » et qu'il avait reçu des « témoignages de solidarité de la part des présidents des pays d'Amérique centrale réunis à San Salvador » pour analyser la situation au Guatemala. Il a rappelé que les raisons pour lesquelles il avait suspendu partiellement la Constitution étaient toujours valables : « J'ai voulu protéger le pays et les institutions contre la mainmise des mafias de la drogue qui se sont infiltrées à tous les niveaux de la société ».

Deux noms sont revenus à plusieurs reprises dans les déclarations officielles contradictoires qui ont suivi la réunion convoquée au palais présidentiel par le ministre de la Défense, le général José García : celui du président du Conseil constitutionnel, Efraín Ríos Montt, et celui du général García. Le premier aurait finalement été désigné pour occuper temporairement la présidence en attendant que le Parlement, qui devrait se réunir mercredi, désigne une commission chargée de nommer un président intérimaire jusqu'à un terme du mandat de M. Serrano, en janvier 1996.

Le rôle des militaires dans la déposition du président a provoqué la réaction hostile des milieux populaires représentés par Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la paix 1992, invitée à la réunion au palais présidentiel. M<sup>me</sup> Menchú s'en est retirée, avec les dirigeants syndicaux, pour se joindre aux manifestants massés dans la rue et dénoncer ce qu'elle a appelé « un coup d'Etat militaire avec une façade civile ». Peu après, un communiqué officiel annonçait que le président Serrano avait été « relevé de ses fonctions à l'initiative de l'armée, du secteur privé, des partis politiques et d'autres secteurs de la société ».

Les militaires ont donc repris l'initiative et ne s'en cachent pas, renouant avec une longue tradition qui avait été interrompue, en 1986, lors de la prise de fonctions du premier gouvernement civil, après plusieurs décennies de dictature militaire. Certains de démentir l'insistante rumeur qui le présentait comme le véritable instigateur du coup de force de M. Serrano, le général García avait adopté un profil bas et s'efforcé de ne pas être impliqué dans le coup d'Etat. Il a même déclaré qu'il n'avait joué aucun rôle. « Le président Serrano, avait-il précisé, a pris une décision politique et l'armée a simplement été informée de sa décision ».

#### Le virage des militaires

Le ministre de la Défense avait néanmoins appuyé la démarche du président, ajoutant que le pays « se dirigeait vers l'anarchie du fait des manœuvres de déstabilisation organisées par des secteurs liés à la guérilla » (allusion aux manifestations violentes organisées en mai à la suite de la suspension des négociations de paix à Mexico). Devant l'ampleur de la mobilisation politique et les pressions de la communauté internationale « les Etats-Unis et la Communauté européenne ont annoncé la suspension de leur aide financière. Les militaires prenaient un virage remarqué en demandant « le retour à

l'ordre institutionnel », sans exiger pour autant la démission de M. Serrano.

La mission au Guatemala de l'Organisation des Etats américains (OEA), dirigée au cours du week-end par son secrétaire général, José Basora, l'évocation de « sanctions économiques » et la démission de plusieurs ministres, ont fini de convaincre l'armée et les milieux d'affaires que le coup de force avait échoué et qu'il était temps de chercher une solution politique au conflit. Les rumeurs de dissensions au sein de l'armée jouèrent également en faveur de l'opposition, qui avait déjà reçu l'appui de deux généraux à la retraite, l'ancien président Efraín Ríos Montt et le ministre de la Défense du gouvernement précédent, Hector Gramacho.

Paradoxalement, les deux principaux partis d'opposition, la démocratie-chrétienne et l'Union du centre nationaliste, avaient demandé à l'armée d'intervenir pour « rétablir l'ordre constitutionnel ». Le procureur des droits de l'homme, Ramiro de León, qui entretenait pourtant des relations conflictuelles avec les militaires, avait estimé lui aussi que l'armée était le dernier recours. « Les militaires ne peuvent pas obéir à des ordres illégaux », avait-il affirmé. Ils doivent exiger le rétablissement de la Constitution. Pour l'armée, c'est une occasion historique pour refaire son image auprès de la communauté internationale.

Le président Serrano, qui s'appuyait précisément sur cette armée en pleine mutation, a donc finalement perdu son pari. Après une victoire surprenante aux élections de janvier 1991, ce pasteur évangéliste, âgé de quarante-huit ans, s'était engagé à rétablir la paix dans son pays aux prises avec une guerre civile larvée vieille d'une trentaine d'années. Sans autoritarisme et la faiblesse de ses appuis politiques au Parlement ne lui ont pas permis de respecter ses engagements.

BERTRAND DE LA GRANGE

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les difficultés du changement

### La nomination des responsables de la télévision suscite une vive polémique

Le président Frederik De Klerk, nommé, lundi 31 mai, les vingt-cinq membres du nouveau conseil d'administration de la radio et de la télévision sud-africaine (SABC). Pour la première fois, les candidats avaient été sélectionnés par une commission indépendante. Malgré cette procédure, la publication de la liste des élus a suscité une vive polémique entre la présidence et plusieurs partis, entraînant la démission du tout nouveau patron de la SABC.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

D'une certaine façon, les réactions passionnées provoquées par la désignation du nouveau conseil d'administration de la SABC sont la preuve que l'Afrique du Sud, au moins en ce qui concerne l'audiovisuel, a bien changé. Insipide, frileuse et, surtout, largement déconsidérée pour avoir trop longtemps servi de porte-voix à la propagande gouvernementale, la SABC avait en effet bien besoin d'un coup de jenne, alors que le pays devait bientôt organiser les premières élections multiraciales de son histoire. C'est d'ailleurs pour garantir un minimum d'impartialité durant la prochaine campagne électorale que les partis d'opposition avaient exigé ce renouvellement.

Une commission indépendante, désignée d'un commun accord par les partis et le gouvernement, a publiquement auditionné 88 candidats pendant plusieurs semaines, les invitant à exposer leurs conceptions et à discuter sur des sujets tels que leur passé politique ou les libertés publiques. C'est la première fois que

les postulants à une telle responsabilité, habituellement choisis par le seul pouvoir politique, étaient soumis à pareil régime. Surtout d'une langue auditive, un notable du Parti national (NP) n'a pu que balbutier : « J'ai eu l'impression de faire face à un tribunal de généraux SS. » Il venait d'être interrogé sur son appartenance au Broederbond, société secrète étroitement liée à son parti, qui n'admet dans ses rangs que des Afrikaners mâles, protestants et non divorcés.

#### Des candidats imposés par M. De Klerk

Les noms des vingt-cinq candidats retenus par la commission, parmi lesquels onze Noirs, ont été transmis, le 21 mai, au président De Klerk auquel revenait la responsabilité formelle de leur nomination. C'est alors que tout s'est gâté. On croyait que M. De Klerk se bornerait à ratifier les choix de la commission. Mais, par deux fois, il a renvoyé la copie à ses auteurs, leur demandant de reconsidérer certains noms.

La liste définitive, rendue publique lundi, comporte la même proportion de Noirs. Mais sept candidats qui figuraient dans la liste originale ont été remplacés, parmi lesquels deux journalistes particulièrement actifs dans le combat pour la libération des noirs. Plus dédicat : Frederik Van Zyl Slabbert, choisi comme vice-président par la commission, se retrouve promu président, tandis que Njabulo Ndebele, un professeur d'université, est rétrogradé du poste de président pressenti à celui de membre ordinaire.

Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a protesté contre ces changements. L'ANC a surenchéri, en « démissionnant » aux

candidats imposés par M. De Klerk de ne pas prendre leurs fonctions, et au nouveau président de refuser sa nomination. Une heure plus tard, ce dernier a accepté.

La personnalité de M. Van Zyl Slabbert n'est pourtant pas en cause. En 1986, alors député du Parti fédéral progressiste (PFF) - l'ancêtre du Parti démocratique - et chef incontesté de l'opposition, ce brillant universitaire avait spectaculairement claqué la porte du Parlement pour protester contre la politique d'apartheid et l'immobilisme du gouvernement de Pieter W. Botha. A plusieurs reprises, il avait ensuite rencontré les dirigeants de l'ANC en exil. Depuis son retrait de la vie politique, il dirige plusieurs organismes liés à l'approfondissement du processus démocratique. Le président De Klerk va maintenant devoir lui trouver un remplaçant qui accepte ce que son prestigieux prédécesseur vient de refuser. Une tâche difficile.

GEORGES MARION

□ Soixante-huit morts en dix jours dans la banlieue de Johannesburg. - Selon un bilan de la police rendu public, mardi 1<sup>er</sup> juin, le bilan des violences qui avaient commencé le 22 mai dans la banlieue noire de Johannesburg, s'est élevé à 68 morts. D'autre part, un des trois dirigeants du Congrès panafricain (PAC, mouvement noir d'extrême-gauche) encore détenus par la police sud-africaine après les arrestations du 25 mai, Maxwell Ndamadziwanani, a été relâché mardi après avoir été inculpé par la justice d'infraction à la loi sur les armes. (AFP)

# 3000 JOURS ET LES OTAGES JUIFS DU LIBAN N'ONT TOUJOURS PAS ETE LIBERES...

Ils s'appellent

Selim MOURAD JAMOUS - Elie HALLAC - Elie SROUR - Isaac SASSON - Yehouda BENISTE - Youssef BENISTE - Henri MANN

Ils ont été enlevés en 1984, 1985 et 1986. Uniquement parce qu'ils sont juifs. Depuis lors, nul n'a de nouvelles. Leurs familles ne savent s'ils sont vivants ou morts.

Malgré de nombreuses démarches, aucune information n'a pu être obtenue auprès du Gouvernement libanais, du Secrétariat Général de l'ONU, ni de la Croix-Rouge Internationale.

Nous seuls et leurs proches continuons depuis 3000 jours à nous soucier de leur destin et à espérer.

Parce que dans notre pays nous avons tous connu cette angoisse, parce que ce sont des hommes, parce que nous voulons exprimer, par-delà les cultures et les frontières, notre solidarité, nous exigeons d'avoir de leurs nouvelles.

S'ils sont vivants, qu'ils puissent enfin vivre libres. S'ils sont morts, que leurs corps soient rendus à leurs familles.

Participez à la soirée de protestation :  
LE LUNDI 7 JUIN à 20H00  
CENTRE RACHA - 30 boulevard de Port-Royal - 75005 Paris  
en présence des personnalités suivantes :

Raoul BETHILLE, député-Roland CATHALA, député représentant le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale-Richard CAZENAVE, député, délégué général du RPR chargé des Affaires étrangères - Patrick DEVEDJIAN, député, maire d'Antony-Michel DREYFUS-SCHMIDT, vice-président du Sénat-Laurent DOMINATI, député-Ishtak ELDAN, ministre plénipotentiaire de l'Ambassade d'Israël à Paris - Micheline FIGUEROA - Nicole FONTAINE, Vice-Président du Parlement européen-Alexis GOLDMAN, grand rabbin de Paris-Daniel JACOBY, président de la Fédération internationale des Droits de l'Homme - Jean KAHN, président du CRIF et du CIE-Gérard LONGUET, ministre de l'Industrie, des Postes et du Commerce extérieur - Guy LONJONVILLE, conseiller de Paris délégué aux questions des Droits de l'Homme-Claude-Gérard MARCUS, député - Jacques NANTET-Jean PIERRE BLOCH, ancien ministre, président d'honneur de la LICRA - Jean-Pierre PIERRE, BLOCH, député-Jean POPENRE, ancien ministre - Jean-Michel ROSENWELD-Alice SAUNIER-SETTE, ancien ministre, président du mouvement national des élus locaux - Roger-Gérard SCHWARZENBERG, député ancien ministre-Rika ZARA

Les débats seront animés par Roger PINTO, président du Conseil International et de la Commission du CRIF "Communautés juives en péril". CRIF, 19 rue de Téhéran, 75008 Paris



responsables de la télévision vive polémique

Le directeur général de la télévision algérienne, M. De Kéri, a été l'objet d'une vive polémique...

GEORGES MAR... La télévision algérienne...

TAGES PAS

Youssef BENISTE- Henri MANN

AFRIQUE

La « mauvaise herbe » algéroise

Suite de la première page

Pas une semaine ne se passe sans que les forces de l'ordre n'y dénichent un ou deux groupes de « terroristes », selon le terme consacré par la prose officielle.

Pour Ahmed, jadis amateur de pêche à la daurade, la vie, au fil des mois, s'est transformée en étonnement. « Avant, le soir, je traînais toujours au café. On jouait aux dominos, on se racontait des histoires, on se disputait... »

Les contraintes policières imposées par l'état d'urgence, en vigueur depuis le 9 février 1992, seraient-elles plus pesantes, aux yeux des Algériens, que les actes terroristes des groupes islamistes ?

Il n'en va pas de même pour ceux ou celles que leurs convictions politiques, leur profession ou leur place dans la hiérarchie du pouvoir, exposent à l'ère des « fous de Dieu ».

« Aller en ville pour les courses, visiter la famille ou les amis, tout est devenu compliqué », explique Rachid, mécanicien au chômage, qui vit comme un calvaire le barrage de « casques bleus » installé à l'entrée de son quartier.

ciellement dans le nord du pays, et malgré les « descentes » de plus en plus systématiques organisées dans les quartiers « chauds » de la capitale, la lutte contre les « groupes obscurs », fermement dénoncés par le président du Haut Comité d'Etat (HCE), Ali Kafi, dans son discours du 3 mai, semble avoir encore de beaux jours devant elle.

Outre le sang versé - on estime officiellement à environ 1 200 le nombre de morts, de part et d'autre, depuis le début de l'année 1992 - le pays souffre, à bien d'autres égards, des conséquences de l'insécurité. A Blida, les forces de l'ordre, prioritairement mobilisées contre le « terrorisme », se sont occupées plus qu'assez négligemment des écarts de conduite des automobilistes, désormais soulagés du supplice du « sabot », avec lequel sont immobilisés, d'habitude, les voitures mal garées. Plus grave, à Médéa, dont le président de la « délégation spéciale » a récemment été assassiné, plusieurs chantiers ont dû, dit-on, suspendre leurs travaux : sans la signature de celui qui fait office de maire, les entreprises ne peuvent être payées.

La recrudescence du banditisme, récemment soulignée par le quotidien pro-gouvernemental *El Moudjahid*, achève d'embrouiller les esprits. Braquages et attentats ne sont jamais revendiqués. Pas plus que les meurtres de mort, anonymes s'adressant à telle ou telle personnalité. « Avant le meurtre de Lyabès et de Fici (3), je ne prenais pas ces menaces au sérieux. Maintenant, si... », admet Khalid Messaoudi, militant féministe et membre du Conseil consultatif national (CCN). La seule manière de se protéger, c'est d'être toujours avec des gens. Et de refuser de se faire.

Parmi les journalistes, ce revanchisme, le recours aux pseudonymes s'est généralisé. La récente tentative d'assassinat dont a été victime le directeur du quotidien *El Watan* a encore aggravé le trouble. Universitaires, avocats, hauts fonctionnaires : nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, se sentent menacés. « Quand je suis dans la rue et qu'il y a quelqu'un derrière moi, je me retourne. Si j'ai encore un doute, je m'arrête pour laisser passer ou je fais carrément demi-tour », explique l'« oco d'exas ».

CATHERINE SIMON (2) Littéralement, « ceux qui tiennent le mors ». Surnom donné aux sans-culottes.

(3) Djalil Lyabès, ancien ministre des universités, et le docteur Laadi Fici, membre du Conseil consultatif national (CCN), assassinés, au mois de mars, à Alger.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : une visite brusquement écourtée  
Le fiasco du pèlerinage libyen

JERUSALEM

de notre correspondant

Dans toutes les langues du monde, cela s'appelle un fiasco. En quarante-huit heures, le plus joli coup diplomatique de l'armée du Proche-Orient a tourné au désastre. Pire, à la force. Devant les « provocations » répétées des cent quatre-vingt-douze Libyens qu'ils avaient imprudemment invités à visiter leur pays, ainsi que les mosquées des territoires occupés, les Israéliens, embarrasés comme jamais, ont été contraints, mardi 1<sup>er</sup> juin, d'écourter brutalement le séjour de leurs hôtes arabes.

Les « pèlerins de la paix », comme disaient lundi certains officiels de Jérusalem, ont repris la route mercredi pour la bande de Gaza et devaient franchir dans la journée la frontière avec l'Egypte. Direction le Caire puis Tripoli. Les visites prévues à Tibériade, Saint-Jean-d'Acre, Bethléem et Hébron ont été annulées. Mardi, au cours d'une conférence de presse improvisée dans un hôtel de Jérusalem, où ils étaient logés gracieusement, les Libyens ont fait valoir trois torts.

Jérusalem, annexée dans sa totalité par Israël en 1967, est le capitale d'un Etat arabe qui s'appelle la Palestine, et d'abord l'ancien responsable du groupe, Daoud Salam Tadjari. Et puis, indifférent aux yeux écarquillés autour de lui, il a poursuivi : « La ville sainte est occupée, comme le sont aussi La Mecque et Médine, elle doit être libérée. »

L'OLP, Ryad et Damas ont exprimé leur indignation

Le pèlerinage des Libyens à Jérusalem a été vivement critiqué, mardi 1<sup>er</sup> juin, par l'OLP, l'Afghanistan saoudite et la Syrie. C'est un « acte dangereux et injustifiable », estime un membre du comité exécutif de l'OLP, Abdallah Hourani. « Aucun musulman, même en Egypte et en Turquie, qui reconnaît Israël, n'a encore pris une telle initiative », ont déclaré pour leur part des dirigeants saoudiens sous couvert d'anonymat, cependant que le quotidien *Okaz* dénonçait le « scandale Kadhaï » et le « nouveau crime à l'encontre des musulmans ».

Dans un discours adressé aux pèlerins de La Mecque, le roi Fahd s'est néanmoins déclaré favorable aux efforts visant à mettre fin à « l'état de guerre » entre les pays arabes et Israël et à l'unité de l'Etat juif à mettre fin à sa politique « expansionniste ». A Damas, le quotidien gouvernemental *Techrine* a exprimé « le grand étonnement des Arabes qui n'en croient pas leurs oreilles ». - (AFP).

nous reconnaissons l'entité sioniste - autrement dit Israël. L'Etat juif, selon lui, n'existe pas et nous lançons d'ici un appel à tous les musulmans pour qu'il soit liquidé. Dans le fond de la salle, les cent quatre-vingt-douze autres pèlerins, d'abord, applaudissent comme un seul homme. Le soir, le télé-écran le « flot d'humiliations » administré par les visiteurs.

L'émotion gagne les allées du pouvoir. Dès l'après-midi, des groupuscules d'extrême droite commencent à se réunir autour de l'hôtel des indésirables. « Dehors les salauds libyens ! Vive Israël ! » La droite parlementaire monte au créneau et réclame leur éviction immédiate. « J'ai honte », déclare Limor Livnat, une élue du Likoud. « Qu'on les jette dehors illico ! » s'enflamme l'ancien général Rafail Eytan, chef d'un parti d'extrême droite.

Mauvais tour du colonel Kadhaï ?

En arrière toutes ! Tout le monde est d'accord, mais il faut sauver le face. Après tout, pas moins de deux ministres en exercice ont accueilli les Libyens au poste-frontière. Et le chef de la diplomatie, Shimon Pérès, devait officiellement les rencontrer mardi midi. Seul un changement inopiné de dernière minute dans son emploi du temps lui a permis d'éviter l'humiliation de se voir refuser l'entrée dans son pays.

En arrière toutes ! Tout le monde est d'accord, mais il faut sauver le face. Après tout, pas moins de deux ministres en exercice ont accueilli les Libyens au poste-frontière. Et le chef de la diplomatie, Shimon Pérès, devait officiellement les rencontrer mardi midi. Seul un changement inopiné de dernière minute dans son emploi du temps lui a permis d'éviter l'humiliation de se voir refuser l'entrée dans son pays.

elle initiative », ont déclaré pour leur part des dirigeants saoudiens sous couvert d'anonymat, cependant que le quotidien *Okaz* dénonçait le « scandale Kadhaï » et le « nouveau crime à l'encontre des musulmans ».

Dans un discours adressé aux pèlerins de La Mecque, le roi Fahd s'est néanmoins déclaré favorable aux efforts visant à mettre fin à « l'état de guerre » entre les pays arabes et Israël et à l'unité de l'Etat juif à mettre fin à sa politique « expansionniste ». A Damas, le quotidien gouvernemental *Techrine* a exprimé « le grand étonnement des Arabes qui n'en croient pas leurs oreilles ». - (AFP).

EN BREF

ANGOLA : le Conseil de sécurité a prolongé le mandat de l'ONU. - Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé d'un mois et demi, jusqu'au 15 juillet, le mandat de la mission d'observation des Nations unies en Angola (UNAVEM II), dont l'effectif a été réduit à moins de 200 personnes, 30 fonctionnaires ayant quitté le pays. Le Conseil, qui a considéré que l'UNITA est responsable de l'échec des pourparlers d'Abidjan, s'est déclaré prêt à « agir promptement » pour renforcer « sensiblement » la présence de l'ONU en Angola « au cas où le processus de paix ferait des progrès appréciables ». - (AFP).

EGYPTE : le gouvernement critique Amnesty International. - A la suite d'un récent rapport d'Amnesty International critiquant les violations des droits de l'homme en Egypte (le Monde du 27 mai), le gouvernement vient d'exprimer sa déception. « Une analyse du rapport d'Amnesty montre qu'il n'y a pas de politique systématique en Egypte entravant le respect des droits de l'homme. Les points cités par Amnesty sont limités à des cas particuliers dans un pays qui compte près de 60 millions d'habitants », a indiqué le ministre des affaires étrangères dans un communiqué rendu public mardi 1<sup>er</sup> juin. - (Reuters).

ÉTATS-UNIS : la cote de popularité du président Clinton est tombée à 37 %. - Selon un sondage effectué pour la chaîne de télévision CBS et publié mardi 1<sup>er</sup> juin, 37 % des Américains approuvent l'action du président Bill Clinton.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

LIBÉRIA : une attaque du Front national patriotique aurait fait plus de 200 morts. - Selon des témoignages recueillis lundi 31 mai à Monrovia, le Front national patriotique du Libéria (NFPL) a lancé le 23 mai une attaque contre Fassama, une ville contrôlée par le Mouvement uni de libération (ULIMO), à 160 kilomètres au nord de Monrovia, où plus de 200 tués, essentiellement parmi la population civile. D'autre part, des pourparlers de paix ont eu lieu dans le plus grand secret pendant le week-end à Ousadougou, capitale du Burkina, à l'occasion d'un séminaire informel. Charles Taylor, chef du FNPL, participait à cette rencontre. - (AFP, Reuters).

MADAGASCAR : deux morts lors d'une manifestation à Tuléar. - Deux personnes ont été tuées, six blessées et quarante arrêtées, mardi 1<sup>er</sup> juin, à Tuléar, dans le sud-ouest du pays, quand les forces de l'ordre ont pris d'assaut la préfecture, occupée depuis vendredi par des « fédérés », sympathisants de l'an-

ciellement dans le nord du pays, et malgré les « descentes » de plus en plus systématiques organisées dans les quartiers « chauds » de la capitale, la lutte contre les « groupes obscurs », fermement dénoncés par le président du Haut Comité d'Etat (HCE), Ali Kafi, dans son discours du 3 mai, semble avoir encore de beaux jours devant elle.

Outre le sang versé - on estime officiellement à environ 1 200 le nombre de morts, de part et d'autre, depuis le début de l'année 1992 - le pays souffre, à bien d'autres égards, des conséquences de l'insécurité. A Blida, les forces de l'ordre, prioritairement mobilisées contre le « terrorisme », se sont occupées plus qu'assez négligemment des écarts de conduite des automobilistes, désormais soulagés du supplice du « sabot », avec lequel sont immobilisés, d'habitude, les voitures mal garées. Plus grave, à Médéa, dont le président de la « délégation spéciale » a récemment été assassiné, plusieurs chantiers ont dû, dit-on, suspendre leurs travaux : sans la signature de celui qui fait office de maire, les entreprises ne peuvent être payées.

La recrudescence du banditisme, récemment soulignée par le quotidien pro-gouvernemental *El Moudjahid*, achève d'embrouiller les esprits. Braquages et attentats ne sont jamais revendiqués. Pas plus que les meurtres de mort, anonymes s'adressant à telle ou telle personnalité. « Avant le meurtre de Lyabès et de Fici (3), je ne prenais pas ces menaces au sérieux. Maintenant, si... », admet Khalid Messaoudi, militant féministe et membre du Conseil consultatif national (CCN). La seule manière de se protéger, c'est d'être toujours avec des gens. Et de refuser de se faire.

LES ANTILLES 2430 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières. On ne vit que mille fois.

Et après la moiteur des sentiers tropicaux, siroter un lait de coco, face à la mer, sur la terrasse de votre Paladien, vous coûtera à peine plus cher que votre séminaire d'ikebana.\*

\* Les Antilles avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 4 005 F.

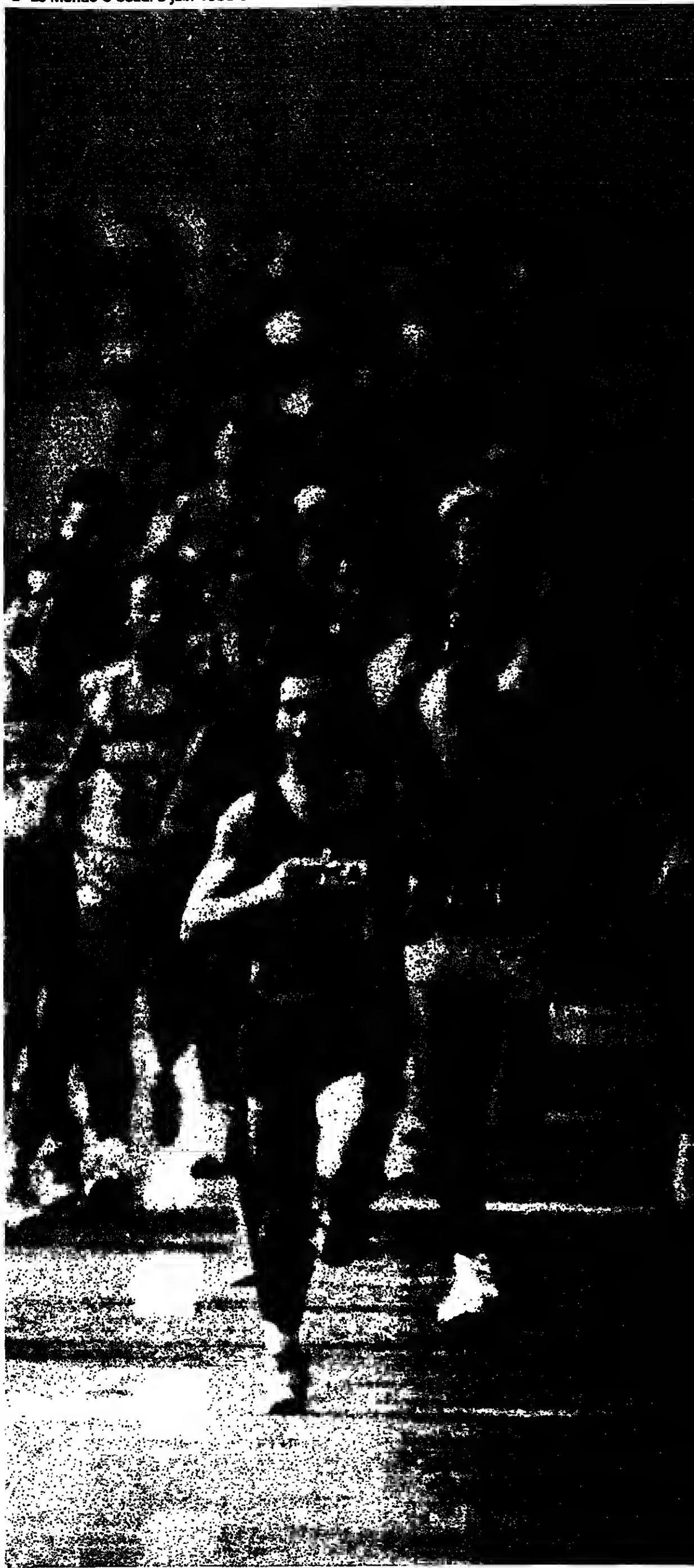
CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

NOUVELLES FRONTIERES



هكذا من الابد

8 Le Monde • Jeudi 3 juin 1993 •



Avec Alpha AXP, vous pouvez l'être...

Alpha AXP est aujourd'hui  
le microprocesseur le plus rapide  
et le plus puissant du monde.

Deux fois plus rapide que le meilleur  
microprocesseur actuel pour être  
plus précis. Soit 400 millions  
d'instructions par seconde  
pour l'être encore davantage.

Quel intérêt pour votre entreprise ?

Tout simplement, posséder plus  
de puissance informatique que vous  
n'en avez jamais eue auparavant.

Beaucoup plus mais à un coût  
bien moindre que ceux que vous avez  
toujours connus. Alpha AXP est une  
plate-forme universelle. Sa couverture  
est totale et son évolutivité garantie.

C'est pour vous l'investissement sûr  
et profitable par excellence.

Du PC à l'unité centrale, Alpha AXP  
vous donne enfin les moyens de libérer  
votre imagination, d'inventer des  
formes nouvelles de développement  
pour votre entreprise. Avec nos équipes

à vos côtés et Alpha AXP,  
votre réussite est en bonne voie.

Appelez-nous au (1) 44 24 24 24

L'IMAGINATION VOUS RÉUSSIT

et si vous étiez vainqueur dès le départ.

digital

gouvernement en  
la dotation global



Le débat sur le développement rural à l'Assemblée nationale

## Le gouvernement envisage une réforme de la dotation globale de fonctionnement

L'Assemblée nationale a entamé, mardi 1<sup>er</sup> juin, le débat d'orientation sur le développement rural, qui devait s'achever mercredi. Soixante-cinq députés se sont inscrits pour faire leurs propositions en faveur du monde rural, après avoir entendu les interventions de Jean Puech, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, et du ministre délégué à l'aménagement du territoire, Daniel Hoefel, qui envisageait une réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Pour ce troisième grand débat de la législature, après ceux que les députés avaient consacrés à la ville les 27 et 28 avril et à l'Europe les 13 et 15 mai dernier, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jean Puech, a tenté de montrer, mardi, toute l'importance que revêt, à ses yeux, une discussion sur le développement rural. Devant un parterre dénotant d'une quinzaine de députés, il n'y a eu que peu de débats. « L'enjeu, c'est l'équilibre même de notre société », a plaidé le ministre en guise d'introduction, avant d'expliquer les « politiques ciblées » et « simples » qu'il entend mettre en œuvre.

En premier lieu, M. Puech souhaite développer l'emploi en milieu rural. Il se propose, pour ce faire, d'encourager la pluriactivité - « qui peut être une chance pour le maintien

de services privés aux populations » - et d'adopter des mesures fiscales et sociales « un peu exceptionnelles » en faveur des entreprises qui créent des emplois en milieu rural. Le ministre de l'Agriculture entend également rétablir à une politique de maintien des services publics par la mise en place de « services publics polyvalents » et de « réseaux » permettant des complémentarités. Enfin, Jean Puech a plaidé pour « un véritable plan ORSEC de l'habitat et du patrimoine culturel bâti » dans certains départements ruraux. « Il y a urgence en ce domaine », a-t-il souligné.

### Des « structures de désenclavement »

Une telle politique de développement local ne va pas sans un certain nombre de « prérequis ». M. Puech a insisté, notamment, sur l'existence de la solidarité financière, indispensable à tous les niveaux d'aménagement. Cette solidarité passe, selon lui, par une réforme des mécanismes d'affectation de la DGF (dotation globale de fonctionnement) et une « révision » des fonds de péréquation nationaux et départementaux de la taxe professionnelle. « Les communes du monde rural ne peuvent continuer à se satisfaire de la situation actuelle », a-t-il martelé. Le ministre s'est interrogé, aussi, sur le fonctionnement actuel des fonds interministériels gérés par la DATAR et sur leur « cloisonnement ». A l'instar des jeunes agriculteurs, il a évoqué « la création d'un fonds unique de gestion du territoire

rural ». C'était, ensuite, au tour du ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, Daniel Hoefel, d'apporter son lot de propositions. Pour M. Hoefel, si l'agriculture constitue encore une activité essentielle « pour la gestion et la valorisation de l'espace, [elle] ne peut plus fonder le développement économique d'ensemble » à elle seule : la « reconquête de l'espace rural » doit passer par la diversification des activités. Le ministre délégué a plaidé en faveur de « structures de désenclavement », comme des plans rochers, à l'image des plans de Bretagne ou du Massif central. Dans le même esprit, la création et le maintien des PME et d'entreprises artisanales doivent être soutenus par des « systèmes d'aide à l'investissement » et « le maintien de primes d'aménagement du territoire ». Le logement n'est pas en reste, puisque des mesures spécifiques pour une « relance de la réhabilitation du bâti rural » sont à l'étude. Enfin, M. Hoefel a insisté sur la solidarité entre communes. M. Hoefel a parlé, lui aussi, d'une réforme de la DGF, « pour lui redonner, par des modes de calcul appropriés et des modulations réalistes, son rôle de péréquation ». « Cette réforme revêt un caractère d'urgence », a-t-il insisté.

C'est à Rémy Achéché (PC, Pas-de-Calais) qu'il est revenu d'ouvrir le débat. Le député communiste s'est employé à dénoncer l'action du gouvernement depuis deux mois. Stigmatisant une « politique qui mène à de graves ruptures pour notre pays », M. Achéché a rendu tout à tour

responsables de cette crise « sans précédent », l'« esprit de Maastricht », le GATT et la politique agricole commune (PAC). Il a demandé que le gouvernement utilise son droit de veto dans les discussions sur le GATT et exige une renégociation de la PAC. Pour le député du Pas-de-Calais, l'Etat doit, de son côté, « soutenir » les régions dans leur lutte contre la désertification et « corriger les inégalités » et en mettant en œuvre une politique de décentralisation « effective ».

### L'exemple allemand

Principal orateur du groupe RPR, Patrick Ollier, député des Hautes-Alpes, a lui aussi choisi un ton polémique en dénonçant les « politiques Kleenex » des gouvernements précédents, qui ont laissé « les déséquilibres s'accumuler ». Pour casser cette logique, le RPR a demandé une loi d'orientation pour l'aménagement du territoire, à adopter « rapidement ». Le groupe RPR souhaite, également, la création de nouvelles institutions, comme un « comité national des collectivités territoriales » et un « conseil national du développement rural ». Afin de souligner le caractère prioritaire de ce dossier, M. Ollier s'est prononcé pour la création d'un « grand ministère », au sein duquel seraient regroupés l'ensemble des services concernés, « sous l'autorité d'une vraie direction de l'aménagement du territoire ». Cette proposition ne semble pas faire l'unanimité au sein du groupe, puisque François Gaillaume (RPR, Meurthe-et-Moselle), ancien ministre de l'Agriculture, s'est déclaré hostile à ce regroupement.

Marc Laffineur (Maine-et-Loire), intervenant pour le groupe UDF, a préféré mettre l'accent sur la diversification des activités en zone rurale. Pour favoriser la création d'emplois, le député prime de « puissantes incitations fiscales », comme la création de

zones où les entreprises seraient exonérées de l'impôt sur les sociétés et de la taxe professionnelle. Il a réclamé une réforme de la DGF et un renforcement de la péréquation de la taxe professionnelle, afin d'établir une solidarité entre communes. Plus tard, René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire) complètera les principaux objectifs de son groupe en demandant la réhabilitation de logements laissés à l'abandon par leur propriétaire, grâce à une « taxe de non-habitation ».

Pour Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne), le gouvernement s'y prend bien mal en « compartimentant les politiques » entre le débat sur la ville et le débat sur le monde rural. Le député socialiste s'est attaché à démontrer que, contrairement à ce que prétendait M. Hoefel, « la réalité du monde rural, c'est la disparité ». Il a rappelé que la population active en milieu rural est composée de 74 % de salariés et que les communes rurales ont connu un accroissement de population de 7 %. Il préconise, lui aussi, de « favoriser l'implantation d'entreprises industrielles et rurales » par une « exonération de 20 % des charges patronales ».

S'appuyant sur l'exemple de la politique de l'Etat allemand vis-à-vis des Länder, M. Balligand a plaidé pour une « accentuation » de la péréquation entre communes. Il faut, selon lui, « prendre aux régions et aux villes riches pour donner aux moins riches, sans quoi tout reposera sur les aides de l'Etat ». Pour obliger les collectivités locales « à occuper de leurs zones fragiles », l'Etat doit leur imposer un « cadre normatif ». « Si vous y parvenez, nous dirons bravo », a-t-il conclu. Les applaudissements sur plusieurs bancs du RPR sont venus confirmer que, dans ce débat comme dans celui sur la ville, les positions sont loin d'être figées.

SYLVIA ZAPPI

Précisant ses grandes orientations en matière de francophonie

### Jacques Toubon annonce le dépôt d'un projet de loi sur la langue française

Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> juin, à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la communication hebdomadaire du gouvernement, le dépôt au Sénat d'un « nouveau projet de loi relatif à la langue française ». Le ministre devait préciser les grandes orientations de sa politique en matière de francophonie lors du conseil des ministres de mercredi.

La défense de la langue française, élevée par Jacques Toubon « au rang de priorité politique en France même », a suscité des réactions consensuelles de tous les groupes parlementaires. Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin), qui a déploré la « diminution constante » des moyens de l'action francophone, insistait sur la « démultiplication » de l'action en matière de scolarisation et d'enseignement du français, notamment en Afrique. Franck Borotra (RPR, Yvelines) a réclamé une aide accrue pour « les établissements scolaires français dans le monde », en affirmant que « s'il est un domaine dans lequel la France doit être exemplaire, c'est bien la défense de sa culture, de sa langue et de ses valeurs ».

Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) a expliqué que « c'est la place de la France dans le monde qui est posée à travers celle de l'usage qu'y occupe sa langue » et affirmé que « la défense du français passe par une politique d'indépendance nationale ». Enfin, Roger-Gérard Schwartzberg (apparenté PS, Val-de-Marne) a mis en garde contre le danger de la domination d'« une seule culture, la culture McDonald-Coca-Cola ». Donnant acte à M. Toubon de sa détermination, il a observé cependant qu'il risque de ne pas avoir les moyens de son ambition, car « les instruments d'action, la direction des relations culturelles internationales, se trouvent au Quai d'Orsay ».

CLAIRE BLANDIN

## Territoire 2000

Suite de la première page

La réorganisation de l'armée de terre, la suppression de nombreux régiments, la fermeture de casernes, auront-elles et les conséquences pour l'emploi et l'activité économique et commerciale aussi dramatiques, comme disent les économistes et les sociologues, que le démantèlement de l'usine Hoover de Dijon ou l'abandon de l'exploitation charbonnière à bout de souffle à Decizeville. Les préconisations de François Lottard au ministère de la Défense, Pierre Joxe et Jacques Mellick, en avaient bien conscience, qui avaient créé auprès d'eux une véritable cellule opérationnelle de reconversion des zones touchées, mais la crise économique a rendu son action nécessairement très limitée.

### Une appellation pudique

Le ministère de la santé n'est pas en reste qui, constatant un excédent de lits inoccupés dans certains hôpitaux, appelle à davantage de « rationalisation », c'est-à-dire, derrière cette appellation pudique, de fermetures d'établissements. Or tous les maires des villes moyennes le savent : le premier employeur de leur commune est très souvent... l'hôpital, la maison de retraite ou l'établissement médical spécialisé pour enfants invalides. A Tonnerre, dans l'Yonne, l'un des sujets les plus discutés au cours de la récente campagne législative était précisément la question de l'avenir de l'hôpital.

On rapprochera de ces dossiers, trois sujets chauds (les délocalisations, la politique de la SNCF et l'agriculture), qui ont en, ont ou auront, directement ou indirectement, des conséquences majeures sur l'occupation de l'espace, le renforcement ou le déclin des villes de province et l'aménagement du territoire.

En dépit des déclarations selon lesquelles le transfert d'administrations et d'organismes publics ne serait pas remis en cause, le gouvernement Balladur pourra-t-il effectivement continuer la politique d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy, qui rappellent en les ambitions, tablant sur le déplacement de 30 000 fonctionnaires en province ou en banlieue dans les cinq ans ? Le « non », probablement sans conséquences, prononcé par les juristes du Conseil d'Etat à l'encontre de la SEITA et de la Caisse française de développement ; celui, attendu, de la part de la même juridiction, à propos de la délocalisation de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) et de l'ENA, n'en ont pas moins fait mal aux élus d'Angoulême, Thionville, Sarcelles ou Strasbourg et à tous ceux qui, de Limoges à Bourges et à Bergerac, attendent l'implantation d'établissements

prestigieux. Derrière l'inquiétude ou le dégoût, c'est le colbre des maires qui gronde, comme si la formation des futurs hauts fonctionnaires d'une France européenne était trop prestigieuse pour être confiée à une grande ville historique de la puissante Lotharingie, comme si l'élite prétendue était réservée à Paris, et les emplois d'exécution au Poitou-Charentes et aux vallées loiraines, comme si, à l'heure où pourtant la télématique, les autoroutes et les TGV permettent toutes les fluidités, c'était déchoir et se perdre que d'aller faire carrière à Montpellier, Lille, Rennes ou Nantes.

On a, à juste titre, vanté les talents des ingénieurs de la SNCF à l'occasion de la mise en service du TGV Nord-Europe. Mais combien d'atelliers ont été fermés, à cette occasion ou pour cette occasion, à la notion même de service public ! Combien de trains Corail classiques supprimés sur ces mêmes trajets et combien d'anciens hivers et d'été, sans être réellement remplacés par un service d'autocars commode et accessible !

### Une bonne dose de volontarisme

Quant à l'agriculture, qui est la forme première d'occupation, donc d'entretien, du territoire, elle est elle-même, chaque jour davantage, soumise aux lois d'exportation de la mondialisation. L'élevage des porcs, qui a besoin d'aliments importés par mer, se concentre dans les zones portuaires. Des usines à poules et à œufs, comme celle qu'envisage de construire l'allemand Foshman dans la Marne, font miroiter des centaines d'emplois là où hier encore rugissaient des chars en manœuvre.

Mais il suffirait de mettre en place sept installations de ce type pour assurer la production totale actuelle d'œufs en France ! Bonjour les dégâts dans les exploitations traditionnelles de Bretagne, du Val

de Loire ou de Normandie... « Partout, sur tous les continents, les aires de la production agricole gagnent les zones littorales, les grands nœuds de communication - en particulier des zones portuaires - et les zones de consommation : il n'y a aucune raison que la France, par un inexplicable miracle, puisse y échapper sans prendre des mesures appropriées (!) ».

Les contraintes budgétaires et le souci d'éviter d'enfermer les entreprises dans une économie administrée rendent difficile aujourd'hui une politique vigoureuse de réajustement géographique à laquelle il faut une bonne dose de volontarisme politique, allant à contre-courant des mécanismes spontanés de concentration, et un minimum de moyens budgétaires. Dans ce contexte, les incitations à la création d'activités ici plutôt que là à partir d'allègements fiscaux sensibles seront certainement plus efficaces que des subventions toujours mal ressenties par les acteurs économiques eux-mêmes et suspectes aux yeux des commissaires européens.

L'Etat bien sûr doit se mettre en première ligne, d'autant qu'il en affiche clairement l'envie et en revendique le droit. Mais comment croire que les collectivités locales, villes, départements et régions, accepteraient de s'occuper qu'un rôle de suppléants dans la définition de « Territoire 2000 », comme on parle des plans Armée 2000 ou Université 2000 ? A cet égard, on se demande, ébahi, pourquoi le gouvernement n'a pas encore annoncé son intention de réunir d'urgence une conférence Etat-régions, afin de savoir quel peut être le rôle de chacun dans la politique de lutte contre le chômage. Des atermoiements d'autant moins justifiés que le ministre du travail, Michel Girard, préside précisément la plus puissante d'entre elles, l'Ude-France, si symbolique, enviable et à la fois honteuse, de Brest à Dragignan.

FRANÇOIS GROSCHARD

(1) *Le Chompté du futur*, de Bertrand Hervieu. Editions François Bourin, 1993.

■ Pierre Joxe devant la commission des finances. Entendu mardi 1<sup>er</sup> juin par la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le projet de loi de règlement pour 1991, Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes, a annoncé que « la Cour va faire un effort pour publier son rapport sur l'exécution du budget 1992 en septembre 1993, avant la discussion sur le projet de loi de finances pour 1994 ». Cette accélération dans les procédures de la Cour des comptes, permettra aux parlementaires un meilleur contrôle de l'élaboration du budget. La commission demande, notamment, que la Cour lui fasse des propositions sur les services votés (sommes reconduites par le gouvernement d'une année sur l'autre pour poursuivre l'exécution des services publics).

■ Charles Millon annonce une proposition de loi UDF-RPR pour abroger la loi Falloux. - Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> juin, que son groupe, conjointement avec le groupe RPR, va déposer dans les prochains jours une proposition de loi visant à supprimer la loi Falloux de 1850. « Cette proposition permettra aux collectivités territoriales - aux communes pour les écoles primaires, aux départements pour les collèges et aux régions pour les lycées - de participer aux investissements des établissements sous contrat », a-t-il expliqué, en soulignant que ce texte vienne en discussion dès cette session parlementaire.

COSTA CROISIERES COSTA CROISIERES COSTA CROISIERES



**Croisières "Les Fjords" de 7 jours**  
**Découvrez en famille le soleil de minuit**

Vous rêvez de partager avec vos enfants et pour rendre ce voyage vraiment des instants magiques... L'ENRICO COSTA VOUS EXCEPIONNEL. COSTA CROISIERES OFFRE INVITE A DECOUVRIR LA NORVEGE DANS L'ATMOS- L'INTÉGRITÉ DU SEJOUR A TOUS LES ENFANTS DE PHÈRE BRÈLE DU SOLEIL DE MINUIT. VOUS REMONTEZ LES LAUX CALMES DES FJORDS A LA RENCONTRE D'UNE NATURE MAJESTUEUSE : CASCADES, MONTAGNES VERDOY- LARGES, L'ACCUEIL CHALEUREUX DE L'EQUIPAGE, LES ANTES, GLACIERS GÉANTS, RIVIÈRES À SAUMONS, DINERS DE GALA, LES SPECTACLES, LA PISCINE, LE LACS TURQUOISE, BERGEN, SON PORT ET SES PITTO- CINÉMA, LES BUFFETS DE MINUIT... SUR L'ENRICO COSTA, RESOURCES MAISONS DE BOIS. L'ÉMOTION SE VIT EN FAMILLE.

INSCRIPTIONS AGENCE CLUB AMIRAL COSTA ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

Depôts d'Amsterdam les 24 et 31/7 - 14 et 21/8, 7 jours à partir de 7000 F en cabine 0.2.

INFORMATIONS SERVICE CONSEIL COSTA CROISIERES N° Vert 05.42.33.00

**Costa Croisières**, la plus belle histoire d'amour entre vous et la mer.

COSTA CROISIERES COSTA CROISIERES COSTA CROISIERES



## POLITIQUE

Au Sénat

### Pierre Méhaignerie ne trouve que le soutien de la gauche pour limiter la révision de la nouvelle procédure pénale

Les sénateurs ont commencé, mardi 1<sup>er</sup> juin, l'examen en première lecture, de la proposition de loi de Jacques Larché (R), président de la commission des lois du Sénat, qui tend à réformer le code de procédure pénale. Au cours de leurs travaux, ils ont modifié, notamment, les conditions de la garde à vue en limitant, dans certains cas graves, la présence de l'avocat, malgré l'opposition du ministre de la Justice, Pierre Méhaignerie, soutenu par les seuls sénateurs socialistes et communistes.

Continuité ou rupture? Dans son discours de politique générale, le 8 avril dernier, Edouard Balladur avait déjà donné le «cadre» de la révision du nouveau code de procédure pénale, annoncée dans le programme de gouvernement du RPR et de l'UDF, en assurant qu'il conviendrait, le moment venu, de trier «les dispositions qui méritent d'être maintenues, parce qu'elles correspondent à un progrès de notre droit, et celles qui doivent être modifiées». Après l'avoir copieusement décriée, la majorité sénatoriale s'est donc résolue à une «réforme raisonnable» et «constructive» de cette réforme en s'attaquant à la proposition de loi de Jacques Larché (R), président de la commission des lois. Parfaire au lieu de défaire, cette refonte est, somme toute, assez éloignée des demandes d'abrogations préemptoires qui étaient encore de bon ton avant les élections.

«Le [précédent] gouvernement avait chargé le maître du point de la faire couler. Au total, le texte correspondait à six ou huit projets de loi, c'était beaucoup», a assuré Jean-Marie Giraux (R), rapporteur du texte. Bien sûr, le débat entre les droits de l'homme, entendus comme la possibilité pour un homme de se défendre jusqu'à épuiser la quête de la vérité, et le droit de la société de se protéger, est resté entier.

Pour autant, la discussion n'évite sans trop de difficultés les ornières des querelles politiques frontales. M. Giraux, avec sa franchise communautaire, est convenu que «la sagesse, c'est parfois de résister sur un point du vue qui peut être modifié». «Nous acceptons le principe de la présence de l'avocat pour la garde à vue, je le reconnais bien volontiers, compte tenu du résultat des premières expériences», globalement favorables, a-t-il indiqué.

Si M. Philippe Marini (RPR, Oise) a cru bon d'affirmer que «le code de procédure pénale a fait progresser l'insécurité dans notre pays» et que «ce

texte de circonstance», «confiné à l'incantation», avait comme objectif inavouable de rogner les ailes de certains juges d'instruction trop remuants, il s'est trouvé quelque peu isolé.

A gauche, Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) n'a pas été plus satisfait par la nouvelle mouture du code de la procédure pénale que par la précédente: «Le texte va exactement dans le sens de la politique Balladur, avec ce qu'elle comporte d'inégalité, de régression, de libéralisme économique sauvage», a-t-il regretté, avant de reconnaître, toutefois, dans le texte promulgué au début de cette année, «certaines avancées importantes». Avec malice, Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) a observé que les premières applications du texte entré en vigueur au début de l'année n'avaient pas, selon lui, attiré le moindre manifestant.

Pierre Méhaignerie ne s'est pas montré plus vindicatif que la majeure partie de l'Assemblée, en soulignant le caractère «essentiellement pragmatique» de sa «démarche». La proximité des thèses du ministre de la Justice, applaudi à plusieurs reprises sur les bancs de la gauche, avec celles des socialistes et des communistes s'est d'ailleurs vérifiée dès l'examen des premières articles modifiant les conditions de la garde à vue (voir ci-contre). Hostile à l'amendement qui visait à permettre à l'officier de police judiciaire de s'opposer à l'interrogatoire de la personne gardée à vue avec son avocat, «et les nécessités de l'enquête», M. Méhaignerie n'a reçu que le soutien de la gauche. Il n'a pas été suffisant, et l'amendement a été adopté.

GILLES PARIS

### L'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue

Lors des débats sur la réforme de la procédure pénale, à la dernière session parlementaire d'automne, les sénateurs s'étaient fermement opposés à la présence de l'avocat en garde à vue. Or, après plus d'un an, le texte, qui prévoit la présence de l'avocat, a été adopté. Ce changement, parfois, à l'opinion de son opinion si on le juge, à l'expérience, nécessaire, a déclaré le rapporteur de la commission des lois, Jean-Marie Giraux (R). C'est ainsi que je vous propose d'accepter la présence de l'avocat en garde à vue. Compte tenu de l'expérience vécue par les praticiens depuis le mois de mars, je crois, en effet, pouvoir demander au Sénat de s'y ranger.

Comme le souhaitait la garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, le Sénat a donc maintenu le système entré en vigueur la 1<sup>re</sup> mars: à partir de la vingtième heure de garde à vue, toute personne peut désormais s'entretenir avec son avocat. Les sénateurs ont cependant restreint l'exercice de ce droit en offrant aux officiers de police judiciaire la possibilité de s'opposer à cette présence s'ils invoquent, avec l'accord du procureur de la République, les «nécessités de l'enquête». Craignant les «ruptures d'égalité» entre les justiciables, le gouvernement a tenté de s'opposer à

cette disposition, mais l'amendement de la commission des lois a finalement été retenu. Le passage à l'intervention de l'avocat dès la première heure, prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 1994, a été, en outre, supprimé: en accord avec le garde des sceaux, les sénateurs se sont opposés à ce que l'avocat intervienne dès le début de la garde à vue.

Au cours de ce débat, les sénateurs ont également modifié deux autres dispositions. La première touche à la possibilité, introduite le 1<sup>er</sup> mars, de faire prévenir sa famille par l'officier de police judiciaire. Afin de mettre fin aux querelles byzantines sur la définition de la «famille», le Sénat, en accord avec le gouvernement, souhaite que cet avis soit adressé à la «personne avec laquelle la garde à vue a été habituellement» ou à l'un de ses parents en ligne directe, ses frères et sœurs, ou son employeur. Enfin, le Sénat a mis fin à la possibilité, pour le garde à vue, de choisir son médecin sur une liste établie à l'avance par le procureur de la République. Le texte adopté par le Sénat précise que ce médecin sera désigné directement par le procureur ou par l'officier de police judiciaire.

ANNE CHEMIN

Les débats du Parti socialiste

### Laurent Fabius et ses amis préparent l'avenir

Laurent Fabius et ses amis entendent effirmer leurs choix pour l'avenir du PS lors des états généraux de juillet prochain et du congrès d'octobre. Face à l'offensive rocardienne, ils se présentent à la fois en gardiens et en rénovateurs de l'identité socialiste pour un avenir plus lointain que celui dont Michel Rocard a décidé d'assumer la responsabilité.

«Moi aussi, je suis un «quadra», observait Laurent Fabius, il y a quelques semaines, quand on l'interrogeait sur son avenir après son éviction du poste de premier secrétaire du PS, le 3 avril. L'ancien premier ministre répondait ainsi aux détractistes qui, forts de leur bulletin de naissance, appelaient à un renouveau du Parti socialiste, mais il indiquait en même temps sa perspective face à l'entreprise de Michel Rocard. Tandis que ce dernier joue son va-tout dans sa tentative pour remettre la gauche sur ses rails, avec obligation de résultats à court ou moyen terme — les élections législatives partielles envisageables pour l'automne prochain, les cantonales et les européennes de 1994 et, la présidentielle de 1995, — le député de Seine-Maritime peut fixer son regard sur un horizon plus lointain.

M. Fabius a décidé de prendre lui-même du champ, après quinze années d'investissement intense dans la bataille politique quotidienne, depuis son élection comme député en mars 1978 jusqu'à son accession à la direction du PS, en passant par les années de coquetterie qui avaient abouti à la victoire de 1981, les fonctions gouvernementales, celles de pre-

mier ministre, l'enracinement dans le parti, les affrontements pour le contrôle de celui-ci. Il est temps pour lui, à quarante-six ans, de se «recapitaliser» intellectuellement, de prendre le temps de lire et de réfléchir, sans désertier la vie parlementaire. Il y avait brillé dans les années 1978-1981 et il entend être présent, aujourd'hui, face à une droite législative au Palais-Bourbon, en profitant de l'absence qui lui donne la forte présence de ses amis au groupe socialiste.

#### Des positions tranchées

En revanche, l'image du chef de courant doit s'estomper, même si l'ancien premier ministre reste attentif aux débats internes du PS, aux péripéties qui s'annoncent pour les «états généraux» de juillet et, surtout, à la préparation du congrès d'octobre prochain. Ayant installé son courant, au début de cette semaine, dans de nouveaux locaux situés boulevard Raspail, non loin du siège du PS et de l'Assemblée nationale, M. Fabius réunit ses amis à déjeuner chaque mardi. Cependant, la coordination des fabusiens est assurée par Paul Quilès, l'ancien ministre de l'Intérieur, qui se dévoue pour mener en première ligne l'une de ces batailles d'appareil qu'il affectionne, sans foindre comme d'autres de les mépriser. Au bureau exécutif du PS, le teigneux député du Tarn est secondé par Claude Bartolone, principal lieutenant de M. Fabius depuis huit ans, tandis que l'ancien député du Pas-de-Calais, Daniel Percheron, qui siège à la même table, mène sa barque à sa guise, et que la fédération des Bouches-du-Rhône, dirigée par François Bernardini, préserve ses mystères.

Les fabusiens ne dissimulent pas la méfiance que leur inspire l'angélisme «basiste» de la direction du PS lorsqu'elle prétend donner la parole aux militants et aux sympathisants et vouloir préparer les états généraux de la façon la moins directive possible. Jugant que les premières réunions, qui mobilisent davantage d'adhérents qu'elles n'attirent de nouveaux venus, sont l'occasion de dévouements peu productifs, ils n'ont pas hésité à faire ouvertement ce que les autres courants affectent de s'interdire: envoyer à leurs amis et correspondants, dans chaque fédération, des textes de référence, destinés à nourrir le débat et à affirmer des positions tranchées. Une quarantaine de pages, au total, ont été diffusées, dont principalement à la plume d'Henri Weber et présentées par Paul Quilès. Pour les fabusiens, cette démarche est d'autant plus justifiée que le «guide» adressé aux militants par la direction n'est rien d'autre, en fait, qu'un argumentaire déguisé. Trêve d'hypocrisie!

Les principaux angles d'attaque retenus par les fabusiens concernent l'identité du PS. Ils refusent, ainsi, l'idée d'un changement de nom du parti, car ils ne voient aucune raison de vouloir rompre avec une histoire, celle du socialisme démocratique, parfaitement honorable. Pourquoi les socialistes devraient-ils assumer leur situation à celle du communisme stalinien, qui, lui, a effectivement fait faillite, au prix d'un bilan historique et humain insupportable? De même, ils rejettent tout retournement d'alliances qui conduirait à faire des socialistes les auxiliaires d'un projet centriste sans réalité politique autre que celle d'une alternance à droite. Ils s'opposent, enfin, à une révision des règles de fonctionnement du PS qui conduirait soit au monolithisme,

soit à la dictature des «grosses fédérations», qui avait stérilisé la délicate SFIO.

Face à l'offensive rocardienne, les fabusiens, dont les positions sont proches de celles de Louis Mermaz et de Jean Poperen, mettent en question ce qui serait une prise de pouvoir de la «gauche gauche» sur le socialisme français. Cette préoccupation transparaît à travers le débat sur le bilan de la gauche au pouvoir. Pour Michel Rocard, la défaite est due aux illusions nées de la stratégie de conquête de 1981 et à la déception qu'elles avaient entraînée. A quoi les fabusiens répondent que la

élection de François Mitterrand, en 1981, valait qu'on se donne la peine de 1981-1986. Ne serait-ce pas plutôt dans l'immobilisme des années Rocard, de 1988 à 1991, qu'il faudrait chercher une des causes, au moins, de la désaffection des électeurs?

Invités à assurer, aux états généraux, le «rapport» sur le bilan, les amis de l'ancien premier secrétaire ont décliné l'offre. La ficelle leur paraissait un peu trop grosse: à eux la responsabilité du passé, aux autres la préparation de l'avenir... C'est bien plutôt en concourant de la direction actuelle pour dessiner le futur de la gauche qu'ils entendent agir. Avec une évidence à leurs yeux décisive: celle des élections municipales de 1995, qui seront le vrai défi pour une nouvelle génération de socialistes. Et avec vigilance pour les manœuvres qu'ils sentent poindre au congrès d'octobre.

PATRICK JARREAU

La polémique sur le plan de restructuration militaire

### Edouard Balladur soutient François Léotard et rappelle le RPR à la discipline

Face à la fronde conduite par Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, contre François Léotard, le chef du gouvernement a prié le parti de son ministre de la Défense, Edouard Balladur, de rappeler à l'ordre le RPR pour tenter de mettre un terme à la première turbulence traversée par sa majorité.

La grogne couvait depuis un moment. Pour qu'elle éclate au grand jour, elle n'attendait qu'une occasion. François Léotard l'a fournie aux députés RPR qui, l'osant pas critiquer ouvertement les choix d'un chef de gouvernement, ont tenu de leurs rangs, ont été ravis de pouvoir passer leur mauvaise humeur contre un ministre UDF, contre un allié qu'ils n'ont jamais apprécié. C'était oublier qu'Edouard Balladur n'est homme ni à donner l'impression qu'il pourrait se laisser dicter sa politique par une révolte parlementaire ni à tolérer qu'on puisse faire oteindre qu'il n'est pas capable d'imposer son autorité à un de ses ministres. Pour ne l'avoir pas compris, Bernard Pons a commis un crime de lèse-majesté et permis qu'émerge la réalité d'un différend sensible entre le gouvernement et le principal groupe de la majorité.

La discipline est la force principale des armées. Aux yeux d'Edouard Balladur, c'est aussi celle d'une équipe qui veut gagner. Il l'a imposée à son gouvernement, dont les membres, quel que soit leur rang, sont priés de ne pas prendre d'initiative sans en référer à Matignon. Il aurait bien voulu que cette sage règle s'imposât aussi au Parlement, même quand les représentants de la nation volent l'intérêt général heurter ceux de leur circonscription. Mais comment reprocher à un élu local de briser quand il apprend que la garnison qui fait vivre sa ville va disparaître? Surtout quand, candidat de la droite, il a fait campagne contre la gauche en brandissant, comme un drapeau, sa condamnation du plan des ministres socialistes qui le prévoyait et qu'il découvre avec stupeur que «son» gouvernement continue à le mettre en application.

Une révolte de la base n'aurait pas dû surprendre le premier ministre. Il savait qu'elle avait fait grise mine devant la première version de son programme économique et financier, lui reprochant de faire la part trop belle à la lutte

contre les déficits financiers, semblant faire passer celle-ci avant celle contre le chômage, préoccupation principale des électeurs. Les députés RPR étaient d'autant plus malheureux — solidarité avec Edouard Balladur oblige — qu'ils avaient dû laisser à leurs «amis» de l'UDF le monopole d'une contestation plus ou moins discrète. Certes, les corrections apportées au collectif avaient montré que le chef de gouvernement savait «écouter». Alors pourquoi o'aurait-il pas aussi «entendu» les élus RPR? D'autant qu'il avait été prévu que le plan de restructuration militaire ne leur conviendrait pas. Au cours d'une réunion loquace, mercredi 26 mai, au Palais-Bourbon, Jacques Chirac et les députés concernés avaient demandé à François Léotard de procéder en douceur.

#### Un apéritif orange

Cette apparente concertation n'a pas suffi à Bernard Pons qui a mis le feu au poudre. La durée de son ton, lundi 31 mai au «Grand Jury RTL-Le Monde», n'a manifestement pas été appréciée par le chef du gouvernement. Immédiatement, son entourage faisait connaître «la solidarité» du premier ministre avec le titulaire du portefeuille de la Défense. M. Balladur ne pouvait laisser dire qu'il y avait un désaccord entre lui et un de ses ministres, d'autant qu'en la circonstance il avait déjà apporté un soutien total à M. Léotard. Pour le confirmer, il invitait exceptionnellement celui-ci à déjeuner hebdomadaire des chefs de la majorité à Matignon et lui et son ministre se rendirent à Beauce, n'osant émettre que par obligation de ministre de la Défense d'être assez tôt pour accueillir Helmut Kohl.

L'apéritif est orange. M. Pons reconnaît devant les journalistes que l'explication à «ce qu'il a fait» est simple. M. Léotard reproche au président du groupe RPR d'oublier que c'est, en vertu de la Constitution, le «gouvernement qui conduit la politique de la nation». Son interlocuteur réplique qu'il en est «responsable devant le Parlement». Tel Saint-Louis rendant la justice sous son chêne, M. Balladur demande que soient évités «les propos excessifs» et que cessent «les invectives sur la place publique». Celui qui avait ouvert les hostilités est ainsi d'autant plus condamné que le premier ministre souligne qu'il n'est pas question de revenir sur les restructurations militaires, même s'il confirme qu'en organisant, jeudi 3 juin, une réunion de tous les ministres concernés pour mettre au point des mesures de compensation pour les villes touchées, il veut donner plus de poids à une pratique constante depuis la mise en œuvre du plan Armée 2 000.

La victoire non discrète, M. Léotard, arrivant à Beauce, se félicite, devant la presse, que le premier ministre lui ait témoigné «un soutien sans faille» et «une solidarité dans cette affaire». Non sans, au passage, brocarder M. Pons. Son entourage, plus discrètement, fait remarquer que le président du groupe RPR coadjuque aussi la

politique monétaire du gouvernement, et que ceux qui critiquent aujourd'hui la réduction des effectifs militaires ont été bien discrets lorsque le collectif a sévèrement réduit les crédits de la défense nationale.

#### «Maladroits, inutile, désastreux»

Dernier ruban autour du paquet-cadeau à M. Léotard: le soutien, pour une fois unanime et sans arrière-pensée, du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Même Christine Boutin, élue de Rambouillet qui perd son régime de charr, lui donne son appui. Jean-François Deniau s'exclame: «Le comble serait qu'il y ait des exceptions». Le président du groupe, Charles Millon, peut se contenter de déplorer «les fautes querelles» et «le clapotis» provoqués par son homologue du RPR. En fait, l'UDF est ravi; comme le dit Philippe Vasseur, secrétaire général du PR, «une déclaration de Pons par semaine est la meilleure garantie de la cohésion de l'UDF».

Analyse partagée par M. Balladur, qui, pour le faire comprendre à ses «compagnons», envoie en mission le plus proche de ses ministres, Nicolas Sarkozy, devant le groupe RPR. Son rappel à l'ordre tient en trois mots: «maladroits, inutile, désastreux». Le porte-parole du gouvernement détaille: c'est une grave erreur de penser que le premier ministre n'a pas l'autorité suffisante pour imposer ses arbitrages à ses ministres et qu'il a besoin de la «vigilance» d'amis pour faire respecter l'ordre dans son gouvernement; faire de ce dossier une affaire RPR-UDF, c'est le rendre moins facile à régler et surtout se tromper d'adversaire; on ferait mieux de répondre aux déclarations de MM. Emmanuelli et Rocard; le groupe RPR peut donner des avis au gouvernement, mais pas les édicter sur la place publique; le premier ministre lui a donné instruction, ce tant que ministre du budget, de préparer les mesures de compensation nécessaires.

Réaéliso militage: il n'est applaudi que par la moitié des présents. Jean-Luc Reitzler: «Si je n'obtiens pas satisfaction, la semaine prochaine je mets l'Alsace à feu et à sang». Autre député concerné, Patrick Olier veut bien attendre, mais ne lâchera pas. Bernard Pons, qui a fini par entendre le message balladurien, réaffirme quand même: «Léotard n'a pas été correct», et il fait état du soutien que lui aurait apporté, à la sortie du déjeuner de Matignon, Valéry Giscard d'Estaing. Selon un de ses auditeurs, le président du groupe cache mal son regret que M. Balladur ait repria à son compte un plan préparé par les socialistes et mis en œuvre par un ministre UDF à moins de deux ans de l'élection présidentielle. Ils sont plusieurs à attendre, beaucoup du retour de Jacques Chirac de Moscou. La première turbulence vécue par le gouvernement Balladur n'est probablement pas close.

OLIVIER BIFFAUD  
et THIERRY BRÉHAUD

### PROFESSEURS, ETUDIANTS

Le S.n.e.s. et ses élus du personnel vous conseillent, vous défendent, vous informent, vous donnent les résultats aux concours.

Premières téléphoniques: 40 63 29 00 tous les jours de 9 h à 20 h 30 (le samedi de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h)

**BOIS PROFEL** Service mutations (120 appels simultanés)

Pour les syndiqués: l'affiliation prévue. Pour tous: le bonnaire nécessaire pour obtenir un établissement précis, une ville, un département, etc. Transparence totale, chaque jour.

**BOIS USUEL** Tout sur le métier et la carrière

Résultats aux concours ouverts à tous. Une boîte aux lettres pour vos messages. S.n.e.s.-Echanges: voyages scolaires, vacances.

Une documentation sur les textes officiels et vos droits.

**REJOIGNEZ LE SNES**  
Vous serez plus forts

Ces services s'adressent aussi aux conseillers d'orientation psychologues, aux conseillers d'éducation et aux surveillants.

SNES (Syndicat National des Enseignements de Second degré)  
1, rue de Courty, Paris 75007

L'US (Université Syndicaliste)



plus de restructuration militaire

## soutient François Léotard le RPR à la discipline

Le député de la 1<sup>re</sup> circonscription de Paris, François Léotard, a soutenu la discipline du RPR à l'Assemblée nationale. Il a déclaré que le parti devait rester uni et discipliné pour défendre les intérêts de la France. Il a également souligné l'importance de la restructuration militaire et de la discipline dans le contexte actuel.

## Le sportif s'agit

Le député de la 1<sup>re</sup> circonscription de Paris, François Léotard, a souligné l'importance du sport et de la discipline dans la vie quotidienne. Il a déclaré que le sport était un moyen de renforcer la discipline et de promouvoir la santé. Il a également souligné l'importance de la discipline dans le monde du travail et de la vie sociale.

Le député de la 1<sup>re</sup> circonscription de Paris, François Léotard, a souligné l'importance de la discipline dans la vie quotidienne. Il a déclaré que la discipline était un facteur clé du succès dans tous les domaines de la vie. Il a également souligné l'importance de la discipline dans le contexte de la restructuration militaire et de la discipline.

OLIVIER DE  
THIERRY DE

## PROFESSEURS, ETUDIANTS

Le S.N.E.S. et ses élus du personnel  
et enseignants, vous défendent, vous informent  
vous donnent les résultats aux concours.

Service mutations  
Service formations  
Service discipline, chaque jour.

Feu sur le métier et la carrière  
dans les concours ouverts à tous

Documentation sur les textes officiels et vos droits

REJOIGNEZ LE SNE  
Vous serez plus forts

# Protectionnisme et libre-échange : à chacun sa responsabilité.

La question des importations empoisonne les relations entre producteurs et distributeurs français.

Depuis plusieurs mois, pêcheurs, agriculteurs et industriels subissent les effets cumulés d'une concurrence internationale accrue et d'un marché en récession. A défaut de répondre concrètement aux attentes des professions concernées, certains hommes politiques désignent des boucs émissaires (le commerce de gros et de détail), attisent les rivalités interprofessionnelles et alimentent une surenchère de revendications protectionnistes.

Qu'on arrête cette démagogie : chacun doit assumer sa responsabilité.

**Les Centres E. LECLERC :** leur politique d'achat décentralisée s'est toujours appuyée sur la notoriété des marques nationales et régionales.

- Leurs importations ont été en 1992 inférieures à 4 % du C.A. hors carburant et n'atteignent même pas 0,5 % dans le secteur alimentaire.

- 95 % des produits vendus sous nos marques (plats cuisinés, biscuits, conserves de légumes, biscottes, desserts...) sont fabriqués par des sociétés françaises, et principalement des P.M.E. pour qui ce marché est l'occasion de rivaliser avec les multinationales.

- Exemple significatif : 100 % des bijoux commercialisés dans nos Manèges à Bijoux sont créés et façonnés par des artisans français.

**Les Pouvoirs Publics :** l'Etat qui exerce la tutelle des Marchés d'intérêt national a les moyens de faire appliquer lui-même la politique qu'il recommande en matière d'importation. Si le gouvernement français souhaite une limitation des importations, qu'il le dise et qu'il le fasse.

Dans l'urgence il lui appartient de répondre aux attentes des professionnels et de :

- mettre un terme aux importations frauduleuses : poisson russe en Norvège, viande des pays de l'Est qui transite par l'Allemagne, poisson d'Amérique latine transitant par l'Italie, etc...

Ces importations illégales, même en quantité infime, perturbent le bon fonctionnement des mécanismes de prix de retrait élaborés par les organisations professionnelles et annihilent les efforts collectifs de régulation des marchés (politique de quota, échelonnement de commercialisation).

- renforcer les procédures européennes anti-dumping.

- sanctionner, s'ils sont confirmés, les dépassements de quotas d'importation de produits textiles en provenance de pays qui ne respectent pas leurs engagements internationaux.

**Producteurs distributeurs et pouvoirs publics :** ensemble il nous appartient de valoriser nos productions nationales, il faut :

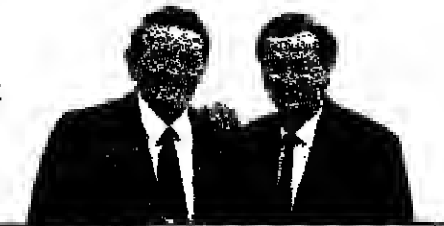
- rétablir l'obligation d'indication d'origine sur les produits, notamment les importations extra-communautaires. Objectif : informer les consommateurs et les acheteurs de la distribution et de l'industrie.

- réhabiliter le label "made in France". L'utilisation de ce label est actuellement une hypocrisie puisque la demande des industriels eux-même, les Pouvoirs publics avaient autorisé qu'un produit semi-fini puisse être ainsi labellisé alors que seul un nombre limité d'opérations étaient effectuées sur le sol français (exemple : coudre des boutons sur des chemises). Il faut donc en revoir la charte.

Retrouver l'esprit de compétition.

Il n'est pas normal que des hommes politiques et des chefs d'entreprise qui défendaient hier encore la vocation européenne de la France, succombent aujourd'hui aux expressions les plus protectionnistes. Volonté de laisser pourrir une situation aux seules fins de justifier un revirement dans le discours pro-européen ?

On en oublierait que la France est le 4<sup>e</sup> exportateur mondial, que notre commerce agroalimentaire affiche des résultats positifs et que les marques françaises bénéficient d'un formidable attrait sur les marchés internationaux. Halte au défaitisme.



Edouard et Michel-Edouard LECLERC

# E. LECLERC

# SOCIÉTÉ

La réforme des conditions d'entrée et de séjour présentée en conseil des ministres

## Le projet de loi sur les étrangers vise à modifier profondément les flux migratoires

Après la réforme du code de la nationalité et celle des contrôles d'identité, les étrangers ont à nouveau les honneurs de l'agenda gouvernemental avec l'adoption par le conseil des ministres du mercredi 2 juin de la loi sur les conditions d'entrée et de séjour. Il ne s'agit plus seulement, cette fois, de modifier les symboles et d'envoyer un nouveau clin d'œil à l'opinion, mais de modifier profondément le traitement quotidien des flux migratoires dans un sens restrictif, avec des conséquences qui toucheront des étrangers installés en France de longue date.

C'est à un renversement fondamental qu'invite Charles Pasqua en souhaitant que la France cesse d'être le pays d'immigration qu'elle est depuis plus d'un siècle (le Monde du 2 juin). Depuis 1945, la loi française est construite sur la nécessité d'organiser une immigration reconnue comme une réalité, et de favoriser la stabilisation des immigrés dans le pays. La « règle du jeu » établie à la Libération après de nombreux débats (1) vise le cadre de la législation actuelle, même si l'ordonnance originale du 2 novembre 1945 a été modifiée à de nombreuses reprises (huit depuis 1981).

En resserrant de façon drastique toutes les voies d'accès qui conduisent des étrangers à s'installer en France, le projet de loi actuel tend à remettre en cause l'immigration dans son principe, y compris lorsqu'elle concerne des familles d'étrangers déjà installées (regroupement familial) et à



limiter l'accès au territoire des personnes se disant victimes de persécution (demandes d'asile).

Le ministre de l'intérieur qui, lorsqu'il était dans l'opposition, avait plaidé pour l'instauration de quotas annuels d'étrangers autorisés, défend à présent l'objectif « immigration zéro ». Symboliquement, le projet de loi qu'il défendra devant les parlementaires traite non seulement des « conditions d'entrée et de séjour des étrangers » (intitulé de l'ordonnance de 1945), mais aussi de « la

maîtrise de l'immigration ». Cet ajout, maintenu en dépit de l'avis du Conseil d'Etat (2), exprime nettement la nouvelle philosophie du texte.

### 100 000 nouveaux immigrés par an

Certes, l'immigration de travailleurs est « suspendue » depuis 1974. Il reste que, bon an mal an, quelque 100 000 étrangers s'installent en France. Aussi étonnant que puisse paraître ce nombre en période de chômage et de récession, il traduit l'existence d'un flux quasi ininterrompu d'immigration dans un pays ouvert sur le monde et respectueux des droits de l'homme.

Sur ces 100 000 arrivées annuelles (qui ne comprennent ni les demandeurs d'asile, ni les étudiants, ni les saisonniers, dont le séjour est réputé provisoire), plus de 25 000 correspondent à des travailleurs étrangers (dont la moitié sont des Européens), 35 000 sont les membres des familles rejoignant un travailleur étranger en situation régulière; près de 20 000 sont des étrangers mariés à des Français, et 15 000 des réfugiés politiques reconnus par l'Etat.

Le projet de loi vise à réduire chacune de ces possibilités d'entrée et à agrandir les portes de sortie. Il multiplie donc les obstacles à la délivrance d'un titre de séjour ou de l'admission dans le territoire. Côté sorties, il facilite les reconduites à la frontière d'étrangers sans papiers, et les expulsions de délinquants.

Le principe de l'arrêt de l'immigration de travailleurs est évidemment pas remis en cause. Comme actuellement, un étranger ne pourra obtenir une autorisation de travailler en France que si l'administration établit que l'emploi qu'il veut occuper ne peut être pris par un Français, ou s'il relève de certaines nationalités privilégiées pour des raisons historiques ou diplomatiques (Libanais, Vietnamiens, Cambodgiens, Laotiens, Togoais, Gabonais, Centrafricains).

Mais le gouvernement souhaite limiter les trois autres flux qui sont le regroupement familial, les mariages avec des étrangers et les demandes d'asile. Le projet soumet l'arrivée des femmes et enfants d'étrangers à des conditions qui risquent de mettre en cause l'exercice du « droit de vivre en famille » reconnu par la Convention européenne des droits de l'homme.

L'obligation de faire venir la famille en une seule fois et la non-prise en compte des allocations familiales dans les ressources exigées vont limiter le regroupement familial aux étrangers locataires d'un vaste appartement et d'un confortable salaire. L'avis, même purement consultatif, qui sera demandé au maire concerné, risque d'être systématiquement négatif dans les banlieues « sensibles », et difficile à contourner par les préfets.

Les mariages avec des étrangers seront, eux, nettement plus encadrés. Ils ne donneront plus droit à une carte de résident qu'un an après la célébration, qui pourra être différée par le maire ou suspendue par le procureur de la République. Il s'agit de décourager les mariages de complaisance, mais des mariages sincères dont l'un des conjoints est en situation irrégulière risquent d'être gênés.

Il devrait, enfin, être plus difficile de demander l'asile politique en France (29 000 demandes en 1992), puisque les préfets auront le pouvoir d'empêcher un étranger d'ouvrir un dossier dans les cas où leur permis « manifestement fondé » ou qui peuvent être renvoyés sur d'au-

tres pays. Ces restrictions sur les entrées d'étrangers sont complétées par des mesures destinées à rendre plus efficaces les mesures d'éloignement du territoire dans la limitation des protections et des recours, et placement systématique en rétention des « clandestins » arrêtés. Cette panoplie antifranchise sera complétée par un rapprochement des fichiers de la Sécurité sociale et de la police qui devrait permettre de radier du bénéfice de l'assurance-maladie les étrangers en situation illégale et leurs ayants droit.

La loi Pasqua de 1986 visait surtout à améliorer l'efficacité des reconduites à la frontière. Le projet Pasqua de 1993 va nettement au-delà en s'inscrivant dans un projet global de restriction des flux et de traque des « illégaux ».

### Un effet dissuasif à court terme

Entre-temps, la crise économique et urbaine s'est aggravée, exacerbant la xénophobie. L'heure n'est plus à réparer les boîtes à lettres mais à empêcher les fractures sociales. Aussi est-il de bon sens qu'un gouvernement combatte la fraude, affiche plus clairement la loi, lie la limitation des entrées d'étrangers à la bonne intégration de ceux qui sont déjà installés, et affiche le refus de la polygamie, réalité minoritaire mais explosive. D'autant que ces exigences sont largement exprimées dans la population et que certaines, comme la prévention des mariages de complaisance et l'opportunité de la polygamie, faisaient l'objet de recommandations du Haut Conseil de l'intégration.

En resserrant systématiquement tous les boulons de l'immigration, le gouvernement se rappelle au bon souvenir de ses électeurs les plus échauffés par la crise. Il adresse aussi aux candidats à l'immigration un message net qui peut avoir un effet dissuasif à court terme. La politique d'immigration n'a d'ailleurs pas cessé, depuis vingt ans, d'osciller entre libéralisme et répression sans que les libertés fondamentales ne soient concrètement ébranlées. Les gouvernements socialistes, de M. Rocard à M. Cresson, n'ont d'ailleurs pas toujours échappé à la tentation de flatter les tendances xénophobes de l'électorat, avec les résultats de l'exil : gauche dans la rue et droite radicalisée.

Cette fois, c'est un tournant potentiellement dangereux que négocie le projet Pasqua, dans un contexte où les Églises constituent la seule opposition mobilisée. En montrant du doigt les étrangers, pour la troisième fois en moins d'un mois, il inquiète et déstabilise ceux - la grande majorité - qui n'ont rien de répressif. Il prend ainsi le risque de répandre un peu plus l'idée selon laquelle derrière chaque immigré se cache un fraudeur, un délinquant, un assuré social abusif. Avec le danger d'une dérive à l'allemande.

Pour quelle efficacité? En multipliant les situations d'illégalité, le projet gouvernemental pourrait transformer chaque nouvel immigré en clandestin, et éliminer ainsi le phénomène qui lui entend combattre. Le projet de loi place de nouveaux verrous, non seulement aux frontières, mais à l'intérieur même de la société française. Or, dans une société démocratique, peu de foyers résistent efficacement à la pression des milieux tiers-monde attirés par les lumières des pays industrialisés. M. Pasqua l'admet en appelant de ses vœux une grande politique d'aide au développement.

Le regroupement familial, institué dès 1976 pour faciliter l'intégration des travailleurs étrangers, est à présent limité, toujours au nom de l'intégration. Les résultats pourraient être rapides en matière de reconduites à la frontière et d'expulsions, avec la multiplication des contrôles, des recoupements de fichiers, et des centres de rétention.

Dans ce domaine, comme pour l'ensemble de la politique de l'immigration, la question est de savoir jusqu'où la répression des fraudes et libertés publiques peuvent coexister. La réponse viendra de la manière dont seront appliqués les nouveaux textes. Mais on peut déjà se demander si ces mesures visent les étrangers, comme c'est parfois le cas dans l'histoire, à annuler un raisonnement plus général de la société.

PHILIPPE BERNARD

(1) Selon l'expression de Patrick Weil dans la France et ses étrangers, Calmann-Lévy, 1991.

(2) Les premières versions du texte parlaient de « maîtrise des migrations ».

## Ce qui devrait changer

Le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France comprend trois séries de dispositions. L'une réforme l'ordonnance du 2 novembre 1945 et y ajoute des dispositions sur le regroupement familial et sur le droit d'asile. La seconde modifie aussi le code civil sur le mariage, le code pénal et la procédure pénale à propos de l'interdiction du territoire et du placement en rétention judiciaire. Enfin, le code de la Sécurité sociale, celui du travail, et celui de la famille et de l'aide sociale sont aussi concernés par une réforme du régime applicable aux étrangers.

Les demandes d'asile. - Elles seront filtrées par les préfets, qui pourront empêcher un demandeur d'asile de déposer un dossier à l'organisme compétent, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), notamment si le demandeur est considéré comme « manifestement infondé ».

Le regroupement familial. - Pour faire venir conjoint et enfants, un étranger devra avoir séjourné régulièrement en France depuis deux ans (au lieu d'un an actuellement), disposer d'un logement suffisant, compter non tenu des allocations familiales préexistantes. Il ne pourra plus faire venir ses enfants en plusieurs fois sauf motifs tenant à l'intérêt des enfants. Le préfet n'autorisera le regroupement qu'après avis du maire. Le regroupement sera interdit aux étudiants et, en cas de polygamie, aux co-épouses et à leurs enfants.

La protection sociale. - Les étrangers en situation irrégulière, même s'ils travaillent, n'auront plus accès à l'assurance-maladie. Les caisses de Sécurité sociale auront accès au fichier des étrangers en situation irrégulière de la police. Les aides sociales et médicales seront supprimées aux étrangers étrangers à l'exception de l'aide médicale hospitalière et de l'admission dans un centre d'hébergement.

La carte de résident. - L'immigration des étrangers en cas de refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour est supprimée avec la disparition des commissions du séjour des étrangers. L'administration pourra toujours refuser un titre de séjour en cas de menace pour l'ordre public. Les étrangers en situation irrégulière mariés à un ressortissant français ou parents d'enfants français ne pourront plus obtenir de plein droit une « carte de dix ans ». L'étranger polygame qui fait venir en France une deuxième femme ne pourra plus obtenir une carte de résident, et pourra se voir retirer une carte déjà délivrée. Les enfants étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans

hors regroupement familial n'obtiendront plus de plein droit, à leur majorité, une carte de dix ans, pas plus que les enfants recueillis mais non adoptés. Les étudiants étrangers ne pourront plus transformer leur carte temporaire en carte de résident.

Le mariage avec un étranger. - Le conjoint étranger de Français n'obtiendra ses papiers qu'un an après le mariage, sauf si l'administration apporte la preuve que la « communauté de vie effective » a cessé. Pendant l'année suivant le mariage, il ne sera pas protégé contre les reconduites à la frontière. Le maire pourra suspendre, pendant huit jours, la célébration d'un mariage suspect « en cas d'urgence », et demander au procureur de la République de se saisir au mariage pendant trois mois s'il existe des indices sérieux laissant présumer que le mariage n'est envisagé qu'en vue d'obtenir un résultat étranger à l'union matrimoniale.

Les reconduites à la frontière. - En attendant son rapatriement forcé, l'étranger en situation irrégulière sera systématiquement placé dans un centre de rétention pendant dix jours s'il ne présente aucune pièce d'identité (au lieu de sept actuellement). S'il refuse de déclarer son identité, l'étranger pourra être placé pendant trois mois en rétention par le tribunal correctionnel. Il restera possible de former un recours suspensif contre un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, sauf en cas de « recours manifestement tardif », ou si l'étranger est passé par un pays de la CEE avant d'entrer irrégulièrement en France. Il pourra alors être remis aux autorités compétentes de l'Etat européen en question sans possibilité de recours. Une reconduite à la frontière sera systématiquement assortie d'une interdiction du territoire d'un an.

Les expulsions. - Les protections dont bénéficient les étrangers installés depuis longtemps en France seront supprimées s'ils menacent l'ordre public. Les magistrats de la commission d'expulsion n'auront plus qu'un rôle consultatif, et ne seront plus consultés en cas d'urgence absolue. D'autre part, un étranger normalement protégé (parent d'enfant français, conjoint de Français) pourra être expulsé s'il est condamné par « décision expresse et spécialement motivée » d'un tribunal, pour trafic de stupéfiants. Les étrangers « tombés » pour drogue pourront aussi être systématiquement interdits du territoire français (sauf simple condamnation pour consommation personnelle) et ne pourront plus demander à être « relevés » de cette interdiction s'ils se trouvent en France.

### M. Malvy reproche au gouvernement d'utiliser l'immigration comme un « faire-valoir »

Martin Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a reproché au gouvernement d'Edouard Balladur, mercredi 2 juin, sur Europe 1, de se servir de l'immigration pour soigner sa popularité. « Ce que je reproche aujourd'hui au gouvernement, alors que l'Assemblée est réunie depuis deux mois maintenant, a déclaré M. Malvy, c'est de n'avoir amené en débat que des textes qui tournent autour de l'immigration. »

C'est véritablement le faire-valoir de ce gouvernement que de développer une politique qui désigne l'immigré, l'étranger, celui qui n'a pas le même visage que les autres, comme responsable de nos problèmes », a regretté M. Malvy. « Il y a consensus sur le fait que l'immigration doit être limitée, contrainte que la France ne peut pas être le pays qui accueille toute la misère du monde », a-t-il ajouté, mais « il n'y a pas consensus si le fer de lance du gouvernement tourne autour de la notion d'immigration. »

### MÉDECINE

L'OMS donne son feu vert à un contraceptif injectable. - L'Organisation mondiale de la santé a décidé d'autoriser l'utilisation d'un contraceptif injectable, connu notamment sous le nom de Depo-Provera, en estimant qu'il n'augmentait pas les risques de cancer du sein. La décision de l'OMS a été annoncée, mardi 1er juin, après une réunion d'experts internationaux qui ont examiné toutes les données disponibles sur ce contraceptif hormonal, connu aussi sous le nom d'AMPR (acétate de médroxyprogesterone). Ce contraceptif, injectable tous les trois mois, avait été mis au point dans les années 60 comme alternative à la pilule. - (AFP.)

Décès du plus vieux transplanté au monde. - Arthur Gay, l'homme ayant vécu le plus longtemps avec un cœur transplanté, est décédé, mardi 31 mai, d'un cancer de l'oesophage à l'âge de cinquante-six ans. M. Gay, de Temple Hills (Maryland), qui a vécu pendant vingt ans et quatre mois avec un organe transplanté, avait reçu son deuxième cœur au collège médical des hôpitaux de Richmond (Virginie) en 1973. Il avait repris par la suite son travail dans l'administration des postes. - (AFP, AP.)

### Dans la presse parisienne

#### « Immigration zéro »

La presse parisienne consacre une partie de ses commentaires, mercredi 2 juin, à l'entrée en scène de Charles Pasqua au Monde du 2 juin, dans lequel le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire déclarait que la France « ne veut plus être un pays d'immigration ». « Le ministre de l'intérieur donne un nouvel objectif à la société française : le zéro immigré », écrit le Parisien, en soulignant que M. Pasqua transforme ainsi « la notion de flux tendu » pour les marchandises en « flux migratoire » nul pour les individus.

Dans la Tribune, Philippe Labadie s'interroge : « Qui osera contredire le ministre d'Etat, qui osera soutenir que ce pays, dans son immense majorité, ne souhaite pas voir ses frontières fermées ? » « Pas les socialistes, en tout cas, qui n'étaient pas loin de penser la même chose », répond l'éditorialiste, qui ajoute que « ce peuple, notre peuple, enrichi depuis des lustres de la culture et du sang des autres, aujourd'hui ne veut que se replier sur lui-même ». « La politique de Charles Pasqua sera-t-elle, en fin de compte, bien accueillie dans les sondages, continue Philippe Labadie. Mais qui réjouira-t-elle, au regard de l'oppressionnement incontestable qu'elle entraînera ? »

Gilles Smadja, dans l'Humanité,

exprime plus clairement son hostilité aux orientations de M. Pasqua en observant que « tout le propos du ministre de l'intérieur consiste à désigner l'immigration comme l'une des causes essentielles du chômage ». « L'équation simpliste et peu-être l'avantage, aux yeux du gouvernement, de flatter une partie de l'opinion dans le sens du poil, au moment où les mauvais coups pleuvent de tous les côtés, écrit-il, mais cela ne résoudra aucun des problèmes posés à notre pays, à ceux qui y travaillent comme à ceux qui sont privés de ce droit, qu'ils soient français ou non. » Selon l'éditorialiste de l'Humanité, le projet de M. Pasqua « risque d'aller un peu plus loin dans une politique d'exclusion et de division ».

Dans le Quotidien de Paris, Jacques Patot préfère s'arrêter sur les propos du ministre de l'intérieur précisant que, « si ce gouvernement a décidé de s'engager dans une grande politique d'aménagement du territoire, on le lui doit en partie ». « Ce faisant, Charles Pasqua cherche bien, à l'évidence, à contraindre Balladur », estime-t-il, en soulignant que le ministre de l'intérieur rappelle ainsi qu'il faudra toujours compter avec lui ».

### Les inquiétudes des milieux religieux

#### Pierre Méhaignerie a reçu les représentants des Eglises catholique et protestante

Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a rencontré, mardi 1er juin, les représentants des Eglises protestante et catholique, qui avaient critiqué ces derniers jours les textes du gouvernement concernant les étrangers. A la veille de l'examen par le conseil des ministres du projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, les participants se sont mis d'accord sur la nécessité d'instaurer une structure de concertation destinée à débattre des problèmes d'intégration, de migration et de demande d'asile.

Selon le Père Jean-François Berjoanneau, secrétaire national

de la commission des migrants, le ministre a promis que des mesures positives seraient prises, notamment au niveau des écoles et des collectivités locales, avec la volonté pédagogique de permettre aux jeunes d'accéder à la nationalité française.

« Nous avons parlé ou nom de nos convictions spirituelles et théologiques fondamentales sans avoir le sentiment de porter atteinte à l'esprit de loi et à la séparation des cultes et de l'Etat », a souligné Jacques Stewart, le président de la Fédération protestante de France.



# SOCIÉTÉ

des ministres

## Ce qui devrait changer

La réforme de l'enseignement supérieur est un chantier immense. Elle doit permettre de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins du marché du travail. Cela implique de revoir les programmes, les méthodes d'enseignement, et même la structure des établissements. Les universités doivent devenir plus ouvertes, plus transparentes, et plus impliquées dans la vie sociale. C'est un travail de longue haleine, mais c'est une nécessité absolue pour l'avenir de notre pays.

La réforme de l'enseignement supérieur est un chantier immense. Elle doit permettre de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins du marché du travail. Cela implique de revoir les programmes, les méthodes d'enseignement, et même la structure des établissements. Les universités doivent devenir plus ouvertes, plus transparentes, et plus impliquées dans la vie sociale. C'est un travail de longue haleine, mais c'est une nécessité absolue pour l'avenir de notre pays.

La réforme de l'enseignement supérieur est un chantier immense. Elle doit permettre de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins du marché du travail. Cela implique de revoir les programmes, les méthodes d'enseignement, et même la structure des établissements. Les universités doivent devenir plus ouvertes, plus transparentes, et plus impliquées dans la vie sociale. C'est un travail de longue haleine, mais c'est une nécessité absolue pour l'avenir de notre pays.

La réforme de l'enseignement supérieur est un chantier immense. Elle doit permettre de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins du marché du travail. Cela implique de revoir les programmes, les méthodes d'enseignement, et même la structure des établissements. Les universités doivent devenir plus ouvertes, plus transparentes, et plus impliquées dans la vie sociale. C'est un travail de longue haleine, mais c'est une nécessité absolue pour l'avenir de notre pays.

La réforme de l'enseignement supérieur est un chantier immense. Elle doit permettre de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins du marché du travail. Cela implique de revoir les programmes, les méthodes d'enseignement, et même la structure des établissements. Les universités doivent devenir plus ouvertes, plus transparentes, et plus impliquées dans la vie sociale. C'est un travail de longue haleine, mais c'est une nécessité absolue pour l'avenir de notre pays.

La réforme de l'enseignement supérieur est un chantier immense. Elle doit permettre de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins du marché du travail. Cela implique de revoir les programmes, les méthodes d'enseignement, et même la structure des établissements. Les universités doivent devenir plus ouvertes, plus transparentes, et plus impliquées dans la vie sociale. C'est un travail de longue haleine, mais c'est une nécessité absolue pour l'avenir de notre pays.

La réforme de l'enseignement supérieur est un chantier immense. Elle doit permettre de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins du marché du travail. Cela implique de revoir les programmes, les méthodes d'enseignement, et même la structure des établissements. Les universités doivent devenir plus ouvertes, plus transparentes, et plus impliquées dans la vie sociale. C'est un travail de longue haleine, mais c'est une nécessité absolue pour l'avenir de notre pays.

La réforme de l'enseignement supérieur est un chantier immense. Elle doit permettre de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins du marché du travail. Cela implique de revoir les programmes, les méthodes d'enseignement, et même la structure des établissements. Les universités doivent devenir plus ouvertes, plus transparentes, et plus impliquées dans la vie sociale. C'est un travail de longue haleine, mais c'est une nécessité absolue pour l'avenir de notre pays.

## JUSTICE

La décision du Conseil national de l'ordre des médecins

### Les « circonstances » atténuantes du docteur Garretta

La section disciplinaire du Conseil national de l'ordre des médecins a fortement atténué la sanction infligée le 4 octobre 1992 au docteur Michel Garretta par le conseil régional de l'île-de-France, qui avait prononcé la radiation à vie de l'ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine. Dans une décision datée du 28 avril, qui a été signifiée le 1<sup>er</sup> juin, le Conseil national a ramené la peine à deux ans d'interdiction d'exercice de la médecine. Jugement ordinaire modéré, qui a été remis à la cour d'appel de Paris, mardi, à la reprise de l'audience (nos dernières éditions du 2 juin).

Huit pages dactylographiées simplement posées sur le bureau de la cour et devant chaque avocat des plaignants. Huit pages que le procureur général de la cour, M. de la Cour, a lu, alors que les dernières victimes défilaient à la barre pour exprimer leur incompréhension devant l'attitude des médecins qui leur avaient causé le risque de contamination et parfois la contamination elle-même. Huit pages dont certaines comportaient pourtant des phrases sévères.

Dans son préambule, la section disciplinaire du Conseil national de l'ordre des médecins constate que le CNTS a distribué jusqu'en août 1985 des dérivés sanguins « qui étaient, à la connaissance des spécialistes de la transfusion sanguine, potentiellement contaminés par le virus du sida et que l'utilisation de ces produits a entraîné la séropositivité d'un grand nombre d'hémodépendants et le décès de plusieurs d'entre eux ».

« Ainsi la décision rappelle-t-elle d'abord : « l'absence de toute situation, qui met en cause, dans des proportions et des circonstances dramatiques, le respect de la vie humaine, le devoir de tout médecin est de faire, dès qu'il en a pris conscience, tout ce qui est en son pouvoir pour imposer immédiatement le retrait de la circulation des produits contaminés, sans céder à la moindre considération tirée des conséquences économiques et financières des mesures à prendre que des demandes des utilisateurs de ces produits. (...) Toute attitude d'arbitraire ou de compromis constitue un manquement des plus graves à la déontologie et à l'honneur professionnel. »

La juridiction ordinaire relève que le docteur Garretta « était au premier chef informé de cette contamination » et qu'il « était en mesure de provoquer un arrêt immédiat et définitif de toute distribution ». Tout en notant que les décisions à prendre relevaient du conseil d'administration de la Fondation nationale de la transfusion sanguine et des autorités administratives et politiques qui avaient en charge la santé publique en France, les six juges de la section disciplinaire observent aussi que le docteur Garretta a informé « les diverses instances consultatives ou décision-

nelles », mais il souligne qu'il a préconisé, selon ses propres mots, « un compromis entre les impératifs de la santé publique et les contraintes économiques ».

Rappelant les termes du docteur Garretta, qui estimait que c'était aux autorités de tutelle qu'il revenait de prendre leur responsabilité et d'éventuellement lui interdire de céder des produits « avec les conséquences financières que cela représentait », les juges déclarent qu'il « s'en est tenu à une position d'attente dont il ne pouvait ignorer les dangers. (...) Ce faisant, il a manqué aux obligations déontologiques ».

Cependant, pour apprécier le degré de responsabilité du docteur Garretta, la décision ordinaire relève que « l'état des connaissances à l'époque laissait place encore à bien des incertitudes en ce qui concerne la signification et les conséquences de la séropositivité, ainsi que la fiabilité et l'innocuité des produits de chauffage ». Cette appréciation, même si elle est conforme à ce que les débats judiciaires devant la cour d'appel ont permis de dégager, pourrait rassurer à une forme de défense du corps médical.

#### L'attitude

des médecins prescripteurs

Mais les juges de la section disciplinaire se montrent ensuite implacables envers certains de leurs confrères en déclarant : « Les propositions et prises de position du docteur Michel Garretta ont été identiques à celles adoptées par un très grand nombre d'autres médecins qui ont eu à connaître de ce problème soit au sein du Centre national de transfusion sanguine, soit dans les autres centres de fractionnement, et parmi lesquels figurent les médecins traitant des malades hémodépendants, en connaissance de cause, ont réclaté ces produits et les ont prescrits. »

Certes, l'instance disciplinaire souligne que « les responsabilités de ces titres divers des médecins ont pu varier et ne sont pas disparates, celles incombant au propre au docteur Michel Garretta ». Mais les incertitudes de l'époque et l'attitude des médecins prescripteurs sont, selon la décision, « des circonstances », dont « il y a lieu de tenir compte » dans l'appréciation du degré de responsabilité du docteur Garretta, qui est donc condamné à une simple interdiction d'exercer la médecine pendant une durée de deux ans. Ces circonstances sont clairement apparues au cours des débats devant la 13<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel, et la date de la signification de la décision ordinaire n'est sans doute pas innocente, dans la mesure où elle suit chronologiquement l'évolution et même la maturation du dossier judiciaire.

Cependant, si la section disciplinaire du Conseil de l'ordre s'est prononcée sur le plan de la déontologie médicale, la cour d'appel se déterminera seulement au regard du délit de « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit ».

MAURICE PEYROT

Le sort des vingt et un inculpés du dossier Urba-SAGES-BLE

## La chambre d'accusation de Rennes se prononcera le 8 juillet dans l'affaire des bureaux d'études

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a examiné, mardi 1<sup>er</sup> juin, durant sept heures, l'affaire des bureaux d'études Urba, SAGES et BLE, concernant le financement occulte des partis politiques dans la Sarthe. Confrontée à onze requêtes en nullité déposées par certains des avocats de la défense, elle a décidé de rendre sa décision le 8 juillet. On saura alors si les vingt et un inculpés de ce dossier politico-judiciaire, parmi lesquels l'ancien président socialiste de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, sont tous renvoyés devant le tribunal correctionnel ou si certains d'entre eux bénéficieront, comme le demande le parquet général, de non-lieux.

Onze requêtes en nullité, visant à l'annulation totale ou partielle de la procédure, ont été déposées par les avocats de la défense devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes. Celle-ci, présidée par Dominique Balthache, a entendu à huis clos les dix-sept avocats inculpés, en l'absence du conseiller René Van Ruymbek, qui, chargé de l'instruction de cette affaire, a préféré ne pas siéger pour éviter toute suspicion d'être à la fois juge et partie. Après la lecture du rapport

de la chambre d'accusation, l'avocat général Jean-François Rérolle a requis le rejet des nullités déposées sous forme de mémoires par les avocats de la défense. Ces derniers se sont principalement appuyés à la procédure menée par le juge d'instruction du Mans Thierry Jean-Pierre, initialement chargé du dossier.

M. Olivier Metzner, avocat des dirigeants de la société Bretagne-Loire-Equipement (BLE), a estimé que le juge Jean-Pierre avait commis « un faux en écriture publique authentique » en indiquant en janvier 1991 avoir reçu un appel « anonyme » alors qu'il connaissait le nom de son interlocuteur, comme en témoigne le livre « Don appât, Séducteur » (Flux, 1991) écrit ultérieurement par le magistrat. Cette question avait cependant déjà fait l'objet, l'an dernier, de deux décisions de justice.

#### Le non-lieu requis pour M. Emmanuelli

En mai 1992, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes avait écarté une première série de requêtes en nullité, fondées sur les mêmes arguments. En octobre 1992, c'est la chambre criminelle de la Cour de cassation qui avait rejeté le pourvoi de six inculpés visant à annuler la procédure ouverte par

Thierry Jean-Pierre. Ce faisant, la cour avait validé la procédure du juge Van Ruymbek (le Monde du 15 octobre 1992).

Le dossier examiné mardi se divise en trois volets, correspondant aux trois sociétés accusées d'avoir servi de « pompes à finances » à des partis politiques dans le département de la Sarthe : Urba et la SAGES, proches du PS, ainsi que Bretagne-Loire-Equipement (BLE), filiale du GIFCO, un groupement d'intérêt économique proche du Parti communiste. Parmi les inculpés figurent notamment les dirigeants de ces sociétés : Gérard Monast, ancien PDG d'Urba, Michel Rey, président de la SAGES, et Jacques Grouman, président du GIFCO. Dans le camp des hommes politiques, on trouve sur ordre de M. Emmanuelli, plusieurs élus sarthois dont Jean-Claude Boulard, ancien député PS de la Sarthe, et Robert Jarry, maire (ex-PCF) du Mans.

En avril, dans son réquisitoire définitif, le parquet général de Rennes avait requis une série de non-lieux, notamment en faveur de M. Emmanuelli, inculpé de trahison et complicité de trafic d'influence en sa qualité d'ancien trésorier du PS. A l'époque, plusieurs organes de presse avaient insisté, sans être démentis, que la mise au point de ce document, à la veille des élections de mars dernier, avait donné lieu à

plusieurs interventions de la chancellerie pour obtenir la modification du projet initial de réquisitoire, qui envisageait un renvoi des principaux inculpés, y compris M. Emmanuelli, devant un tribunal correctionnel (le Monde du 20 avril).

Ouverte en juin 1990 par le juge Jean-Pierre à la suite d'un accident du travail survenu sur un chantier de la ville du Mans, l'affaire Urba-Sarthe a connu, depuis, de nombreuses péripéties. Elle avait rebondi, le 14 janvier 1992, de manière spectaculaire, lorsque le juge Van Ruymbek, qui venait d'être élu au dossier, avait perquisitionné au siège du PS, rue de Solferino, à Paris. Moins d'un an plus tard, le magistrat rennais avait bouclé son dossier et transmis au parquet les vingt volumes, la centaine de scellés et les vingt et une inculpations résumant l'essentiel de son enquête (le Monde daté 6-7 décembre 1992 et du 22 janvier).

Les avocats de M. Emmanuelli, M<sup>rs</sup> Philippe Lemaire, Patrick Maisonneuve et Gérard Weitzer ont affirmé, à diverses reprises, que le dossier concernant leur client « est vide », que son inculpation est injustifiée et que la démarche du juge est motivée par des considérations « non pas judiciaires mais politiques » (le Monde du 6 octobre).

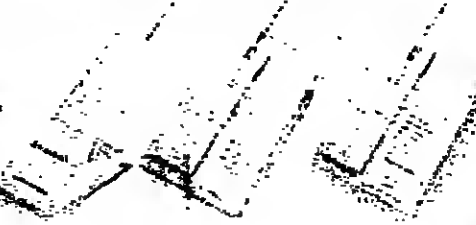
ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Mon Matra et moi, on voit la vie comme ça.



**LOOK DE MATRA**  
LE TELEPHONE SANS FIL  
AUX COULEURS DE MA VIE  
MOI, J'AI ADOPTÉ LE LOOK, MODERNE ET COLORE, MAIS IL Y A AUSSI  
LE LATITUDE ET L'AMPLITUDE, LES CHICS ET CLASSIQUES DE LA GAMME.  
PERFORMANTS ET ESTHÉTIQUES, ILS NOUS FONT DÉCOUVRIR LE GOÛT  
DE LA LIBERTÉ.

LOOK 100  
- ÉCRAN LUMINEUX, PORTE VOIX  
- ANTENNE RÉGLABLE  
- LATITUDE 100  
- PORTE VOIX, 10 MÉTROES  
- AMPLITUDE  
- PORTE VOIX, 10 MÉTROES  
- MULTIFRÉQUENCES  
- INTERPHONE BIPROCESSION



**GAGNEZ UNE TWINGO**  
ET 500 MONTRES AVEC LES  
TELEPHONES SANS FIL MATRA  
Une Twingo à gagner en tirant au sort les numéros de la publicité de la Twingo.

**MATRA**  
COMMUNICATION

## PRÉCISION

### Les avocats et les accords du GATT

A la suite de la publication, dans le Monde du 22 mai, des déclarations du président de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA), qui s'inquiétait du classement des professions juridiques dans les services commerciaux (business services), qui comprennent notamment les services juridiques (legal services), au sein du futur accord du GATT, le député interministériel aux professions libérales, Pierre Castagnou, nous a fait parvenir la mise au point suivante.

« Grâce notamment à l'action déterminée et persévérante de la France, une telle incertitude n'est aujourd'hui plus fondée. Les professions juridiques, dont celle d'avocat, sont désormais classées dans les services juridiques (legal services).

L'ensemble des professions libérales, dont font partie les professions juridiques, étant d'ailleurs considérées comme des services professionnels (professional services) et non comme des services commerciaux ou marchands. C'est dire que les spécificités de ces professions ont été prises en compte. D'autre part, les règles nationales et communautaires actuellement en vigueur continueront de s'appliquer à tous les professionnels, quelle que soit leur nationalité, garantissant ainsi, dans l'intérêt même de l'utilisateur, le respect des conditions d'accès et des règles déontologiques propres à ces professions ; la réglementation de l'exercice du droit, telle qu'elle résulte de la loi du 31 décembre 1990, ne sera donc pas non plus modifiée. »



## SOCIÉTÉ

Dans les services secrets, à la gendarmerie et au SGDN

## Le gouvernement se prépare à remplacer trois des principaux fonctionnaires de défense

Le gouvernement se prépare à remplacer trois de ses plus importants responsables en matière de sécurité nationale, selon des informations de source militaire. Deux de ces hauts fonctionnaires relèvent directement du ministère de la Défense, le troisième dépend du premier ministre bien qu'il travaille fréquemment avec les services du ministère de la Défense. Il s'agit respectivement de Claude Silberzahn, directeur général de la sécurité extérieure (DGSE), et de Jean-Pierre Dintilhac, directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN), dans le premier cas, et de Guy Fougier, secrétaire général de la Défense nationale (SGDN), dans le second cas. Ces trois hauts fonctionnaires ont été nommés par des ministres socialistes.

MM. Fougier et Silberzahn sont en place depuis plusieurs années déjà (1988 pour le premier, et 1989 pour le second), à la différence de M. Dintilhac qui n'exerce sa fonction que depuis 1991. Deux d'entre eux avaient précédemment servi dans des cabinets de l'ancienne majorité : M. Silberzahn a été, entre 1984-1985, conseiller technique au cabinet de Laurent Fabius, premier ministre, et M. Dintilhac a dirigé, en 1990-1991, le cabinet du ministre de la Justice, Henri Nallet. Quant à M. Fougier, il a été préfet de police de Paris entre 1983 et 1986, lorsque Pierre Mauroy, puis M. Fabius furent premiers ministres, et il a dû quitter sa fonction avec la nomination de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur dans le gouvernement de M. Chirac.

Aux trois postes qu'ils occupent actuellement, ces hauts fonctionnaires détiennent, chacun en son domaine, des responsabilités majeures : qu'elles soient d'ordre conceptuel ou opérationnel - en matière de sécurité globale de l'Etat.

Le SGDN, avec pas moins de 500 à 600 civils et militaires sous son autorité, coordonne, sous la tutelle du premier ministre, les mesures de défense incombant aux différentes administrations. Il assure le secrétariat des conseils de défense présidés par le chef de l'Etat. Il anime la recherche et il est associé à tous les travaux relatifs aux négociations internationales en matière de sécurité.

Le DGSE, avec ses quelque 4 000 agents, est en charge du renseignement de toutes natures (stratégique, politique, économique, industriel, financier, technologique, etc.) à l'étranger, des actions clandestines hors des frontières, du contre-terrorisme et du contre-espionnage. Le DGGN, avec plus de

90 000 officiers et sous-officiers, est une armée de professionnels qui a des missions de police administrative et judiciaire. Elle joue un rôle déterminant dans la défense opérationnelle du territoire.

Donnés de source militaire, les noms les plus souvent avancés pour occuper ces trois postes sont ceux du général d'armée aérienne (cadre de réserve) Achille Lerche (cadre de réserve), de Jacques Devaure, ancien Saint-Cyr et aujourd'hui préfet, à la DGSE, et de Patrice Maynial, magistrat, à la gendarmerie.

## « Pas de chasse aux sorcières »

M. Devaure, dont la carrière est atypique, a été, entre 1981 et 1983, chef de cabinet auprès de Jean-Pierre Cot, puis Christian Nucci au ministère de la coopération. En revanche, le général Lerche a été, entre 1979 et 1981, chef du cabinet militaire d'Yvan Bouge, Joël Le Theule et Robert Galley, qui se sont succédés au ministère de la Défense, avant d'être, en 1986, désigné comme chef d'état-major de l'armée de l'air par André Giraud, ministre de la Défense dans le gouvernement de M. Chirac. De son côté, M. Maynial a été, entre 1986 et 1988, conseiller technique auprès du même ministre de la Défense.

Ces changements de hauts responsables, qui sont aujourd'hui en préparation, vont concerner un secteur - la défense - qui a déjà mal interprété le remplacement, il y a trois semaines, par Henri Caniz, du délégué général de l'armement, Yves Sillard, l'un des plus importants hauts fonctionnaires du ministère (le Monde du 21 mai). D'autant que, en accédant à Matignon, le premier ministre, Edouard Balladur, a expliqué, à propos de ces désignations de nouveaux responsables à la tête des services de l'Etat et des entreprises nationales, qu'il n'y aurait pas de « chasse aux sorcières » et que les intéressés seraient jugés selon leurs compétences. Dans les armées, on s'inquiète à l'idée que le ministère de la Défense, si ces départs tendent à se multiplier en son sein, puisse apparaître comme l'administration qui concentrerait les incompétences.

Venant après le tumulte créé par les réductions budgétaires en mai et après la polémique, lancée par une partie du RPR, contre le plan de restructurations militaires, ces changements de responsables qui s'annoncent engendrent un trouble certain dans les milieux de la défense, habitués qu'ils étaient - au nom d'une conception de la pérennité de l'Etat dans un secteur consensuel - à n'être pas un enjeu de la « cohabitation ».

JACQUES ISNARD

## ENVIRONNEMENT

Les analyses de la qualité des eaux de baignade

## Surveillance renforcée

Les ministères de la santé et de l'environnement amendent chaque année leur information sur la qualité des eaux de baignade. A la veille de la saison estivale, ils s'efforcent de fournir une liste des lieux de baignade classés D (mauvaise qualité), assortie de documents expliquant les causes de pollution et informant sur les travaux éventuellement engagés pour y remédier.

Les maires des communes dont une baignade est classée D ont été prévenus par courrier avant publication. Ils ne se frotteront donc pas de voir leurs plages épinglées. Pour l'eau de mer, sept plages ont reçu un cartan rouge lors de la saison balnéaire 1992 (1). Il s'agit de : Centre plage à Boulogne-sur-Mer, la Grâce de Dieu à Saint-Pair-sur-Mer et la Saline à Equeurville-Heineville, dans la Manche; deux baignades de Villerville et Trouville, dans le Calvados; l'Ouhabia à Bidart (Pyrénées-Atlantiques); et l'étang de Vaine à Rognac, au bord de l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône).

Entre 1991 (six points noirs) et 1992 (sept points noirs), on observe donc une légère dégradation. Mais celle-ci est plus sensible pour les baignades en eau douce, dont le nombre classé D est passé

de 17 en 1991 à 96 en 1992. Cette dégradation aurait deux causes : d'une part, on a multiplié les prélèvements et donc les critères, on prenant notamment en compte la pollution par les huiles, les mousses de détergents et les corps flottants, en plus de la traditionnelle pollution bactérienne. D'autre part, l'été 1992 a été perturbé par de nombreux orages, qui ont entraîné une importante pollution des rivières et du littoral.

Le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, a souligné que les préfets pourront interdire la baignade dans les eaux classées D pendant deux saisons. Et le ministre de l'environnement, Michel Barnier, a rappelé « l'investissement gigantesque » que représentent les travaux d'assainissement à poursuivre dans les communes riveraines de baignades. « Mais il est vital pour le tourisme, notamment pour le tourisme vert qui se développe dans la France de l'intérieur », a souligné le président du conseil général de la Savoie.

R. C.

(1) Les prélèvements ont lieu du 15 juin au 15 septembre (et toute l'année dans les départements d'outre-mer). On peut consulter ces résultats sur Minijel, en composant 3615 ou 3616 IDEAL, code INFO-PLAGE.



Jim Courier n'avait manifestement pas récupéré de son match de la veille contre Tomas Muster quand il a affronté, mardi 1<sup>er</sup> juin, le Croate Goran Prpic en quarts de finale des Internationaux de France de tennis. Après un premier set en puissance, il a tenté d'ébrécher l'échange au filet s'exposant ainsi aux passings de son adversaire qui enleva la deuxième manche et fut dange-reux dans la quatrième.

Une mauvaise répartition des matches sur les courts peut gêner la mise en scène d'un tournoi (le Monde du 30-31 mai). Une mauvaise programmation risque de susciter d'un fausser l'équité sportive. Un double inconvénient, un double mépris, dant a failli être

## Mary-Joe Fernandez au bout du suspense

Les demi-finales du simple dames des Internationaux de France opposeront, d'une part, deux Allemandes, Steffi Graf, tête de série n° 1, et Anke Huber (n° 8), et, d'autre part, deux Latines, Arantxa Sanchez-Vicario (n° 2) et Mary-Joe Fernandez (n° 5). Cette dernière a éliminé Gabriela Sabatini (n° 3) au terme d'un match de 3 h 34 min, l'affrontement féminin le plus long dans un tournoi du Grand Chelem.

D'ordinaire, chez les dames, un match long est un match ennuyeux, une lutte de deux adversaires retranchés derrière la ligne de fond de court et qui s'arrosent de balles pendant une éternité. Généralement, la plus patiente et la plus solide l'emporte. Ainsi Anke Huber, mardi, qui a vaincu Conchita Martinez après 2 h 36 min de jeu devant un public qui n'aurait pas été mieux assommé par une dose massive de somnifères.

Quelques heures après ce marathon sur le central, le quart de finale entre Gabriela Sabatini et Mary-Joe Fernandez sur le court n° 1, prend la tournure d'un match éclair. L'Argentine mène une manche à zéro, 5 jeux à 1, 40-30, dans le deuxième set. Elle sert pour le match. Il n'y a pas une heure que celui-ci a commencé. Le public voudrait du rab. Il enregistre la perte de son siège pendant encore deux heures et demie, à sortir du court le crur en chaudière, les nerfs en charpie. On venait de vivre la plus belle émotion de ces Internationaux de France. Plus tard, on apprendra que c'était la partie féminine la plus longue dans un tournoi du Grand Chelem.

## Un troisième set d'anthologie

Dans ce match, chaque minute aura été plus folle que la précédente. C'est le troisième set. Il va durer près de deux heures. Mary-Joe Fernandez revient de nulle part et Gabriela Sabatini repart de zéro. Jamais les joueuses ne vont s'écrouler, jamais elles ne vont donner, elles assurent un service pris à l'adversaire ou une avance de quelques points. Désormais, elles sont deux à embrasser les lignes de leurs balles. Pour gagner, elles remportent leur raquette dans toutes les couleurs de la palette du tennis : elles cognent, caressent la balle, la séduisent. C'est une accélération du fond du court, un service-volée, une manette à quatre-temps, une amortie coupe-jarret et puis un lob. C'est une balle dans le filet un trop long, rancœur de leur audace, de leur colère. C'est un cri de dépit, un feulement, le bruit des pas sur la terre battue, c'est un regard, tantôt inquiet, tantôt rageur de deux grâces.

A Roland-Garros, la manche ultime doit séparer les adversaires de deux jeux, sans tie-break. Mary-Joe laisse filer quatre balles de match sur le service de Gabriela. On se dit qu'un sort a été jeté sur la rencontre, que la nuit viendrait et que les deux joueuses seraient toujours là, accrochées à cette victoire qui n'est acceptée qu'une.

victime Jim Courier. Après avoir été exilé sur le court numéro 2, lors des deuxième et troisième tours de ces Internationaux de France, le champion 1991 et 1992 a été contraint de revenir sur le central moins de 24 heures après y avoir livré en huitièmes de finale un combat titanesque à Tomas Muster (le Monde du 2 juin). Et le colosse de Dade City (Floride), exténué, a failli s'engloutir dans le tennis, de type « sables mouvants », du Croate Goran Prpic. Seul un énorme sursaut de volonté a permis au numéro 2 mondial de s'arracher à l'emprise venimeuse du numéro 181.

Grosse frayeur, puis grosse colère de l'Américain. L'an dernier Jim Courier avait dû affronter deux gros calibres, Muster déjà, puis Mancini, sans prendre un jour de repos. A l'époque il n'avait rien

trouvé à redire : le pluie avait contraint les organisateurs à bouleverser le calendrier. Cette année il ne trouve pas cela drôle du tout : « Je ne voulais pas jouer, il n'y avait aucune raison. Sauf pour le comité d'organisation. Ils ne s'occupent que de leur précieux petit télévision et de leur programme. »

## « Uniquement de l'homme »

Quel impératif sportif y avait-il en effet à faire disputer deux quarts de finale messieurs, mardi 1<sup>er</sup> juin, alors que les demi-finales n'auront lieu que vendredi 4<sup>er</sup> ? Le tournoi n'aurait-il pas été plus équilibré avec les dames jouant leurs quarts de finale mardi, leurs demi-finales jeudi et leur finale samedi, tandis que les messieurs auraient eu à leur disposition mercredi, vendredi et dimanche ?

ALAIN GIRAUDO

## Les variations de Steffi Graf

« Varier », dit-elle. Comme si Steffi Graf avait appris par l'expérience que le tennis finit par se lasser des jeux monocolors, comme des dictatures trop bien assises. Mardi 1<sup>er</sup> juin, l'Allemande a dancé varié : lobe, smother, montée au filet. Elle a un instant oublié la réputation de son coup droit pour se pencher sur son revers.

De l'autre côté du filet, Jennifer Capriati n'a rien échangé. Plantée au fond du court, elle a cogné et sauté, en tombant dans tous les pièges de son adversaire. Comme des liquides de densité différente, leur tennis ne se sont pas mélangés. Celui de Graf a toujours eu le dessus. Il s'appuyait sur l'épaisseur d'un passé, tandis que l'Américaine ne semblait miser que sur celle de son physique.

Dans la pyramide des âges du tennis féminin, si, à dix-sept ans, Jennifer Capriati n'est déjà plus toute jeune, Steffi Graf fait figure d'ancienne du haut de ses vingt-quatre ans. L'Allemande est entrée dans le troisième cycle de sa vie de championne. Elle a tout gagné, depuis un premier sacre à Roland-Garros, en 1987, puis elle a perdu. Et elle peut reconquérir à Paris ce numéro un que lui a dérobé Monica Seles. Jennifer Capriati, elle, à franchir le premier palier de sa carrière de prodige,

à tenir les promesses d'une place en demi-finale sur cette même terre battue, en 1990.

Mardi, le court central aurait pu épouser cette cause, soutenir ce jeu lourd au service d'une obsession des emmets. Mais le public penche depuis longtemps pour la championne qui doute, susceptible de craquer à tous moments. Depuis quelques années, Steffi Graf a vu sa vie privée étiolée dans les journaux. Récemment, elle a pleuré aux côtés de sa rivale Monica Seles, blessée par un de ses fanatiques. Elle a été interrogée sur son jeu. Ses drames personnels ont révélé une dimension nouvelle du personnage, occultée jusque-là par sa domination.

Façon à la volonté de puissance de l'Américaine, Steffi Graf ressemble à Martine Navratilova en fin de carrière, redevenue émue par ses défaites lorsque l'Allemande commençait à le bousculer. C'est sa grande chance : ne pas avoir attendu trente ans pour montrer qu'elle pouvait être humaine. Steffi Graf peut se permettre de cangédier les jeunes ambitieuses. Désormais, si son tennis lui permet de reconquérir sa couronne, son règne devrait s'emplir plus doux.

JÉRÔME FÉNOGLIO

Un entretien avec Georges Goven

## « Il n'y a pas de débâcle », nous déclare l'entraîneur de l'équipe de France

Pas un joueur français, homme ou femme, n'a passé le cap de la première semaine aux Internationaux de France de tennis. Selon Georges Goven, capitaine de l'équipe de France de Coupe Davis, c'est une déception, mais pas le débâcle.

« Les performances françaises sont décevantes. »

« Le public est déçu. Nous avons eu des bons résultats, pourtant, comme les victoires de Stéphane Huet sur Ivan Lendl, tête de série n° 7 du tournoi, au premier tour, et de Rodolphe Gilbert sur Boris Becker (n° 4) au deuxième tour. Ils n'ont pas confirmé par la suite. Les joueurs de l'équipe de France de Coupe Davis - Henri Leconte, Fabrice Santoro, Arnaud Boetsch - ont joué à leur niveau, parfois un peu en dessous. Mais peut-on en vouloir à Thierry Champion, blessé depuis six mois, d'avoir été battu par la tête de série n° 10, Sergi Bruguera ?

« En l'absence de Guy Forget, bercé par les performances françaises des dernières années : la victoire de Noah, en 1983 ; l'accession de Leconte en finale en 1988 ou en demi-finale en 1987 et en 1992. Les gens attendaient que, Leconte relasse le prodigieux coup de 1992. Peut-on lui en vouloir d'avoir été battu par Sergi Bruguera, qualifié pour les quarts de finale ?

« Guy Forget forçait, la France n'avait pas de tête de série dans le tournoi. Il fallait bien s'attendre à ce que nos dix-neuf joueurs en lice tombent sur des vedettes au premier ou au deuxième tour : ce fut le cas pour Nicolas Pietrangeli face à Boris Becker (n° 4). Tout ce qu'on leur reproche, c'est de ne pas avoir réalisé de choses extraordinaires.

« Êtes-vous inquiet, à six semaines du quart de finale de Coupe Davis, France-Inde ?

« Mon inquiétude, c'est de savoir si Guy Forget pourra jouer. Fabrice Santoro, blessé au poignet, est forcé. Je peux sélectionner de nouveaux joueurs. Il y a du monde derrière l'équipe, comme Cédric Pioline, Rodolphe Gilbert ou Guillaume Raoux. Pour les jeunes, je fais confiance à la fédération qui détache des entraîneurs pour les espoirs. L'Allemagne, nous a imités !

« Que faut-il pour qu'un Français remporte Roland-Garros ?

« En France, seuls Forget - aujourd'hui 17<sup>e</sup> mondial - et Leconte - 65<sup>e</sup> - encore présents sur le circuit, ont fait partie des dix meilleurs mondiaux. Ils ont l'expérience dont leurs cadets ne jouissent pas encore. Pioline, Santoro et Boetsch évoluent entre la 21<sup>e</sup> et la 29<sup>e</sup> place du classement mondial ; ils sont neuf Français dans les cent premiers. Ils ont brillé, comme Cédric Pioline, finaliste à Monte-Carlo. Il leur manque des résultats réguliers et non des coups d'éclat. Ils doivent se persuader qu'ils peuvent battre les meilleurs puisqu'ils les ont déjà battus : en somme, troquer le sta-

tut de bon joueur pour celui de champion.

« Il n'y a pas de débâcle. Je serai embêté le jour où nous serons relégués en zone européenne de Coupe Davis, quand il n'y aura plus de Français dans les cent premiers mondiaux ou qu'il n'y aura plus un junior pour assurer la relève. Pour l'instant, il faut ranger les carabines et nous laisser travailler. »

Propos recueillis par BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du mardi 1<sup>er</sup> juin

Quarts de finale  
SIMPLE MESSIEURS  
Deuxième moitié du tableau  
J. Courier (EU, n° 2) b. G. Prpic (Cro.) 6-1, 4-6, 6-0, 7-5.

SIMPLE DAMES  
Première moitié du tableau  
S. Graf (All., n° 1) b. J. Capriati (EU, n° 6) 6-3, 7-5 ; A. Huber (All., n° 8) b. C. Martinez (Esp., n° 4) 6-7, 6-4, 6-4.

Deuxième moitié du tableau  
M.-J. Fernandez (EU, n° 5) b. G. Sabatini (Arg., n° 3) 1-6, 7-6, 10-8 ; A. Sanchez-Vicario (Esp., n° 2) b. J. Novotna (Tch.) 6-2, 7-5.

Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.

EDUC

La porte entrouverte



# EDUCATION • CAMPUS

## La porte entrouverte aux élèves étrangers

Le rectorat de Paris améliore la scolarisation des jeunes non francophones et ouvre les premières classes d'accueil dans les lycées

A voir les murs de la classe, reconvertis de modèles d'écriture multilinguistique, on se demande vraiment ce qu'il fait dans cette classe. Erreur d'attribution ? Peut-être.

Il n'est guère facile pour une institution habituée aux parcours scolaires rectilignes de se repérer dans ces itinéraires familiaux et chaotiques, marqués par la grande pauvreté. Et il faut parfois attendre plusieurs mois avant de découvrir que tel enfant n'a jamais été scolarisé dans son pays d'origine, ou bien que, au contraire, présenté comme « analphabète », il sait lire et écrire dans sa langue d'origine.

La classe du collège Guy-Flavien est l'une des quatre classes parisiennes ouvertes à l'automne 1991, théoriquement réservées aux enfants de moins de seize ans - donc encore soumis à l'obligation scolaire - mais non francophones et jamais ou très peu scolarisés avant leur arrivée en France. Mais la réalité oblige à prendre quelque liberté avec le modèle. Peut-on considérer qu'il a été « scolarisé » ce garçon qui a passé plusieurs années dans une école coranique et qui a tout oublié de son passé scolaire en France, où il avait pourtant appris à lire ? Et que signifie être « francophone » quand, à quinze ans, on ne maîtrise rien du français écrit et qu'on se retrouve, du jour au lendemain, plongé dans l'univers du collège ?

Il aurait beaucoup de mal, n'ayant pour la plupart, outre leur niveau général très faible, jamais fait de langue vivante ni de technologie ni d'histoire-géographie. Anecdote : dans la classe d'accueil du collège Guy-Flavien, la seule vraie question est : « Quelle structure scolaire est d'accord pour accueillir un enfant de quinze ou seize ans qui n'est pratiquement jamais allé à l'école ? » La réponse est simple : aucune. Cette classe - où je n'ai vu que deux élèves véritablement non francophones et jamais scolarisés - est l'ultime maillon de la chaîne où se retrouvent en fait tous ceux qui n'ont pas trouvé de place ailleurs, mais qu'on doit néanmoins scolariser, puisqu'ils n'ont pas seize ans.

L'ouverture de ces classes représente quand même un progrès important. Jusqu'à l'an dernier, à

Hassan, le petit Turc, douze ans à peine et benjamin du groupe, dont on se demande vraiment ce qu'il fait dans cette classe. Erreur d'attribution ? Peut-être.

Il n'est guère facile pour une institution habituée aux parcours scolaires rectilignes de se repérer dans ces itinéraires familiaux et chaotiques, marqués par la grande pauvreté. Et il faut parfois attendre plusieurs mois avant de découvrir que tel enfant n'a jamais été scolarisé dans son pays d'origine, ou bien que, au contraire, présenté comme « analphabète », il sait lire et écrire dans sa langue d'origine.

La classe du collège Guy-Flavien est l'une des quatre classes parisiennes ouvertes à l'automne 1991, théoriquement réservées aux enfants de moins de seize ans - donc encore soumis à l'obligation scolaire - mais non francophones et jamais ou très peu scolarisés avant leur arrivée en France. Mais la réalité oblige à prendre quelque liberté avec le modèle. Peut-on considérer qu'il a été « scolarisé » ce garçon qui a passé plusieurs années dans une école coranique et qui a tout oublié de son passé scolaire en France, où il avait pourtant appris à lire ? Et que signifie être « francophone » quand, à quinze ans, on ne maîtrise rien du français écrit et qu'on se retrouve, du jour au lendemain, plongé dans l'univers du collège ?

Il aurait beaucoup de mal, n'ayant pour la plupart, outre leur niveau général très faible, jamais fait de langue vivante ni de technologie ni d'histoire-géographie. Anecdote : dans la classe d'accueil du collège Guy-Flavien, la seule vraie question est : « Quelle structure scolaire est d'accord pour accueillir un enfant de quinze ou seize ans qui n'est pratiquement jamais allé à l'école ? » La réponse est simple : aucune. Cette classe - où je n'ai vu que deux élèves véritablement non francophones et jamais scolarisés - est l'ultime maillon de la chaîne où se retrouvent en fait tous ceux qui n'ont pas trouvé de place ailleurs, mais qu'on doit néanmoins scolariser, puisqu'ils n'ont pas seize ans.

L'ouverture de ces classes représente quand même un progrès important. Jusqu'à l'an dernier, à



Paris, où ils sont particulièrement nombreux, ces élèves déjà âgés et « primo-arrivants » se retrouvaient à l'école primaire où l'on attendait qu'ils aient seize ans pour les évacuer du paysage scolaire. Or, sur les quinze élèves du collège Guy-Flavien, sept devraient, l'an prochain, être orientés en quatrième préparatoire dans un lycée professionnel.

Il aurait beaucoup de mal, n'ayant pour la plupart, outre leur niveau général très faible, jamais fait de langue vivante ni de technologie ni d'histoire-géographie. Anecdote : dans la classe d'accueil du collège Guy-Flavien, la seule vraie question est : « Quelle structure scolaire est d'accord pour accueillir un enfant de quinze ou seize ans qui n'est pratiquement jamais allé à l'école ? » La réponse est simple : aucune. Cette classe - où je n'ai vu que deux élèves véritablement non francophones et jamais scolarisés - est l'ultime maillon de la chaîne où se retrouvent en fait tous ceux qui n'ont pas trouvé de place ailleurs, mais qu'on doit néanmoins scolariser, puisqu'ils n'ont pas seize ans.

Longtemps montré du doigt pour ses insuffisances ou le manque de moyens, le rectorat de Paris tente, depuis près de deux ans, d'améliorer et de diversifier son dispositif de scolarisation des enfants étrangers. L'arrivée au rectorat d'André Hussonnet, inspecteur général, directeur de l'académie de Paris depuis janvier 1992 et auteur, en 1990, d'un rapport remarqué sur l'intégration par l'école des enfants issus de l'immigration, y est sans doute pour quelque chose.

Deux mois après sa nomination, le cas de soixante-dix-neuf enfants étrangers non scolarisés faute de place dans les établissements de la capitale défrayait la chronique (*Le Monde* du 23 avril 1992). « Il y a deux ans, les places en classe d'accueil manquaient effectivement dans le secondaire à Paris, alors qu'elles étaient suffisantes, voire trop nombreuses dans le primaire », souligne André Hussonnet. D'où des cas aberrants d'enfants de quinze ans que l'on « plaçait » en CM2, ou encore de gamins, comme l'en a rencontré, qui entamaient vaillamment leur septième année en classe d'accueil. Puisque les structures existaient, il fallait bien les remplir pour pouvoir les maintenir !

En un an, seize divisions nouvelles ont été créées dans le secondaire, dont deux en lycée. Pour chaque classe ouverte, un enseignant de français-langue étrangère est recruté ; enfin, chaque élève est comptabilisé deux fois dans l'effectif de l'établissement d'accueil, afin d'éviter les effets pervers liés à l'existence même d'une structure particulière et pour qu'il soit, le plus rapidement possible, intégré à

une classe « ordinaire » du collège ou du lycée. A en croire les enseignants de ces classes ou les élèves eux-mêmes, cette partie-là n'est pas gagnée. Au collège Guy-Flavien, « l'intégration » à l'établissement des élèves de la classe d'accueil se limite aux cours de gym et de dessin pris en commun avec les autres élèves. Mais ils ne participent ni aux sorties ni aux différentes activités et autres « clubs » organisés à l'intérieur du collège. Et Nathalie Dunand, qui distingue de ses « collègues » son statut d'institutrice, se sent parfois bien seule dans la salle des profs du collège.

une classe « ordinaire » du collège ou du lycée.

A en croire les enseignants de ces classes ou les élèves eux-mêmes, cette partie-là n'est pas gagnée. Au collège Guy-Flavien, « l'intégration » à l'établissement des élèves de la classe d'accueil se limite aux cours de gym et de dessin pris en commun avec les autres élèves. Mais ils ne participent ni aux sorties ni aux différentes activités et autres « clubs » organisés à l'intérieur du collège. Et Nathalie Dunand, qui distingue de ses « collègues » son statut d'institutrice, se sent parfois bien seule dans la salle des profs du collège.

Mais ils ne participent ni aux sorties ni aux différentes activités et autres « clubs » organisés à l'intérieur du collège. Et Nathalie Dunand, qui distingue de ses « collègues » son statut d'institutrice, se sent parfois bien seule dans la salle des profs du collège.

Dans la classe d'accueil du lycée François-Villon, dans le quatorzième arrondissement - la seule classe de lycée pour élèves étrangers fonctionnant en France avec celle de Paul-Valéry, un autre établissement parisien, - l'intégration est plus facile. Parce que les élèves ne sont pas, comme ceux du collège Guy-Flavien, des laissés-pour-compte de la chaîne scolaire.

### Dans les beaux quartiers

Mais aussi parce que ce lycée a mis sur pied un vrai projet pour ces élèves. Polonais, Chinois, Serbes, Iraniens, Roumains et Brésiliens se côtoient dans la classe de Catherine Moal, professeur de français-langue étrangère. Les parcours de ces élèves sont, pour certains, dramatiques. D'autres ont simplement suivi leurs parents à l'occasion d'un séjour professionnel prolongé en France, mais tous ont un niveau scolaire au moins équivalent à une fin de troisième en France et l'arrivée au lycée ne leur a rien coûté.

Robert, jeune roumain de dix-huit ans, en a fait l'expérience : jusqu'à l'année dernière, il n'existait aucune structure publique à Paris pour accueillir de jeunes étrangers non parfaitement francophones, même avec un bon niveau scolaire. Refusé dans tous les lycées où il s'est présenté, il a attendu un an et l'ouverture de la classe de François-Villon avant de pouvoir reprendre ses études.

Après une période consacrée à la pratique intensive du français, les élèves sont répartis dans différentes classes du lycée au fur et à mesure de leurs progrès. Et la plupart pourront, après cette année de mise à niveau, intégrer une classe de seconde ou de première.

« L'intégration, c'est aussi ouvrir aux étrangers les voies d'excellence et leur donner accès aux meilleurs lycées », souligne André Hussonnet. Autrement dit, casser le lien automatique entre immigration et pauvreté. Le directeur de l'académie de Paris s'est donc fait fort de disperser les nouvelles classes d'accueil dans tout Paris... sans oublier les beaux quartiers.

Deux classes d'accueil ont ainsi été ouvertes à la rentrée de Pâques dans les lycées Rodin et Henri-IV. Deux autres doivent voir le jour en septembre prochain à Victor-Duruy et Molière. Elles concernent certes les premiers cycles de ces établissements, pour certains très bourgeois, mais aideront sans doute à franchir un pas symbolique.

CHRISTINE GARIN

## La cigarette du lycéen

QUIMPER

de notre correspondant

Dans le cadre d'un concours de journaux scolaires organisé par le Télégramme de Brest, les élèves de seconde du lycée agricole Le Nivot, à Loperéc (Finistère), ont réalisé une enquête, auprès de trois cents élèves et un de leurs camarades, sur la consommation de tabac à l'intérieur de l'établissement. Cette initiative est d'autant plus intéressante qu'elle avait la chance de disposer des résultats de sondages sur le même sujet réalisés, en 1978 et en 1987, par un professeur d'histoire-géographie, M. Guirrec.

L'évolution constatée n'est guère rassurante. En 1978, 30 % des élèves fumaient, en 1987, ils étaient 38 %, ils sont à présent 43 %. Comme le soulignent les auteurs de l'article, « le pourcentage de fumeurs ne cesse de progresser depuis quinze ans et, fait surprenant, pratiquement une fille sur deux - exactement 48 % - fume ». Ces deux tendances confirment les résultats d'autres enquêtes récentes, menées, par exemple, auprès des lycéens de la région parisienne ou de la région des Pays de la Loire.

Non seulement les rangs des fumeurs ne cessent de s'agrandir, mais, en outre, ceux-ci fument de plus en plus. 32 % des fumeurs consomment actuellement plus de 15 cigarettes par jour contre 27 % en 1987 et seulement 6 % en 1978. Signe des temps et des modes, enfin, les lycéens préfèrent nettement les blondes (74 % de la consommation), alors qu'il y a quinze ans Gitanes et Gauloises bleues l'emportaient aussi largement.

Plus de 6000 F par an

Les habitudes de tabagisme varient considérablement d'une classe à l'autre, puisque dans une classe de seconde, on ne recense que 25 % de fumeurs contre 73 % dans une classe de terminale. Est-ce la tension prévalant le jour du bac qui est à l'origine de cette situation ? Rien n'est moins sûr, car si les petits fumeurs (moins de 15 cigarettes par jour) grillent davantage de cigarettes à l'école qu'en vacances, pour les gros consommateurs c'est l'inverse.

En matière de budget, on estime que ceux qui consomment plus de trente cigarettes par jour - environ 10 % des fumeurs - dépensent plus de 6000 francs par an pour assouvir leur penchant. Curieusement, le premier contact avec le tabac est plus tardif que précédemment : et 50 % des fumeurs ne sont vraiment « accrochés » que vers seize-dix-sept ans. Conscience des dangers auxquels elle s'expose, la moitié de la population concernée a tardé, un jour ou l'autre, de renoncer à l'herbe de Nicot. Même si 32 % ont « résisté plus d'un mois », les sucées définitifs ne dépassent pas 3 %.

Il y a cinq ans, lors d'une consultation, 70 % des élèves s'étaient prononcés sur l'interdiction de fumer au foyer. Depuis, cette mesure a été constamment reconduite, et un sbr extérieur a été construit pour ceux qui ne peuvent se priver de la règle commune.

JEAN LE NAOUR

## La tribu universitaire en son miroir

Une enquête du Centre d'étude des revenus et des coûts démontre les ressources et les conditions d'activité des enseignants du supérieur. Passionnant

LES universitaires - c'est leur métier et souvent leur passion - étudient les réalités les plus complexes, les plus savantes, parfois les plus étonnantes : depuis les coutumes des éleveurs d'Asie centrale aux subtilités de Saint-John Perse, de la technique des plaques aux nuances codifiées de la jurisprudence. A de très rares exceptions près, cependant, ils ont toujours soigneusement évité de se pencher sur leur propre tribu, avec ses 151 professeurs, ses 22 284 maîtres de conférences, ses 24 466 assistants, ses 6 994 enseignants du secondaire détachés dans le supérieur et ses 8 973 attachés temporaires, moniteurs, lecteurs, bref, au total, les 57 429 membres qu'elle comptait en 1992. C'est désormais chose faite avec le rapport que le Centre

d'étude des revenus et des coûts (CERC) vient de rendre public (1). Un travail passionnant, à bien des égards. Car si le CERC apporte à l'analyse des revenus - principalement mais aussi annexes - des enseignants du supérieur, la solidité minutieuse qu'on lui connaît, grâce notamment à la coopération du ministère de l'éducation nationale et de sa direction des personnels de l'enseignement supérieur (lire page 16), il y ajoute une étude qualitative originale qui dépasse largement l'enquête statistique classique.

Construite à partir de cent vingt entretiens très fournis, réalisés en 1992, avec des universitaires de tout poil, parisiens ou provinciaux, de grande agglomération universitaire ou de ville moyenne, cette analyse, conduite par Jean-Michel Berthelot, directeur du Centre de recherches sociologiques de l'université de Toulouse-Le Mirail, constitue une plongée en profondeur, et souvent sans pudeur, dans l'univers complexe et contrasté des universitaires.

### Un étonnant kaléidoscope

Comme un miroir fidèle de leur diversité, de leurs ambitions et de leurs frustrations, de leurs conditions d'activité et de l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et de leur place dans la société.

A première vue, en effet, le kaléidoscope des situations, des trajectoires et des statuts pourrait laisser croire à un émiettement du monde

universitaire, d'autant plus sensible que le nombre des universitaires a été multiplié par six en trente ans, passant de 8 000 en 1962 à plus de 48 000 en 1992, si l'on s'en tient aux seuls fonctionnaires.

Entre le physicien attaché à son laboratoire, sa paillasse, ses « manips » et les grands équipements de recherche auquel il a accès, l'éthologue et son lointain terrain d'observation, l'archéologue et son chantier de fouilles, le juriste ou l'économiste et ses liens indissolubles avec les milieux professionnels, voire sa double carrière d'avocat ou de consultant, le littéraire dont la vie est partagée entre sa bibliothèque de prédilection et son domicile-lieu de travail, ou encore les enseignants du secteur hospitalo-universitaire insérés dans la structure hospitalière et le rapport au malade : autant de signes extérieurs d'atomisation de la fonction d'universitaire. Autant de lieux de travail différents, avec leurs contraintes spécifiques, leur calendrier propre, leurs rituels.

La spécificité des disciplines est loin d'être le seul facteur de diversité. S'y ajoutent les divisions régionales, et le poids de Paris, même si l'a été régulièrement rogné depuis deux ou trois décennies, reste très sensible au plan symbolique, notamment dans les disciplines de lettres et sciences humaines. Mais aussi les ruptures entre générations : entre les gros bataillons des enseignants-chercheurs entrés massivement dans la carrière dans les

années 60 et qui vieillissent ensemble (plus de cinquante-deux ans d'âge médian pour les professeurs et quarante-sept ans pour les maîtres de conférences), les maigres troupes recrutées entre 1975 et la fin des années 1980, ou encore le sang neuf qui a afflué depuis trois ou quatre ans, les témoignages recueillis par l'enquête du CERC font apparaître de sérieuses nuances, notamment sur l'importance attachée par les plus jeunes, aux dires des anciens, à la progression statutaire dans la carrière.

Enfin, la source la plus sensible de diversité des situations résulte de l'implication très variable sur plusieurs types d'activité : à l'intérieur du triptyque classique - enseignement, recherche, administration - chaque universitaire peut trouver, au fil de son parcours, des pôles d'investissement variables. Comme le note Jean-Michel Berthelot, « associé à la complexification de la gestion universitaire, ou système des primes rétrogradé depuis 1989 et au rôle de prestige accordé à la recherche, cet investissement différentiel est sans conteste le facteur le plus susceptible de faire émerger des profils professionnels différents ».

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 16

(1) Les enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur : revenus professionnels et conditions d'activité, Sophie Panthieux et Jean-Michel Berthelot, CERC, La Documentation française, 1993 p. 88 F.

**H. E. C.**  
Prépa.  
OPTION ÉCONOMIQUE  
**COURS HATTEMER**  
52, rue de Londres, 75008 PARIS  
Tél. : 43-87-59-14  
Enseignement privé

**LYCÉE STANISLAS - CANNES**  
OUVERTURE D'UNE CLASSE PRÉPA HEC  
OPTION ÉCONOMIQUE  
SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION AVEC L'ÉTAT  
INTERNAT - HÉBERGEMENT  
RENSEIGNEMENTS, CONDITIONS D'ADMISSION  
EN URGENCE  
AU SECRÉTARIAT DU LYCÉE  
1, place STANISLAS - 06400 CANNES

«lébacle», nous déclare l'équipe de France

Les résultats du mardi 1<sup>er</sup> juin



## EDUCATION • CAMPUS

### REPÈRES

**ENVIRONNEMENT.** Dans le cadre de l'opération « Vivre à l'école », la Fédération de l'éducation nationale (FEN) organise mercredi 9 juin, à la Maison des arts de Créteil (Val-de-Marne), un colloque, ouvert à toute la communauté éducative, sur le thème « Éducation et environnement ». Pourquoi faut-il envisager une éducation à l'environnement en milieu scolaire ? Quelle éducation à l'environnement ? Des tableaux, des vidéos, des exemples de multiples initiatives locales, feront le point sur ces questions.

**INFO-MÉTIER.** L'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) met une nouvelle gamme d'outils à la disposition des élèves et des enseignants. La vidéodisque *Métiers en clips* permet d'avoir accès à trente-sept portraits de professions d'une durée d'une minute trente à travers plusieurs clés d'entrée. Coproduit par la Cité des sciences et de l'industrie, il est commercialisé par l'ONISEP au prix de 1 000 francs TTC.

Trois annuaires informatifs des formations sont également disponibles, consacrés aux formations supérieures, aux formations à caractère professionnel et technique, et à la carte des formations par académies. Plusieurs critères de choix sont possibles : niveau d'études, spécialité, localisation, etc. Commercialisés depuis deux mois au prix de 900 francs l'un pour les établissements scolaires, ces annuaires ont déjà acquis 2 000 établissements. Enfin, la borne de l'information professionnelle (BIP) est une machine interactive, consultable du bout des doigts, qui rassemble toutes les données dont dispose l'ONISEP. Plus onéreuse (100 000 francs HT), elle est surtout conçue pour les espaces : expositions, forums, centres

publics d'information et d'orientation (CIO).

► La liste des délégations régionales de l'ONISEP est consultable par Minitel au 3615 ONISEP.

**PARIS-IV-SORBONNE.** Jean-Pierre Poussou, professeur d'histoire urbaine et d'histoire des pays anglo-saxons, a été élu président de l'université Paris-Sorbonne, le 28 mai, au premier tour de scrutin, par 68 voix sur 97 suffrages exprimés. Cette élection fait suite au jugement rendu le 18 décembre 1992 par le tribunal administratif de Paris qui avait considéré que Michel Meelin, président du Paris-IV depuis 1989, était atteint par la limite d'âge de soixante-cinq ans et ne pouvait plus exercer ses fonctions. M. Meelin, nommé administrateur provisoire, avait été chargé d'organiser l'élection de son successeur. C'est chose faite. Le recours devant le tribunal administratif avait été déposé par deux enseignants, responsables du Syndicat autonome.

(Né le 2 novembre 1938 à Saint-Vite (Lot-et-Garonne), Jean-Pierre Poussou est agrégé d'histoire en 1961. Il devient assistant, maître-assistant puis, en 1979, professeur à la faculté des lettres de l'université Bordeaux-III. Docteur en lettres en 1978, il est nommé à l'université Paris-IV en 1984. Entre 1986 et 1989, il sera recteur de l'académie de Bordeaux. Depuis avril 1992, il dirige l'Institut de recherche sur les civilisations de l'Occident moderne à l'université Paris-IV.)

**RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que nous avons indiqué par erreur à propos des difficultés de mutation de l'université de Nanterre à celle de Paris-I de M. Lang, ancien ministre de l'éducation nationale et de la culture (*Le Monde* du 27 mai), le procureur de la République de Nanterre a transféré de poste sous l'approbation formelle de l'université d'accueil. Laquelle ne réagit évidemment pas, en principe, à bénéficier d'un poste supplémentaire.

## Polytechnique pourrait s'ouvrir aux handicapés

Annoncée par le précédent gouvernement, une réforme de l'X visant à accueillir des étudiants non-valides est étudiée par le ministère de la défense

La promesse de venir des étudiants handicapés intégrer l'Ecole polytechnique sera-t-elle tenue ? En juin 1992, lors des assises nationales consacrées à leur intégration à l'université, Michel Gillibert, alors secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie, s'était engagé sur cette voie, en proposant de modifier les concours d'entrée de certaines grandes écoles afin d'accueillir des étudiants souffrant d'un handicap. Les facilités ont été bénéficiées par les étudiants dans les universités. Il avait promis que l'une des plus prestigieuses, l'Ecole polytechnique, leur serait désormais ouverte. Jusqu'à présent, les candidatures de jeunes handicapés n'y sont pas autorisées, pour cause de service militaire.

Bref, l'annonce d'une telle réforme était fortement symbolique. Et un certain nombre d'associations craignaient que ce dossier ne soit enterré à la suite du changement de majorité. Le fait que les non-valides ne disposent plus dans le nouveau gouvernement d'un secrétaire d'Etat, comme cela était le cas précédemment, a encore évincé leur inquiétude, même si M. Simeux Veil, ministre d'Etat chargé des affaires sociales, de la santé et de la ville, est désormais leur interlocuteur.

Pourtant, le projet a cheminé depuis un an. A la suite des assises, un groupe de travail a été constitué au sein de l'école. Ses conclusions, encore inédites, ont été adoptées par le conseil d'administration de l'établissement et remises, en décembre 1992, au ministère de la défense, qui exerce la tutelle sur l'école. Pierre Joxe, alors titulaire de ce portefeuille ministériel, a convenu, en février 1993, une note de service faisant état de son accord de principe et demandant que les modifications nécessaires soient précisées d'ici au 30 septembre prochain. Elles visent à permettre l'intégration totale des étudiants handicapés. Ainsi, ils

auraient le même statut, les mêmes droits et les mêmes obligations que les étudiants valides.

Le groupe de travail de l'Ecole polytechnique avait eu effet le choix entre trois possibilités. La première solution consistait à mettre en place un statut d'élève-auditeur libre-externe spécifique. Dans ce cas, les candidats, reconnus physiquement inaptes, seraient admis à l'issue d'un examen probatoire. Externes, avec un statut civil, ils ne recevraient pas de solde et ne pourraient prétendre au titre d'ingénieur diplômé de l'école. Pour le groupe de travail, si cette voie constituait indéniablement un progrès par rapport à la situation actuelle, ce statut est peu satisfaisant, car il s'accompagne pendant les études d'une différence de traitement au détriment des handicapés et ne leur offre pas les mêmes chances à la sortie de l'école.

### Vers une intégration maximale

La deuxième possibilité réside dans la création d'une catégorie d'élèves civils. Dans ce cas, leur recrutement s'effectuerait par concours, suivent les mêmes épreuves que le concours général, mais selon un classement particulier. Seuls leur statut civil, le fait qu'ils seraient dispensés de service national et qu'ils ne percevraient pas de solde, les différencieraient des élèves valides. Leur cursus s'écoulerait sur deux années, à l'issue desquelles leur serait attribué le diplôme d'ingénieur de l'école, leur ouvrant l'accès à certains corps civils de l'Etat, en fonction de leur classement de sortie. Dans le cas contraire, ils seraient tenus au remboursement de leurs frais d'entretien et d'études et n'en seraient dispensés que s'ils effectuaient une formation complémentaire agréée.

Le groupe de travail a estimé que l'absence de formation militaire et de solde était de nature à compromettre leur intégration

véritable. « Le risque est grand de voir ce statut ouvrir une brèche dans l'unité polytechnicienne, brèche qui résulterait en réalité d'une discrimination physique, ce qui paraît difficilement acceptable », indique le rapport final. En outre, la mise en place de ce statut d'élève civil pourrait aboutir à un relâchement des conditions d'admission : « En effet, il pourrait alors justifier de réclamer, pour l'accès à la catégorie générale dans laquelle les élèves sont officiers de réserve, les règles d'aptitude prévues pour les militaires, ce qui n'est pas le cas actuellement. » Enfin, les rapporteurs n'ont pas exclu le risque de voir certains candidats, attirés par la perspective de gagner une année en évitant la formation militaire, même si cela s'accompagne d'un défaut de solde, tenter de contourner les règles d'aptitude physique.

C'est donc la troisième solution, la plus ambitieuse, qui a été proposée et retenue par le groupe de travail. Elle consiste à supprimer les conditions d'aptitude physique actuellement en vigueur à l'entrée à Polytechnique. Tous les candidats passeront le même concours dont les épreuves seraient aménagées pour tenir compte des handicaps. Le statut de tous les élèves, internes, resterait militaire et leur scolarité gratuite. Ils percevraient une solde et se verraient attribuer le diplôme de l'école. A leur sortie, ils pourraient accéder à certains corps de l'Etat en fonction de leur classement et sous réserve d'un niveau d'aptitude physique pour certains corps militaires. Ils pourraient également effectuer une formation complémentaire agréée. Enfin, les élèves de sexe masculin qui sont physiquement aptes deviennent officiers de réserve, les autres pourraient y être admis sur demande.

Leur scolarité durerait trois années, l'une étant consacrée à la formation militaire, qui devrait être aménagée pour les non-va-

lides. Et c'est sur ce point que la proposition de Polytechnique est novatrice : « Concernant les dispositions sur le service national, il s'agit effectivement d'une révolution culturelle », explique Jacques Kerbrat, directeur des études à l'Ecole polytechnique et président du groupe de travail. Mais il faut se rappeler que si l'armée française n'admet pas de jeunes handicapés, elle garde ceux qui perdent certaines de leurs capacités physiques.

### Continuité de l'Etat

Au ministère de la défense, on assure que la continuité de l'Etat sera respectée et que les délais seront tenus. Des propositions visant à l'intégration des handicapés seront faites d'ici au 30 septembre afin que le concours de l'année 1994 puisse être aménagé. D'ici là, les services compétents étudieront les modifications juridiques nécessaires. Ils seront néanmoins amenés à réfléchir à un éprouvillon : même si la chose est juridiquement possible, peut-on mener une politique d'intégration en n'ouvrant aux handicapés une institution telle que Polytechnique sans s'interroger d'abord sur le maintien de la nature militaire de cet établissement ?

Si cette réforme est effectivement mise en œuvre, l'Ecole polytechnique ne devrait pas toutefois voir le nombre de ses candidats augmenter de façon importante car le problème se situe en amont, dans l'exclusion de fait des jeunes handicapés de l'enseignement supérieur. A défaut de statistiques précises, on estime qu'environ deux mille handicapés possèdent une carte d'étudiant, sur un total de 1,6 million. Pour l'X, en revanche, la réforme envisagée devrait permettre aux jeunes diabétiques, jusqu'à l'exclusion du concours, de se présenter.

MICHELLE AULAGNON

## La tribu universitaire en son miroir

Suite de la page 15

Quoi de commun, par exemple, pour s'en tenir aux témoignages recueillis par le CERC, entre ce maître de conférences de langues qui déclare effectuer plus de quarante heures d'enseignement par semaine, cet enseignant de production qui est par ailleurs chef d'entreprise, ces professeurs qui consacrent l'essentiel de leur temps à leur laboratoire de recherche, ce maître de conférences qui est psychologue clinicien, ces universitaires qui se succèdent, comme à une « chaîne », pour assurer les tâches de direction d'une unité de formation et de recherche ou d'un institut, ceux enfin qui

ambitionnent de présider leur université, quitte à faire l'impassé, quelques années, sur leur recherche, voire, du même coup, sur leur carrière...

### Gaspillage des énergies

Pourtant, estime Jean-Michel Berthelot, si chacun construisait ainsi une compétence et un profil professionnel spécifique, il s'agit d'un gaspillage d'énergie, de « variations libres sur une structure fondamentale commune », plutôt que d'une atomisation en multiples métiers. Car les principes d'unité du monde universitaire restent très forts.

Ils relèvent d'abord du cadre institutionnel et symbolique commun que constitue l'université. Celle-ci est un lieu social complexe. Elle suscite chez ceux qui la servent un discours ambivalent et douloureux, où, à la conscience d'une mission sociale forte, s'oppose la réalité douloureuse du dénuement matériel et du gâchis organisationnel.

La dégradation des locaux, l'absence de bureaux, l'insuffisance des équipements nécessaires à une bonne gestion, le gaspillage des énergies, les mesquineries ou les incompétences administratives n'ont pas pour la fois le sentiment aigu d'une « dégradation générale de l'université », mais aussi, a contrario, une communauté de sentiments non de ressentiments.

Cette unité s'exprime également à travers un rapport très particulier au temps. Libre de son temps, pour l'essentiel, soumis à des contraintes réglementaires faibles ou absentes

(192 heures de travaux dirigés par an), l'universitaire est en réalité soumis, dans la plupart des cas, à un rythme de travail à la fois surabondant et dévorant d'activités et de tâches multiples liées à l'accroissement massif des effectifs d'étudiants et aux multiples obligations qui en résultent (examens, corrections, complexité croissante des emplois du temps et des problèmes d'organisation, orientation, relations internationales, stages, etc.).

Les universitaires se retrouvent également dans une sorte d'« éthique commune », reposant sur une implication personnelle forte de la plupart des intéressés et sur le sentiment d'assumer une mission sociale essentielle : la formation intellectuelle des jeunes. Comme le souligne Jean-Michel Berthelot, « ce criisme critique et individualiste implique une revendication sourcilieuse et ombrageuse de la liberté d'organiser son temps et ses activités et n'a que faire

d'une rationalité technocratique abstraite, ignorante de la complexité et des contradictions humaines ». Et il ajoute une notation très juste sur ce sentiment d'identité des universitaires : l'association statuaire et professionnelle de l'enseignement et de la recherche « les distingue à la fois du professeur de classes préparatoires et du chercheur CNRS ».

### L'ignorance et le mépris

Enfin il ne fait pas de doute, au terme de l'enquête du CERC, que la plupart des universitaires se reconnaissent, peu ou prou, dans le sentiment commun d'une reconnaissance sociale qu'ils jugent insuffisante et de plus en plus faible. Cette amertume se cristallise sur la faiblesse des rémunérations.

Et revient comme un leitmotiv au fil des entretiens le « Nous sommes mal payés » des univer-

sitaires. Même s'ils admettent que leur liberté a un prix ou qu'il y a pire, les enseignants du supérieur reconnaissent les comparaisons en leur défaveur avec autres professions de niveau de formation ou de responsabilité égal et détaillent sans pudeur cette « restriction des consommations légitimes » à laquelle ils sont astreints.

Seule une minorité croit encore au prestige universitaire, tandis que la grande majorité des enseignants du supérieur sont tarabotés par le sentiment d'une sorte d'ignorance et de mépris de la société à leur égard. S'ils n'ont pas été vaincus, les efforts de revalorisation de la carrière des enseignants du supérieur engagés depuis quatre ans restent peu ou mal perçus par les intéressés. Ce n'est pas le moindre enseignement de cette enquête.

GÉRARD COURTOIS

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juin 1993

### ■ L'ONU à la recherche d'un nouveau souffle

A l'approche de son cinquantenaire universaire, l'Organisation des Nations unies est confrontée à une véritable crise de croissance. En dépit de son impuissance en Yougoslavie, l'ONU est de plus en plus sollicitée, et éprouve de grandes difficultés à assumer financièrement ses diverses missions. En outre se pose un problème de représentativité : le Conseil de sécurité s'ouvrira-t-il au Japon et à l'Allemagne ?

### ■ Le commerce extérieur de la France

En 1992, pour la première fois depuis 1978, la balance commerciale de la France a été excédentaire. La « contrainte extérieure » se dessine, grâce notamment aux efforts de maîtrise de l'inflation. Mais ce rééquilibrage des échanges semble précaire : les entreprises françaises devront batailler durement pour continuer à exporter vers des pays touchés par la crise ou dont les monnaies ont été dévaluées.

Au sommaire des Clés de l'Info : les mécanismes de la récession, l'IRA et le conflit en Irlande du Nord, la gauche et les entreprises, la crise du Parti socialiste, la CSG, l'indépendance de la Banque de France, le code de la nationalité, l'assouplissement du vote par procuration, la naissance du journal « Le Jour », la fin de l'enseignement obligatoire du français en Algérie.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

## Disparités de revenus

C'est un véritable décalage, au scalpel, des revenus des universitaires que a été livré le CERC. Il s'agit de l'analyse des revenus professionnels observés pour l'année 1989 par enquêtes administratives et fiscales portant sur un échantillon, important, d'environ 2 600 enseignants du supérieur. Au-delà de la confirmation d'un niveau moyen de revenus plutôt modeste, sont ressorties quelques surprises : toutes rémunérations confondues, les revenus des universitaires peuvent connaître des écarts parfois étonnants, en fonction de la discipline et d'éventuelles activités annexes.

En 1989, les rémunérations universitaires représentaient en moyenne un montant annuel net de 200 000 francs. Dans les disciplines médicales, les enseignants-chercheurs exerçant également, du fait de leur statut, une fonction hospitalière qui fait l'objet d'une rémunération complémentaire qui double, en moyenne, leur revenu par rapport à celui de leurs collègues des autres disciplines.

Ces rémunérations comprennent tout d'abord le traitement indiciaire net, hiérarchisé selon la corps (les assistants, les maîtres de conférences, professeurs), le grade dans chaque corps et l'ancienneté. En 1989, il

était, en moyenne, de 113 000 francs par an pour les assistants, de 168 000 francs pour les maîtres de conférences et de 234 000 francs pour les professeurs (308 000 francs pour ceux de classe exceptionnelle).

A cette rémunération de base s'ajoutent divers compléments. D'une part, depuis avril 1989 et la plan de revalorisation des carrières, une prime uniforme d'enseignement et de recherche de 6 200 francs par an, indexée sur l'évolution des traitements de la fonction publique. D'autre part, les universitaires peuvent prendre en charge, en plus de leurs obligations statutaires, un certain nombre d'heures « complémentaires ». En 1989, près de la moitié des universitaires (hors médecine) étaient rémunérés pour des heures complémentaires, avec une moyenne de 8 200 francs net par an mais une forte dispersion selon les enseignants. Ainsi, les 10 % d'universitaires qui assurent le plus grand nombre d'heures supplémentaires en tirent une rémunération annuelle moyenne de 38 000 francs, soit de l'ordre de 3 250 francs par mois.

Enfin, le CERC a estimé l'impact des mesures de revalorisation engagées par le gouvernement depuis 1989 en faveur des enseignants,

qu'il s'agisse de primes (pédagogiques, de recherche ou d'administration) ou d'améliorations de carrière. Il évalue l'amélioration moyenne qui en résulte pour les universitaires à quelque 4 %.

### DE 100 000 francs à 1 million

En dehors de ces rémunérations classiques, un certain nombre d'enseignants perçoivent, par ailleurs, des revenus correspondant à des activités annexes ou secondaires, très variées : expertises, consultations, enseignements effectués en dehors de l'université, droits d'auteur, activités professionnelles privées, etc. Ces revenus annexes, représentant, en moyenne, environ 13 % du revenu professionnel total des universitaires.

Toutefois, une telle moyenne est peu significative tant est grande la diversité des situations. Ainsi, si la moitié des universitaires perçoivent des revenus accessoires (d'un montant moyen de 88 000 francs par an), ceux-ci ne représentent que 5 % du revenu total d'activité pour les deux tiers des enseignants-chercheurs. A l'inverse, environ 3 % des universitaires doublent au moins leur revenu universitaire grâce à des activités accessoires.

C'est dans les disciplines du droit, de l'économie et de la gestion, d'une part, dans les disciplines médicales et odontologiques, d'autre part, que ces revenus annexes — et en particulier les revenus non salariaux (consultation et expertise, profession libérale exercée en parallèle) — peuvent être les plus importants. Parmi les enseignants concernés (11 % de l'ensemble), 10 % percevaient moins de 8 000 francs par an et 10 % plus de 508 000 francs. Marginaux ou atypiques, quelques universitaires — 0,2 % de l'ensemble, soit quelques dizaines de personnes environ — sont à l'origine du quart de la masse des revenus non salariaux.

Au total, les revenus professionnels globaux des enseignants-chercheurs s'élevaient, en moyenne, en 1989, à 230 000 francs hors médecine et odontologie et à 494 000 francs dans ces deux disciplines. Mais, là encore, la dispersion est forte : si plus de 3 % des universitaires ont gagné, cette année-là, moins de 130 000 francs, 4 % ont gagné plus de 600 000 francs et 1 % plus de 900 000 francs. La grosse des revenus se retrouve cependant dans une fourchette allant de 170 000 à 350 000 francs.

G. C.





## EDUCATION • CAMPUS

# Le nombre incompressible des enseignants

La volonté du gouvernement de réduire le nombre des fonctionnaires se heurte dans l'éducation nationale, à d'impressionnants besoins de recrutement

**P**EUT-on annoncer des suppressions d'emplois dans la fonction publique sans faire frémir l'éducation nationale? L'hypothèse de travail lancée par le gouvernement de réduire progressivement le nombre des emplois publics - de 1,5 % chaque année à partir de 1994 (le Monde du 29 mai) - s'accroît mal des projections établies au sein du «premier employeur» public, notamment en matière de besoins en personnel enseignant, pour les dix prochaines années.

La direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale rappelle, en effet, en 1992, qu'entre 29 000 et 30 000 nouveaux enseignants devraient être recrutés chaque année d'ici à l'an 2000 pour enseigner dans les écoles, collèges et lycées publics, sans parler des universités (1). Cela afin de «couvrir», d'une part, les

départs (retraite, démission, affectation dans le supérieur, sur des postes de direction...), soit environ un tiers des effectifs actuels, d'autre part, l'augmentation des effectifs d'élèves, notamment dans les lycées.

Dans le premier degré public, compte tenu de la baisse des effectifs d'élèves, les besoins en nouveaux enseignants portent essentiellement sur la «couverture» des départs prévus jusqu'à l'an 2000, soit 12 500 à 13 000 professeurs des écoles à recruter chaque année.

Dans le second degré public, en revanche, ce sont 125 000 nouveaux enseignants, au minimum, qui devront être recrutés entre 1993 et 2001, et ce, non seulement afin de remplacer les quelque 100 000 enseignants titulaires actuellement en activité dans les collèges et lycées publics, qui quitteront l'enseignement pendant cette période, mais aussi afin d'assurer les 600 000 heures hebdomadaires

d'enseignement supplémentaires (soit un accroissement de 10 %) résultant de la hausse démographique des effectifs d'élèves.

A conditions d'accueil des élèves comparables, il faudra donc chaque année, dans les collèges et les lycées, non seulement remplacer les enseignants qui partent (8 000 enseignants en 1993, 9 600 en 1994, 11 800 en 2000), mais aussi recruter ceux qu'il faudra placer devant des élèves en nombre croissant. Cette hausse est sensible, note la DEP, notamment jusqu'en 1995 pour les lycées.

Or, pour 1993 par exemple, la DEP prévoyait déjà qu'il fallait pour ce faire recruter environ 14 800 enseignants du second degré (il en faudra 16 500 en 1994, 14 000 en 1997, 11 500 en 2000). Force est de constater cependant qu'à la rentrée 1993, qui verra arriver devant les élèves les 13 000 nouveaux recrutés des

concours 1992 (2), il ne manquera pas loin déjà de deux mille enseignants, qu'il faudra puiser dans le vivier des auxiliaires.

Dans un tel contexte, on le comprend, un «simple» gel des emplois budgétaires d'enseignants actuels conduirait donc *ipso facto* à accentuer le déficit en nombre d'enseignants, et par conséquent à augmenter les effectifs des classes de lycées (actuellement 31 élèves, en moyenne, dans le public). A moins que l'on ne recoure à l'auxiliaire, que l'éducation nationale commençait précisément, en 1992, à juguler.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) «Scénarios de développement du système éducatif» (1991-2000), Education et formations, juin 1992.

(2) 13 000 recrutés, couvrant environ 8 500 départs et 4 500 créations d'emplois prévues initialement au budget 1993 (2 000 en collège, 2 500 en lycée).

## 2 307 candidats reçus en 1992

Les chiffres définitifs pour 1992, que vient de publier le ministère de l'éducation nationale (1), démontrent que les concours de recrutement des enseignants du secondaire font recette, malgré une légère baisse du nombre d'inscrits aux épreuves théoriques (- 2 %), 32 470 postes ont été mis aux concours - internes et externes - en 1992 et 23 071 candidats reçus. Tous concours confondus, le nombre de candidats reçus (71 %) est ainsi en nette progression par rapport à 1991 (+ 7 %). Tout comme la part du «sang neuf» : on comptait en 1992 environ 13 000 «jeunes entrants» dans l'enseignement parmi lesquels 9 300 étudiants représentant près de 40 % du total des «jeunes». Pour les seuls concours externes les étudiants, qui représentent près de la moitié des candidats, s'attribuent plus de 62 % des postes.

Sur cinq ans, le nombre de postes mis au concours externe a donc doublé, de même que le nombre des admis. Quant au taux de remplissage, qui dépend étroitement des augmentations du nombre de postes budgétaires, il s'établissait l'an passé à 71 % pour les concours externes et à 53 % pour les concours internes.

Epreuve reine, l'agrégation a attiré, en 1992, 21 125 candidats, 80 % des 5 000 postes mis au concours (interne et externe) ont été pourvus, dont la moitié concerne des disciplines scientifiques et technologiques. Le taux de réussite reste précisément plus élevé dans les disciplines scientifiques (21,7 %) que littéraires (14,5 %), où le nombre des candidats a augmenté.

Aux concours externes du CAPES et du CAPES (éducation physique), 14 420 postes avaient été ouverts

en 1992, soit 4 370 de plus que l'année précédente, 66,8 % ont été pourvus, soit 9 637 admis. Mais les taux de réussite et de remplissage diffèrent nettement selon les disciplines : un candidat sur deux est admis en mathématiques, sciences physiques, lettres classiques, moins d'un sur deux en lettres modernes, documentation, un sur trois en histoire-géographie, anglais, espagnol, un sur quatre en allemand, un sur cinq en sciences économiques et sociales, un sur six en biologie et en philosophie.

Dans le même temps, la moitié à peine des postes est pourvue en sciences physiques, 20 % en histoire-géographie, 18 % en philosophie. En éducation physique, en

revanche, les 865 postes mis au concours ont été pourvus, mais ils étaient plus du double à se présenter.

Dans les disciplines techniques, le taux de remplissage des postes (79 %) s'est globalement amélioré de dix points. Cependant certaines disciplines connaissent toujours de grosses difficultés, telle l'électrotechnique où la moitié des postes seulement ont été pourvus alors que, l'on comptait plus d'un poste mis au concours par candidat.

Si le nombre de postes et d'admis augmentent, les besoins, dans un certain nombre de disciplines, sont donc loin d'être comblés.

J.-M. Dy.

(1) Note d'information 93-18 de la direction de l'évaluation et de la prospective au ministère de l'éducation nationale.

## SOURCES

### La télévision pour la formation

La télévision éducative est un sujet précieux, l'un de ceux qui autorisent toutes les projections futuristes et permettent d'imaginer les dispositifs les plus sophistiqués. Au moment où à son tour le Sénat s'empare de ce dossier, met en place une mission d'information et souhaite l'émergence d'une industrie de programmes (le Monde du 27 mai), le bimensuel Actualité de la formation permanente (1) rappelle fort opportunément que des expérimentations sont déjà tentées en France, notamment par les télévisions locales.

lutte contre le chômage, très lié à l'absence de qualification, les efforts d'utilisation de la télévision pour la formation doivent se porter d'abord sur les adultes faiblement scolarisés, des illettrés aux détenteurs d'un CAP. Ils constituent 40 % de la population française et sont ceux qui soclent la plus difficilement à des formations traditionnelles», écrit ainsi Viviane Glickman, maître de conférences à l'Institut national de recherche pédagogique (INRP).

#### Consommateurs d'images

De 8 Mont-Blanc Télévision, diffusée par voie hertzienne en Savoie et en Haute-Savoie, aux chaînes câblées dans la région lilloise, des tentatives apparaissent sur le petit écran. Toutes ne sont pas concluantes, peu sont rentables et aucune n'a le moindre garantie de survie. Néanmoins, elles démontrent que certains opérateurs ont dépassé le stade de la seule réflexion et font fi, après quinze années de rapports ennemis dans des tiroirs et de projets avortés, de la croyance désormais bien établie que la télévision ne serait d'aucun secours pour la formation.

Encore faut-il s'entendre sur le terme de télévision éducative. Le grand mérite de ce dossier repose sur sa capacité à cerner les priorités. On est loin de la présentation dithyrambique de nouveaux supports high-tech révolutionnaires, du rêve d'une généralisation de la vidéo-conférence, du développement du multimédia ou de la diffusion d'émissions interactives. Ici, et c'est assez rare pour être souligné, le projet éducatif prime sur l'innovation technologique.

Pourtant du principe qu'une télévision éducative ne peut être définie par les seuls enjeux politiques, économiques ou institutionnels, il défend au contraire une analyse des besoins et des attentes des

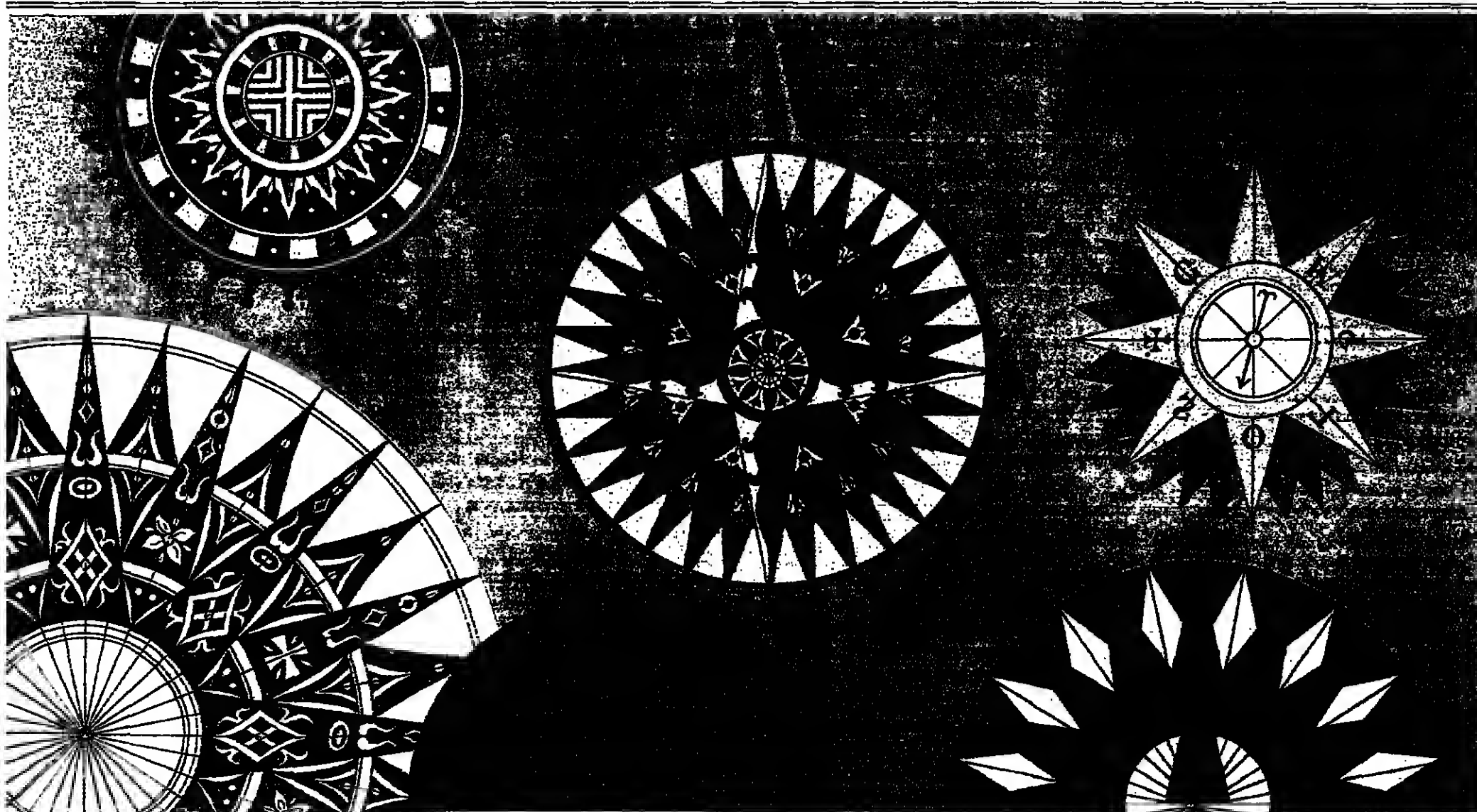
Télespectateurs assés, parmi les plus grands consommateurs d'images quotidiennes, ils pourraient voir dans leur poste de télévision un nouveau moyen d'accès à l'éducation. En Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Espagne ou au Canada, des actions de ce type ont déjà été mises en place.

Enfin, ce dossier détaille les expériences menées en France, et ne leur fait grâce d'aucun reproche. Déplorant la grande dispersion des efforts et l'absence de communication entre les auteurs de différents projets - un comble - cette revue n'a pas la moindre faiblesse à l'égard de son sujet d'étude : «La télévision ne peut ni ne doit assurer seule une formation.»

Car si elle peut être un outil pour les adultes faiblement scolarisés, elle ne se suffit pas à elle-même. Ce type de public risquant de se trouver démuné face à un apprentissage solitaire : «Un suivi personnalisé, des regroupements, un tutorat en face-à-face sont indispensables.» Bref, un partenariat entre l'univers de la télévision et celui de la formation. Une idée simple, difficile toutefois à mettre en pratique, comme le démontrent toutes les tentatives ébauchées en France depuis des années.

M. A.

(1) Actualité de la formation permanente. Mars-avril 1993. Numéro 123, 75 F.



Communication, énergie, transports : dans le monde entier nous aidons les hommes à trouver leur voie vers le progrès.

En inventant un moyen universel pour s'orienter dans le monde, les hommes ont pu, dans chaque pays, faire un pas vers le progrès.

Grâce à notre présence mondiale et à notre savoir-faire global, nous pouvons apporter des réponses adaptées aux besoins de chaque pays dans les

domaines de la communication, de l'énergie et des transports. Avec nos filiales Alcatel, CEC Alstom, Cegelec, Saft et Sagelerg-Sagrest, nous employons 205 000 experts dans plus de 110 pays. Chacun possède l'expérience du terrain et la connaissance de son marché. Réseaux de communication, systèmes

ferroviaires, centrales électriques, batteries...

Nos produits contribuent chaque jour à améliorer la vie des hommes dans le monde entier. Comprendre, répondre, accompagner les hommes de chaque pays, c'est pour Alcatel Alsthom ouvrir partout la route du progrès.

**ALCATEL  
ALSTHOM**

Alcatel Alsthom SA, rue La Boétie 75008 Paris, France



# ÉCONOMIE

Les perspectives de croissance dans les pays industrialisés revues à la baisse

## Les périls du chacun pour soi

Le secret de la croissance semble perdu, écrit l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) qui, pour étayer son pessimisme, avance l'idée que les mesures qui pourraient relancer l'économie mondiale, notamment une forte baisse des taux d'intérêt et des impenses budgétaires concertées, ne font l'unanimité ni parmi les gouvernements ni même parmi les économistes. La modestie, pour ne pas dire l'inefficacité, de l'initiative européenne de croissance décidée par les Douze en décembre 1992 au sommet d'Edimbourg montre à quel point sont limités les efforts de coordination des politiques économiques. Dans une situation dont l'urgence est pourtant reconnue par tous, les gouvernements européens ont été incapables de prendre des décisions à la mesure des problèmes posés par la récession et le sous-emploi. L'OFCE prévoit pourtant qu'en 1997 le taux de chômage par rapport à la population active dépassera 10 % en Grande-Bretagne et en Allemagne, atteignant 12,7 % en France et 13,2 % en Italie... La relance simultanée des investissements dans les douze pays européens décidée à Edimbourg sera si modeste que la croissance économique ne s'accroîtra que de 0,2 % au maximum entre 1994 et 1998. Selon les calculs de l'OFCE, l'effet de l'initiative européenne sur le chômage sera quasi nul. Une véritable coordination entre pays européens semble donc toujours aussi impossible dès que la situation économique se dégrade, mettant en péril les pouvoirs politiques. Chacun est alors tenté de se sauver seul, choisissant la stratégie la moins coûteuse en termes financiers et politiques. Des élections ne sont jamais très éloignées. Si tel est bien l'état de l'Europe, la question doit alors être posée de savoir si des politiques économiques menées séparément pouvant tout de même avoir des effets bienfaisants sur l'activité et l'emploi ou si, au contraire, chaque pays agissant en son propre intérêt, l'ensemble de la Communauté européenne ne paiera pas un jour ou l'autre les conséquences d'une absence quasi totale de coordination. En clair, la récession ne va-t-elle pas s'aggraver, le chômage augmenter plus rapidement, l'inflation réapparaître, forçant les pays participant encore au système monétaire européen à reprendre leur liberté de change pour bénéficier - comme les Britanniques, comme les Espagnols, comme les Italiens - d'une forte stimulation de leurs exportations ? Un tel risque existe bel et bien. Le problème d'une guerre des taux de change - et des mesures protectionnistes qui s'ensuivraient - devrait être posé au cours de la réunion des pays industrialisés de l'OCDE qui se tient mercredi 2 et jeudi 3 juin à Paris en présence de nombreux ministres des finances. Encore que l'expérience incite à douter de l'efficacité de ces rencontres, guère plus utiles que celles dites du G7 qui réunissent régulièrement et en grande pompe les grands dirigeants des sept plus grands pays industrialisés du monde.

ALAIN VERNHOLLES

## La récession s'installe en Europe occidentale

L'Europe occidentale sera en récession cette année, l'Allemagne enregistrera une forte baisse de sa production nationale (-1,9 %), tandis que la croissance continuera à croître rapidement, a annoncé mardi 1<sup>er</sup> juin l'Organisation de coopération et du développement économique (OCDE), qui a revu en baisse ses perspectives de croissance dans les pays industrialisés.

Les chiffres publiés par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - alors que s'ouvrait la réunion interministérielle de l'OCDE qui doit se tenir les 2 et 3 juin - confirment cette analyse : les pays européens devraient enregistrer une baisse de 0,3 % de leur produit intérieur brut cette année. La croissance aux États-Unis n'atteindrait que 2,6 % tandis que celle du Japon serait limitée à 1 %, la moyenne des pays industrialisés s'établissant à 1,2 %. Le taux de chômage atteindrait 11,4 % de la population active dans les pays européens.

Alors que commençait la réunion interministérielle des pays de l'Organisation de coopération et du développement économique (OCDE), un organisme privé de conjoncture - l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - publiait le contenu d'une étude réalisée en commun avec le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) sur le thème « Croissance : le secret perdu ». Une étude modérément optimiste, qui montre que, même à moyen terme (1994-2000),

la croissance moyenne ne sera pas très élevée : + 2,5 % dans les pays de l'OCDE mais aussi dans ceux de la Communauté européenne. « Les États-Unis, entravés par leurs problèmes budgétaires et une faible productivité, connaissent une croissance de 2,2 %, écrit l'OFCE. Le Japon ne sort que lentement de ses difficultés réelles, sa croissance est alors de 1,1 %. Le Royaume-Uni bénéficie d'une vive reprise après une récession profonde (2,4 % de croissance). La croissance est de 2,4 % en France et de 1,7 % en Italie, freinée par une politique budgétaire rigoureuse. La croissance du reste de la Communauté européenne atteint 2,2 % ».

### « Une stabilité politique qui n'est pas assurée »

L'OFCE poursuit : « Dans la plupart des pays industrialisés, le chômage devrait continuer à augmenter. Les États-Unis connaissent une évolution cyclique : le chômage diminue de 7,4 % (de la population active) en 1992 à 6,7 % en 1997 puis augmente avec le ralentissement économique. Au Japon, le ralentissement de la croissance se répercute peu sur le chômage, car il est absorbé par le ralentissement de la productivité (en contrepartie, la situation des entreprises se dégrade) et par des retours du marché du travail. L'Allemagne de l'Ouest retrouve progressivement un taux de chômage de 5,5 % en 2000, proche de son niveau naturel, mais le taux de chômage serait de 10 % à l'est, soit de 8,9 % en Allemagne réunifiée ».

« Le reste de l'Europe connaît un fort taux de chômage, ajoute l'OFCE. Entre 7 % et 8 % en Grèce, au Portugal et au Danemark ; 10 % environ aux Pays-Bas ».

et en Belgique. Cinq pays auraient des taux de chômage très importants : le Royaume-Uni (11 %), la France (12,6 %), l'Italie (13,6 %), l'Espagne (15,1 %), l'Irlande (17,9 %).

« La reprise n'est pas assez forte pour induire des tensions inflationnistes », poursuit l'étude OFCE-CEPII. Le taux d'inflation reste aux alentours de 2 % au Japon, de 3 % aux États-Unis, de 2,5 % à 3 % en France. En Allemagne, il diminue et retrouve après 1996 un niveau compris entre 2 % et 2,5 %. En Italie, le suppression de la scala mobile (l'échelle mobile) et la maîtrise du déficit budgétaire modèrent l'inflation. « Mais ceci se fait au prix d'un ralentissement de la croissance et suppose une stabilité politique qui n'est pas assurée à ce jour. Le taux d'inflation diminue jusqu'à 4 % en 2000 ». Le Royaume-Uni, quant à lui, présente une tendance à l'accélération des salaires dès que la croissance gagne en vigueur. L'inflation reprend à mesure que le chômage diminue pour atteindre 4,5 % en 2000.

« La croissance de l'OCDE est relativement meilleure », ajoute l'étude. La plupart des pays bati sur des contraintes macroéconomiques qui se renforcent mutuellement en raison des interdépendances commerciales et monétaires. La politique économique hérite entre le souci de soutenir la croissance et celui de rétablir les grands équilibres ».

« Les mesures qui pourraient relancer l'économie mondiale (forte baisse des taux d'intérêt, reports massifs de capitaux au Sud et à l'Est, impulsion budgétaire concertée) ne font pas l'unanimité parmi les gouvernements ni parmi les économistes et ne peuvent être prises par un pays isolé. Le secret de la croissance semble perdu », conclut l'OFCE.

Holding français de Carlo de Benedetti

## Cerus a vendu la moitié de sa participation dans Suez

Cerus, le holding français de l'homme d'affaires italien Carlo de Benedetti a soumis mardi 1<sup>er</sup> juin à ses actionnaires français, comme prévu, lors d'une assemblée générale extraordinaire le dividende de 200 F à 100 F. Cette opération permettra une meilleure adéquation entre la valeur nominale du titre et sa valeur comptable d'achat et consolidé en 31 décembre 1992 (162 francs par action).

Lors de cette assemblée, les actionnaires ont été informés que Cerus avait vendu, ces derniers mois, sur le marché, 2,3 millions d'actions Suez sur un total de 4,6 millions au prix moyen de 312 F. Au 31 décembre 1992, Cerus détenait 3,10 % de la Compagnie de Suez, elle-même actionnaire de Cerus à hauteur de 1,86 %. Cette cession de titre a été réalisée en plein accord avec Suez. Suez et Cerus étaient liés par un accord aux termes duquel le holding de Carlo de Benedetti ne pouvait céder sa participation dans Suez avant la fin de 1993 sans accord préalable de ce dernier.

L'opération, qui a rapporté 717,6 millions de francs, tombe à pic pour le groupe, qui a enregistré en 1992 une perte nette consolidée de 1,34 milliard de francs, en partie affecté par les pertes de sa filiale bancaire Duménil Leblé.

o Excédent de 4,76 milliards de francs de commerce extérieur français en février. - La balance commerciale de la France a enregistré un excédent de 4,76 milliards de francs en février, après un excédent de 3,333 milliards de francs en janvier, selon les données corrigées des variations saisonnières publiées, mercredi 2 juin, par le direction des douanes. Ce chiffre est le deuxième calculé avec les nouvelles méthodes comptables imposées par l'entrée en vigueur du grand marché unique et la disparition des courants douaniers aux frontières à l'intérieur de la CEE.

Les horaires hebdomadaires fixés à quarante-huit heures

## La directive européenne sur le temps de travail sera peu contraignante

Après trois ans de tractations, les ministres des affaires sociales des Douze se sont mis d'accord, mardi 1<sup>er</sup> juin, sur une directive fixant à quarante-huit heures la durée hebdomadaire maximale du travail ainsi que des normes relatives aux périodes de repos.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)

de notre correspondant

Qualifiée d'« avancée modeste » par Michel Giraud, le ministre français du travail, la directive, qui devra encore être approuvée par le Parlement européen, est très en retrait par rapport au droit français, lequel fixe la durée hebdomadaire maximale du travail à trente-neuf heures (quarante-cinq heures avec les heures supplémentaires, qui ne peuvent excéder deux cent quatre-vingt heures par an). Son principal intérêt, a estimé M. Giraud, est de « faire bouger certains de nos partenaires » et, en rapprochant les législations nationales, de réduire les risques de « dumping social ».

En fait, l'accord de mardi 1<sup>er</sup> juin promet de faire surtout du bruit en Grande-Bretagne, où plus de quatre millions de salariés travaillent aujourd'hui au-delà de quarante-huit heures par semaine (les infirmières, dit-on, travaillent en moyenne soixante-cinq heures). Les tribulations du projet de directive y ont été suivies de près par les syndicats ainsi que par le Parti travailliste, favorable à son adoption. Quant au gouvernement, allié à la démarche ainsi entreprise, il a résisté jusqu'au dernier moment.

Dernier baroud d'annonceur, le ministre anglais a annoncé son intention d'introduire un recours devant la Cour européenne de justice de Luxembourg, estimant inappropriée la base juridique utilisée (l'article 118 A du traité, qui concerne la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs) et prévoit la possibilité pour le Conseil des ministres de décider à

la majorité qualifiée). La directive aura-t-elle des effets concrets ? Il est permis d'en douter. Elle entrera en vigueur trois ans après son adoption définitive et, ensuite, s'agissant de la durée hebdomadaire, il est explicitement indiqué que, pendant au moins sept ans, le seuil de quarante-huit heures pourra être dépassé si patrons et salariés sont d'accord.

Le texte précise qu'un nombre important de professions seront dispensées des contraintes ainsi édictées. Il offre, de surcroît, au législateur ou aux partenaires sociaux la faculté de décider des dérogations dont l'objet serait, bien sûr, d'encadrer la portée de la directive.

### La formule la plus large

Les ultimes tractations, mardi, ont d'ailleurs porté sur le niveau des accords collectifs (national, régional, niveau de l'entreprise) auquel ces dérogations pourraient être décidées. Et, finalement, pour satisfaire tout le monde, c'est la formule la plus large qui a été retenue. Il n'est pas sûr que les salariés y trouvent leur compte.

Cette directive minimaliste a-t-elle au moins une chance, comme certains veulent le croire, de relancer l'Europe sociale ? « Il n'y a pas de raison que ce texte ait un effet d'entraînement », estimait-on, mardi, du côté français. De fait, il semble que les possibilités d'observer, pour aller de l'avant, l'article 118 A du traité soient maintenant épuisées. Or, aujourd'hui, seul cet article permet de décider à la majorité qualifiée.

Les États membres réticents à toute discipline imposée au niveau européen peuvent donc bloquer les tentatives, même les plus modestes. Il ne sera autrement lorsque le traité de Maastricht, dûment ratifié, entrera en vigueur, mais alors les Britanniques disposeront de la clause d'exemption qu'ils ont attachée en décembre 1991 et qui leur permettra de rester à l'écart des progrès éventuellement réalisés en matière de législation sociale.

PHILIPPE LEMAITRE

La puissance manufacturière allemande en crise

## Le groupe Mannesmann devrait supprimer plus de 7 700 emplois en 1993

Mannesmann souffre. Et les difficultés du groupe de Düsseldorf, d'abord mécanicien et sidérurgiste, depuis peu diversifié dans les télécommunications et, ce tout cas, exemplaire d'une certaine puissance manufacturière allemande, se disent long sur la récession qui frappe les industriels outre-Rhin.

1993 sera une « année dure et impitoyable », avertit, mardi 1<sup>er</sup> juin, Werner Dieter, le président du directoire, à l'occasion de la traditionnelle conférence de bilan. Mannesmann, qui avait terminé 1992 avec un bénéfice net en chute de 76 %, affiche des pertes d'exploitation sur les quatre premiers mois de l'année 1993.

La situation, a expliqué M. Dieter, nécessite de vigoureuses actions de redressement, et plus précisément « une adaptation des capacités » dans tous les domaines d'activité du groupe. Le but est clair : redresser la barre

dorénavant le second semestre, alors qu'il est désormais acquis que Mannesmann terminera les six premiers mois de l'année sur une perte opérationnelle. Le groupe rhénan va « aller plus loin » que les 7 700 suppressions d'emplois effectuées en 1992. Et plusieurs usines, dont une firme installée en France, sont « menacées », a indiqué M. Dieter, sans donner plus de détails.

Ce sont les activités tubes acier, soudure, produits utilisés notamment pour la construction d'oléoducs, qui sont dans la position la plus critique. Selon Mannesmann, le secteur, qui traverse une crise de surcapacité liée au ralentissement économique, doit affronter une concurrence très vive des importations en provenance des pays de l'Est. Mannesmann employait, fin mars, 134 804 personnes, dont plus de 90 000 en Allemagne même.

C. M.

### INDICATEURS

#### ÉTATS-UNIS

● Consommation : + 1 % en avril. - Les Américains ont augmenté leurs dépenses de consommation de 1 % en avril malgré une stagnation de leurs revenus. Les exportateurs attendaient à ce que les revenus restent inchangés et prévoyaient une hausse de 0,8 % seulement des dépenses de consommation. Les Américains ont en fait pué dans leurs économies : le taux d'épargne est tombé en avril à son plus bas niveau depuis cinq mois.

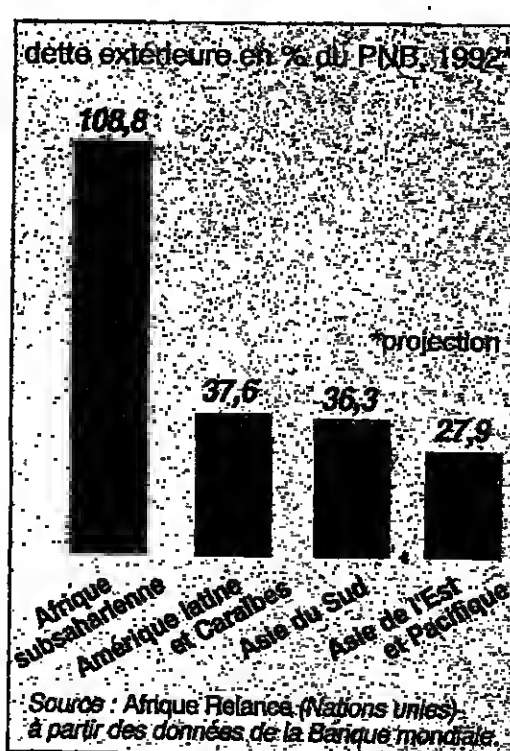
● Dépenses de construction : - 0,4 % en avril. - Les dépenses de construction ont baissé de 0,4 % en avril après avoir déjà baissé de 0,8 % en mars. Les analystes s'attendaient à une hausse de 0,9 % pour avril.

● Indice d'activité des directeurs d'achat : + 2,8 % en mai. - L'indice composite établi par le groupement des directeurs d'achat des principaux groupes industriels américains a augmenté en mai pour s'établir à 51,1 contre 49,7 en avril, soit une progression de 2,8 %. Le secteur manufacturier a ainsi recommencé à progresser en mai après avoir accusé une légère contraction le mois précédent.

#### JAPON

● Production industrielle : - 2,2 % en avril. - La production industrielle du Japon, indicateur clé de la santé économique de l'archipel, a de nouveau diminué en avril, reculant de 2,2 % sur mars. Par rapport à avril 1992, le recul est de 3,8 %. Février s'était soldé par une progression de 2,1 % de cet indicateur après quatre mois consécutifs de recul.

## Le fardeau africain



La dette de l'Afrique n'en finit pas d'augmenter. En 1992, elle atteignait quelque 280 milliards de dollars (1 566 milliards de francs), soit environ deux fois et demie son niveau du début des années 80. Quant à la dette de l'Afrique subsaharienne, elle avait plus que triplé. Pour l'ensemble du continent, le service de la dette suit la même pente ascendante. Le continent africain a payé 26 milliards de dollars à ses créanciers étrangers en 1991 (dernière année pour laquelle on dispose de chiffres précis).

Comparée à la dette totale des pays en développement (PVD), celle de l'Afrique représente un cinquième environ du total. Le chiffre paraît faible. Il l'est beaucoup moins si l'on compare le montant de la dette au produit national brut (PNB). L'Afrique, dans ce cas, affiche des records peu enviables avec une dette supérieure à son PNB.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements : 46-62-72-67







## British Aerospace vend ses avions d'affaires à Raytheon

## Poursuite du désendettement

Pour Raytheon, cette acquisition porterait son chiffre d'affaires dans les vivants d'affaires à plus de 9,2 milliards de francs par an, contre 7 milliards en 1992.

## Sanofi-Winthrop s'associe avec Bristol-Myers Squibb

Chacun des deux partenaires aura néanmoins la responsabilité

**D. G.**

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours de 1 <sup>er</sup> juin
Alcoa	87 1/2	86 1/4
AT&T	81 1/2	82
Boeing	56 1/2	56 3/4
Chase Manhattan Bank	30 3/4	31
De Puist du Missouri	82 3/4	83 1/8
Eastman Kodak	51 1/2	51
Exxon	64 3/4	65 1/8
Ford	52 1/8	53
General Electric	54 1/2	54 3/4
General Motors	40 1/8	40 3/8
Goodyear	28 3/4	41 3/8
IBM	55 1/4	56
ITT	63 7/8	64 1/2
Mobil Oil	69 3/8	70 1/2
Shell	71 3/4	72 1/2
Schlumberger	65 1/2	66
Tecoco	85 7/8	84 7/8
Union Carbide	58 5/8	58 3/4
U.S. Steel	54 1/2	55
United Tech	63 1/8	63
Westinghouse	55 1/8	55 1/4
Weyerhaeuser	75 3/4	75 1/2

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 1 <sup>er</sup> juin
Alfred Lyons .....	5,28	5,22
A.P. ....	2,10	3,05
B.T.L. ....	6,02	6,07
Calbrey .....	4,35	4,43
De Bours .....	11,38	11,13
Glen .....	8,13	8,16
G.U.S. ....	28,73	28,13
I.C.J. ....	12,53	8,35
Reuter .....	13,20	13,57
R.T.Z. ....	8,87	8,86
Shaf .....	6,12	6,04
Unicover .....	10,28	10,18

VALUES	Coult's 1st job	Coult's 2nd job
Aljazeera	1 380	1 380
Budgetone	1 350	1 380
Canon	1 380	1 400
Fuji Bank	2 250	2 270
Honda Motors	1 310	1 340
Mitsubishi Electric	1 280	1 300
Mitsubishi Heavy	712	718
Sony Corp.	4 530	4 620
Toshiba Motors	1 530	1 640

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES							
	UN MON		TROIS MON		SIX MON		
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert	
\$ 3-6/16	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16	3 1/16	3 7/16	
Yen (100)	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16	3 1/16	3 7/16	
Yen (100)	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	
Deutsch-Mark	13 1/16	17 15/16	7 5/8	7 3/4	7 1/16	7 3/8	
Swiss franc	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	
French franc (100F)	48 1/16	48 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	
Libre sterling	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 5/8	5 3/4	5 5/8	
Italian Lira (1000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	
Spanish Ptas	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	
French Francs	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

**O Premières cotations d'ICI et de Zeneca.** - La coupure en deux du groupe britannique ICI est devenue effective, mardi 1<sup>er</sup> juin, avec la

## COOPÉRATION

□ Valeo signe un accord avec le japonais Kansei. - L'équipementier

□ Valeo signe un accord avec le japonais Kasei. - L'équipementier automobile Valeo vient de signer un accord de coopération avec la société japonaise Kasei Corporation (instruments et systèmes électroniques automobiles). Cet accord

concerne un échange de savoir-faire entre Kansai et la branche électronique de Volvo pour le développement et la production de nouveaux produits, notamment dans le domaine des commandes à distance de climatisation. En 1992, Kansai a réalisé un chiffre d'affaires de 47 milliards de francs. Le son côté, il a eu à enregistrer l'an dernier un chiffre d'affaires de 20,6 milliards de francs.

■ **Adime rachète Presse Routage.** — Après deux ans de cessions, le groupe de services informatiques japonais de la presse rachète le rachat de la société Presse Routage spécialisée dans la gestion d'abonnements de presse. Le montant de la transaction, la première réalisée par Aixime depuis sa création en novembre 1990, n'a pas été révélé. Presse Routage est une entreprise de 120 salariés pour un chiffre d'affaires de 62 millions de francs en 1992. Presse Routage appartenait jusqu'ici pour 40 % max NIMPP, 30 % au groupe Matra Hachette et 30 % à la Banque de l'Union maritime et financière. Presse Routage est le numéro deux de la gestion d'abonnements de presse derrière Presse Infi.

o Sibille-Dalle revend la papeterie de Pont de Warche sur belges Interfills. - Le groupe français Sibille-Dalle reprend les installations papeteries de Pont de Warche, qui appartenait jusqu'à al groupe belge, à la jonction de la faille. Sibille-Dalle figure par les leaders européens de la fabrication de papiers techniques et spéciaux, souhaite développer sa gamme sur le marché de Pont de Warche est spécialisée 110 emplies sont maintenus sur le site. Le tribunal de commerce de Verviers (Belgique) avait autorisé, jeudi 27 mai, les liquidateurs à vendre l'usine papeterie de Pont de Warche, pour un minimum de 20 millions de francs belges (3,2 millions de francs). Avec un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs, le groupe Sibille-Dalle emploie 200 personnes et peut transformer 320 000 tonnes de papier par an dans 11 usines.

## ABONNEMENTS VACANCES

DURÉE	FRANCE	DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°) ..	91 F	2 mois (52 n°) ..	360 F
3 semaines (19 n°) ..	128 F	3 mois (78 n°) ..	536 F
1 mois (26 n°) ..	181 F		

**VOTRE ABONNEMENT VACANCES :**

DUREE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Code postal  Ville

**VOTRE ADRESSE HABITUELLE :**

ADRESSE \_\_\_\_\_  
Code postal 

--	--	--	--	--

 Ville \_\_\_\_\_

[illegible]

Date et signature obligatoires

1. place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

507 11/11/2017 11:11:00 507 11/11/2017 11:11:00



# CHÈS FINANCIERS

**Exercise**

[illegible]

↑ Nette ha

PAIS	Casa de Mon.	Real por 100
Arg.	1714	80 1/2
Bol.	1714	80 1/2
Br.	1714	80 1/2
Ch.	1714	80 1/2
Col.	1714	80 1/2
Costa Rica	1714	80 1/2
Cuba	1714	80 1/2
Ecuador	1714	80 1/2
El Salvador	1714	80 1/2
Guatemala	1714	80 1/2
Honduras	1714	80 1/2
Paraguay	1714	80 1/2
Puerto Rico	1714	80 1/2
Uruguay	1714	80 1/2
Venezuela	1714	80 1/2

**Express**

[illegible]

Suite de la

[illegible]**BOUR**[illegible]

-24-

TITRE DES DEVISES	
EUROMONNAIES	

2000

**Cours relevés à 13 h 30**

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

1/6

VALEURS	% du total	% du comptant	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
<b>Obligations</b>			<b>Étrangères</b>			<b>Hors-cote</b>											
Emp. État R. 1/2 %	100 10	0.72	France	350	....	Argentine	160 80	161 70	Argentine	228 91	223 76	France	270 60	270 60	Parques Opportunités	132 12	128 27
10.00% 7/83	102 80	0.81	F.F.A.C.	100	....	Belgique	31 30	32	Belgique	31 30	32	France Obligations	475 45	470 74	Parques Rendement	518 29	595 43
Emp. État 13 1/4 %	101 60	0.96	F.F.A.C. (D)	2250	2201	Banque	5 05	....	Banque	7540 25	7250 25	France	470 87	470 87	Parques Rendement	240 40	240 40
10.20% 9/85	108 30	2.30	F.F.A.C. (D)	351	....	Canada	674 62	654 97	Canada	674 62	654 97	France	115 77	110 40	Parques Rendement	810 58	995 38
OAT 5 1/2 % 5/2000	116 41	0.18	F.F.A.C. (D)	422	423	Canada	717324 00	717324 00	Canada	717324 00	717324 00	France	1188 58	1174 54	Parques Rendement	1289 37	1238 41
OAT 5 1/2 % 10/1997	117 70	0.40	F.F.A.C. (D)	1205	1200	Canada	797 81	795 81	Canada	797 81	795 81	France	38 83	38 83	Parques Rendement	1401 18	1386 41
OAT 5 1/2 % 10/1997	107 40	0.30	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	797 81	795 81	Canada	797 81	795 81	France	415 44	415 44	Parques Rendement	8017 31	8011 30
PTT 11 1/2 % 8/83	108 30	5.23	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	245 15	245 15	Parques Rendement	7253 01	7253 01
CF 10.25% 9/85	115 27	2.21	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
OAT 10 1/2 % 10/80	101 80	2.54	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 29
CRB 5000F	100 25	3.61	F.F.A.C. (D)	2552	2557	Canada	1137 29	1137 29	Canada	1137 29	1137 29	France	195 12	195 12	Parques Rendement	1957 29	1957 2

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINITEL		Marché à terme international de France				MATIF			
COURS INDICATIFS		COURS préc.	COURS 2/6	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/6	36-15 TAPEZ LE MONDE	NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
				achat	vente					Nombre de contrats estimés : 158 502				Volume : 12 900			
										COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Jun 93	Juillet 93	Août 93
Euros (Unit 1 USD)		5 387		51	5 8	Or fin (felo en barre)	65300	63000									
Ecu		5 380				Or fin (en lingot)	65800	63680									
Allemagne (100 dm)		338 010		327	347												
Belgique (100 F)		16 482		15 9	16 3	Napoleon (20 F)	384	368									
Pays-Bas (100 f)		301 280		280	310	Pièce 1 (1 f)	370										
Italie (1000 lire)		6 657		3 4	3 9												
Grèce (100 dr)		68 120		64	62	Pièce Suisse (20 f)	375	368									
Irlande (1 lip)		6 231		8 8	8 6	Pièce Latine (20 f)	373	364									
Gde-Bretagne (1 L)		8 389		8 8	8 8												
Grèce (100 drachmes)		2 6		3 1		Souverain	474	490									
Suisse (100 francs)		377 850		385	385	Pièce 20 dollars	2345	2346									
Suisse (100 frs)		74 810		75	74	Pièce 10 dollars	1280	1180									
Norvège (100 kr)		79 880		76	83	Pièce 5 dollars	575										
Autriche (100 sch)		48 038		48 5	48 5	Pièce 50 pesos	2425	2385									
Suisse (100 francs)		4 262		3 9	4 6	Pièce 10 florins	385	382									
Portugal (100 esc)		3 600		3 1	3 9												
Canada (1 \$ can)		4 223		4	4 4												
Japon (100 yen)		6 020		4 8	5												
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu																	











## CULTURE

## La fête du dessin animé à Annecy

Disney est très présent à ce rendez-vous biennal où deux cent quatre-vingts films se disputent les faveurs des professionnels

Le grand rendez-vous biennal de toutes les images animées se tient à Annecy jusqu'au 6 juin. Deux cent quatre-vingts films ont été sélectionnés par les organisateurs, qui ont reçu du monde entier quelque 1 300 films de tous genres. Trois compétitions (films-métrages, courts de fiction, films de commande et publicitaires) devront les départager. Le délégué général d'Annecy 93, Jean-Luc Xiberras, relève surtout l'arrivée en masse d'une nouvelle génération de créateurs tentés par l'animation, et la diversité accrue des origines géographiques. Diversité également soulignée par deux panoramas consacrés aux productions africaines et iraniennes.

Parmi les nombreuses autres manifestations d'un festival très fourni (une quinzaine de rétrospectives, dix expositions, quatre conférences), on note le coup de projecteur sur le réalisateur japonais, célébré dans son pays et méconnu ici, Kiyao Miyazaki, dont trois longs métrages sont présentés à la curiosité des 4 000 professionnels et du nombreux public attendu. Annecy 93 fait par ailleurs la part belle aux « nouvelles images » : plusieurs sociétés françaises et américaines montreront les usages variés qu'elles développent dans le domaine des images de synthèse, et participeront le 5 juin à un colloque sur la question.

Parmi elles, Disney, qui paraît avoir décidé cette année de ouvrir

des relations plus étroites avec une manifestation jadis plutôt tournée vers les outsiders. La Major californienne est très présente à Annecy, avec également la présélection (en plein air) d'une version rénovée de *Fantasia*, une empiètement des « trésors de l'océan Walt » (films méconnus, oubliés, séquences coupées ou montées définitivement plus célèbres), et un avant-goût du considérable travail de restauration entrepris sur *Blanche Neige*.

En même temps que le festival proprement dit, se tient à Annecy le cinquième MIFA (marché international du film d'animation et de programmes pour enfants), en plein essor du fait de la demande des nouvelles chaînes de télévision, thématiques notamment. Ici aussi, les technologies modernes sont représentées, avec une espèce réservée aux produits « multimédias » et interactifs destinés au jeune public. Le MIFA accueille d'autre part les représentants de Cartoon, l'organisme européen en charge de l'aide au développement du dessin animé, qui attribue à cette occasion de nombreuses bourses (100 projets avaient été retenus en 1991 parmi les 500 présentés).

JEAN-MICHEL FRODON

À partir du 2 juin (pour le festival), du 3 juin (pour le MIFA), jusqu'au 6 juin. Tél.: 50-57-41-72.

## Les « grands travaux » sur la sellette

Jacques Toubon a procédé devant les députés à un réexamen des programmes en cours

Le retour des « grands travaux » sous l'autorité unique du ministre de la culture a permis à Jacques Toubon de réexaminer l'ensemble des programmes en cours. Profitant de son passage, mardi 1<sup>er</sup> juin, devant les membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, présidée par Michel Péricard, député (RPR) des Yvelines, il a fait publiquement l'inventaire des différentes actions entreprises à Paris et dans les régions.

Un inventaire copieux qui va du Grand Louvre à la Bibliothèque de France (en travaux), de la Cité de la musique (en cours d'achèvement) au Centre de conférences internationales (pas encore commencé), de la rénovation de la galerie de zoologie du Muséum d'histoire naturelle à celle du Collège de France, du réaménagement du site du pont du Gard à celui du mont Beuvray, de l'aménagement du jardin des Tuileries à celui de la cour royale de Rochefort, de la restauration de l'école supérieure des arts décoratifs à la mise en service du Mobilier national. Des opérations très nombreuses qui représentent, dans le loi de finances de 1993, 1,96 milliard de francs en autorisations de programmes (dont 40 % déconcentrés dans les régions) et 2,84 milliards de subventions d'investissements.

Toutes ces entreprises, a indiqué le ministre au terme d'une longue énumération, sont actuellement examinées, sous des angles différents. Ainsi l'incidence des travaux

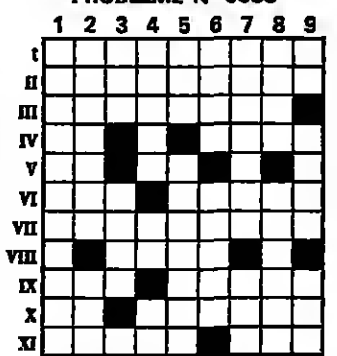
sur le fonctionnement de l'établissement (les liens entre la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou et la Bibliothèque de France), ou les conditions de mise en service des institutions nouvelles (le programme informatique de la Bibliothèque de France), les économies à trouver, l'examen de ce qui est réversible et, bien sûr, le redéploiement d'une partie des crédits au profit de la province.

Des commissions ont été nommées, des rapports demandés. Avant l'été, un certain nombre de décisions seront prises concernant, entre autres, la Bibliothèque de France, le réaménagement des Tuileries, et le fonctionnement de l'établissement public de la Grande Halle de la Villette. La programmation du Centre de la culture kaok de Noomée, le contenu de la Fondation européenne pour la ville et l'architecture de Lille, les enclaves de mise en service des salles modulables de l'Opéra-Bastille et de la Cité de la musique seront redéfinies avant la fin de l'année. L'avenir du Centre de conférences internationales, qui Brany à Paris, semble des plus incertains en ces temps de rigueur.

E. de R.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6053



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui peut nous sauver la mise. - II. Un médecin chez qui on peut trouver un monde fou. - III. Est provoqué par une grosse dent. - IV. Apprécié par les snobs. Quartier dans une capitale. - V. Symbole. Quartier de sens. - VI. Ratonneau partant où il passe. Forte, avait toujours une ceinture. - VII. Un tout petit os. - VIII. Ce qu'on ne peut quand on n'y peut rien. - IX. Qui n'a pas circulé. Qui s'en va à l'air. - X. Un peu d'espérance. Jumele le dimanche. - XI. Bons à détacher. Boisson.

VERTICALEMENT

1. Susceptibles d'emballer et de transporter. - 2. Un bon point. Puissance. - 3. Pour acheter à la pièce. La pointe de l'épigramme. - 4. Pouvaient distraire les Grecs. Symbole. Cri d'horreur. - 5. Est souvent réservée pour les grands événements. Pincée et mordue. - 6. Œuvres du Moyen Âge. Un spécialiste des échecs. - 7. Quand il est solide, c'est un bon buffet. Sur une côte bretonne. - 8. En Amérique. Ne doit s'attendre à aucune indulgence quand il est de retour. - 9. Dans l'eau. Prophète. Pâques, par exemple.

Solution du problème n° 6052

Horizontalement

I. Tribunal. - II. Eucarides. - III. Sain. Dose. - IV. As. Lai. - V. Agence. - VI. Liesas. - VII. Et. Enoch. - VIII. Ur. Rène. - IX. Roi. Neo. - X. Sire. Scia. - XI. Sentiers.

Verticalement

1. Testaments. - 2. Rus. Troie. - 3. Ici. Et. Ins. - 4. Baranier. En. - 5. Ur. Scènes. - 6. Nid. Esor. SI. - 7. Adolescence. - 8. Léas. Eh. Air. - 9. Seine. Basse.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

## Naissances

Anna Marie MACCARI  
Pascale MERCIER,  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
Ello,  
le 22 mai 1993, à Nice.

## Mariages

Janine et Étienne PÉNICAUD,  
Général et Pierre VIDAL-NAQUET,  
ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants

Blaedine et Vincent,  
qui a été célébré à Archingey (Charente-Maritime) le samedi 29 mai 1993.

187 av. rue de Tolbiac,  
75013 Paris.

## Décès

Catherine Bonnafoix, son épouse,  
Antoine et Elodie, ses enfants,  
sa famille et ses amis,  
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jacques BONNAFOIX,  
survenu le 30 mai 1993, à l'âge de quatre-vingt ans.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 4 juin à 10 h 45, en l'église Saint-Joseph, place du Cardinal-Mercier, 95880 Enghien-les-Bains.

20, allée des Ecoles,  
95880 Enghien-les-Bains.

Roger Burel,  
président de l'Union nationale des associations familiales,  
Madames et Messieurs les administrateurs et membres du personnel de  
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jacques BONNAFOIX,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
trésorier de Médias-Télévision-Téléspécimens (MTT).

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 4 juin à 10 h 45, en l'église Saint-Joseph, place du Cardinal-Mercier, 95880 Enghien-les-Bains.

UNAF, 28, place Saint-Georges,  
75009 Paris.

Jean-Louis Rollet, président,  
Et les membres du conseil d'administration de Médias-Télévision-Téléspécimens (MTT),  
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jacques BONNAFOIX,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
trésorier de MTT.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 4 juin à 10 h 45, en l'église Saint-Joseph, place du Cardinal-Mercier, 95880 Enghien-les-Bains.

MTT, 24, rue d'Annale,  
75009 Paris.

Les Anciens de la Fédération française des étudiants catholiques (FFEC) et du groupe Saint-Yves,  
ont la douleur de faire part du décès de

Simone BOURGÈS-MAUNOUY,  
rapportée à Oise, le vendredi 28 mai 1993, après une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Leu, 1, place de Verdun, à Luignat (Eure-et-Loir).

René, Alexandre  
et Ariane Boviatzis,  
Les familles Villandre, Deschamps,  
Kookouris et Margaritis,  
ont la douleur de faire part du décès  
survenu à Montpellier dans sa quatre-vingt-unième année de

Nicolas BOVIATZIS,  
médaille des Forces armées  
françaises libres.

Selon la volonté du défunt, ses obsèques seront dispersées du haut du cap Sounion.

Mr Alan Clere,  
son fils,  
Mrs Vivien Duffield,  
sa fille,  
Arabella et George Duffield,  
ses petits-enfants,  
Mr Philippe Halphen,  
son frère,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Françoise CLORE  
née Halphen,  
Croix de guerre 1939-1945.

survenue à Genève, le 20 mai 1993.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Un service religieux sera célébré à la synagogue de la Vézère, 17, rue Saint-Georges, 75009 Paris, le 28 juin, à 12 heures.

39, quai Wilson,  
Genève 1201.

83, rue de Monceau,  
75008 Paris.

Saint-Léger-aux-Bois.

Maria-Christine, Olivier, Bertrand et Annie, Serge, Luc, Evelyne Favreau, ses enfants,  
Claude Favreau, sa sœur,  
Patrice et Claude Bernard, Sophie et Élie, ses neveux et petites-nieces,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean FAVREAU,  
survenu le 30 mai 1993.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président et les membres de la Société psychanalytique de Paris,  
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

docteur Jean FAVREAU,  
membre éminent  
de la Société psychanalytique de Paris.

Se personnel et son enseignement ont marqué de nombreuses générations de psychanalystes.

Le centre de consultations et de traitements psychanalytiques de la Société psychanalytique de Paris,  
fait part de la perte subie et de la personne du

docteur Jean FAVREAU,  
qui l'a dirigé de 1958 à 1989.

La direction et les collaborateurs du centre adressent à ses enfants leurs sentiments attristés et le témoignage de leur hommage reconnaissant au maître et ami.

Le président,  
Et les membres du conseil d'administration,  
Et l'ensemble du personnel du Comité de l'action sociale et de reconstruction  
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Ignace FINE,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
ancien directeur général  
et vice-président du COASOR,  
membre d'honneur  
du conseil d'administration  
de l'Association pour l'établissement  
des réfugiés étrangers,

survenu le lundi 31 mai 1993.

Le président,  
Et les membres du conseil d'administration,  
sont heureux d'annoncer le décès de

M. Ignace FINE,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
membre d'honneur  
et ancien trésorier de l'AERE,

survenu le mardi 31 mai 1993.

M. Henri Franco,  
Ses fils, Pierre, André, Paul, Daniel, Bernard,  
Et toutes leurs familles,  
ont la douleur de faire part du décès de

Simone FRANCOU,  
née Combe,

le 30 mai 1993.

Les obsèques ont été célébrées dans la collégiale de Briçon, le 1<sup>er</sup> juin.

Charles Gensana,  
05100 Briçon.

Le Monde  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
46-62-74-43

Jacqueline Jankowski,  
Ses enfants et petits-enfants  
font part du décès de

Michel JANKOWSKI,  
ancien prisonnier de guerre,  
ancien éditeur,

survenu le 31 mai 1993 à Paris.

Service religieux en la chapelle de l'hôpital Saint-Joseph à Paris, le vendredi 4 mai à 10 h 30, suivi de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

M<sup>me</sup> Francette Lefort,  
sa femme,  
Philippe, Christophe, Vincent,  
Gilles Lefort, ses fils, ses belles-filles,  
Denise Raoul et Anne Leuz,  
ses sœurs,  
Roger Rault, son beau-frère,  
Ses neveux et nièces,  
Ses petits-enfants, sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marcel LEFORT,  
ingénieur chimiste, chercheur,

survenu le 26 mai 1993, à l'âge de soixante-trois ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Rothéneuf (Saint-Malo).

Des dons peuvent être adressés à l'Institut Pasteur, sous la référence CSR/ML, 28, rue du Docteur-Roux, 75724 Paris Cedex 15.

Les familles Monre, Demonge, Boudin,  
ont la douleur de faire part du décès de

Liza MOORE,  
survenue le 31 mai 1993.

La cérémonie aura lieu le 4 juin 1993, au crématorium du Père-Lachaise, à 10 h 45.

M<sup>me</sup> et M. Jean Soissons,  
sa sœur et son beau-frère,  
Catherine et Paul Soissons,  
Daniel et Karine,  
Philippe et Catherine Trémoulet,  
Guillaume, Luc et Sophie,  
Martine et Michel Soissons,  
Chloé et Lila,  
Hélène et Pierre Soissons,  
Alexandre, Florent, Julien et Clément,  
ses neveux et nièces, petits-neveux et petites-nieces,

M<sup>me</sup> France Lombard,  
Marie-France Gobeille,  
Jacky Tournier,  
Les familles Moscheros, Plantain,  
Oudart et Langhendries,  
Et tous ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. André MOUCHERON,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
délégué de l'AFP,

survenu le dimanche 30 mai 1993 dans sa soixante-quatrième année, à son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 juin à 15 h 30, en l'église de Broussais.

Ni fleurs ni couronnes.

Ceux qui le désirent peuvent faire un don à l'AFP Alsace.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue du 11-Novembre,  
02620, Broussais.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu du

docteur Jacques SÉNÉCHAL.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 juin 1993, à 16 heures, en l'église Saint-Rémi, à Châteauneuf (Mayenne). L'inhumation aura lieu au cimetière Montparnasse le samedi 5 juin à 11 h 30.

Dans l'espérance de la Résurrection.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 100 F  
Abonnés et actionnaires ..... 90 F  
Communications diverses ..... 105 F  
Thèses étudiants ..... 60 F

## PARIS EN VISITES

JEUDI 3 JUIN

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés » (deuxième parcours), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris surtoiles).

« La Salpêtrière, ancienne prison des pauvres. La chapelle. L'ancienne force et le palais de Maron Lescœur. Les loges « Fontaine », Chatelet et Sigmund Freud », 14 h 30, 47, boulevard de l'Hôpital (P.-Y. Jasté).

« Jardins et passages de Clignancourt », 14 h 30, métro J.-Joffrin (Paris picturale et locale).

« L'homme et la matière en Asie. La terre : mère des hommes, or du poète », avec C. Bourzat, 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

Jardin, crypte et chapelle du couvent des Carmes, 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (D. Bouchard).

« Les appartements du prince et de la princesse à l'hôtel de Soubise », 14 h 30, 80, rue des Francs-Bourgeois (E. Roman).

« L'ancien des Gobelins et la chère Blanche », 14 h 30, angle de la rue Crudelebarbe et de l'avenue des Gobelins (S. Rojón-Kari).

Jacqueline et Alain Jemina,  
ses enfants,  
Benoît et Cyril,  
ses petits-fils,  
font part du décès de

M. André URIAC

La cérémonie religieuse sera célébrée le 4 juin 1993 à Clignancourt-Saint-Hippolyte.

43, avenue de l'Amiral-Courbet,  
95600 Eauboune.

On nous demande d'annoncer le décès de

Denis ZARKA,

survenu à Paris, le 31 mai 1993. Il était dans sa trente-cinquième année.

La plus grande chose du monde, c'est de savoir être à soi.

Montaigne.

Le 6 mai 1987,  
disparaissant

M<sup>me</sup> Julien CARNET.

A tous ceux qui l'ont apprécié,  
Jean Carnet, son fils,  
Et toute la famille,  
demandent de se souvenir.

Une messe anniversaire sera dite le dimanche 6 juin 1993, à 11 h 15, au Priuré, Saint-James (Manche).

## Anniversaires

Le 3 juin 1992,  
Maurice de CHEVEIGNÉ  
nous quittait.

Oran, Paris.  
Il y a quarante-cinq ans, le 2 juin 1948,  
le docteur Roger MÉCHALI  
nous quittait.

Tous ses amis lui adresseront une pensée fidèle et recueillie.

## Conférences

Fondation François Perroux,  
conférence du professeur Janos Kornai,  
Institute of Advanced Study, Collegium Budapest, sur « Recession and Growth in the Post-socialist Economy : Hungarian Experiences », sous la présidence de M. Raymond Barre, 9 juin 1993, à 11 heures, salle 5, Collège de France, 11, place Marceline-Berthelot, 75005 Paris.

« L'Inconscient et prophétisme », avec R. Drai et J.-P. Winter, mercredi 2 juin 1993, à 20 h 30, à l'Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris.

Jeudi 3 juin 1993, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris, « L'état des lieux de la gauche ». Débat avec Y. Ysmal, directeur de recherches à la Fondation des sciences politiques. Tél. : 42-71-68-19.

Soutenances de thèses

Maria-Christine Despeyroux,  
épouse Dubrana, soutiendra sa thèse « Erica Jago : Fanny et le roman anglais au 19<sup>e</sup> siècle » en Sorbonne, dans l'amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne, le samedi 5 juin 1993, à 14 heures.

« Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## Le Monde

DES LIVRES

LE PLAISIR  
DE  
LIRE

Chaque jeudi dans le  
Monde daté vendredi







Treize mois après l'arrêt de non-lieu de la cour d'appel de Paris

## Paul Touvier renvoyé devant la cour d'assises des Yvelines pour crime contre l'humanité

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles a renvoyé, mercredi 2 juin, Paul Touvier devant la cour d'assises des Yvelines pour crime contre l'humanité. En demandant à l'ancien chef de la milice, Paul Touvier, de répondre de l'exécution, le 29 juin 1944, de sept otages juifs à Rillieux-la-Peppe (Rhône), la chambre d'accusation a suivi les réquisitions de l'avocat général, Bernard Pasturaud (le Monde du 3 mai).

Paul Touvier, soixante-dix-huit ans, avait bénéficié le 13 avril 1992 d'une décision de non-lieu rendue par la chambre d'accusation

de la cour d'appel de Paris. Dans leur arrêt, les magistrats avaient estimé que le massacre de Rillieux-la-Peppe, le seul crime qui n'est pas contesté par Paul Touvier, ne répondait pas à la définition du crime contre l'humanité car le régime de Vichy ne pouvait, « sauf à falsifier les données les moins contestées de l'Histoire, être qualifié d'Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique ». Pour les autres dossiers - l'attentat contre la synagogue de Lyon, l'assassinat des époux Basch, la déportation de Jean de Filippis, l'assassinat de Lucien Meyer et la déportation

d'Elizette Meyer et de Claude Bloch, - la chambre d'accusation, qui avaient relevé « des insuffisances, des incertitudes, des inexactitudes et des invraisemblances », estimait que les témoignages contre Paul Touvier avaient un « caractère probatoire très limité ».

Cet arrêt de non-lieu, qui blanchissait totalement Paul Touvier, avait été partiellement cassé le 27 novembre 1992 par la Cour de cassation. Sans se prononcer sur la nature du régime de Vichy, les magistrats avaient considéré que la qualification de crime contre l'humanité pouvait être retenue pour l'exécution de Rillieux-la-Peppe puisque ce crime avait été perpétré « à l'instigation d'un responsable de la Gestapo, organisation déclarée criminelle comme appartenant à un pays ayant pratiqué une politique d'hégémonie idéologique ».

En revanche, les pouvoirs coaccusés les autres dossiers avaient été rejetés : la Cour de cassation, qui n'est pas chargée de rejeter le fond du dossier mais de veiller au respect des règles de droit, s'était alors contentée de rappeler qu'il appartenait à la chambre d'accusation « d'apprécier la valeur des éléments recueillis par l'information et de se prononcer sur l'existence des charges ». En conséquence, seul le dossier de Rillieux-la-Peppe avait été confié à la cour d'appel de Versailles.

La crise de la presse

### Le SPP souhaite « accélérer » les réductions d'effectifs dans les métiers du Livre

Le Syndicat de la presse parisienne (SPP, qui regroupe la plupart des quotidiens parisiens) s'est réuni le mardi 1<sup>er</sup> juin afin d'examiner les propositions faites par Philippe Villia, PDG de France-Soir (groupe Hershant), concernant un nouveau plan social dans la presse parisienne (le Monde du 29 mai).

Un premier accord avait été signé l'an dernier, entre le SPP et le Livre CGT, qui prévoit le départ de 840 ouvriers du Livre sur 2 500. A l'issue de cette réunion, le SPP a déclaré : « L'aggravation de la situation économique des entreprises de la presse parisienne impose aujourd'hui d'aller au-delà du plan social concernant les personnels ouvriers signé en octobre avec les pouvoirs publics. Ce plan sera exécuté ; il devra être prolongé par les départs anticipés à l'instar des mesures prises pour les dockers. Les principes de cette accélération des départs en prétraite seront négociés avec les pouvoirs publics. Ces départs anticipés interviendront selon les besoins exprimés par chaque entreprise, en fonction de leur niveau et de leur rythme de modernisation, et après négociation avec les syndicats concernés. L'effort demandé aux pouvoirs publics, s'il est exceptionnel, est à la mesure de l'enjeu. A cet effet, le SPP prépare un dossier qui sera remis très prochainement au ministère du travail ».

Pour protéger les « zones de sécurité » en Bosnie

### Paris et Londres préconisent l'usage de la force par les « casques bleus »

La France et la Grande-Bretagne espèrent faire adopter cette semaine par le Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution préparé par Paris, autorisant les « casques bleus » à faire usage de la force, notamment par des attaques aériennes, pour protéger les « zones de sécurité » musulmanes en Bosnie.

Alors que de nouvelles négociations étaient prévues, mercredi 2 juin, à l'ONU entre les pays alignés et les signataires du « programme d'action » sur l'ex-Yugoslavie (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Espagne), le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a effectué, mardi, une brève visite à Paris, avant une tournée de quatre jours dans les Balkans.

Pour que le système des zones de sécurité « soit totalement opérationnel, il faut une résolution du Conseil de sécurité, un certain degré de coopération sur le terrain et un renforcement des effectifs actuellement préparé par le secrétaire général » de l'ONU, a déclaré M. Hurd à l'issue d'un entretien avec son homologue français, Alain Juppé. « J'espère que cette résolution sera adoptée à New-York cette semaine », a-t-il ajouté. (AFP, Reuters.)

Le démantèlement d'un réseau de trafiquants dans les Yvelines

### Deux tonnes de haschisch ont été saisies dans un conteneur provenant du Maroc

La police judiciaire de Versailles a saisi près de deux tonnes de résine de cannabis, samedi 29 mai, dans les Yvelines, en décapitant un réseau d'importation et de vente en gros de haschisch marocain.

Le camion est arrivé du Maroc. Il a ramené son conteneur chargé, selon les documents douaniers, de métaux non ferreux. Puis le chargement a été déchargé dans un entrepôt de la zone artisanale de Bouville, dans les Yvelines, loué par une entreprise d'import-export de métaux non ferreux. La veille de la Persecution, la brigade des « stupés » a pénétré dans l'entrepôt.

Avec l'aide de sapeurs-pompiers, appelés à la rescousse pour évacuer le conteneur, les armes de feu ont été déchargées. Grâce à leur matériel de désincarcération - utilisé d'ordinaire pour extraire des automobilistes coincés dans leur voiture - les pompiers ont fait apparaître des fils rouillés d'une longueur de 200 mètres. A l'intérieur, les policiers ont découvert ce qu'ils cherchaient : 1 856 kilos de résine de cannabis, sous la forme habituelle des savonnets de « shit » enveloppés dans leur gangue de plastique.

Huit mois plus tôt, la PJ versillaise avait commencé son enquête en collant aux basques d'un Algérien âgé de quarante-six ans, Ahmed Semmani. Installé dans les environs de Montesson, l'homme était soupçonné de diriger un commerce de gros d'armes en cannabis la banlieue ouest de Paris. Deux autres « distributeurs » s'occupaient, de leur côté, de revendre à des semi-grossistes couvrant Paris, l'Eure et la Seine-Saint-Denis. Ahmed Semmani a mis les enquêteurs sur la piste des importateurs du réseau, les frères Moussouli. Le cadet, El Houari, disposait d'une « couverture » idéale : ce quadragenaire de nationalité française était à la tête de la société d'import-export de métaux non ferreux grâce à laquelle une dizaine de camions ont pu

ERICH INCIVAN

La polémique sur le plan de réorganisation des armées

### M. Chirac fait « confiance » à M. Balladur

Jacques Chirac, fait « doublement confiance » à Edouard Balladur et au gouvernement pour « mener à son terme l'indispensable adaptation de notre défense aux nouvelles réalités internationales » et « pour veiller au maintien des activités dans les régions concernées, conformément aux objectifs désormais fixés en matière d'aménagement du territoire ». Dans une déclaration faite, mercredi matin 2 juin, à son retour de Moscou, le président du RPR indique : « Un débat s'est ouvert sur les conséquences régionales et locales de la nécessaire restructuration de nos armées. Quelles que soient les difficultés rencontrées, je fais toute confiance au premier ministre et au gouvernement. » Les problèmes auxquels la majorité doit faire face aujourd'hui sont difficiles, a précisé le président du RPR. Elle doit les aborder avec courage et dans un esprit de réforme, d'efficacité et surtout d'union. »

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Révision constitutionnelle : « Eviter la chicane », par Yves Gaudemet : 2

### ÉTRANGER

L'Espagne désenchantée : une « nation de nations » : 4  
Le sommet franco-allemand de Beaulieu : 5  
Les élections au Cambodge : le prince Sihanouk en position d'arbitre : 5  
Guatemala : le président Serrano est destitué : 6  
Israël : le fiasco du pèlerinage libyen : 7

### POLITIQUE

Pierre Méhaignerie ne trouve que le soutien de la gauche pour limiter la révision de la nouvelle procédure pénale : 10  
Edouard Balladur soutient François Léotard et rappelle à la discipline le RPR : 10

### SOCIÉTÉ

Le projet de loi sur les étrangers : 12  
Les « circonstances » atténuantes du docteur Garretta : 13  
Le sort des inculpés dans l'affaire des bureaux d'études Urbe, SAGES et BLE : 13  
Tennis : les internationaux de France : 14

### ÉDUCATION • CAMPUS

La porte entrouverte aux élèves étrangers : La tribu universitaire en son miroir : 15 à 17

### ÉCONOMIE

La récession s'installe en Europe occidentale : 18  
La plan emploi du ministre du travail : 19  
Vie des entreprises : 20

### COMMUNICATION

TF1 va poursuivre sa diversification : 22

### ARTS • SPECTACLES

La Biennale de Venise : Louise Bourgeois hôtes du Pavillon américain : Jean-Pierre Raynaud hôtes du Pavillon français : Hommage au compositeur vénitien Luigi Nono : La sélection de la semaine : 27 à 38

### Services

Abonnements : 19  
Annonces classées : 22-23  
Automobile : 22  
Marchés financiers : 20-21  
Météorologie : 25  
Carnet : 24  
Mots croisés : 24  
Radio-Télévision : 25  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 27 à 38

Le numéro de « Monde » daté 2 juin 1993 a été tiré à 494 113 exemplaires.

### Le ministre français de la coopération juge « exemplaire » la démocratie gabonaise

En visite au Gabon où il a rencontré le président Omar Bongo, Michel Rousset, ministre français de la coopération, a évoqué, mardi 1<sup>er</sup> juin, sur Radio France internationale, le « climat démocratique qui règne ici et qui est un véritable exemple pour beaucoup d'autres pays ».

Interrogé sur le principe de conditionnalité - qui lie l'aide aux réformes démocratiques, - énoncé par le président Mitterrand dans son discours de la Baule en juin 1989, M. Rousset a répondu : « Je pense que toutes les aides se négocient. Les conditionnalités, c'est une conception des choses. Je pense que nous, nous négocions différemment ».

Reprenant une expression dont François Mitterrand avait usé lors du sommet de la francophonie, à Paris, en novembre 1991, le ministre de la coopération a également affirmé : « Nous laissons la démocratie aller à son rythme. Il s'agit de nous en donner une idée, mais (...) nous accompagnerons toutes les actions qui concernent cette évolution de la démocratie ».

L'ancien président du conseil général de la Dordogne mis en examen pour détournement de fonds, Bernard Biondie (PS), ancien président du conseil général et ancien député de la Dordogne, a été mis en examen pour « détournement de fonds, complicité et abus de confiance », mardi 1<sup>er</sup> juin, par Alain Gaudin, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bordeaux, a indiqué son avocat, M. Ber-

nard Cadot. L'enquête porte, notamment, sur une subvention de 550 000 francs accordée par le conseil général, en avril 1991, à l'association Léo-Léon du département et dont une partie aurait servi à combler le déficit d'un hebdomadaire proche du PS, le Journal de la Dordogne (le Monde du 13 avril). M. Biondie a été mis en liberté après sa présentation au juge Gaudin.

## IC OUVRE UNE BOITE POUR COMPAQ.



Tout Compaq, rien que Compaq. Avec l'ouverture à Paris de son 10<sup>e</sup> point de vente, le groupe IC inaugure un magasin unique en France. Exclusivement consacré à Compaq, IC.PC c'est 300 m<sup>2</sup> de sourires, de conseils, et de services. IC.PC : 83/85 RUE DE JAVEL - 75015 PARIS.

Encore Compaq, toujours Compaq. Du ProLinea au Systempro, IC.PC vous offre les meilleurs prix sur l'ensemble de la gamme Compaq. IC.PC va vous ouvrir de nouveaux horizons. Renseignez-vous sur nos prix d'ouverture. FAX. 45 77 97 43 TEL. 40 58 00 58

ENTRE COMPAQ ET VOUS IL Y A IC.PC



# ARTS • SPECTACLES



GÉRARD RONDEAU

LOUISE BOURGEOIS HÔTE DU PAVILLON AMÉRICAIN

**Louise Bourgeois représente les Etats-Unis à la Biennale de Venise. Elle est cependant née à Paris, en 1911, où elle a fréquenté l'Ecole des beaux-arts, l'atelier de Bissière et celui de Fernand Léger. En 1938, elle s'établit à New-York. Pendant plusieurs décennies, son œuvre n'est estimée et connue que d'un cercle assez étroit, avant d'être révélée dans toute sa violence et sa singularité. La souffrance, la solitude, la sexualité et la mort sont ses sujets constants. Aujourd'hui, à quatre-vingt-deux ans, Louise Bourgeois est l'un des sculpteurs majeurs de notre époque – et l'une des personnalités les plus redoutées du monde de l'art.**

## LA SCULPTURE AU COUTEAU

NEW-YORK  
de notre envoyé spécial

CHEZ Louise Bourgeois, à New-York, dans sa petite maison de la 20<sup>e</sup> Rue. Quelques marches, un couloir étroit. A gauche, la cuisine, aperçue par la porte entrebâillée. Au fond, pénombre, la pièce où elle se tient, entre bibliothèque, salle des archives, boudoir et bureau. Sur des étagères, des cartons de papiers et de photographies. Au mur, épinglés en désordre, des clichés, des lettres, des dessins, des coupures de presse. Louise Bourgeois s'assied sur une sorte de tabouret haut, devant une table. Dans une chemise, les photographies des œuvres qui seront présentées dans le pavillon des Etats-Unis, à la Biennale de Venise. Elles sont achevées, elles ont quitté l'atelier, en partance pour l'Italie.

L'artiste examine et commente les clichés, en français, langue maternelle d'un pays quitté depuis des décennies. L'une des œuvres présentées à Venise se compose d'une maison en marbre et d'une guillotine au triangle en acier poli. « C'est la maison où j'ai vécu mon enfance, à Choisy. Elle est là en marbre rose du Portugal, exactement telle qu'elle était jadis. Elle a été

détruite, mais je l'ai reconstituée d'après des dizaines et des dizaines de photographies. Mon père avait rassemblé un album de photographies très considérable – je l'ai là. » Elle feuillette un épais album où chaque page porte plusieurs petites images – la maison, la famille, la guerre de 1914 sont détaillées. Puis, revenant à l'œuvre : « La guillotine ? Le passé guillotine le présent, et j'essaie de prouver que le présent guillotine le passé. Les deux sont vrais, il me semble. Il faut liquider le passé, qui nous étouffe. Cette pièce, c'est un exorcisme qui a réussi, qui fait que, tout d'un coup, tout est oublié, et donc pardonné – et qu'il est possible de vivre à nouveau. »

Et pourquoi pardonner ? « Parce que, dans ma famille, je n'ai jamais appris à pardonner. A pardonner les maîtresses de mon père. Une autre fille aurait pardonné. Ma mère disait : « Les belles filles veulent leur place, il va voyager de l'une à l'autre. » « Il », c'était mon père, atteint du complexe de Don Juan. Elle disait encore : « S'il doit avoir une maîtresse, j'aime mieux l'avoir sous les yeux, savoir à quoi m'en tenir. » La dernière de ces femmes vivait à la maison, sous prétexte de m'apprendre l'anglais. Elle était anglaise, en fait.

« A ce moment-là, j'étais élève au lycée Fénélon, où j'ai reçu ce que l'on appelle une bonne éducation... La révolte qui m'agite encore aujourd'hui a eu lieu plus tard, après mon arrivée ici, aux Etats-Unis. Elle a commencé quand je suis allée en Russie, deux fois, juste pour faire enrager mes parents. La première fois, c'était à l'occasion d'un congrès international du théâtre où les étudiants étrangers étaient invités – ça se passait avant 1930. La seconde fois, je suis partie seule, pour un journal qui allait publier un article de moi sur le métré de Moscou – en 1934, il me semble. J'ai vu là-bas la misère, une misère telle que les gens se faisaient la guerre pour une poignée de grosses moissies. On m'a empêchée de me rendre à Leningrad. Il fallait sans cesse un guide ou une guide. Quand je montais dans un autobus, il y avait des gens qui me comprenaient, des gens d'une ancienne génération et d'un niveau social élevé qui parlaient encore français. C'était épouvantable. »

PHILIPPE DAGEN  
Lire la suite page 29

## La Biennale de Venise

C'est une Italie sous le choc de l'attentat de Florence qui recevra, du 13 juin au 10 octobre prochain, les œuvres de plus de 700 artistes venus de 53 pays à l'occasion de la Biennale internationale des arts. En vedette de cette 45<sup>e</sup> édition, la première exposition rétrospective en Italie du peintre anglais Francis Bacon, la présentation des sculptures de Louise Bourgeois au Pavillon américain, et, côté français, celle des derniers travaux de Jean-Pierre Raynaud. Cet événement, qui attire plusieurs milliers de professionnels, plus de 2 000 journalistes et, malheureusement, un nombre trop limité de visiteurs, ne sera pas celui de la réconciliation et du consensus. La Biennale, manifestation culturelle italienne la plus prestigieuse, et la mieux dotée, est depuis de longues années l'enjeu d'empoignades qui dépassent de loin le milieu de l'art. Sa réforme est annoncée sur fond de rénovation de la vie politique et économique dans la Péninsule.

### LUIGI NONO A VENISE

PAGE 30

La Biennale de Venise comporte une section musique qui a décidé de rendre hommage cette année au compositeur « post-sériel » italien Luigi Nono, disparu il y a trois ans. Du 11 au 20 juin de nombreux concerts et spectacles auront lieu au Théâtre de la Fenice, à l'église Santo Stefano et au Théâtre Goldoni. [Lire l'article de Sandro Cappelletto page 30.]

### JOSEPH HAYDN A ESTERHAZA

PAGE 37

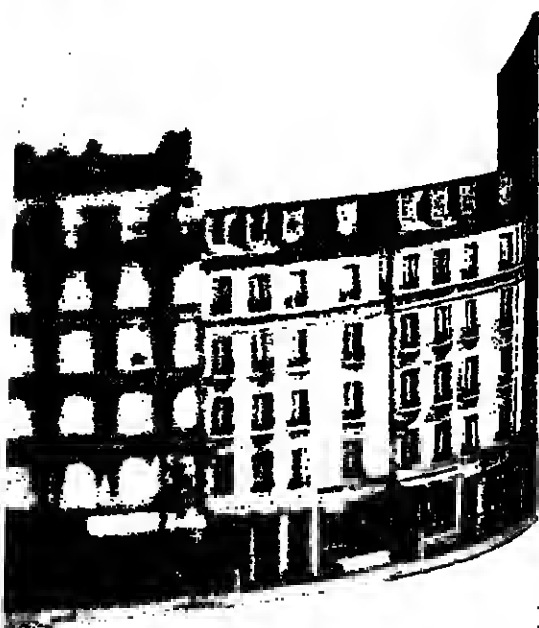
De 1763 à 1784, Joseph Haydn est à Esterhaza, chez le prince Nicolas, son patron, pour qui il compose huit opéras. Le chef Antal Dorati et la Philharmonie Hungarica nous les restituaient avec un immense succès il y a vingt ans sur disques noirs. Philips les réédite aujourd'hui en un ensemble de sept coffrets de disques compact. L'écrivain H. C. Robbins Landon, musicologue et spécialiste du compositeur a accepté d'écouter pour nous cette somme indispensable. [Lire page 37.]

### KAROLE ARMITAGE A BOBIGNY

PAGE 38

C'est en France que la chorégraphe américaine Karole Armitage achève son nouveau spectacle, « Hucksters of The Soul », dénonciation vitriolée – et rappée – de l'Amérique Reaganienne, ses régressions sociales et culturelles. Il sera donné à la Maison de la culture de Bobigny du 3 au 16 juin avant Aix-en-Provence et Berlin cet été. [Lire page 38 l'article de Dominique Fréard.]

AQ.



COMPAGNIE





## LA BIENNALE DE VENISE

UNE INSTITUTION PRESTIGIEUSE A L'HEURE DES RÉFORMES

La Biennale de Venise et ses quatre sections, arts plastiques, musique, théâtre et cinéma – la célèbre Mostra de septembre – est la principale manifestation culturelle en Italie et fut, de tout temps, l'un des enjeux majeurs des stratégies des partis politiques. Au point que dans un pays qui vit au rythme quotidien des « affaires », elle est depuis six mois au centre d'une violente polémique qui vise à l'affranchir du joug de la « lottizzazione », système de partage du pouvoir et des fonctions entre les partis politiques. Le Parlement devrait se saisir ce mois-ci de deux projets de loi portant réforme de la Biennale.

## LES DERNIERS JOURS DU CULTUROPOLY

ciotéma » comme devait le surnommer brutalement la Repubblica dans son édition du 5 février dernier.

Ce passage de témoin entre un socialiste et un démocrate-chrétien a suffi à déclencher les critiques dans un pays qui a montré, par les urnes, qu'il était décidé à en finir avec les vieux schémas politiques hérités de l'après-guerre, et particulièrement la « lottizzazione ». Ce mot intraduisible cache le plus primaire des systèmes de partage des responsabilités entre les différents partis politiques aux affaires, responsabilités qui peuvent s'exercer dans tous les domaines de la vie publique, sociale et culturelle. A Venise, ce partage s'est toujours exercé raisonnablement, presque scientifiquement pourrion dire, entre socialistes et démocrates-chrétiens qui contrôlaient les instances locales, provinciales et

dirigé la Mostra de 1983 à 1986; critique, il a participé à toutes les manifestations depuis 1948. Il assure aujourd'hui qu'il abandonnera ses fonctions de président aussitôt que sera voté au Parlement un nouveau statut. Il nous a confié qu'il ferait « tout son possible pour assurer la transition et donner aux membres du Parlement tous les conseils qu'ils voudraient bien solliciter ».

Car la classe politique et les principaux acteurs de la vie culturelle avaient dit clairement, à la faveur de conférences de presse tonitruantes et de colloques plus studieux, qu'il fallait donner à la Biennale une organisation plus digne d'elle. La première proposition est venue de l'ancien ministre du tourisme et des spectacles, personnalité appréciée de la vie publique, Margherita Boniver (socialiste), coignée

### ROME

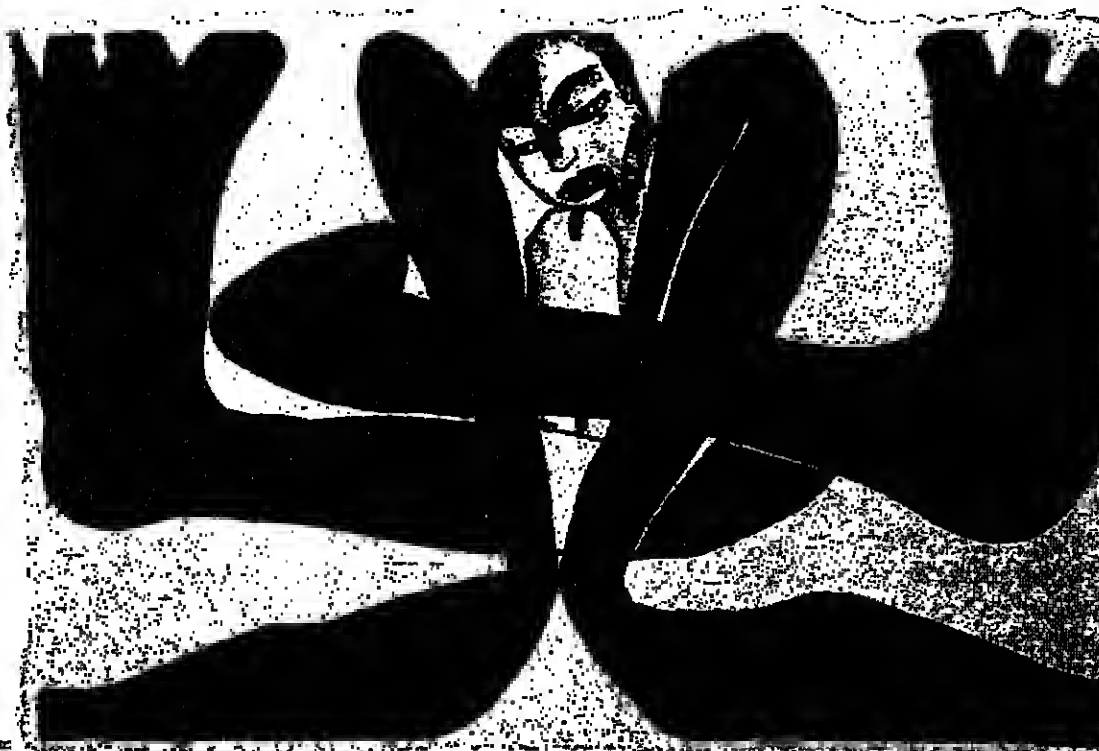
de notre envoyé spécial

A scène est à la villa Médicis, Académie de France à Rome, le mardi 25 mai dernier. Dans le grand salon, la loggia et les jardins, un petit monde de quatre cents âmes s'active autour d'une poignée d'hommes aimés, bails, envies, méprisés, selon qu'on les soutient ou qu'on les combatte. Gian Luigi Rondi, président de la Biennale de Venise, Raffaello Martelli, secrétaire général, et Achille Bonito Oliva, commissaire de la section arts plastiques de l'édition 93, sont venus présenter à la presse, aux artistes, aux professionnels du marché de l'art italien le programme complet de la 45<sup>e</sup> Exposition internationale d'art.

« Regardez bien, glisse en confidence un jeune critique romain, c'est la plus belle collection de figures de l'ancien régime ». Ils sont tous là, comme ils l'ont toujours été, ils se ressemblent et pourtant se jalourent. L'Italie éternelle des oris ! Eternelle ? Au rythme où vont actuellement les choses, personne ne paraît vraiment assuré d'être toujours le même, à la même place, dans les mois, les jours, voire les heures qui viennent. Et comment la Biennale de Venise, manifestation culturelle la plus importante – et la plus connue – d'Italie, échapperait-elle aux remises en cause, plus ou moins radicales, plus ou moins violentes, qui secouent la totalité du pays ?

La Biennale de Venise n'est pas seulement le rendez-vous des plasticiens. Elle comporte différentes sections : l'Exposition internationale des arts, dirigée cette année par Achille Bonito Oliva, professeur, critique, organisateur de nombreuses expositions et spécialiste de la Transavantgarde; la Biennale de la musique, dirigée par Mario Messinis, producteur de la RAI, spécialiste de la musique contemporaine; celle de l'architecture et du théâtre, aujourd'hui eo sommeil pour des raisons financières; et la Mostra, rendez-vous annuel des cinéphilas du monde entier, dirigée par le cinéaste Gillo Pontecorvo, réalisateur de *Io ballo d'Alger*, Lino d'or 1966.

Le budget pour 1993 est, selon le secrétaire général, Raffaello Martelli, de 16 milliards de lires (soit environ 59 millions de francs, chiffre que l'on peut comparer au budget annuel d'un théâtre national français comme celui de la Colline à Paris). Ce chiffre, comme ceux qui vont suivre, doivent être pris comme ils viennent, aucun document budgétaire écrit n'étant apparemment disponible. 30 % à 40 % de ce budget, soit de 17,7 MF à 23,6 MF (sic), vont, indique Martelli, au fonctionnement de la Biennale, au paiement des 57 salariés permanents et à l'entretien des Archives historiques des arts contemporains (ASAC), créées au sein de la Biennale. 39 MF environ sont donc consacrés aux différentes manifestations. La Biennale des arts absorbe près de la moitié des dépenses (avec cette année 20 MF), suivie par le cinéma (18 MF) et la musique (1 MF).



Toile de Francesco Clemente. Ses œuvres sont présentées dans le cadre de l'exposition « Les points de l'art », au Pavillon italien.

Le budget des manifestations est assumé essentiellement par l'Etat, la ville de Venise n'ayant participé cette année à la Biennale des arts que pour un montant de 550 000 francs. Pour la première fois, le concours de sponsors a pu être obtenu après la réponse favorable des instances judiciaires, qui ont dû être saisies car la loi italienne n'autorisait pas formellement le partenariat privé avec un organisme public. 4,4 millions de francs ont à ce titre été réunis. Ils viennent essentiellement de Swatch et de Longines.

An début de cette année a eu lieu le renouvellement de la présidence de la Biennale, le poste culturel le plus envié de la Péninsule. Une nouvelle fois, l'événement a suscité mille réactions plus ou moins violentes de l'intelligentsia et de la classe politique. Deux candidatures circulaient à Rome, où se prod eoit la décision finale : celle de Giuseppe De Rita, dirigeant du CNEL (Conseil national de l'économie et du travail), et celle de l'écrivain Umberto Eco. Ce dernier apprit par la presse qu'il était éligible et dénonça aussitôt une manoeuvre visant à l'écarter, ainsi que son concurrent, au profit d'un troisième. Sans le savoir, Umberto Eco décrivait exactement les habitudes de la Biennale. C'est donc sans l'ombre d'une surprise qu'un troisième homme fut élu le 5 février dernier, presque un mois jour pour jour après la fin du mandat de l'architecte Paolo Portoghesi. A un socialiste élu au début des années 80 succédait Gian Luigi Rondi, un démocrate-chrétien de la plus belle eau. L'Andreotti du

régionales. Tandis que la Biennale tombait dans l'escarcelle de la DC, la prestigieuse direction du Théâtre de la Fenice revenait, dans des conditions tout Goldoni aurait tiré une méchante comédie, à un socialiste, Gianfranco Pirelli.

On comprend hieo que la « lottizzazione » est le meilleur moyen d'assurer la subsistance de quelques amis politiques que l'on place au gré des opportunités. Cela permet aussi d'assurer le rayonnement national, voire international, de tel et tel parti. A Venise, comme dans toute l'Italie et particulièrement dans ses grandes villes aux institutions culturelles puissantes. En revanche, personne n'a jusqu'ici prouvé, ce que beaucoup insistent dans la coulisse – en l'ignorance des nombreux colloques que l'institution génère en Italie bien plus que partout en Europe, – que ce système soit, eo matière culturelle, un sûr moyen de s'enrichir sur fonds publics.

Le choix d'un président démocrate-chrétien était donc inscrit dans la composition du conseil directeur de la Biennale élu un mois plus tôt. Quand les règlements prévoient que ce conseil doit être composé de « personnalités du monde des arts et de la culture dont les noms, réunis dans un catalogue, seront proposés par des associations professionnelles », il est formé de dix-neuf membres représentant parfaitement la géographie politique italienne : huit démocrates-chrétiens, six socialistes, trois PDS (ex-Parti communiste), un social-démocrate et un libéral (le Monde du 15 janvier). Six conseillers sont choisis par la province et six autres par la ville, trois par le conseil des ministres, trois par les syndicats (CGIL, CISL et UIL) et le dernier par les salariés de la Biennale. Gian Luigi Rondi a fait le plein des voix de son « camp » et provoqué l'ire des communistes, le « parti des artistes » et de toujours celui des exclus lors des partages. Cette nomination qui a été approuvée par le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, voyant dans son élection « un tribut significatif et mérité à l'intelligence et à la passion », e par ailleurs soulevé de vives polémiques.

Le nouveau président eo se faisait d'illusions aucue illusion sur son avenir et annonçait qu'il serait le président « au mandat le plus court de l'histoire de la Biennale ». De petite taille, extrêmement élégant, le regard clair et fier, Gian Luigi Rondi est l'uo des personnages les plus polés de l'Italie d'avant les réformes. Celo eo lui a pas valu que des amis. Pasolini avait écrit qu'il était « à tel point hypocrite que si l'hypocrisie l'envoyait en enfer, il serait persuadé d'être arrivé au paradis ». La Biennale est sa seconde peau. Il en a déjà assumé la présidence en 1973, a promulgué le nouveau règlement que tout le monde dénonce aujourd'hui, a

par l'actuel ministre des biens culturels, Alberto Ronchey, dont on dit, euphémisme, qu'il est « opprélé du Parti républicain ». Ce dernier avait accepté de répondre à nos questions pois a dû reprendre sa parole, eo voulant pas inférer dans un débat qui doit s'ouvrir au Parlement dans les jours qui viennent. Cette première proposition, élaborée avec l'aide de Paolo Portoghesi, prévoit essentiellement que le conseil d'administration comprendrait cinq membres élus par le Parlement et dont le président serait choisi par le président du Conseil.

La seconde proposition a été élaborée par le PDS après consultation de nombreux artistes et intellectuels italiens. Soo but est de « sauver la Biennale des manipulations de la lottizzazione », de la moderniser et de la rendre plus facile à gérer. Elle prévoit de supprimer l'actuelle structure pour la remplacer par une fondation. La direction de cette fondation serait doohle. Un comité exécutif serait composé d'experts choisis dans les institutions culturelles et l'administration et nommés par les ministères du tourisme – dans l'actuel gouvernement, le tourisme et les spectacles dépendent d'un sous-secrétaire d'Etat auprès du président du Conseil – et des biens culturels. Un comité scientifique réunirait le président de la Biennale et le maire de Venise et comprendrait des personnalités du monde de la culture et de l'Université choisies par les ministères de tutelle, la ville, la faculté des lettres de Venise, le Conseil national des universités, l'UNESCO, les artistes et les critiques. Si ce mécanisme paraît très lourd, il aurait l'avantage, selon ses promoteurs, « d'être moins académique et plus décentralisé ». Il o'est pourtant pas sûr qu'en voulant assainir une situation devenue intolérable les ex-communistes aient choisi la simplicité.

Discuté en commission au Sénat, ces deux textes devraient être soumis prochainement au vote en séance. La procédure qui permet soo adoption en commission paraît compromise tant les points de vue sont éloignés. Mais un nouveau statut pourrait être adopté avant l'été. Il fera vraisemblablement la synthèse entre ces différentes propositions.

En attendant, la Biennale des arts ouvrira comme prévu le 13 juin prochain et fera une nouvelle fois l'événement en Italie, et hien ao-delà des Alpes. Il faut dire que le statut extraterritorial des pavillons nationaux permet aux Etats de présenter, quels que soient les dirigeants de la Biennale, les artistes de leur choix dans les conditions qu'ils nnt décidées. La surprise viendra peut-être de l'une ou l'autre des expositions organisées par la Biennale elle-même, démontrant une dernière fois, malgré mottes les polémiques, la résistance d'un système dont la mort est enfin annoncée.

OLIVIER SCHMITT

## Jalons

La Biennale de Venise est une vieille dame, quasi centenaire. Aux premiers jours de 1893, sous les ors du Café Florian, un groupe d'artistes vénitiens e au l'idée de créer un rassemblement dans sa ville, inspiré par les artistes modernistes de la Sécession de Vienne dont l'un des membres participa à la réunion. L'idée est reprise le 18 avril de la même année lors d'une délibération du conseil municipal qui veut marquer par une exposition les noces d'argent du roi Umberto et de sa femme, Marguerite de Savoie. La première Biennale e donc lieu, en 1895, dans un pavillon construit spécialement pour elle, dans les jardins publics du Castello, pavillon devenu depuis celui de l'Italie tel qu'on le connaît aujourd'hui. La manifestation n'e pas eu un goût très sûr : ainsi Picasso se voit refuser sa *Famille de Sahimbanques* en 1905 et ne sera bien reçu qu'en 1948. En 1930, la Biennale passe sous la coupe directe de l'Etat fascista. En 1968, comme le Festival de Cannes, elle est investie par les manifestants étudiants. On abandonne alors l'idée de remettre des prix (1), et on réfléchit à un nouveau sta-

tut qui sera mis en oeuvre en 1973, le même resté en place aujourd'hui. Ce que tout le monde déplore. Entre-temps, deux papes s'en sont pris à elle : Pie X, alors patriarche de Venise, sera offensé par un tableau de l'italien Grosso et le patriarche Roncalli, futur Jean XXIII, indigné par la lascivité d'un belle...

(1) Les prix ont été depuis rétablis. Ils sont au nombre de trois auxquels s'ajoutent quatre mentions : Prix international « Biennale de Venise » (à un peintre ou à un sculpteur vivant); « Prix des pays » (au meilleur pavillon); « Prix Deux-Mille » (au meilleur artiste de moins de trente-cinq ans); quatre « mentions d'honneur » (les trois premières consistent en un Lion d'or, la quatrième en un prix de 80 000 francs). Le jury est composé cette année de Larsen Steingrim, directeur du Musée Louisiana de Copenhague, Giovanni Carandente, ex-directeur de la Biennale des arts, Julia Kristeva, philosophe, Nicholas Serota, directeur de la Tate Gallery de Londres, Luciano Anceschi, professeur de l'Université de Bologne et Katharina Schmidt, directrice du Kunstmuseum de Bâle.

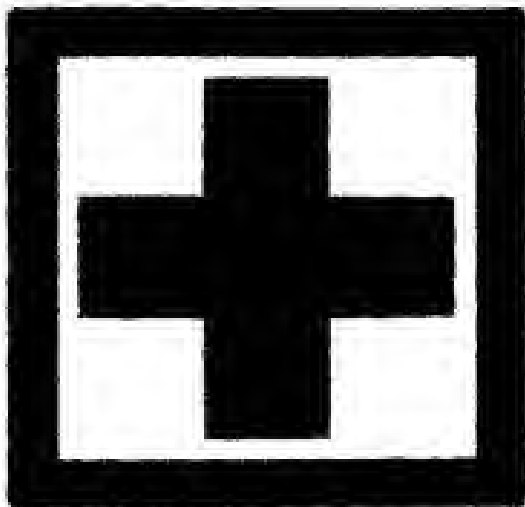
CISTERCIEN  
CARRÉ

UISE  
RGEOS  
AVILLON  
ERICAIN



JEAN-PIERRE RAYNAUD HÔTE DU

# UN CISTERCIEN AU CARRÉ



« Poste de secours », carreaux de faïence sur aluminium, table ondulée, 1988.

A cinquante-trois ans, et pour la deuxième fois de sa carrière, Jean-Pierre Raynaud représente la France à la Biennale de Venise. A l'invitation de Jean-Louis Froment, directeur du CAPC de Bordeaux, il réalise dans la plus grande discrétion l'aménagement du pavillon français, dont il veut faire la surprise aux visiteurs. En trente ans de carrière, Raynaud s'est imposé comme un des artistes les plus brillants et les plus séduisants de sa génération. Souvent décrit, il travaille aujourd'hui avec une surprenante sérénité et construit une œuvre dont l'audience internationale va croissant.

hormis la porte que j'ai redessinée pour ménager une transition. C'est important, la Biennale est une sorte de concours, et la compétition ne me déplaît pas. En fait, même si cela doit être détruit, nous avons conçu et construit l'ensemble comme s'il devait durer : cela se sent. Cette permanence potentielle et la grande précision technique de l'exécution vont, je l'espère, enrichir le projet.

Impossible d'en savoir plus long aujourd'hui car Jean-Pierre Raynaud ne veut pas déflorer son projet avant l'ouverture de la Biennale. Il marquera quoi qu'il en soit une nouvelle étape sur un beau parcours, commencé il y a trente ans maintenant, quand Raynaud se promenait dans les rues de Paris, ou dans celles de cette banlieue où il est né en 1939, les yeux en l'air, comme il en a conservé depuis l'habitude. « Les rues n'étaient pas encombrées de toutes ces publicités, de tous ces néons que l'on a maintenant. Dans le gris des murs, il m'a fait un choc. » Raynaud venait de voir un panneau de sens interdit. « C'est un signe simple, mais l'alliance de ce blanc et de ce rouge m'a frappé. A l'époque, c'étaient des panneaux de métal émaillé, ils avaient une qualité qui a disparu aujourd'hui. »

Raynaud vient alors de terminer des études d'horticulture, entreprises pour satisfaire aux inquiétudes maternelles : le jeune homme a les poumons fragiles, et besoin de grand air. « Je n'étais pas heureux d'être jardinier. Mais j'avais un peu plus de vingt ans, je débute dans la vie. Il me semblait que tout était possible, que je pourrais réinventer quelque chose. » Il commence à peindre des sens interdit sur du bois de récupération, puis entame symboliquement son ancien métier en coulant du béton dans un pot de fleurs, qu'il peint du même rouge laqué et brillant utilisé pour ses panneaux : « C'est beau, un pot, c'est une

forme moderne et géométrique, fabriquée mécaniquement. » A Paris, le nouveau réalisme commence de s'imposer, réhabilitant l'objet quotidien, jailli du réel. Raynaud visite la Galerie J, tenue par l'épouse du critique Pierre Restany, fondateur du mouvement. « Je suis passé là avec mes panneaux sous le bras, ils m'ont accueilli comme si j'étais des leurs. » Tout en poursuivant des besognes alimentaires, Raynaud entame une nouvelle vie.

Successivement, il compose son *Alphabet pour adultes*, et découvre le Panolac, cette imitation de carrelage blanc avec laquelle il réalise ses montages d'objets de récupération, les *Psycho-objets*. Ils associent des éléments quotidiens, utilisant toujours le blanc et le rouge, et veulent montrer les rapports du monde mental et du monde réel. Sa première exposition personnelle chez Larcade, en 1965, suscite l'intérêt de quelques critiques influents (Daniel Abadie, Pierre Cabanne et François Pluchart notamment), et quelques haïnes farouches, qui éclatent immédiatement. « L'artiste le plus discuté et le plus détesté de la saison », écrit Pierre Cabanne en titre d'un article publié par la revue *Arts* en 1966. C'est pourtant Jean-Pierre Raynaud qui est sélectionné pour la Biennale de Sao Paulo en 1967, et les trois cents pots de fleurs rouges qu'il aligne à la Kunsthal de Düsseldorf l'année suivante sont immédiatement acquis par le Musée de Krefeld.

Raynaud est lancé, les grands musées européens, puis le Centre national d'art contemporain, l'exposent. Il achète un terrain à La Celle-Saint-Cloud, à l'ouest de Paris, pour bâtir sa maison. Il y reprend par endroits une technique déjà utilisée pour une commande d'un collectionneur privé, le carrelage en céramique de 15 centimètres sur 15 jointoyé de noir qui va se substituer au Panolac, et devenir sa marque. En 1972 commence une nouvelle période où des objets répétitifs quatre fois sont respectivement laqués de rouge, de vert, de jaune et de bleu. Des *Cercueils* modèle économique aux pistolets mitrailleurs en passant par les poignards de commando, Raynaud affirme un certain goût pour le morbide, paradoxalement rendu très gai par la peinture laquée.

La série avait commencé, bien innocemment, par des silhouettes de camionnettes 4 chevaux - parrainage de la Régie Renault - qui furent exposées au Musée des arts décoratifs en avril 1972. Malheureusement, quelques jours plus tôt, Pierre Overney, militant maoïste qui distribuait des tracts à l'entrée de la Régie, avait été assassiné par un vigile. Des manifestants virent perturber le vernissage, et reprocher à

DEPUIS le mois de juillet 1992, une intense activité règne au pavillon français de la Biennale de Venise. La raison n'en est pas la reconstruction attendue, puis annulée, qui devait être confiée à l'architecte Jean Nouvel, mais l'installation de l'œuvre de Jean-Pierre Raynaud. Tenue soigneusement secrète, elle alimente toutes les rumeurs, pas toujours bienveillantes, et particulièrement lorsqu'on évoque son coût : « Tout projet a un coût, et celui-ci est dans la moyenne des autres pavillons étrangers, explique Jean-Pierre Raynaud. Croyez-moi ! Il en vaut la peine, au point que je ne prends pas d'honoraires : les dépenses vont aux ingénieurs, au matériel... »

« C'est un projet d'une certaine technicité : les 350 carrés du pavillon sont ramenés à 250 ; nous reconstituons quatre salles qui vont avoir, dès l'entrée, un impact très fort ; rien ne sera visible de l'extérieur,

dez à Rodin. Il y a d'une part les boulettes de terre qu'il modèle, de l'autre le couteau pour trancher. La sculpture est un Janus qui vacille entre ces extrêmes opposés.

« Et puis pourquoi expliquer ? Qui s'explique s'accuse. L'explication doit être dans la vision. Dans mes pièces, la réalité est devenue une métaphore pour une réalité plus profonde, c'est tout.

« Pascal a dit : le style, c'est l'homme. Il a raison. Il est très difficile d'imiter un style - non pas au niveau des émotions, qui sont universelles et éternelles, mais pour la façon d'exprimer. Il en existe autant que de personnes sur la terre. J'en ai une, voilà. Je souffre, donc je veux parler. Ma souffrance me donne le droit de dire... »

« Dans le Concept de l'angoisse, Kierkegaard manipule le langage, et cette manipulation devient un moyen de survie. Il met tout en doute et remet ensuite tout dans un autre ordre - l'ordre de l'angoisse. Carnus procède de lui. Il disait : « Pourquoi ne pas guerler quand on souffre ? » Je gémis. Les surréalistes étaient à l'opposé : ils n'admettaient pas que la peine existe. Duchamp, la fête sur le billot, n'aurait pas admis qu'il était impuissant. »

Louise Bourgeois se lève, fait quelques pas, se rasied.

« Vous avez cependant fréquenté les surréalistes ? - Ah ça ! Tout le monde le dit ! C'est faux. »

Elle se lève à nouveau, bien près de se mettre en colère sérieusement. « Le surréalisme ! Il n'y a rien de surréaliste dans mon œuvre, elle est à l'inverse, absolument à l'inverse. Breton... Mais Breton, c'était du blabla... Il débâillait sans cesse. » Elle imite un orateur bégayant. « Ce sont mes ennemis qui disent des choses pareilles. » On l'assure qu'il n'en est rien, que l'objection était anodine. La sérénité revient lentement. « Ma vie a été peuplée d'hommes doux - toujours des hommes avec lesquels j'ai eu un os à disputer, une bataille à livrer. Et des hommes qui se croyaient plus malins qu'ils n'étaient. Comme je n'ai pas appris à me défendre, j'attaque. C'est ma manière. »

PHILIPPE DAGEN

## LOUISE BOURGEOIS AU PAVILLON AMÉRICAIN

Suite de la page 27

« Puis je suis venue ici. C'est alors que j'ai ressenti le mal du pays. Il s'est produit en moi quelque chose comme une fissure. Pascal, mathématicien, renversé par une voiture, sorti du coma, devient un homme d'émotions. Mon expérience est identique. Mon monde s'est brisé à cause du mal du pays et c'est l'étude des émotions à travers la géométrie qui m'en a sorti. Ce fut une espèce de résurrection, une résurrection réductrice. Ou régressive plutôt que réductrice. J'ai régressé de la géométrie à la sculpture, sous le choc. Je suis devenue sculpteur. »

Elle montre une autre œuvre qui sera exposée à Venise, le moulage d'un corps masculin, sans tête ni bras, dans un cube de grillage. « Pourquoi le moulage est-il acéphale ? Je ne sais pas. Pour une raison inconsciente - mystère. L'inconscient frappe à la porte tout le temps ; je le sublime. Il manque du reste une étude en profondeur de la sublimation. Il faut frustrer la sexualité jusqu'à ce que la sublimation ait le temps de fonctionner, jusqu'à ce qu'elle agisse au profit du développement intellectuel. Les Américains, eux, ne subliment pas. Ils réalisent. Ce n'est pas un gain pour la culture. »

« Alors, pourquoi n'y a-t-il pas de tête ? Est-ce en rapport avec l'idée de castration ? Je ne sais pas. Le sculpteur a le droit de tout couper et de tout rapapiller. C'est même la définition de la sculpture. Deman-

Raynaud son association avec l'entreprise. Raynaud refusa de décrocher ses œuvres, mais le traumatisme fut profond. Il détruisit toutes les œuvres incriminées, fit une dépression, et commença une nouvelle et étrange aventure.

Les carreaux de céramique envahissent progressivement sa maison. Il en réduit les ouvertures pour ne conserver qu'une meurtrière de 60 centimètres de haut sur 5 mètres de large. Dans cet environnement clinique, presque entièrement carrelé, clos par une porte blindée, Raynaud commence un long et lent repli sur lui-même, descendant de temps à autre dans la crypte qu'il a aménagée derrière une grille de prison : « Je supporte assez bien de vivre avec moi-même. Ce n'est pas confortable, mais c'est pratique. »

Le salut lui vient d'une abbaye : en 1975, grâce à Jean-François Jaeger et Jean Dedieu, un architecte des Monuments historiques, il reçoit une commande pour les soixante-quatre vitraux de Noirlac, commune de Bruère-Allichamps (Cher) : cinquante-cinq fenêtres et sept rosaces, pour lesquelles il adapte son art, apparemment d'une simplicité toute cistercienne, mais en réalité exécuté avec une précision et un sens de la nuance l'apparentant à ses lointains devanciers, qui avaient érigé l'abbaye aux douzième et treizième siècles. L'ouvrage est une réussite unanimement saluée, y compris par les médiévistes, dont Georges Duby qui lui consacre plusieurs textes et donne à son travail ses lettres de noblesse.

Raynaud est réconcilié avec les ouvertures qui réapparaissent dans sa maison ; celle-ci s'apparente de plus en plus à son grand œuvre. Ouverte au public depuis 1971, elle reçoit des visiteurs du monde entier. « C'était la clé de mon travail. On pouvait en voir non pas un simple fragment mais tout un parcours. Mais j'en ai eu assez, je l'ai fermée il y a cinq ans. »

Raynaud poursuit une carrière internationale : il représente la France à la Biennale de Venise de 1976, déjà, avec une série de carrelages numérotés, voyage en Orient, où il découvre l'usage ancestral et traditionnel du carreau de céramique (« Vous savez, c'est un matériau très ancien, qui allie la fraîcheur et les avantages du module »), propose un projet pour la cité des Minguettes, et pour les gisants de l'abbaye de Fontevraud, installe au Musée national d'art moderne un container qui reprend le principe de ses pièces carrelées, qu'il appelle des « Espaces zéro » : « C'est merveilleux. J'ai 9 mètres carrés au Centre Pompidou où je peux faire ce que je veux. C'est la surface d'une chambre de bonne, je pourrais même y dormir... Je viens régulièrement, j'y dépose des fleurs, ou je rends hommage à des artistes disparus, comme mon ami Tinguely, en choisissant dans les collections du musée une de leurs œuvres que j'installe à l'intérieur. »

Et Raynaud continue, tantôt la tête dans les nuages (il réalise une *Carte du ciel* en 1989 sur le toit de la Grande Arche de la Défense), tantôt les pieds ancrés dans le sol (en construisant par exemple un bâtiment semi-enterré à La Garenne-Colombes ou en réalisant une pyramide de verre près de Nemours sur les bords de l'autoroute A 6), l'Association française d'action artistique et la Fondation De Menil à Houston organisent une exposition itinérante aux Etats-Unis en 1991, Venise l'accueille une nouvelle fois cette année, et le CAPC de Bordeaux prépare pour le 25 juin une rétrospective : « Une charnière importante dans mon travail, cela va être un grand moment... Je ne sais pas si je suis un artiste, mais j'ai une liberté extraordinaire. Certes, cela suppose des sacrifices, il faut payer, parfois cher, le prix de cette liberté, mais j'ai du plaisir à me sentir un être humain. »

HARRY BELLET

\* Parmi les ouvrages consacrés à Raynaud, on peut consulter :

Georges Duby, Gladys Fabre : *Jean-Pierre Raynaud*, Paris, Hazan, 1986.

Denyse Durand-Ruel, Yves Tisserand, Bernard Wautier-Warnet : *Jean-Pierre Raynaud, la maison*, Paris, éditions du Regard, 1988.

Abraham Hanamacher : *Jean-Pierre Raynaud*, Paris, Cercle d'art, 1991.



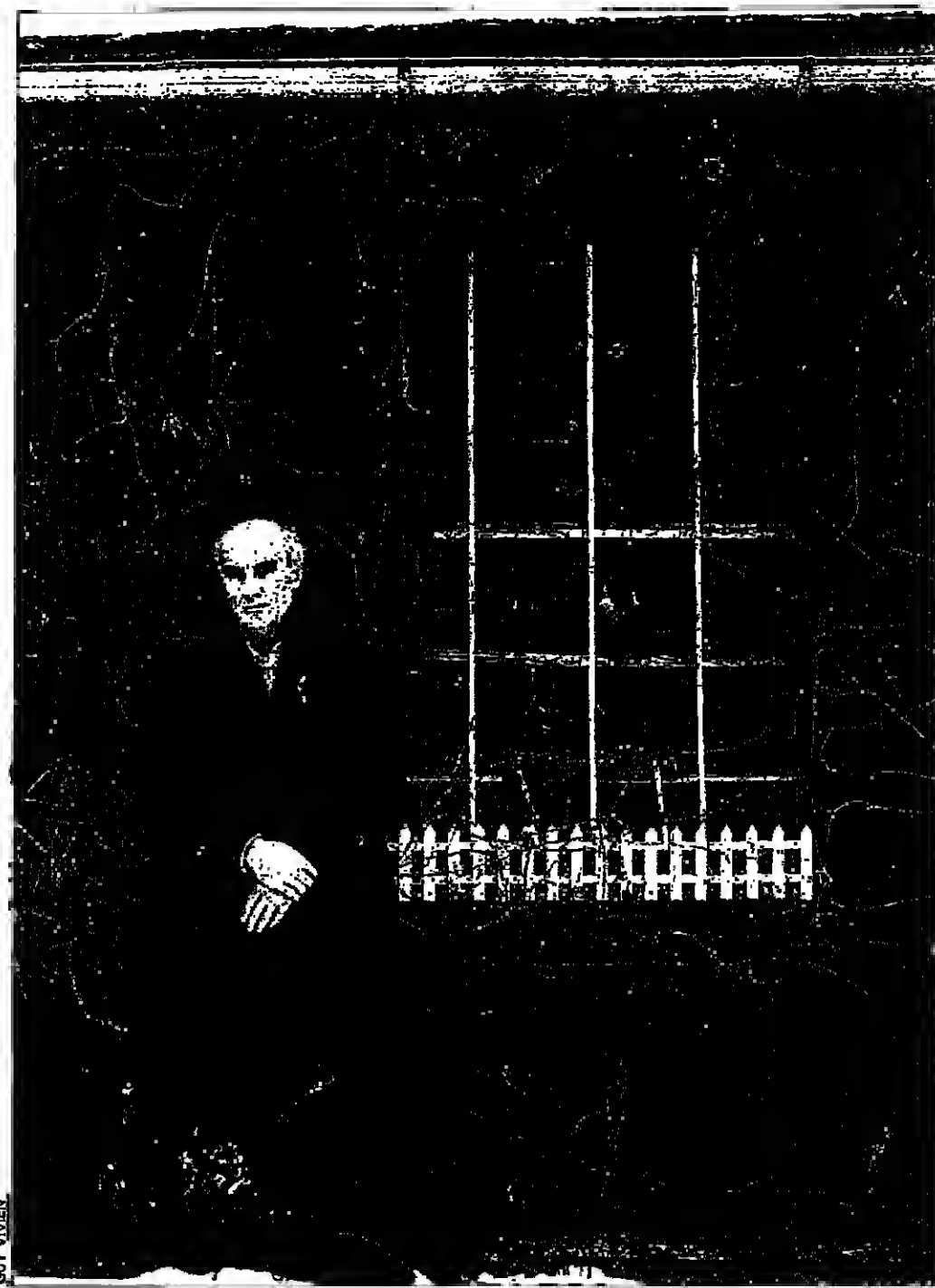


MUSIQUE

HOMMAGE A UN COMPOSITEUR VÉNITIEN

# NONO MARCHE EN TÊTE

Mort il y a trois ans, Luigi Nono appartenait à la génération « post-sérielle », celle de Stockhausen, Xenakis ou Boulez. Pourtant, il prit toute sa vie bien soin de ne pas se laisser embrigader dans quelque école, sous quelque bannière que ce soit. On le présentait comme le chantre du PCI, à une époque où cette expression avait encore un sens. Sa liberté l'avait déjà porté ailleurs, à une patiente exploration de la nature du son et de ses chemins dans l'espace, matériel et intérieur. Ses dernières œuvres l'avaient mené très loin, hors du temps, près de Monteverdi, de la mythologie, en quête de l'essentiel, en avant. La Biennale de Venise, section musique, consacre à ce musicien masqué une rétrospective-portrait. Il y apparaît entouré de ses amis, morts et vivants.



Luigi Nono.

« Je me découvre redécouvrant le passé à l'improviste. Quand on me demande qui sont mes pères, je réponds : des pères, des grands-pères, des aïeux, il y en a beaucoup qui surviennent au fur et à mesure. Un passé qui explose dans l'écho d'autres échos qui m'incitent à utiliser le live-electronic qui permet de transformer une salle quelconque en une salle d'un milliard de mètres cubes, comme un grand nombre d'églises Saint-Pierre. Mais Saint-Pierre n'est pas uniquement le Saint-Pierre d'aujourd'hui : il y a les échos des échos des échos de tant de cultures, et même les contrastes, les superpositions. C'est ainsi que le passé explose à mon visage. »

Nous avions demandé à Luigi Nono de nous expliquer en quel chapitre de l'histoire de la musique se situaient ses origines. Dans le bref instant d'une réponse, sa voix frocée et immobile comme une vague, sa pensée obstinée à ne vouloir aucune limite, nous ont emportés vers des horizons que nous n'avions jamais imaginés aussi proches : Michel Ange et Maderna, Monteverdi et Varèse, Schoenberg et Bellini, Kafka et Tarkovski. Et, le trouble passé, nous comprenions que sa musique était fille de la magie, c'est-à-dire, de l'intelligence qui observe, comprend et transforme les choses. La magie qui conduit à la liberté, ou du moins à la rêver comme possible.

Venise, sa ville, mère-marâtre qui l'a accepté et repoussé, compté parmi ses meilleurs fils mais aussi oublié ou isolé comme un bâtarde, lui dédie aujourd'hui, trois ans après sa mort, la prochaine édition de Biennale Musica : du 11 au 20 juin, il sera possible d'écouter dix-huit œuvres, depuis *Espana en el corazon* sur un texte de Federico Garcia Lorca (1952) jusqu'à *Hay que caminar sonando* (1989), son geste d'adieu. C'est étrange : Nono a choisi pour ces deux titres la langue espagnole, idéal/son de passion et d'espérance.

Une inscription sur le mur d'un cloître de Tolède datant de l'an 1300 a eu, pour ses derniers travaux, une importance symbolique décisive : « *Caminantes, no hay caminos, hay que caminar*. » Ces mots seront utilisés par le musicien pour baptiser trois œuvres écrites entre 1987 et 1989 : « *Caminantes... Ayacucho* », « *No hay caminos, hay que caminar*... *Andrey Tarkovski* » et précisément, « *Hay que caminar sonando* ».

Mais si le sens littéral est clair (« *Vous qui marchez, il n'y a pas de routes rêvées, il n'y a qu'à marcher* »), quel sous-entendu renfermait pour lui cette phrase, ce graffiti découvert par hasard ? « C'est le marcheur de Nietzsche, de la recherche continue, du Prométhée. C'est la mer sur laquelle on avance, inventant, découvrant la route au fur et à mesure. »

Toujours la mer. « J'ai commencé à étudier la musi-

que dans la mer, sous la mer », disait-il convaincu. Et combien de fois l'idée de l'eau ne revient-elle pas dans la liste de ses œuvres : « *Un valto, del mare* », « *Como un ola di fuerza y luz* », « *Como una vague de force et de lumière* », « *... sofferte onde serene...* », « *Post-Praeludium per Donau* » (le Danube, le fleuve). La mer, mère de Venise : « *Venise est un univers acoustique multidimensionnel, un système sonore offrant la possibilité d'une écoute pluridirectionnelle. Les sons des cloches se répandent en plusieurs directions : certains se superposent, sont transportés par les eaux, transmis par les canaux, d'autres s'évanouissent presque complètement, d'autres encore se mesurent de différentes manières aux autres signaux de la lagune et de la ville.* » A Venise, une écoute à la fois naturelle et civile, antique et moderne, non corrompue par la pollution acoustique, est encore possible. Oui, ce sera différent d'entendre la musique dans cette ville car, par de nombreuses réverbérations, elle en est la fille.

Il y a la mer aussi, dans *Polifonica-Monodia-Ritmica* (1951). Nono a écrit : « *Tout le monde disait que cette œuvre était fondée sur une mélodie de Webern alors qu'au contraire, elle se base sur un chant Jemania, la déesse de la mer au Brésil. C'est un chant cérémoniel que les indigènes entendent tout en jetant dans la mer des couronnes dédiées à la déesse.* » Quelle bonne blague jouée aux « géomètres cadastraux » de la musique sérielle ; quelle liberté affirmée, plus forte que les écoles et que les commodités idéologiques de bouillir. A ceux qui lui reprochaient de ne pas respecter la série des douze sons, il répondait en empruntant à Schoenberg une de ses phrases : « *Il est possible que vous puissiez calculer en un instant un son donné de la série, mais en ce moment-là j'ai, moi, entendu bien d'autres fantaisies de composition.* » Et c'est à Schoenberg, dont il épousera la fille Nuria, qu'il dédicacera sa première œuvre, *Variazioni canoniche* sur une série extraite de l'*Ode à Napoléone Bonaparte*. C'était en 1950, il avait vingt-six ans, et s'était depuis peu rapproché de la musique après avoir abandonné la carrière d'avocat que ses études de droit lui permettaient.

Il refusait, déjà, de s'aligner et parcourir « ses chemins de solitude quotidienne ». Il supportera mal d'être considéré comme le musicien politique par excellence, le communiste prêt à la musique. C'étaient ses adversaires qui lui collaient cette étiquette : les fascistes, les bien-pensants qui, en 1961, au Théâtre de La Fenice – celui-là même où se tiendront la plupart des concerts de la prochaine Biennale – empêchèrent le déroulement de la première de *Intol-*

leranza 1960. Ils avaient pris le cri d'un homme isolé pour le manifeste d'un parti politique. Puis, quand sa musique hurlera moins et que les allusions à Bartok et à Varèse deviendront moins fortes que celles à Bellini et à Schubert, ses camarades d'antan auront du mal à le comprendre, pensant même qu'il avait trahi : un musicien, pour être révolutionnaire, se devait forcément de s'inspirer de l'usage on des luttes pour le tiers-monde. Le patriarcat de Venise, Marco Cè, aura plus de clairvoyance, en décidant d'accueillir en la basilique San Marco, le *Diario Polacco* n° 2, écrit durant le coup d'Etat du général Jaruzelski et dédié « aux amis et camarades polonais qui, en exil, dans la clandestinité, en prison, au travail, résistent, espèrent, même désespérés, croient, même incrédules ». C'est de lui-même qu'il parlait, en parlant d'eux. Du dernier musicien peut-être qui soit resté fidèle, même si c'était à un espoir désespéré.

Nono disait : « *Depuis le Moyen Age, et certainement auparavant aussi, la manière la plus classique de se débarrasser de ceux qui pensaient différemment, était l'envol en exil, l'accusation de sorcellerie, d'hérésie, de folie. A l'origine, il y a toujours cette pleure centralisatrice qui veut agripper dans ses tentacules toute chose et réduire tout à l'unité d'une unique volonté tristement de masse. C'est justement cette violence politique, financière, économique, culturelle, fidiste, idéologique, unidirectionnelle, qui déclenche mes instincts de rébellion les plus profonds et contre laquelle je ne me laisserai jamais de lutter. Y a-t-il aujourd'hui dans le monde une nation où un esprit libre, et donc inactuel, ne puisse faire siennes ses paroles ? »*

« Je pense que son engagement politique était très fort, mais que cet engagement a, peu à peu, perdu de son urgence en raison de la déception causée par ce qui se passait dans les pays de l'Est. Il se replia sur lui-même et devint plus disposé à accepter le jugement d'autres personnes moins engagées que lui ». C'est ainsi que Pierre Boulez se remémorait l'amitié de Nono et leurs discussions. Il était à Cologne en 1956 à la première de *Canto sospeso*, il était à Paris en 1967 pour la première française de *Prometeo* : « *Disons que nous n'avons pas la même conception de la dynamique musicale. Il y a dans ma musique de profils plus mouvementés, des contrastes plus évidents, une écriture plus animée, moins contemplative.* »

Mario Messinis, directeur artistique de la Biennale Musica, n'aime pas non plus le Nono plus « politique », plus matériel ou violent, des années 70. Il a laissé ouverte dans sa programmation la possibilité de

confrontations originales : « *Nous avons voulu conjuguer le nom de Nono avec celui d'autres musiciens qu'il appréciait bien qu'ils fussent divisés par des polémiques plus ou moins anciennes.* » Ainsi on retrouvera Nono avec Cage : ils se querellèrent à Darmstadt en 1959. Les mots avec lesquels le compositeur italien l'attaqua, sont restés célèbres : Cage parlait de liberté et Nono lui répliquait que lui, si attentif aux mécanismes du hasard – l'oracle chinois du Y King, les « mécanismes cellulaires », l'indéterminé – « *était libre comme les pierres, libre comme celui qui s'est châté parce qu'il était esclave de ses propres instincts.* » Ils se revirent à Moscou en 1987, lors du sommet voulu par Gorbatchev, réunissant artistes et savants. « *Je l'ai embrassé avec émotion après tant d'années, ce sens vivant du temps suspendu et d'une pureté éternelle, non contaminée, que j'ai toujours recherché.* »

Mais quelles sont les connexions qui poussent à assembler Nono avec l'Américain Morton Feldman ? « *La recherche d'une continuité mélodique vaine, non pas à recréer la courbe de la mélodie traditionnelle, mais une extase hypnotique,* » dit Messinis. Cette Biennale sera avec Nono un voyage surprenant et révélateur, parmi les héritages reçus (Schoenberg, Webern, Varèse) et les héritages donnés (Sciarrino, Rihm) en un miroir de réfractions vénitiennes (Maderna, Malipiero, Ambrosini). Avec György Kurtág, l'admiré. Sans Boulez. A la recherche de nouveaux talents et avec la surprise d'une soirée dédiée à deux compositeurs contemporains chinois : Guo Wenjing et Qu Xiaogang.

L'arceut dont la Biennale dispose représente un dixième de ce qui est alloué à la Mostra, festival international du cinéma, mais c'est une vraie Biennale, après quelques années de silence ou de bricolage ; c'est déjà remarquable, dans une ville gouvernée par de trop nombreuses âmes mortes, administrateurs-fils des partis qui ont perdu toute crédibilité, pour avoir été soutenus par des leaders (les ex-ministres Carlo Bernini et Gianni De Michelis) aujourd'hui placés sous enquête judiciaire pour une suite apparemment infinie de délits. Mais telle est l'Italie de 1993 : entre d'innombrables désastres antiques et un nouveau sérieux.

Il y aura avec Nono ceux qui furent ses musiciens de prédilection, les virtuoses de l'instrument mais aussi de l'élaboration et de la diffusion du son dans l'espace. « *L'Experimentalstudio de la Fondation Heinrich-Strobel de Fribourg racontent Alvisio Vidolin et André Richard, ses metteurs en scène du son préférés, était une sorte d'atelier d'art où l'électronique et les instruments traditionnels grandissaient en un ensemble unique et interdisciplinaire à l'intérieur duquel les musiciens collaboraient sur un pied d'égalité. Gigi [Nono] était le compositeur, mais il demandait à chaque exécutant et à chaque technicien une participation très intense.* »

Durant les années 80, Nono découvre, à Fribourg, les possibilités offertes par l'électronique pour construire une « *dramaturgie acoustique* ». « *Ce qui est fondamental, c'est la manière par laquelle on compose le son, le spectre acoustique, le type de qualité du son : le son n'est pas, le son devient, il se forme, il commence, disparaît, se dynamise, se modifie continuellement,* » répétait-il. Dans les rappels, dans les réponses, dans les « *chœurs* » entre chanteurs et instruments, dans les errements – prévus et ordonnés par les technologies – du son qui s'accumule et se soustrait, une utopie venait finalement à se réaliser. Celle des maîtres vénitiens des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, d'Andrea ou Giovanni Gabrieli, de Claudio Monteverdi, inventeurs des « *cori battenuti* » qui se répandaient dans les églises en dilatant la résonance de la voix et du son dans l'espace.

Le flûtiste Roberto Fabbriciani se souvient : « *A Fribourg, en étudiant les dynamiques et les sons purs de mon instrument, en approfondissant toujours plus la recherche du pianissimo, nous avons découvert ensemble que les pulsations du cœur, aussi, émergent : il y avait une participation totale du corps et de l'esprit, dans le sens de la sonorité.* »

La musique de Nono ne survit pas à une écoute distraite, dégradée, quotidienne : *Tragedia dell'ascolto* est le sous-titre du *Prometeo*, créé à Paris en 1987 par le Festival d'automne. Les différences parties de l'œuvre sont appelées « *îles* » – à nouveau l'image maritime – îles de son que l'auditeur doit atteindre en ramant dans son intériorité spatio-temporelle. Ainsi, Nono imaginait et réalisait des parcours sonores et spirituels ; parcours erratiques qui détournent les pôles habituels de tension et de détente, qui s'interrompent volontiers et éventuellement ne conduisent nulle part. « *Où vas-tu, Gigi ?* » se demandait son ami le critique Massimo Mila à propos des œuvres ultimes. C'est que le musicien y hurle toujours, mais sans révolte. Il atteint aux grandeurs mystérieuses du mythe : surface merveilleusement calme d'un lac, à peine ridé par un souffle de vent.

SANDRO CAPPELLETTI  
(Traduction : Adriana Cavalletti)







# LA SÉLECTION



« L'Adversaire », de Satyajit Ray.

## Un faux mouvement

de Carl Franklin, avec Billy Paxton, Cyndie Williams, Billy Bob Thornton, Michael Beach, Jim Metzler, Earl Billings. Américain (1 h 46). Intéressant - 12 ans.

Le refus des manipulations habituelles du polar, les stéréotypes dont se jouent les acteurs, sans oublier la magnifique Cyndie Williams, font de cette multitude de personnages qui se croisent entre Los Angeles et l'Arkansas une bien belle balade.

VO : Forum Horizon, handycapée, 1- (45-06-57-57) ; 36-36-70-38) ; Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) ; George V, 8- (45-62-41-48) ; 36-36-70-74).

## Les Yeux bleus de Yonta

de Flora Gomes, avec Mayes Marts, Antonio Simoes Mendes, Pedro Dias, Dina Vaz, Mohamed Sadi, Rita Gomes. Guinée-Bissau-Portugal-France (1 h 40). Comédie lucide et joyeuse à la fois où Flora Gomes entrecroise avec élégance et légèreté les énigmes sentimentales d'une jeune fille de Guinée-Bissau et les doutes et les errements de l'après-indépendance acquise en 1973.

VO : Latina, 4- (42-78-47-86).

## To be or not to be

d'Ernest Lubitch, avec Carole Lombard, Jack Benny, Robert Stack. Américain, 1942, noir et blanc (1 h 40). L'humour et les faux-semblants du théâtre au service de la résistance : un film aussi audacieux que l'opération montée par ses héros.

VO : Le Champ - Espace Jacques Tati, handycapée, 8- (43-64-61-80).

## Ultimate Razzia

de Stanley Kubrick, avec Sterling Hayden, Coleen Gray, Vince Edwards, Jay C. Flippen, Marie Windsor, Ted De Corsia. Américain, 1956, noir et blanc (1 h 23). Un hold-up sur un champ de course, brillamment préparé, réussit, mais des éléments imprévus interviennent... Une des œuvres majeures de Stanley Kubrick. L'ultime Razzia (le Massacre selon le titre original) est un infatigable et diabolique polar dont le scénario a été écrit avec un maître du genre, le pessimiste Jim Thompson.

VO : Action Christiane, 8- (43-29-11-30) ; 36-36-70-62.

## Festivals

### Un film et son remake

La passionnante exposition « Copier/Créer 1793-1993 », montre combien chez les peintres la copie des grandes œuvres de leurs aînés est riche et complexe tant elle se nourrit de dévotion, de soumission, voire de dérision ou de refus. Au cinéma, copier s'appelle faire un remake, et le genre ne se borne pas toujours à la réédition mercantile. Le Louvre présente dans une même salle l'œuvre originale suivie de son remake. Ne pas manquer la version ré-

réaliste d'un célèbre roman de James Cain qui, initialement Océane par Visconti, précède l'adaptation américaine de *Le facteur sonne toujours deux fois*, de Tay Garnett (repris ensuite par Rafelson), (le 7 juin) ; ni *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier suivi de *Toto le héros*, de la meilleure parodie de Toto concubine par Ludovic Bonnaud (le 11 juin à 15 heures) ; surtout pas *Le mandala*, de Fritz Lang, repris séquence par séquence vingt-cinq ans après par Joseph Losey (le 11 juin à 20).

Un film et son remake. Du 7 au 27 juin. Auditorium du Louvre, Musée du Louvre, 24-26, quai du Louvre. Tél. : 40-20-52-88.

## Cinéma arménien

Un témoignage des fractures et de la richesse de la double production cinématographique d'Arménie à travers un panorama de 1924 à nos jours, en quel- que 90 films de quarante réalisateurs avec de nombreuses découvertes en marge des deux géants, Paradjanov et Peleciarian. Et aussi par la projection de 40 films de trente réalisateurs issus de la diaspora travaillant aux États-Unis (Rouben Mamoulian, Michael Hoggan, en France (Henri Verneuil, Serge Avedikian, Jacques Kébadian...), au Canada (Atom Egoyan), en Allemagne, en Iran...).

Du 9 juin au 29 juillet. Salle Garance, Centre Georges-Pompidou, aile de la rue Saint-Martin (M. République). Tél. : 42-78-37-23.

## Le grand reportage de Laguy-sur-Marne

Un festival qui rassemble les meilleurs grands reportages internationaux dont une vingtaine seront en compétition, les autres illustreront une journée consacrée aux « peuples du monde », et différents hommages, dont le genre ne se borne pas toujours à la réédition mercantile. Le Louvre présente dans une même salle l'œuvre originale suivie de son remake. Ne pas manquer la version ré-

Jusqu'au 6 juin. Centre Charles-Vanel, 22, boulevard Gallieni, 77400 Laguy-sur-Marne. Renseignements en 64-30-68-77.

## 60 films arabes en Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis

Le Festival du cinéma arabe a choisi la formule originale d'éclater du 4 au 12 juin sa compétition (20 films) et ses « regards » (40 films) sur les récentes productions algériennes, marocaines, et libanaises dans pas moins de 10 villes différentes du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis : Arcueil (Cinéma Jean-Vilar, 46-64-18-10) ; Boissy-Saint-Leger (Cinéma La Forum, 45-69-33-48) ; Choisy-le-Roi (Théâtre Paul-Eluard, 48-90-39-79) ; Créteil (Cinéma La Incantation, 43-77-50-56) ; Fresnes (Salle Lucien-Michel, 46-63-71-62) ; Ivry-sur-Seine (Cinéma Le Luxy, 46-71-02-63) ; Orly (Cinéma Aragon, 48-92-39-29) ; Vitry-sur-Seine (Théâtre Jean-Vilar, 46-82-84-90) ; Stains (Espace Paul-Eluard, 48-23-08-71) ; Le-Saint-Denis (Salle Jean-Vilar, 42-43-06-28).

Sauvez du Festival du cinéma arabe, 18, rue Mordet (204). Tél. : 43-84-20-03.

## Les Tsiganes à l'Opéra

Après son passage remarqué au festival de Cannes, la grande épopée du peuple rom filmée par Tony Gatlif au long de ses pérégrinations à travers les continents et les musiques, *Les Tsiganes*, fait halte pour un soir à l'Opéra Garnier, le temps d'une soirée exceptionnelle, avec présence sonore, en dernière partie, des interprètes du groupe d'instrumentistes français du film, qui rendront hommage à Django Reinhardt, mort il y a juste 40 ans.

Le 6 juin à 19 h 30 à l'Opéra Garnier. Places : 80 F. Location sur place.

## THEATRE

### Spectacles nouveaux

#### A Life in the Theatre (en anglais)

de David Mamet, mise en scène de Judith Barnat, avec Nicholas Calderbank et David Garmat. Confrontation de l'expérience et de la jeunesse. Mamet en VO.

Théâtre de la Colline, 8, rue de Noisette, 8. A partir du 2 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-34-01-04. Durée : 1 h 15. De 70 F à 85 F.

#### Croisements, divagations

d'Enghien Dault, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Cherdel, Paula de Assencio, Arnaud Duthell, Romane Lagarde, Véronique Mounin, Sophie Pissot, Fanchette postier et Nadia Xari.

Des paroles qui se croisent, des élan qui se freinent et s'arrêtent. Un travail sur les impossibilités rencontres.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. A partir du 4 juin. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-88-38-89. De 50 F à 80 F.

#### L'Enfant criminel

de Jean Genet, mise en scène de Florence Maléol-Gendrier, avec Didier Roussier. L'amour au-delà du bien et du mal. Alcega Théâtre, 11, rue du Général-Bislin, 11. A partir du 8 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-39-74-82. 70 F et 100 F.

#### Les Ganchers

d'Yves Pégibet, mise en scène de François Wurtz, avec Raphaël Percey, Bruno Pissard, Agnès Scardone, Cécile Thibault et François Wurtz.

Dans un espace qui pourrait être un terrain de sport entre deux HLM, une cour d'école, la cour d'une prison, des adolescents se racontent. Les comédiens évaluent avec panache le reality show. Ils sont théâtralement vrais.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. A partir du 3 juin. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 h 30. Tél. : 46-88-38-89. De 55 F à 85 F.

#### Meurtre à l'anbe

de Didier Dubut, d'après Pierre Menier, mise en scène de Didier Dubut, avec Myriam Bouchet, Anne Miquel, Odile Simonin, Edouard Bonnard, Thierry Boy, Michel Le Rudulier et Jean-Luc Mucet.

Anatomie d'un meurtre. Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. Les 4, 6, 7 et 8 juin, 20 h 45 ; le 6, 18 heures et le 10, 11 et 12. Tél. : 46-88-38-89. De 55 F à 85 F.

#### On a marché sur la Terre

de François Carvantes, mise en scène de l'acteur, avec Raphaëlle Allouet, Pierre Carrière, François Carvantes, Philippe Foch, Catherine Gervais, Jacques Hadjilov, Bernard Maudou, Alouch Sazilevsky et Michèle Véronique.

Troisième volet d'une « trilogie nomade » qui raconte l'errance et la solitude.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. Le 8 juin, 17 heures ; les 7 et 8, 21 heures et le 10, 11, 12, 19 et 26. Tél. : 46-88-38-89. De 55 F à 85 F.

#### Le Pélican

d'August Strindberg, mise en scène d'Alain Milon, avec Jean-Paul Bordes, Christiane Colaudy, Agnès Devroes, Didier Mathis et Isabelle Sedoyan-Boutte.

Fin du cycle du théâtre scandinave, avec cette histoire en forme de règlement de comptes familial créé ce printemps à la Maison de la culture du Havre.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8. A partir du 2 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 44-41-36-36. De 160 F à 30 F.

#### Un grand Meanings

d'après Alain-Fournier, mise en scène de Wiesław Zmora.

## La saison 1993-1994 du Théâtre national de la Colline

### GRANDE SALLE

Du 13 octobre au 12 décembre, *Maison d'arrêt*, d'Edward Bond, texte français d'Armando Llanas, mise en scène de Jorge Lavelli (ordonné au Festival d'Avignon).

Du 5 janvier au 20 février, *Nora*, d'Edvard Ibsen, texte français de Louis-Charles Sirjacq, mise en scène de Claudia Stavisky.

Du 9 mars au 23 avril, *Comment va le monde, monsieur ? Il tourne, monsieur*, de François Billeloux, mise en scène de Jean-Pierre Miquel.

Du 11 mai au 3 juillet, *Les Journalistes*, de Schmitzler, texte français de Caroline Alexander, mise en scène de Jorge Lavelli.

### PETITE SALLE

Du 9 septembre au 24 octobre, *Les Prodiges*, de Vautier, mise en scène de Marcel Maréchal.

Du 5 novembre au 31 décembre,

*Cachérez, de Copi*, mise en scène d'Alfredo Arias.

Du 20 janvier au 6 mars, *Oh les beaux jours*, de Beckett, mise en scène de Pierre Chabert, avec Denise Gence (reprise).

Du 21 avril au 12 juin, *Gustave n'est pas moderne*, d'Armando Llanas, mise en scène de Philippe Adrien.

Dans la petite salle, des représentations supplémentaires sont données les mercredis à 12 h 30 au tarif de 100 F et 60 F pour les moins de 25 ans.

\* Abonnements à 5 spectacles : 400 F, 350 F à partir de 10 spectacles, 275 F pour les moins de 25 ans. 4 spectacles : 340 F, 300 F et 220 F. 3 spectacles : 255 F, 225 F, 165 F. Carte Colline (55 % de réduction, libre choix des dates, priorité de réservation, tarif préférentiel pour les personnes accompagnées, informations) : 530 F, 500 F, 440 F. Théâtre de la Colline, service abonnements, 15, rue Malte-Brun, 75020 Paris. Renseignements : 43-66-43-60.

avec Demian Bouvet, Patrick Goubier, Jean-Pierre Haffner, Patrick Le Maruff, Marc Probst, Paula-André Nibouet, Jacques Pabé, Nicolas Ponce, Nicole Signé, Irina Vavilova, Philippe Vincenot, Sivi Zoroko-Bronart, Vincent Ribero et Fatima Zari.

Zoroko se réveille dans la Pologne mythique, il se laisse séduire par les rêves d'adolescence. Mais il garde sa même poésie visionnaire.

Théâtre, place Jacques-Brel, 78000 Sartrouville. Les 3 et 4 juin, 21 heures. Tél. : 38-14-23-77. De 50 F à 110 F.

## Paris

### Le Banc

d'Hervé Labau, mise en scène de Yvan Coppi, avec Michèle-Hélène Raulin et Hervé Labau.

La jeunesse et le charme des amoureux du banc public continuent de séduire.

Lycée Fernand de Launay, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 46-44-57-34. De 50 F à 140 F.

### Eva Peron

de Copi, mise en scène de Laurent Pelly, avec Charlotte Clémence, Hani Ghil, Yveline Harmon, Claude Lévy et Nicolas Méliand.

Evita et son cancer, plus son Peron et son infirmité. Du Copi déchaîné.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 50 F à 140 F.

### La Fausse Suivante ou le Fourbe puni

de Molière, mise en scène de Jacques Lemaire, avec Georges Caste, Alain Pralon, Gérard Gironde, Muriel Mayette, Jean-François Rami et Jean-Baptiste Méliand.

La Comédie-Française reprend le portrait cruel et satirique d'une famille en plein chaos sauté par la servante gâtée. Un grand spectacle magnifiquement interprété.

Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, 1. Les 4 et 7 juin, 20 h 30 et les 10, 13, 18, 19, 23 et 25. Tél. : 40-15-00-15. De 160 F à 45 F.

### La Lettre

de Jean-Luc Jeune, mise en scène de l'acteur, avec Jean Davy et Geneviève Brunet ou Odile Maillet.

En attendant la lettre d'un condamné à mort. Le spectacle se donne également le lundi 7 au Théâtre André-Malraux de Rueil-Malmaison (47-32-24-42).

Crypte Sainte-Agnès (église Saint-Eustache), 1, rue Montmartre, 1. Les mardi et samedi à 18 h 30, du mercredi au vendredi à 21 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-05-18-31. 100 F et 135 F.

### La Mégère apprivoisée

de William Shakespeare, mise en scène de Jérôme Savary, avec Jacques Weber, Christine Boisson, Marc Dufour, Fred Paroisse, Fabio Anani, Eugène Bertier, Marco Bisson, François Borys, André Chassagnou, Katy Grandi, Jacques Harlin, Philippe Kharsand, Sandrine Kiberlain, Marcel Labbey, Samuel Le Bilien, Patrick Lizane, Francisco Orozco et Vincent Schmitt.

Shakespeare, Savary, Weber et Boisson.

plébiscités par le public prolongent leurs crépules de chignon jusqu'au 4 juillet. Théâtre national de la Colline, 1, place du Trocadéro, 18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-51-15. De 70 F à 140 F.

### Mein Kampf (farce)

de George Tabori, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Myrle Caserio, Jean-Paul Dermont, Roger Jendry, Emmanuelle Laporte, Dominique Pinos, Michel Robin, Stéphane Aubert, Pierre Casadel, Antoine Fontaine, Christine Fournier, Carlos Koster, Francis Mago, Bertrand Noll et Didier Rouet.

Histoire de deux juifs qui prennent Hitler sous leur protection. Une histoire à deux mondes. La première, c'est « une fois en enfer, toi-même », et la seconde : quand tout espoir est mort, reste le rire. Et on rit, beaucoup.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 50 F à 140 F.

### Mortadela

d'Alfredo Arias, mise en scène de l'acteur, avec Haydee Alba, Didier Guadi, Marlin Marini, Adrián Peguerolles, Pilar Redondo, Alon Rabinovich, Jérôme Laporte, Omer Beto, Frédéric et André.

De Montparnasse à Buenos-Aires et retour : le voyage enchanté.

Montparnasse, 31, rue de la Gaité, 14. Du mardi au samedi à 21 h 15. Tél. : 43-22-77-74. De 200 F à 90 F.

### Le Silence ; Elle est là

de Nathalie Serrault, mise en scène de Jacques Lemaire, avec Françoise Seigner, Béatrice Daurin, Gérard Gironde, Marline Chassagnou, Sylvia Bergé, Jean-Baptiste Méliand, Olivier Dautray, François Baudin, Christine Fournier, Roland Barin et Jean Dautray.

Le Vieux-Colombier convient à Nathalie Serrault. Trois représentations supplémentaires sont annoncées.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 8. Du mardi au jeudi à 20 h 30, le vendredi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-22-79-22. De 55 F à 130 F.

### Sentimental bourreau

d'après Susan Moinaux, avec Mathieu Baur, Julien Bureau, Sylvain Carigny, Judith Depas, Laurence Garcia La Motte, Laurence Harterstein, Judith Henry, Joachim Lataf, Menu Marthon et Martin Sels.

Un groupe de jeunes comédiens-musiciens qui apportent au théâtre un regard neuf, pétillant, aigu. Ils jouent trois spectacles en alternance. A découvrir et constater.

Théâtre ouvert-jardin d'hyver, 4, cité Viron, 18, en alternance jusqu'au 28 juin. Tél. : 42-85-74-40. De 50 F à 95 F.

## Régions

### La Cerisale

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Marina Vlady, Marcel Maréchal, Maria Adam, Angèle Bard, Fabienne Perleau, Mathilde Maréchal, Jacques Roudet, Hubert Gignoux.

Rires et larmes pour une enfance défunte.

Le Côté, 30, quai de Rive-Nante, 13000

## Reprises

### Le Baiser du tueur

de Stanley Kubrick, avec Frank Sinatra, Jamie Smith, Irene Kane, Jerry Lawler. Américain, 1956, noir et blanc (1 h 37). Un jeune boxeur sauve du viol une danseuse de cabaret, une lutte pour sauver leur amour s'engage avec des truands. Dès son premier film, Kubrick réussit des scènes d'anthologie.

VO : Action Christiane, 8- (43-29-11-30) ; 36-36-70-62.

## Les entrées à Paris

La week-end de Pentecôte aura fait descendre la flamme cinématographique sur les Parisiens, qui auront été quelque 630 000 à se rendre dans les salles obscures cette semaine, soit près de 100 000 de plus que la semaine correspondante de l'an dernier (qui était pourtant, elle, semaine d'Ascension).

Parmi les sept nouveaux films, deux tiennent l'essentiel des bénéfices de cette conjoncture favorable : *Chute libre*, qui dépasse les 100 000 entrées dans son énorme combinaison de 42 salles, et *Beaucoup de bruit pour rien*, qui séduit 55 000 shakespériens en herbe devant ses 19 écrans. Et *Moi, Ivan, toi Abraham* ne s'en tire pas trop mal, à près de 9 000 dans seulement sept cinémas, même si on espérait mieux pour le beau film de Yolande Zauberman. Déception franche et massive, en revanche, avec *Toxic Affair* : le retour d'Isabelle Adjani attire moins de 40 000 curieux dans ses 39 salles.

Mais le plus beau résultat demeure celui de *Le Lapon de piano*, en tête pour la deuxième semaine consécutive avec, à 110 000 dans 29 salles, un score

en hausse sur sa sortie grâce au rajout de dix écrans — ce qui reste tout à fait raisonnable. La Palme d'or de Jane Campion dépasse ainsi les 200 000 entrées en quinze jours. Total similaire, mais en presque trois semaines, pour l'autre film de Cannes sorti avec éclat, *Ma saison préférée*, qui subit, lui, une érosion trop rapide avec 45 000 amateurs dans ses 39 salles. Sur la même durée, les deux Américains qui avaient boudé la Croisette, *Proposition indécente* et *Passager 57*, subissent un sort comparable.

La situation demeure imperturbablement « O-kéé » pour les *Vietnams*, qui passe allègrement les 1 800 000 entrées à Paris... et ce n'est pas fini. Avec près de huit millions de spectateurs en France, le film de Jean-Marie Poiré se classe d'ores et déjà au cinquième rang des plus gros succès depuis 1950, derrière *Trois hommes et un couffin* (10,17 millions : le « score à battre », et qui n'est plus désormais hors d'atteinte), *L'ours*, *le Grand Bleu* et *E.T.*

J.-M. F.

\* Chiffres : Le Film français

## Demain notre supplément

## Le Monde DES LIVRES

La sélection « Cinéma » a été établie par : Christophe Montcaux.







# LA SÉLECTION

→ « violon, violoncelle et orchestre » et « Symphonie n° 1 » de Brahms avec Anne-Sophie Mutter (violin), Wendy Warner (violoncelle) ; le 8 juin à 20 h 30 : « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » et « Symphonie n° 3 » de Brahms, avec André Watts (piano).

## Jeudi 3 juin

**Schnittke**  
Concerto pour alto et orchestre

**Tchaïkovski**

Symphonie n° 6 « Pathétique »  
Youri Bashmet (alto),  
Orchestre national de France,  
Charles Dutoit (direction).

« Schnittke est, avec Bartok, le musicien qui a le mieux compris l'alto », déclare Yuri Bashmet dans le dernier numéro du Monde de la musique. Le compositeur russe a dédié ce concerto à son compatriote, qui lui fait faire le tour du monde. Il le transporte dès le lendemain jusqu'à l'Espace Lumière d'Epiney-sur-Seine pour le concert inaugural du Festival de Saint-Denis. L'œuvre vient d'être enregistrée par Kim Kashkashian pour ECM.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.  
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 175 F.  
Et le 4 juin à 20 h 30 à l'Espace Lumière d'Epiney-sur-Seine.

## Ravel

Quatuor à cordes

Polmes de Stéphane Mallarmé

## Debussy

Polmes de Stéphane Mallarmé

## Respighi

Il Tramonto

Françoise Pollet (soprano),  
Clara Newmann,  
Bernard Chapron (flûte),  
Richard Vieille,  
Jean-Claude Brin (clarinette),  
Claude Lécuyer (piano),  
Quatuor Arcana.

Françoise Pollet prépare son entrée dans les Tropiques au Mexique, où on la présente comme l'ambassadrice du chant français. La voix dans sa spécialité car rien n'est plus français que ces œuvres pour voix et formation de chambre. De Il Tramonto de Respighi, on ne sait rien. Opéra-Comique, Salle Favart, 20 heures.  
Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 190 F.

## Vendredi 4 juin

**Mendelssohn**

Symphonie n° 3 « Ecossaise »

## Berlioz

Nuits d'été

Sylvia Brunet (soprano),  
Orchestre des Champs-Élysées,  
Philippe Herreweghe (direction).  
L'Écossaise, c'est l'une des symphonies de Mendelssohn les plus virtuoses et les plus périlleuses : preuve par neuf pour un jeune ensemble comme celui des Champs-Élysées. Sylvie Brunet remplace Brigitte Balley, chanteuse londonienne, dans les Nuits d'été. Berlioz n'est plus la spécialité exclusive d'Angèle.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.  
Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 230 F.

## Samedi 5 juin

**Brahms**

Trio pour piano, violon et violoncelle op. 8

## Reverdy

Trio pour piano, violon et violoncelle, création

## Messiaen

Quatuor pour le fin de temps

Trio Wanderer  
Romain Guyot (clarinette).  
Ce week-end, le Trio Wanderer (équipe française gagnante dans sa catégorie) invite le violoncelliste Janos Starker à donner des masters classes (les 4 et 5 juin, entre 10 et 17 h 30). Puis ils se joindront au maître de Bloomington et à d'autres compères pour un programme Bach, Villa-Lobos, Casadeo, Baker (dimanche 6, église Notre-Dame, 20 h 45. Entre-temps, ils se seront

retrouvés à trois pour faire jaillir du néant En terre inconnue, trio pour piano, violon et violoncelle de Michèle Reverdy. Cette création mondiale marque le quatrième week-end du Festival d'Auvergne-sur-Oise. Il y en aura d'autres, dont un « piano sans frontières » avec Luisada et Solal (18 et 19 juin).  
Auvergne-sur-Oise, Église Notre-Dame, 20 h 45. Tél. : 30-86-77-77.

## Dimanche 6 juin

**Haydn**

Trio pour deux flûtes et violoncelle « de Londres »

**Stamitz**

Trio pour deux flûtes et violoncelle

**Mozart**

Quatuor pour flûte et cordes KV 285

Duo pour deux flûtes en mi mineur

## Beethoven

Sérénade pour flûte, violon et alto op. 25

Jean-Pierre Rampal,  
Shigenori Kudo (flûte),  
Trio à cordes de Zurich.

Il est bien inutile de recommander Rampal. Sa flûte en or est l'instrument le plus célèbre du monde, mais comment le laisser passer chez Janine Rose sans le siffler ?  
Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.  
Tél. : 49-52-50-50. De 50 F.

## Lundi 7 juin

**Beethoven**

Sonates pour piano op. 26, 27 n° 1, 27 n° 2, 54 et 53

Alfred Brendel (piano).

On a souvent présenté Brendel comme l'héritier spirituel de Fischer dans Beethoven. Faut-il rappeler que l'autrichien est surtout un spécialiste d'école ?

Il est tout à fait juste de dire que son jeu est intéressant, vrai. Nous ne sommes pas les seuls à le penser : RCA vient de lui commander une intégrale des Préludes de Debussy. La consécration.  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.  
Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 230 F.

## Tchaïkovski

Ouverture 1812

Marche slave

Ensemble des Laus des cygnes

Le Ballet au Bois dormant

Katia et Marietta Labèque (piano).

Les sœurs Labèque dans Tchaïkovski !

C'est un anniversaire, c'est une rentrée qui se fête.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.  
Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 230 F.

## Rossini

Il Signor Bruchino

Oliver Hayte (Gaudenzio),  
Valérie Horez (Sofia),  
Jacques Perron (Bruchino père),  
Oliver Grand (Bruchino fils),  
Nikola Tolstouchitch (Florville).

Deuxième du Mouvement Theatre,  
Orchestre national d'Île-de-France,  
Christine Turler (direction).

Adriano Scialoja (mise en scène).

La distribution est composée de jeunes chanteurs, issus pour certains de l'école de chant de l'Opéra de Paris. La mise en scène détourne l'image traditionnelle de Rossini, car le décor est noir et les personnages évoluent dans une lanterne magique. Ce petit bijou est une production de l'ARCAL.

Opéra-Comique, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 120 F.

## Mardi 8 juin

**Hus**

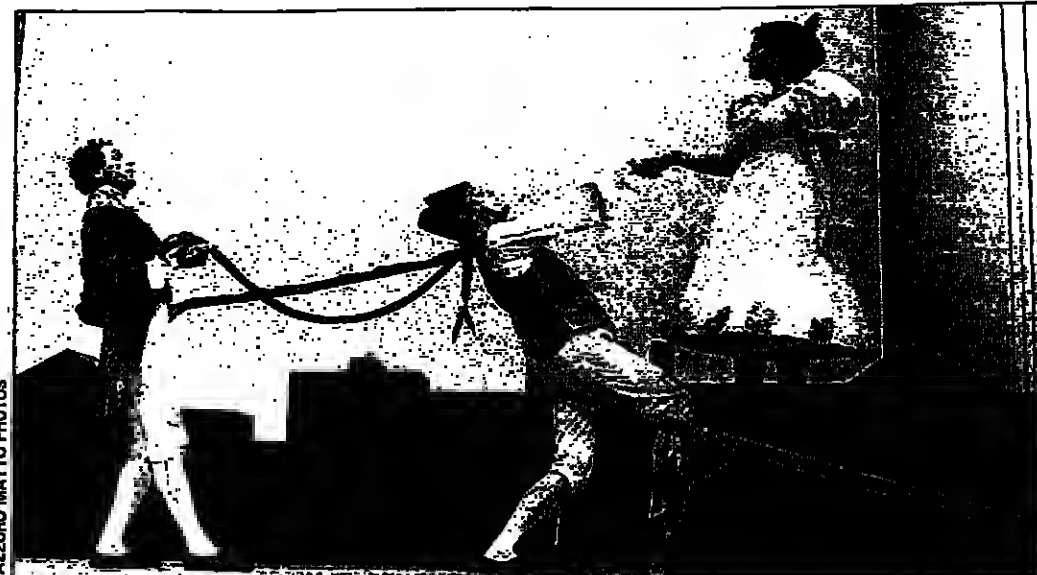
Orfeo

Nancy Bergman (Lis),  
Hubert Claeys (Roy),  
Svetlana Skodova (Monet),  
Tom Jensen (Orfeo).

Ensemble vocal Herman Engels.

Orchestre Champ d'action,  
Alain Franco (direction),  
Jean Lemaire (piano au scène),  
Grace Ellen Barbery (chorégraphie).

Et un Orphée de plus à la disposition des chanteurs ! C'est-à-dire un opéra de compositeur belge dont on ne sait rien, sinon que sa musique sonnerait plutôt néoclassique et bien chantante. Le Théâtre de la Ville accueille rarement de



A l'Opéra-Comique pour trois jours seulement (les 4, 5 à 20 heures, le 6 à 17 heures) la reprise des « Amours de Monsieur Vieux-Bois », musique de Gérard Pesson, chorégraphie de Dominique Boivin, avec la voix de Caroline Gautier.

l'opéra. Mais très souvent les postmodernes. Hus est-il postmoderne ?

Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 85 F à 130 F.

## Haydn

Sonata pour clavier n° 59

## Schubert

Moments musicaux

## Schumann

Davidbinderbinderbinder

Catherine Collard (piano).

Comme Schubert, à qui elle consacre le cœur de son répertoire, Catherine Collard a ses « moments ». Ses moments d'exaltation, presque d'engouement. C'est ce qui fait la vie de son jeu, c'est ce qui le rend toujours intéressant, vrai. Nous ne sommes pas les seuls à le penser : RCA vient de lui commander une intégrale des Préludes de Debussy. La consécration.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.  
Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 230 F.

## Régions

### Fontevraud

**Beethoven**

Sonata pour piano op. 81 « les Adieux »

### Debussy

Estampes

### Schubert

Lieds, transcription de Liszt

Wanderer Fantaisie

### Bartok

Suite en plein air

Georges Pludermacher (piano).

Tout un week-end bâti autour de l'écrasement à l'abbaye de Fontevraud. Et, pour commencer, la « Wanderer Fantaisie » sous les doigts d'un pianiste à qui il arrive d'être « voyant » comme Rimbaud, l'homme aux sensuels de vent.

Le 5, Abbaye, 17 heures. Tél. : 41-51-73-52. 100 F.

## Jazz

**Sophia Domancich**

Succédant à Antoine Hervé, qui aura ouvert le 1<sup>er</sup> juin, la semaine pianistique des instants chavirés, Sophia Domancich développe un jeu très personnel, insaisissable à l'image du petit singe

bouillonnant, héros de son récent CD (Rêve de singe, Gemini Music). Lui succéderont (jusqu'au 5 juin) d'autres idées uniques du clavier interprétées par François Tusques, Patricio Villaroel, Eric Watson et le jeune Stéphane Oliva.

Le 2, Montreuil, Instants chavirés, 21 heures. Tél. : 42-67-25-91.

## Freddie Hubbard

Javon Jackson

Ronnie Mathews

Une leçon de trompette permanente depuis les années 60 passée par le Free Jazz d'Ornette Coleman, les Jazz Messengers d'Art Blakey ou le VSOP (Hancock, Shorter, Carter, Williams) pour ne citer qu'une infime partie des jazzmen éprouvés par Freddie Hubbard. En quintette, il éprouve encore.

Le 4, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

## Gérard Marais

Aldo Romano

Emmanuel Bex

Dans un nouveau club, à quelques pas des oreilles du Mickey d'Euro Disney, un trio inédit réunit l'organiste Emmanuel Bex, le guitariste Gérard Marais et le batteur Aldo Romano. Individuellement trois instrumentistes haut de gamme, ensemble, on peut s'attendre à de belles surprises.

Le 7, Chesney, Manhattan Jazz Club, 21 heures. Tél. : 60-45-75-18.

## Collectif Zhivaro

Louis Scavias

Fondé en 1987, Zhivaro (Barthélémy, Marais, Kassap, Levallet, Texier, Mahieux) a régulièrement convié des musiciens à réagir à toutes les propositions imaginables. Après le Duncis ou les Instants chavirés, le New Morning reçoit les mardis Zhivaro depuis octobre 1992. Cette fois, le clarinettiste Louis Scavias y sera le bienvenu.

Le 8, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

## Rock

**Les Nonnes Troppo**

Les Nonnes Troppo avaient disparu depuis plus de quatre ans. Certains ont affirmé que ces religieuses chantantes avaient changé de sexe pour devenir voyageurs représentants placiers. Ce n'est pas vrai, puisque les Nonnes affichent leur inaltérable bonne humeur au Sentier des Halles.

Du 2 au 5, Sentier des Halles, 22 heures. Tél. : 42-38-37-27.

## Jacques Dutronc

L'homme aux cactus revient dans ses murs après avoir promis son spectacle impeccable, réglé au millimètre et à la croche pointée, à travers la France. Une suggestion, si l'on peut se permettre : et si Dutronc se fendait de quelques non-vens titres pour ce retour parisien ?

Du 2 au 5, Casino du Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-39-99. De 140 F à 230 F.

## James Taylor Quartet

Parfois, le temps qui passe administre sa justice. Le James Taylor Quartet a fait revivre, au milieu des années 80, une certaine idée de la rencontre entre jazz

et musique pour danser. Aujourd'hui, la vague acid jazz offre l'hospitalité à sa musique, qui n'a rien perdu de son charme puissant.

Le 5, Piquet, 21 heures.

## Living Colour

Fishbone

Rage Against the Machine

Une association de groupes très bruyants, mais aussi très brillants. Living Colour et Fishbone sont cousins, Rage Against the Machine est l'un des exemples les plus prometteurs du glissement progressif du rock américain vers l'extrémisme. Ames et tympans sensibles, s'abstenir.

Le 7, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. 145 F.

## Jean-Louis Aubert

Eternel retour de l'éternel grand-frère du rock français, avec sa naïveté inusable et son amour des classiques.

Le 8, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49.

## Bobby Brown

Monsieur Whitney Houston n'est pas seulement le prince consort de la variété noire. C'est aussi l'un des créateurs de la nouvelle musique des ghettos, nourrie de culture hip-hop. Après avoir annulé plusieurs fois sa venue parisienne, le voici enfin.

Le 8, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. 180 F.

## Tournées

**P. J. Harvey**

Première partie : Gallon Drunk

Une affiche de rêve. D'abord les Londoniens anarchoïques (et même un peu anarchistes) de Gallon Drunk, pour chauffer les esprits. Puis Polly Jean et son rock écumant d'émotion froide, son intelligence et sa beauté.

Le 4 juin, Nantes, l'Olympie. Le 5, Bordeaux, le Kralovec. Le 7, Montpellier, le Rockstore Odéon. Le 8, Lyon, le Transbordeur. Le 9, au Casino de Paris.

## Little Bob

Match à domicile pour l'homme du Havre, le gardien de la Ramme rock.

Le 3 juin, Le Havre, le Volcan. Le 4, Joué-lès-Tours, MJC. Le 5, Beauvais, le Météorite Saint-Lazare.

## Burning Spear

Pilier du reggae, homme de scène par excellence, Burning Spear n'arrêtera jamais de lui-même. Et ce n'est pas son public de fidèles qui le lui demandera.

Le 3 juin, Nice, le Balzac. Le 4, Marseille, Théâtre de Moudia. Le 5, Lyon, la Boquerie du travail. Le 7, Annecy, MJC Saint-Agnan. Le 8, Grenoble, la Magique. Le 9, Metz, l'Europe. Le 10, Strasbourg, Parc des expositions.

## INXS

Avant d'y être tout à fait forcés par la courbe descendante de leurs ventes de disques, les Rolling Stone australiens ont décidé de revenir aux petites salles. C'est sans doute là que leur rock simple et accrocheur s'exprimera le mieux.

Le 5 juin, Lyon, le Transbordeur. Le 8, Nice, Théâtre de Verdure. Le 9, Aix, Salle du Bois de l'Amne.

## Cowboy Mouth

Originaire de la Nouvelle-Orléans,

ennuagé par un batteur qui ressemble un peu à Lenny de Des souris et des hommes, ce groupe a fait une forte impression lors de son passage au dernier Transmusicales de Rennes. Pas tant à cause de son rock très classique que de sa débâche d'énergie.

Le 4 juin, Nantes, au Phareon (Rennes Musicale). Le 5, Brant, les Halles de Kerneou. Le 8, La Roche-sur-Yon, show acoustique au magasin Indes. Le 9, Nantes, show acoustique au magasin Tacoma.

## Chanson

### TSF

Le groupe vocal, qui pratique aussi les arts instrumentaux (contrebasse, guitare, cornet ou tuba), manie l'humour avec une belle innocence. Minutiques parfaites, jeux de scène en finesse, belles voix, répertoire à compléter.

Le 5, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 160 F.

## Michel Rouyre

Michel Rouyre vient d'achever un album étonnant, mais assez peu convaincant (chez Polydor). Le personnage est pourtant intéressant, la voix prometteuse. La scène lui offre l'occasion d'un rachat avant ultime lancement.

Le 8, Passage du Nord-Ouest, 22 h 30. Tél. : 47-70-81-47. 100 F.

## Tournées

**Les Innocents**

Ils ont relevé le défi de passer en première partie de Dutronc devant six mille spectateurs à Bourges. Ils ont donné des concerts intimistes à Paris au Passage du Nord-Ouest. Leur public grandit, certaines de leurs chansons sont belles. Un groupe qui a de l'avenir.

Le 4 juin, Grignon (Yvelines), dans le cadre de la fête de l'école nationale supérieure d'agronomie. Le 8, Montpellier, Podium Pollen au Parc de la Beaulieu. Le 9, au Théâtre de Saint-Romain.

## Louis Chedid

Chedid prend la route, après un album bien tourné, riche en idées et en dénonciations. Résolument antifasciste.

Le 4 juin, Valenciennes, salle Saint-Nicolas.

## Festivals

**Les Ateliers Chanson de Paris**

Six jours pour fêter les dix ans d'existence de l'école parisienne. Au P'tit Bonheur (le 2), Juliette (le 3), Eric Larcene (le 4), Jacques Haurigné (le 5) et les Caracal Fous (le 6) : ils ont tous du caractère.

Du 1<sup>er</sup> au 6 juin, aux Amateurs de Paris, 110 Avenue des Amateurs, 75020 Paris. Tél. : 43-66-42-17.

## Musiques du monde

### Cheb Mami

Mami a une belle voix, des talents de rai-man plutôt raffinés. Il n'est pas exempt d'inventivité musicale. Après les très beaux Les Més (chez Blue Sky), on attend toujours une confirmation plus ferme sur scène, où Mami est parfois desservi par ses musiciens. Mais on continue de lui faire confiance.

Le 4, Batzen, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12. 100 F.

## Tournées

**Cesaria Evora**

Toujours, sincère, authentique, Cesaria Evora a bouleversé le paysage français cette année en dispensant sur les ondes et sur les scènes les accents indémodables des mornas cap-verdiennes. Soixante ans de parcours glorieux, juste récompense pour une chanteuse qui a vécu la musique et la zone avec une ferveur égale.

Le 5 juin, Mulhouse, Les 12 et 13, Paris, l'Olympie.

## La sélection « Classique »

a été établie par Anne Bay.

« Jazz » : Francis Marmontel.

« Rock » : Thomas Sotinel.

« Chanson » et

« Musiques du monde » : Yvonne Montagne.

3 JUIN 16 JUIN

**KAROLE ARMITAGE**

**HUCKSTERS OF THE SOUL**

48 31 11 45

DU 3







# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Prokofiev

Les cinq concertos pour piano  
Vladimir Kravtsov, Orchestre  
radio-symphonique de Francfort, Dmitri  
Klitzner, direction.

Minis extraverti et plus généreux  
que le jeu d'Ashkenazy, plus à  
fond de clavier et équilibré que  
celui du jeune Béroff, le jeu de  
Vladimir Kravtsov, viril sans  
dureté, poétique sans affectation,  
est exactement celui que l'on  
attend dans cette intégrale. Le  
Russes supplante donc ses deux  
rivaux, étant bien entendu que le  
Quatrième concerto - très rarement  
donné au concert, heureusement  
- reste totalement insipide  
sous ses doigts. Et que le Troisième  
demeure le chef-d'œuvre du  
lot. Pas vraiment de surprise sur  
les œuvres, donc. Mais une  
démonstration tout terrain de beau  
piano.

1 coffret de 2 CD Telsa 9031-73257-2.

#### Scriabine

Les trois cahiers d'études pour piano  
Nikita Magaloff

Le vieux pianiste d'origine russe  
laisait juste avant de mourir cet  
ultime preuve d'amour à la musi-  
que de Scriabine. Il aborde avec  
autant de fougue intérieure que  
d'humilité technique ces études  
exigeantes et toujours probléma-  
tiques, même pour les virtuoses les  
plus fiers. Bien sûr, les doigts de  
Magaloff ne répètent pas comme  
une machine à coudre, les grands  
trémolos collent au clavier, les  
basses ne sont pas toutes dotées ;  
on ne peut oublier que certaines de  
ces pièces sont très difficiles, dans  
le genre héroïque pour commencer  
(le recueil de l'Opus 8) puis avec  
tous ces furlements de lignes,  
ces sinuosités, ces superpositions  
rythmiques qui vont caractériser  
le Scriabine de la fin (cahier de  
l'Opus 42, trois études Opus 65).  
Mais le témoignage est éloquent :  
qui maitre un pianiste tel qu'il a  
toujours été : rythmique par  
moment, peu soucieux de faire  
respirer l'articulation et le phrasé en  
soulignant les mains du clavier.  
Manifeste ? Dans Chopin, pen-  
sée, mais pas dans Scriabine. On  
n'a jamais revu affrontement plus  
franc, moins trébuché, avec un  
monument pianistique.

1 CD Disques Mousaigne 782015.

#### Varèse

Amériques, Offrandes, Hyperprism,  
Octandre, Arcane  
Orchestre national de France, Phyllis  
Brynjolson, soprano, Kent Nagano,  
direction

Avec ce premier volume d'une  
intégrale Varèse à compléter,  
Nagano et le National se placent  
sur un terrain qu'occupaient pres-  
que seuls Boulez et l'Inter-  
Contemporain. Les années ayant  
passé, on se rend compte que la  
vision du musicien franco-améri-  
cain a beaucoup changé, qu'on  
peut diriger les constructions futu-  
ristes d'Amériques et d'Arcane sans  
penser au Sacre, en plus moderne  
et en plus provocant. Plutôt que  
d'écouter les audaces rythmi-  
ques, l'écriture en blocs concassés,  
les dissonances brulantes, Nagano  
les intègre à une interprétation  
finale très « latine », presque  
impressionniste, qui joue moins  
(toutes proportions gardées) sur les  
ruptures que sur les continuités.  
Un Varèse souple et presque sou-  
riant : qui y aurait pensé ?

1 CD Erato Musitance 4609-89137-2.

A. Ry.



Mahathini & the Mahotella Queens.

### Jazz

#### Gil Evans Orchestra

Swing

C'est Howard Johnson, le tuba et  
baryton du Gil Evans Orchestra,  
qui signe le texte de pochette (peinture  
de Ken Noland back and  
forth). Il s'interroge sur l'ana-  
gramme à consonance indienne,  
Svengali, de Gil Evans, qui sert de  
titre à ce disque, enregistré en  
1973. Il dit que les raisons n'ont  
moins d'importance que la magie  
musicale qui en résulte. Gil Evans  
est une personnalité d'exception  
dans le siècle, tant par sa douceur  
que par son invention, tant par son  
rêve que par les amitiés qu'il a sus-  
citées : Miles Davis, tous les  
orchestres qui se sont succédé,  
toutes les communautés du jazz.  
Gil Evans est l'envers d'un chef,  
d'un directeur, d'un conducteur ou  
d'un guide. Il est la figure mani-  
feste de ce que l'on déclare impos-  
sible. L'orchestre de 1973 ne com-  
prend que des pointures (David  
Sanborn en fait encore partie),  
mais son timbre, la grâce ne s'expli-  
quent pas par cette collection de  
talents. Gil Evans apportait au plus  
haut degré le savoir faire d'un  
groupe de musiciens sans les  
contraindre. Il a maintenu, sans  
jamais gémir sur la pauvreté qu'elle  
impliquait, une intégrité intacte  
toute sa vie. Voir l'orchestre était  
un bonheur. Mais l'entendre... Le  
30 juin 1973 au Lincoln Center,  
quand Hanibal Marvin Peterson,  
vingt-deux ans, s'envole sur fond  
mystérieux de vagues et de resses,  
cannibalisant soudain un concert  
dont les deux autres parties étaient  
constituées, excusée du peu, de  
Sonny Rollins et Keith Jarrett pour  
un de ses premiers pianos solos (il  
faisait chaud sur New-York), on  
savait alors qu'un monde éven-  
tuel s'ouvrait en grand. Il n'a pas  
encore eu lieu. Ce n'est pas facile de  
chercher. Toute l'œuvre de Gil Evans le  
prouve.

1 CD ART 9 207-2 distribué par Média 7

#### Miles Davis

In Stockholm (1960), avec John Coltrane  
et Sonny Stitt

Une partie seulement de ces enre-  
gistres a été publiée (le concert  
avec Coltrane, suivi de son inter-  
view). On a accès cette fois aux  
morceaux joués avec le seul trin  
rythmique (Wynton Kelly, piano,  
Paul Chambers, basse, et Jimmy  
Cobb, drums), à nu Lover Man  
avec Sonny Stitt, aussi qu'à trois  
morceaux de Miles Davis, versions  
inédites de Walking, Autumn  
Leaves et So What. Outre sa nou-  
veauté et la qualité de sa reproduc-  
tion, ce coffret vaut pour cette der-  
nière confrontation avec Coltrane  
dont il va se séparer bientôt -  
Miles joue alors la ligne, - qui  
précède des retrouvailles avec  
Sonny Stitt aux côtés de qui il joue  
le dérèglement. Comme si chaque

saxophoniste était l'« autre » qui  
créait de l'autre en lui.

Un coffret de quatre CD Dragon DR 228 ;  
distribué par Média 7

F. M.

### Rock

#### John Fogerty

John Fogerty

En 1975, au moment de la sortie de  
John Fogerty, le fondateur de Cree-  
dence Clearwater Revival, a dis-  
sous son groupe depuis trois ans.  
Entre temps, il a enregistré Blue  
Ridge Rangers, un album de blue-  
grass, et s'est embarqué dans une  
longue procédure judiciaire contre  
Saul Zaentz, le patron des disques  
Fantasy, label sous lequel sont  
sortis tous les albums de Creedence.  
On peut raisonnablement supposer  
que la belle version de You Rascal  
You (la Vieille Canaille de Mit-  
chell-Gainsbourg) est dédiée à  
Zaentz.

Mais c'est là la seule indication des  
doutes, de l'inquiétude presque  
maladive qui vont condamner  
Fogerty au silence pendant dix ans.  
John Fogerty est un album heureux  
qui s'ouvre sur un bel hymne à la  
jeune du binaire, Rockin' All Over  
The World, que Status Quo a  
depuis repris à contresens, confon-  
dant ivresse et abrutissement. On  
trouvera sur ce disque tout ce qui  
fit la grandeur de Creedence -  
sûreté des compositions, guitares  
sèches et puissantes, et la voix de  
Fogerty, avare magnétique de Li-  
tle Richard. Mais, c'est ce qui  
fait de John Fogerty un disque à  
part, il flotte sur ces dix chansons  
un parfum d'improvisation, d'ap-  
proximation joyeuse (la version de  
Lonely Teardrops va chercher son  
créateur - Jackie Wilson - sur son  
terreau, l'exubérance) tout à fait  
euphorisant. Cette réédition est  
l'une des plus belles pierres de  
l'avalanche que la maison Rhino a  
récemment déclenchée sur les bacs  
des disques français.

Fantasy/Casablanca/WEA FCD 9407-2

#### The Posies

Frosting on the Beater

Il est parfois difficile à l'écoute de  
ce genre de disque de distinguer le  
bon grain de l'ivraie. De savoir si  
ces mélodies exquises se dissimulent  
derrière des guitares rudimen-  
taires par nécessité ou par choix.  
Au bout de deux écoutes de Frosting  
on the Beater, on est obligé de  
se rendre à l'évidence : Jon Auer et  
Ken Stringfellow, les auteurs, gita-  
ristes et chanteurs des Posies, sont  
les dignes héritiers des Beatles.  
Mais, à l'inverse d'Andy Partridge  
(XTC) ou des frères Finn (Crowded  
House), les Posies revêtent leur pop  
subtile d'un habillage très contem-  
porain, guitares saturées et rythmi-  
que poisseuse. Ce n'est pas pour  
rien que le groupe est né à Seattle.  
Deux solutions s'offrent  
alors : le regret, sur le mode de nos  
ancêtres, qui déplorait que

d'aussi charmants jeunes gens que  
les Beatles se présentassent aussi  
mal coiffés, ou alors l'enthousiasme  
à voir se mélanger si harmonieuse-  
ment la connaissance du passé et la  
conscience de l'époque.

Geffin/BMG GED24522

T. S.

### Chanson

#### Daniel Seff

Prévenez les anges

Pour parler de Daniel Seff, il faut  
d'abord commencer par se référer à  
Francis Cabrel, dont le chanteur est  
en quelque sorte le protégé. Cabrel  
ne se contente d'ailleurs pas de  
signer plusieurs des chansons de  
Prévenez les anges, il y vient aussi  
jouer de la guitare, faire les chœurs,  
prête ses musiciens et assume la  
réalisation artistique. Il faut évi-  
demment s'en réjouir : Francis  
Cabrel est un professeur émérite, et  
ses élèves sont généralement d'ex-  
cellent niveau. Reste que le mimé-  
tisme est une tentation à laquelle  
Daniel Seff ne sait pas toujours  
résister (Quelque chose de toi, J'ai  
d'avance, une jolie chanson signée à  
deux, chantée façon Cabrel malgré  
des orchestrations éloignées de son  
style habituel). Daniel Seff fait  
sérieux avec son costume trois  
pièces, ses lunettes cerclées or (en  
converture). Parfait crooner à la  
française, un peu Sardou (le style,  
pas la pensée), un peu Gérard  
Lenormand, Seff parvient à faire  
une jolie démonstration de chanson  
sentimentale, touchante, bien dite,  
évidente (Planchers fragiles). Il y a  
aussi du blues, un negro spiritual  
(la Terre promise), un hymne à  
Marlene (« Comme s'endormir Berlin,  
j'ai vu passer un ange »). Il y a  
beaucoup de sensibilité et de  
finesse, mais un peu trop de lassi-  
tude dans cette tentative d'éclosion  
en douceur.

1 CD FNAC Music 592178.

#### Véronique Gain

En attendant le premier album (1)

#### Véronique Pétel

La Parole de l'autre (2)

Ce sont deux jeunes filles qui ai-  
ment beaucoup percer dans la  
chanson française. Trouver leurs  
albums est difficile. Celui de Véro-

nique Gain, qui porte bien son  
titre, En attendant le premier  
album, est confidentiel. Un peu  
Sanson, un peu Sheller, Véronique  
Gain a visiblement des idées pour  
son avenir. Elle n'a encore ni les  
chansons ni la précision de style  
nécessaires. Mais elle tourne par-  
tout en France, de petites salles en  
festivals (en ce moment au théâtre  
du Tourtour à Paris). Courage.  
L'album de Véronique Pétel a le  
mérite d'exister pour de vrai. Il est  
vendu en magasins. Elle l'a enre-  
gistré à l'Espace Tinku de Villeur-  
banne, avec son piano, sa voix,  
qu'elle a fort belle, sa conception,  
extrêmement classique, de la chan-  
son. La Parole de l'autre, voix et  
piano, est un album très honorable.  
Les chansons parlent, et la série se  
termine par un poème d'Aragon  
(Complainte de Pablo Neruda).  
« Qu'importe ce qu'on dit, c'est la  
vie qui décide », chante gravement  
Véronique Pétel, plus marquée par  
Barbara et le café-concert que sa  
conscœur. C'est la vie qui décide,  
peut-être, mais si les directeurs  
artistiques existaient encore, si la  
chanson française n'avait pas hérité  
d'une étiquette si ringarde, si l'on  
aimait encore le cabaret, les jeunes  
chanteurs n'auraient pas à subir ce  
parcours du combattant.

(1) 1 CD Media Seen Production MSP03.

(2) 1 CD Scales/Disc SCA470.

V. Mo.

### Musiques du monde

#### Houria Aïchi

Hawaï

Houria Aïchi aime les Aures d'un  
amour d'autant plus profond  
qu'elle vit en France depuis fort  
longtemps. Elle a ainsi acquis une  
distance, très sensible à l'écoute de  
ses chants, une profondeur un peu  
grave dans l'émotion qui se  
confirme dans ce second album,  
plus organisé que le précédent (le  
Chant des Aures, au Chant du  
Monde). On avait découvert l'éten-  
due de ses talents sur scène, où,  
à peine accompagné d'un flûtiste,  
Saïd Nissia, ouvrier et émigré dans  
le civil, elle avait réussi à prendre  
son auditoire dans les entrelacs des

mélodies berbères, de ces chants  
des montagnes, où la fête et le sacré  
se retrouvent dans les mêmes aubes  
resplendissantes. Saïd Nissia est  
aussi sur ce Hama, chanté en lan-  
gue berbère et en arabe puisque le  
répertoire de Houria Aïchi s'est  
ici étendu, mais, à ses côtés, un  
synthétiseur (celui de Christian  
Boissel, qui signe les arrangements)  
et des percussions traditionnelles  
viennent donner un surplus d'am-  
biance et de souplesse. De sa voix  
haute et bien placée, Houria Aïchi  
interprète les chants retrouvés de  
son enfance, des berceuses, des  
extraits de la vie du bandit mythi-  
que des Berbères, Messaoud. Le  
désir se chante à capella. On sent  
le vent passer sur les montagnes (la  
flûte), et le souffle de la révolte  
découvrir les âmes : « Je t'appelle  
mon tendre, viens. Viens voir mes  
seins se tendre. Dans la douceur de  
mon voile, telle une guerrière, à  
l'âme chasseresse, je cherche » (Vie  
nouvelle, chant « libérateur » trans-  
mis par Madame Beggar Hadda).

1 CD Audika AB189.

#### Mahlatini and The Mahotella Queens

The Best of (1)

King of The Groovers (2)

Voici un des vœux de la musique  
sud-africaine, personnage bouillon-  
nant entouré de ses « queens », des  
reines de la danse et du chant en  
chœur, dans son exercice de  
rythmes habituel. Le Best of pré-  
senté par les Anglais de Kaz  
Records retrace les dernières pre-  
stations du groupe, fondé en 1964,  
presque dissous à la fin des années  
70 et qui a repris du service depuis.  
Les succès des années 60 ont été  
repris, réenregistrés, et tout fonc-  
tionne à merveille. Les vingt titres  
qui constituent l'album de la collec-  
tion Earthworks (une réédition en  
CD d'un 33 tours déjà paru et  
regroupant des musiques datant de  
la période 1972-1977) sont du  
même acabit, mais les voix y sont  
parfois étouffées, mal relayées.  
L'incomparable rythme des town-  
ships sud-africains est pourtant  
bien là. (Discographie en France  
chez Mélodie).

(1) 1 CD KAZ CD 27. Distribué par Night  
and Day.

(2) 1 CD CDEWV 29 Earthworks. Distri-  
bué par Virgin.

V. Mo.

## LES DISQUES DU PIANISTE MIECZYSŁAW HORSZOWSKI

### La mémoire d'un centenaire

Né à Lvov (Pologne - aujourd'hui Ukraine) le 23 juin  
1892, mort à Philadelphie (Etats-Unis) le 22 mai 1993,  
le pianiste Mieczysław Horowitzski était le dernier  
élève vivant de Theodor Leschetizky (1830-1915) qui  
fut l'élève de Carl Czerny (1791-1857). Né l'année de  
la mort de Mozart, Czerny fut l'élève de Beethoven  
puis le professeur de Liszt. Horowitzski était un témoin  
qui relate notre époque aux deux siècles précédents.

Les traditions d'interprétation pianistique sont une  
kubie qui ne résiste guère à l'individualité expressive  
des artistes : on voit Samson François ressembler à  
Marguerite Long, Clara Haskil à Alfred Cortot, Sviatoslav  
Richter à Heinrich Neuhaus, Martha Argerich à Suf-  
tan Ashkenazy ? Mais la réalisation technique objective  
du répertoire pianistique post-mozartien réside à une  
logique découlant de la notation musicale fixée au tour-  
nement des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (quand les compo-  
siteurs ont commencé à écrire leur musique pour des  
interprètes sur lesquels ils ne pouvaient exercer aucun  
contrôle) et de la fixation de la technique du pianiste  
opérée par Czerny, Hummel, Moscheles, Chopin et Liszt.

Cette autonomie de l'interprète envers la musique  
écrite par un autre, son émancipation grandissante ont  
rendu les compositeurs soucieux de noter de la façon  
la plus précise possible les indications de nuances  
dynamiques, de phrasés et de tempos de leurs  
œuvres. Un pas a été franchi lors de l'invention du  
métronome, puis de l'enregistrement. La volonté de  
Beethoven d'utiliser après coup le métronome de  
Maelzel pour indiquer le tempo à laquelle on devait  
jouer sa musique obéit à la même logique que celle qui  
poussa Stravinsky à enregistrer toute son œuvre de  
façon à laisser à la postérité des témoignages sur ses  
volontés interprétatives. L'époque et les moyens  
avaient simplement changé.

Mieczysław Horowitzski occupe dans notre époque  
la place tenue par Francis Planté (1839-1934) dans les  
années 20. Le pianiste américain d'origine polonaise  
avait donné son premier concert public à Leipzig en  
1899 et ses adieux à la scène ont eu lieu le 31 octobre  
1991. Son jeu n'a pas évolué de façon sensible entre  
son premier disque, capté dans les années 20, et son  
dernier enregistrement, qui date de 1997. Or Horo-  
witzski admirait les grands pianistes de sa jeunesse et  
n'en parlait pas comme s'il s'agissait de gens d'une  
autre époque que la sienne. Mort lui aussi à un âge très  
avancé, le Français fut l'ami de Liszt et de Rostropovitch.  
Il avait fait ses débuts en 1884, provoquant l'admiration  
générale, et, selon la légende, joué pour Chopin. Peu  
avant sa mort, Planté devait enregistrer quelques faces  
de 78 tours. Malgré d'abondantes fausses notes dues

à son grand âge, son jeu n'est datable que par le pré-  
carité de la technique d'enregistrement. Or son élève  
Albert Lavèque (1900-1970), splendide interprète de  
Bach bien oublié, affirmait que Planté lui avait dit, dans  
les années 20, que, si Liszt et Chopin revenaient se  
présenter sur scène, le public serait étonné par le fait  
que leur jeu était identique à celui des plus grands  
interprètes qui se produisaient à cette époque. Or on  
sait que le jeu pianistique n'a pas évolué depuis lors.

En fait, chaque époque a enfanté des pianistes aux  
tempéraments opposés. Il y a autant de différences  
aujourd'hui entre Maurizio Pollini, Glenn Gould, Martha  
Argerich, Sviatoslav Richter et Michelangeli qu'il y en  
avait entre Pugno (né en 1842), Saint-Saëns (né en  
1835), Planté, Rachmaninov, Cortot ou Hoffmann dans  
les premières années du XX<sup>e</sup> siècle. L'écoute des enre-  
gistres historiques détruit quelques légendes : on  
ne joue pas plus vite qu'au siècle dernier, on ne joue  
pas mieux du piano et l'on n'est pas plus fidèle aujour-  
d'hui qu'hier (et un peu moins que demain ?) aux textes  
imprimés depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Il y a toujours  
des interprètes qui parlent à la première personne  
du singulier, d'autres qui disent « nous » et d'autres qui  
totalement le compositeur en utilisant le « il » des Nor-  
mands.

Horowitzski était la preuve vivante de cela. Son jeu  
était le plus grand destructeur d'idées reçues. Ses sou-  
venirs avaient la fraîcheur de ceux d'une centenaire,  
vedette des salons parisiens dans les années 20. La  
vieillesse ne comptait à ses auditoires fascinés le vie à  
la cour de Louis XV. Non qu'elle ait vécu, elle-même,  
cette époque, mais, à l'âge de quinze ans, on l'avait  
marquée à un nonagénaire qui avait été l'un des pages  
du roi...

#### ALAIN LOMPECH

Mieczysław Horowitzski a beaucoup enregistré, et ses  
disques sont captivants. Notamment ceux qu'il a  
enregistrés en public à Prades, pendant les années 50,  
sous la direction de Pablo Casals : Lyric vient de publier  
un double album dont il est le héros, 2 CD LYR 119120  
(distribués par Notre Music). De son côté, Nonesuch a  
publié quelques disques compacts enregistrés ces  
dernières années : Bach : Partita n° 6, Schumann :  
Papillons op. 2, 7559-79264-2 distribué par WEA, dont un  
étouffant régal, capté au Curtis Institute. Rappelons que  
Relief a édité, il y a un an, un coffret de 4 CD CRCD  
911024 (distribués par Média 7) reprenant des gravures  
effectuées pour Vox dans les années 50 par le pianiste,  
dont une interprétation remarquable du Concerto en mi  
mineur de Chopin.



MUSIQUE

LES OPÉRAS DE HAYDN POUR LA COUR DU PRINCE ESTERHAZY

# LA GALAXIE OUBLIÉE

par H. C. ROBBINS LONDON

De 1763 à 1784, Joseph Haydn composait des opéras pour son patron, le prince Nicolas Esterhazy. Ils auraient pu n'être que de simples divertissements joués devant la cour. Mais le père de la symphonie, du quatuor à cordes et de la sonate ne pouvait que renouveler un genre déjà prisé. Les huit ouvrages lyriques qui nous sont parvenus ont fait l'objet d'une exemplaire réalisation discographique dirigée par Antal Dorati pour Philips dont le succès phénoménal, il y a vingt ans, justifiait qu'elle soit rééditée sur disques compacts.

Armida, en 1784. C'est là que s'achève notre chronique car son tout dernier opéra, l'Anima del filosofo (Londres, 1791) ne fut, pour des raisons diverses, jamais joué du vivant du compositeur.

Les années passent. Le prince Nicolas est à présent un très vieux homme, et en 1790, on le retrouve maître de cérémonie à la loge franc-maçonne Zur gelübten Hoffnung à Vienne, à laquelle appartient également Mozart. Pendant l'été 1790, ils préparent trois nouveaux opéras pour la saison d'automne et l'une des dernières représentations à Esterhazy est une comédie des Noces de Figaro. Soudain, le prince retourne à Vienne, malade. Les docteurs sont impuissants, et le 28 septembre, il meurt. Son successeur ne s'intéresse pas à la musique et la compagnie est dissoute. Haydn se rend à Vienne et se fait immédiatement engager. Il passe beaucoup de temps avec Mozart, son ami le plus proche et compagnon de maçonnerie (Haydn appartient à la loge viennoise Zur wahren Eintracht). Il lui aura certainement dit que le brillant petit théâtre d'Esterhazy ne pouvait que fermer ses portes définitivement après le plus bel opéra du Settecento le Nozze di Figaro.

A la sortie du livre monumental de Denes Bartha et Laszlo Somfai à Budapest (1960), Haydn als Opernkapellmeister et des recherches de Janos Harich (Haydn Yearbook), le monde des érudits apprend avec étonnement que le château d'Esterhazy rivalise de 1776 à 1790 avec les plus grands opéras de Naples, Milan, Vienne et Paris, non seulement par la qualité des œuvres présentées, mais, encore plus surprenant, par leur quantité. Les faits révèlent que Haydn était probablement parmi les grands compositeurs celui qui avait le plus de pratique de l'opéra, mis à part Haendel et Verdi.

An cours de cette période, Haydn dirige plus de deux cents opéras, composés par lui ou par d'autres. En outre, il fait répéter les chanteurs, prépare les partitions (avec les coupures, les transpositions d'usage), supervise l'acquisition de nouvelles partitions et une équipe de copistes qui travaille jour après jour pour produire les milliers de pages nécessaires aux différents rôles. Il écrit également une vingtaine d'arias pour remplacer celles qu'il trouve ternes, réorchestre une Gazzaniga ou une Traetta. Entre 1780 et 1790, se déroulent pas moins de 1 038 représentations au château. Pour la seule année 1786, il présente huit nouveaux opéras et en reprend neuf autres pour un total de cent vingt-cinq représentations. En dehors de l'opéra où les œuvres sont données en italien (avec une distribution principalement italienne), sont présentés nombre d'opéras pour marionnettes en langue allemande, dans un théâtre conçu pour cet usage. Haydn lui-même a écrit une demi-douzaine

opéras, s'ils n'exercent pas l'influence qu'ils auraient dû, sont dans le ton.

En 1970, Decca a commencé à sortir toutes les symphonies de Haydn avec la Philharmonica Hungarica, basée en Allemagne, dirigée par Antal Dorati. En tout juste quatre ans, ils ont achevé la collection qui a remporté un immense succès commercial (je me souviens d'en avoir vu des piles rangées sous les comptoirs pour les ventes de Noël à Londres en 1974, aussi importantes que celles des Beatles). Six ans plus tard, Philips a sorti une collection des opéras de Haydn, méticuleusement conçue et enregistrée avec l'Orchestre de chambre de Lausanne dirigé par Dorati, dans une église au milieu des vignes, au-dessus de Lausanne (on y fabrique un merveilleux vin blanc, le meilleur des vins suisses de l'avis d'un bon nombre de connaisseurs). En quelques années, Erik Smith, producteur des opéras, a réussi à enregistrer pas moins de huit opéras de Haydn et une collection d'arias et d'ensembles écrits par Haydn pour remplacer des morceaux à l'intérieur d'opéras d'autres compositeurs. La plupart de ces opéras étaient enregistrés pour la première fois. Riche d'une expérience acquise avec ses cent sept symphonies, Dorati était peut-être le seul au monde à posséder la connaissance pratique nécessaire du style de Haydn pour faire revivre ces opéras méconnus, et le résultat est une réussite majeure de l'histoire du gramophone.

Il se sont également montrés inventifs dans leur distribution : Frederica von Stade (alors relativement inconnue), Lucia Valentini Terrani (devenue une célèbre interprète de Rossini), Jessye Norman, ainsi qu'Edith Mathis, Arleen Auger, Anthony Rolfe Johnson, Ileana Cotrubas, Luigi Alva, Claes H. Ahmsjo, Samuel Ramey, et Barbara Hendricks. Les enregistrements dans cette fameuse église ont une sonorité ensorcelante. Certains s'accompagnent de nouveaux textes (l'Isola disabitata, la Vera Costanza).

Difficile de choisir dans cette galaxie, mais je prends le risque. Il faut faire quelque chose pour le nouveau-venu qui peut s'offrir un coffret, mais pas deux et certainement pas sept. Je dirais donc : commencer avec la Fedella premiata, musicalement la plus riche et la plus gratifiante, avec des finales fabuleuses et des arias mémorables. Il a été créé à Esterhazy en 1781. Son utilisation des tierces descendantes enchaînées dans le final du premier acte a eu une influence majeure sur le Cost Jan tutte de Mozart (Mozart aurait entendu l'opéra de Haydn lors de sa présentation par Schikaneder à Vienne en 1784). Les interprètes sont notamment Lucia Valentini Terrani, Frederica von Stade, Ileana Cotrubas et Luigi Alva. La partition de cette œuvre fondamentale n'a pas été publiée avant 1968, ni enregistrée avant 1970.

Si vous pouvez vous offrir deux opéras, je suggère pour



Joseph Haydn, gravure de L. Schiavonetti, 1791.

d'opéras par marionnettes dont deux seulement ont survécu. Les opéras de Haydn étaient-ils dans le ton ? A première vue, non. Le relatif – et parfois pénible pour le compositeur – isolement dans lequel ses opéras sont produits, tient du phénomène. Haydn est peut-être plus au fait de l'évolution de l'opéra à son époque que quiconque, mais le monde de l'opéra ignore Haydn. Il en est tout à fait conscient mais n'y peut rien changer. A la grande époque de l'opéra, il est impossible de lancer une œuvre trente ans après sa création. Au moment où, disons, Orlando paladino commence à tourner dans les opéras allemands au début du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est déjà de la musique ancienne. Haydn s'est même vu ravir la possibilité de remporter un succès légitime à Naples, Saint-Petersbourg ou Mannheim.

L'isolement d'Esterhazy est cependant à sens unique. Si les opéras d'Haydn ne sortent pas, ceux des autres entrent, et Haydn peut suivre l'évolution de l'opéra italien de son regard aigu de chef d'orchestre. Ainsi, ses

le second l'Infedeltà delusa (1773), l'opéra présenté à l'impératrice Marie-Thérèse qui l'a adoré, le plus prisé par le public depuis sa récréation (publié en 1961, il a été enregistré trois fois depuis).

Ces opéras de Haydn sont une célébration de la vie au dix-huitième siècle et contiennent en un sens tout ce qui fait de Haydn un grand homme de ce siècle des Lumières : vous y trouverez l'esprit, la poésie, la chaleur et un catalogue touchant de nos espoirs et de nos fragilités, alliés à une extraordinaire énergie et une sorte de vitalité intérieure rayonnante. Peut-être en éprouvons-nous un besoin particulier de nos jours.

H. C. Robbins London est musicologue, écrivain, auteur d'émissions de radio et de films sur la musique. Il a publié récemment « 1791, la dernière année de Mozart » (éditions Lattès) et « 11 novembre 1791, Mozart » (ibidem).

\* Un ensemble de sept coffrets Philips 436 167-2 (20 CD : 2 000 F environ). Chacun des opéras est disponible séparément.

**H**AYDN se confronte pour la première fois avec le monde de l'opéra lorsqu'un impresario viennois du nom de Kunz engage le jeune compositeur à mettre en musique l'un de ses livrets. On a trouvé récemment trace d'une représentation donnée en mai 1753, de cette pièce, intitulée *Der krumme Teufel*. Quelques années plus tard, l'œuvre remaniée, dans laquelle s'intègre un grand intermède italien, reparait sous le titre *Der neue krumme Teufel*. Ce *Diable modifié* doit avoir été composé en 1757 car il fait usage d'arias empruntées à des œuvres jouées en Italie cette même année. Haydn a alors étudié avec Porpora et appris à composer sur des textes italiens. De fait, on détecte le livret imprimé de cette version de 1757, dont une seule copie a survécu. Pourquoi un intermède italien ? Son épouse décédée, Kunz s'est remarié avec une soprano italienne. Rien que le *Diable* ait été joué dans toute l'Europe germanique, jusqu'à Prague et à Varsovie, il n'en demeure hélas ! pas une seule note.

En 1762, Haydn est déjà Kapellmeister du prince Nicolas Esterhazy, lorsqu'une troupe ambulante de chanteurs originaires, pour la plupart, de Presbourg sur le Danube, vient à Eisenstadt présenter un opéra italien. Haydn leur écrit des petites comédies italiennes, et le prince décide d'engager la troupe de Presbourg. La Compagnie d'opéra d'Eisenstadt est née. L'année suivante, Haydn compose *Acide e Galatee*, un opéra seria, et au cours de l'été 1763 un opéra bouffe, *la Marchesa Nepola*. On a retrouvé en grande partie la musique de ces deux œuvres très différentes dont la composition fut un exercice particulièrement enrichissant pour Haydn. Elle lui offrit l'opportunité de s'essayer, avec ses propres chanteurs chevronnés, à ces deux formes d'opéra, bouffe et seria.

Le prince Esterhazy et Haydn se découvrent tous deux un penchant certain pour la production d'opéras. Au cours des années suivantes, Haydn prend pour habitude d'en composer à chaque circonstance particulière (anniversaire, mariage, fête). Les chanteurs de Haydn à cette époque sont principalement autrichiens, mais ils ont été formés à la *buona scuola italiana*. Il compose ainsi, au cours de l'été 1776, un petit intermède, *la Canterina*, dont il présente une répétition – en costumes – dans la grande salle d'Eisenstadt, en présence d'un grandiose «Gesamgastspiel» de tout l'entourage d'Esterhazy qui doit se tenir dans l'ancienne ville du couronnement hongrois, Presbourg (actuellement Bratislava en Slovaquie). Au printemps de 1767, Haydn dirige la *Canterina* à Presbourg, dans le jardin du prince, où le *Judex curiae* a fait construire un théâtre. Le prince Esterhazy récompense Haydn et tous les interprètes quelques jours plus tard en leur offrant la somme de 60 ducats. Haydn en avait reçu personnellement 24 de son généreux prince avant même que l'opéra ne soit donné, pour une nouvelle symphonie, ou autre œuvre du même type (24 ducats = 99 gulden = un système du salaire annuel de Haydn).

Le prince Nicolas a de nouveaux projets. Vers la fin des années 1760, il transforme un modeste pavillon de chasse à Sittorf, sur la rive sud du lac de Neusiedl (à présent frontalière entre l'Autriche et la Hongrie), en ce qui va devenir le plus beau château baroque érigé en cette deuxième partie de siècle sur le sol hongrois – le château d'Esterhazy. En 1768, s'achève la construction d'une nouvelle salle d'opéra. Le prince invite à l'inauguration deux vices amis de la famille – déjà présents à Presbourg pour la *Canterina*, l'archiduchesse Marie-Thérèse, fille préférée de Marie-Thérèse, avec son époux, le prince Albert von Sachsen-Teschchen, et Haydn fait jouer en leur honneur, le 28 septembre 1768, un nouvel opéra, *lo Speciale* (tiré du livret de Goldoni). On donne également un bal costumé. Haydn – en domino de velours – et ses musiciens, qui en paysan hollandais ou anglais, ou en riche millard – illustrent un tableau de Watteau.

Deux ans plus tard, le prince Nicolas organise une fête raffinée, pour célébrer le mariage de sa nièce favorite, la comtesse Lamberg, avec le comte Pooch. Les festivals du prince Esterhazy, devenus célèbres, font l'objet d'articles dans la presse.

En 1773, trois ans après cet événement, Haydn s'attaque à un nouvel opéra, *l'Infedeltà delusa*, sur un livret de Marco Coltellini, qui a travaillé avec Traetta, Gluck et Mozart. Livret qui en fait déjà un opéra à part puisque les héros ne sont ni des dieux morts de l'Antiquité grecque ni des généraux romains mais des fermiers toscans. Seule une cruelle satire de marquis représente l'aristocratie. L'action se situe au château de Rippafatta dans la province de Lucques et le manuscrit dédié à l'attention de Notre-Dame, sa patronne en toutes choses, démontre par son extravagante signature au bas d'une feuille de musique, sinon vicié – *laus omnipotenti Deo ac Beatissimae Virgini Mariae* – à quel point le compo-

teur considère son achèvement comme un événement très spécial. Le prince Nicolas est apparemment du même avis, car avant la première, il envoie à Haydn 25 ducats. A tous les égards, *l'Infedeltà delusa* marque un tournant dans la carrière de Haydn compositeur d'opéra. Humour pétillant, tendresse, humanité alliés à une écriture vocale et instrumentale brillante étonnent le public d'Esterhazy, comme ils étonnent encore aujourd'hui.

En 1775, le prince Nicolas offre sa dernière grande fête, peut-être la plus célèbre. En l'honneur d'une visite d'Etat de l'archiduc Ferdinand et de son épouse Béatrice d'Este, qui gouverne depuis Milan la province autrichienne de Lombardie. La cour quitte Vienne le 28 août 1775 à 3 heures de l'après-midi pour arriver à Esterhazy cinq heures plus tard. Dans les terres du prince, les invités sont salués par une foule de serfs portant des banderoles. Devant le château, sur une estrade enguirlandée de fleurs, se tiennent joueurs de trompette et de tambour, et de chaque côté de l'entrée principale, domestiques et grenadiers au garde-à-vous, vingt et un laqueux en uniforme de gala, six courtiers, six hommes de bonne taille de la garde personnelle du prince, l'orchestre au complet avec Haydn à sa tête, le chasseur principal, le personnel administratif, six pages hongrois, et six «allemands» accueillent l'archiduc, l'archiduchesse et leur suite. Une scène de pompe et d'apparat telle qu'on n'en a plus vu depuis les grandes fêtes de Laurent de Médicis.

Un groupe d'acteurs de langue allemande en résidence au château donne une «petite pièce allemande», suivie d'une grande illumination du parc et du château, puis un banquet clôt la soirée. Le Feldmusik principal, ou des orchestres d'instruments à vent, réveillent les invités au matin du 29. On visite le château, le grand hall de musique, la *sala terrena* et le théâtre de marionnettes. Après le déjeuner, les invités visitent, en équipage, le jardin principal, où ils peuvent découvrir les temples dédiés à Diane, au Soleil, à l'Amour et à la Fortune, ainsi que l'ormée, de construction récente. Ils terminent leur promenade par l'opéra où l'illustre compagnie assiste à l'opéra italien composé spécialement pour l'occasion. C'est s'appelle *l'Incontro improvviso*, comporte trois actes et est emprunté aux Français. La poésie est de M. Fr. Berth, qui est au service du prince. Le sujet et l'intrigue sont comiques au possible, la musique, comme d'habitude avec Haydn, excellente.

Après cette représentation de gala du nouvel opéra de Haydn, la compagnie est conviée à souper puis rejoint la grande salle de bal chinoise pour un bal masqué. Le correspondant de la *Pressburger Zeitung* a compté un nombre impressionnant d'invités : 1 380 personnes. Cette même année, 1775, voit la représentation publique, avec des chanteurs de la troupe dirigée par Haydn, de son premier oratorio *il Ritorno di Tobia* sur un livret de Giovanni Battista Bocherini, frère de Luigi (membre de l'orchestre de la cour de Vienne dans les années 1750). Poussé par le succès obtenu par l'oratorio, en avril 1775 à Vienne, l'opéra de la cour passe commande à Haydn. Il choisit *la Vera Costanza* mais se heurte à tant d'intrigues et d'opposition de la part des Italiens qu'il abandonne la partition. L'opéra sera créé à Esterhazy en avril 1779.

Au moment où Haydn donne son opéra en Hongrie, il a adapté la musique aux exigences locales, ce qui signifie par exemple qu'il a lieu des trompettes (dont il se sert en de rares occasions telles que *l'Incontro improvviso* en 1775), il doit utiliser des cors en *do*, en d'autres termes des cors d'une octave plus aiguë qu'à l'habitude.

La plus fascinante facette de Haydn est son traitement des finales d'opéra, dont il fait, à l'exemple des Italiens, et ainsi que Mozart, une structure qui est le point culminant dramatique de l'acte en question. Les finales deviennent de plus en plus longs chez Haydn, si bien que, dans le premier acte de *la Fedella premiata*, il dure quelque vingt minutes. Voici ce que George Hogarth, éminent écrivain britannique, beau-père de Charles Dickens, dit à ce sujet : « Dans les opéras de Haydn et Mozart, les accompagnements, même des airs, étaient d'une richesse d'harmonie et combinaient les instruments d'une façon inégale auparavant ; durant les longs finales et autres morceaux instrumentaux qui portent les scènes les plus animées, les plus vivantes de la pièce, la musique d'orchestre consiste en une série de mouvements écrits et joués dans un style symphonique, et, au lieu de les accompagner, sont accompagnés par les acteurs sur scène qui continuent le dialogue en une succession de phrases vocales, écrites, sur la symphonie instrumentale, tandis que leurs mouvements sont réglés par sa durée... Cette méthode, en conséquence, était si séduisante, que son adoption universelle a fait paraître toute musique scénique plus ancienne maigre et décolorée ».

Le dernier opéra que Haydn a composé pour le brillant petit théâtre du château d'Esterhazy (500 places) est

Musiques du monde

**MAHATTAH AND THE MAHATTAH QUEENS**  
The Star of the  
King of the Queens (2)  
Haydn, un des rois de la musique classique, a composé une œuvre originale de ses «opéras» : *Der krumme Teufel*, dont une seule copie a survécu. Pourquoi un intermède italien ? Son épouse décédée, Kunz s'est remarié avec une soprano italienne. Rien que le *Diable* ait été joué dans toute l'Europe germanique, jusqu'à Prague et à Varsovie, il n'en demeure hélas ! pas une seule note.

STE WIECZYSLAW HORSZOWSKI

d'un centenaire

Le prince Nicolas a de nouveaux projets. Vers la fin des années 1760, il transforme un modeste pavillon de chasse à Sittorf, sur la rive sud du lac de Neusiedl (à présent frontalière entre l'Autriche et la Hongrie), en ce qui va devenir le plus beau château baroque érigé en cette deuxième partie de siècle sur le sol hongrois – le château d'Esterhazy. En 1768, s'achève la construction d'une nouvelle salle d'opéra. Le prince invite à l'inauguration deux vices amis de la famille – déjà présents à Presbourg pour la *Canterina*, l'archiduchesse Marie-Thérèse, fille préférée de Marie-Thérèse, avec son époux, le prince Albert von Sachsen-Teschchen, et Haydn fait jouer en leur honneur, le 28 septembre 1768, un nouvel opéra, *lo Speciale* (tiré du livret de Goldoni). On donne également un bal costumé. Haydn – en domino de velours – et ses musiciens, qui en paysan hollandais ou anglais, ou en riche millard – illustrent un tableau de Watteau.

Deux ans plus tard, le prince Nicolas organise une fête raffinée, pour célébrer le mariage de sa nièce favorite, la comtesse Lamberg, avec le comte Pooch. Les festivals du prince Esterhazy, devenus célèbres, font l'objet d'articles dans la presse.

En 1773, trois ans après cet événement, Haydn s'attaque à un nouvel opéra, *l'Infedeltà delusa*, sur un livret de Marco Coltellini, qui a travaillé avec Traetta, Gluck et Mozart. Livret qui en fait déjà un opéra à part puisque les héros ne sont ni des dieux morts de l'Antiquité grecque ni des généraux romains mais des fermiers toscans. Seule une cruelle satire de marquis représente l'aristocratie. L'action se situe au château de Rippafatta dans la province de Lucques et le manuscrit dédié à l'attention de Notre-Dame, sa patronne en toutes choses, démontre par son extravagante signature au bas d'une feuille de musique, sinon vicié – *laus omnipotenti Deo ac Beatissimae Virgini Mariae* – à quel point le compo-

teur considère son achèvement comme un événement très spécial. Le prince Nicolas est apparemment du même avis, car avant la première, il envoie à Haydn 25 ducats. A tous les égards, *l'Infedeltà delusa* marque un tournant dans la carrière de Haydn compositeur d'opéra. Humour pétillant, tendresse, humanité alliés à une écriture vocale et instrumentale brillante étonnent le public d'Esterhazy, comme ils étonnent encore aujourd'hui.



DANSE

KAROLE ARMITAGE A LA MAISON DE LA CULTURE DE BOBIGNY

# LE RAP A L'ASSAUT DE WALL STREET

Karole Armitage termine une pièce au vitriol sur les golden-boys des années 80 et la friction : « *Hucksters of the Soul* », qu'elle traduit par « *le Bal des prédateurs* ». L'arnaque morale. La régression des mœurs. La mise à mort de la culture. Comme beaucoup d'artistes, la chorégraphe a laissé l'environnement pénétrer son travail. « *Hucksters* » est une comédie musicale cynique et sombre pour rappers américains et français, escortés de quatre danseurs classiques, da deux comédiens et d'un être somptueusement étrange, performer dans un night-club new-yorkais.



TIZIANO MAGNI

KAROLE Armitage, ex-danseuse chez Balanchine, ex-soliste chez Cunningham, chorégraphe depuis treize ans, répète, à Bobigny. Elle se lève, marche avec la détermination d'un soldat qui aurait fait de la danse classique, s'empare du micro. Sa voix claque pour haranguer ses troupes et couvrir la puissance de la musique. Face à elle, un groupe hétérogène et soudé, ce qu'on appelle une troupe. Il y a les Hot Dogs, rappers de New-York, et GBF, rappers de Barcelles ; une douce danseuse classique, Donna Dunmire, et Michael Puelo, Américain lui aussi, fils de Siciliens, transfuge du New-York City Ballet. Tous les deux sont des fidèles de la chorégraphe. José Cruz vient de Barcelone, Leone Barilli de Florence ; les comédiens Preston Maybank et James Suskin de Los Angeles, et Richard Move invente des performances chaque semaine dans un club à New-York. Tous sont prêts à jouer et à danser la vie crapuleuse et véridique de Michael Milken, héros éphémère de Wall Street.

Le sujet tient à cœur à Karole Armitage. Elle a subi de plein fouet les effets de la politique Reagan. En 1987, on la rencontre à New-York, les yeux presque fermés par une allergie. Elle se bat pour sauver sa compagnie. Elle va échouer. Elle part dans les montagnes du Colorado, travaille le folklore avec des amateurs de tous âges, et passe de temps à temps par Los Angeles. « *Tout s'est écroulé autour de moi. Sept ans de création totalement niés. Il me fallait des raisons de continuer la danse. Trouver des idées chorégraphiques pour faire évoluer le style de Madonna, de Michael Jackson. La seule chose qui m'ait redonné un peu de plaisir, c'est la découverte du rap. Dans les clips, dans la rue. J'ai suivi des cours dans une petite école où viennent se perfectionner des danseurs, des Noirs pour la plupart. Je m'interroge sur cette société qui ruine sa culture, et qui, tout à l'opposé, dans la rue, voit surgir une danse d'une vitalité et d'une virtuosité surprenantes.* »

Karole Armitage a pour le rap la même exigence qu'elle a montrée pour le ballet. Les rappers s'entraînent pour être les meilleurs, pour acquérir un style impeccable, insistant sur les enchaînements et la coordination des bras et des jambes. « *D'instinct, ils copient les pas du ballet presque à l'identique. Ils sont fascinés par les pointes. Comme les danseurs classiques sont, pour leur part, « accros » au rap. Il m'a semblé tout naturel de prendre le rap, genre emblématique des années 80, pour raconter cette période.* »

Karole Armitage est entrée dans la carrière, à ce moment-là, dans un grand fracas médiatique. Avec *Vertige* et *Drastic Classicism*, sur les riffs de la guitare de Rhys Chatham ; elle est alors la « punk ballerina », invente une danse dure qui marche avec le rock, investit l'espace de ses jambes immenses, désarticulées, les cheveux en l'air. Délibérément à contre-courant du puritanisme de la danse.

Puis, jamais lasse de déconcerter, Armitage brouille son image de punk qui menaçait de devenir un piège,

et se paie le culot de remettre ses danseurs sur pointes. Elle crée plusieurs chorégraphies pour l'Opéra de Paris (*Massacre sur MacDougal Street*, *The Tarnished Angels*), pour l'American Ballet Theater (*The Mollino Room*) et toutes les grandes scènes internationales. Sa renommée dépasse la danse. Cela lui vaut d'être classée « *traïtesse* » à la danse contemporaine. Elle démode surtout les vieux réflexes. A l'instar des artistes plasticiens, elle mêle les références, le jazz d'Albert Ayler aux arabesques, les débanchements des go-go-girls des bars à la rigueur des pliés. Elle accentue les archétypes féminins, met en scène l'érotisme, le porno soft avec la collaboration de l'artiste Jeff Koons (ex-compagnon de la Ciccilina), crée un univers raffiné, hors des normes du bon goût, des mœurs réactionnaires, avec les toiles de David Salle, les costumes de Christian Lacroix.

« *C'est la Biennale de la danse de Lyon qui, en 1990, m'a remis définitivement en selle avec une commande sur la musique de Frank Zappa. Je ne danse plus, je crée pour des ballets, en Europe essentiellement. Charleroi/Dansez, le Ballet de Monte-Carlo où les danseurs, entraînés par Eugène Pollakov, ont un niveau de rêve. Des féroces. Quand des danseurs de cette trempe cassent les règles du classique, ils le font mieux que personne. Aux Etats-Unis, il y a l'Oregon Ballet qui tente des expériences analogues. J'ai beaucoup réfléchi à ce changement d'attitude de mon pays envers la culture. La primauté de l'argent, les fortunes amassées en jouant avec les ordinateurs, le virtuel qui remplace le réel. Les Américains ont toujours préféré l'image à la réalité. Le faux est tellement plus vrai que le vrai. C'est le sujet de ma chorégraphie. L'intérêt que l'Amérique a porté aux arts après guerre est un moment unique de notre histoire, une parenthèse sans espoir de continuation, il y avait de l'argent et une volonté culturelle. C'est fini. Irréversiblement. Avec Bill Clinton, il y a eu un moment d'espoir. Mais déjà les gens sont contre lui parce qu'il projette une image trop complexe. Ils regrettent la simplicité avec laquelle Reagan se mettait en scène !* »

L'argent de la production *Hucksters of the Soul* est essentiellement français. S'ajoutent quelques subsides de mécènes américains qui n'ont jamais abandonné Armitage. Malgré la défection du réalisateur chargé de monter le film tourné par la chorégraphe, le décor d'images pourra être mis partiellement en place. « *Des mois de travail ! C'est un court métrage qui raconte comment se fabrique un clip. Il m'a été inspiré par Madonna. Il s'agit de la vente d'une image, de l'art de ne pas être original, surtout pas, de l'appropriation*

des femmes de ces nouveaux aventuriers, escrocs dissimulés derrière leurs écrans. Elles n'étaient jamais au courant des activités de leurs maris, ne se demandaient jamais d'où arrivait l'argent. Pas une seule n'a été mêlée à ces histoires de fric... La femme de cette comédie musicale est l'image d'une certaine perversion ; soit elle incarne l'image du désir, de l'aspect trouble que représente ce milieu, soit elle est la proposition d'un autre type d'énergie. Elle tire les ficelles des images. Elle choisit d'être ce qu'elle veut en fonction des circonstances. Seule, peut-être, mais elle est aussi la seule à en réchapper, à atteindre une sorte de transe-dance. »

Après avoir été une héroïne de la postmodernité, la chorégraphe semble se radicaliser. « *C'est l'impression que je donne. Le plus important pour moi reste cependant le spectacle pour le spectacle. Le plaisir des images, le plaisir de la danse. Et le désir, à chaque fois, de créer une expérience unique au monde. J'ai essayé de rendre le côté politique de Hucksters of the Soul d'une manière émotionnelle. J'ose l'avouer : je me sens, aujourd'hui, véritablement chorégraphe. J'ai beaucoup appris de toutes ces expériences.* »

« *Le rap possède-t-il la force de régénérer la danse contemporaine ? Difficile de répondre. Ce qui rend une danse intéressante, c'est la position, disons philosophique, du chorégraphe vis-à-vis de son art, de sa pratique. Est-ce qu'un univers aussi complet peut venir uniquement de la rue ? Le rap peut servir d'inspiration, de dédic.* »

Si Karole Armitage ne sait rien de son avenir lointain, elle dit qu'elle se sent d'attaquer, hennisse de rendre bientôt un hommage à celui qu'elle considère comme son père chorégraphique, George Balanchine. Rendez-vous est pris à Monte-Carlo, en septembre prochain.

DOMINIQUE FRÉTARD

\* Du 3 au 16 juin (sauf les 7 et 13) à 20 h 30. Dimanche 6 à 15 h 30. Maison de la culture, boulevard Léonie, Bobigny (Seine-Saint-Denis). Métro : Bobigny-Pablo-Picasso. Locations : 48-31-11-45. Les 15 et 16 juillet : Festival d'Aix-en-Provence. Du 18 au 21 août : Hebbel Theater, Berlin.

PALAIS ROYAL  
NADA THEATRE  
UBU  
d'après Alfred JARRY  
BIBETTE MANSON  
GUILHEM DELLEGRIN  
On pense à l'esthétique « petits indiens  
trois quarts » des années 80, au burlesque  
du temps de la Compagnie Gracien-  
Husserot. Une image à la Daumier d'un  
couple uni pour le meilleur et pour le  
pire...  
C. Godard Le Monde  
Cette adaptation est d'une liberté farouche  
et jubilante. Ici, le théâtre a du poids, du  
réel, de la couleur. B. Manson et G. Pellegrin  
ont beaucoup de talent... une turpitude  
italienne.  
M. Trépolet Le Figaro  
LOCATION 42 97 59 81  
ETUDIANTS 100 F

MAILLO  
Turbulences  
Rendez-vous des  
jeunes Compagnies  
du 10 au 13 juin 1993  
Renseignements : 89 07 61 71

PHILIPS  
Capital Classics  
BEETHOVEN  
BRENDDEL  
L'ÈRE NOUVELLE  
BEETHOVEN  
PIANO SONATAS  
REARRANGED  
ALFRED  
BRENDDEL  
PREMIER VOLUME DE LA  
SÉRIE COMPLÈTE DES  
SONATES DE BEETHOVEN  
PHILIPS  
Le son et l'image d'un  
chef d'œuvre

Un nouveau maître